U d/of OTTAWA
39003003485249

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/mariethrse1701vill

Universitas
BIBLIOTHECA
Ottaviensis

MARIE-THÉRÈSE.

1717-1780.

MARIE-THÉRÈSE

1717-1780,

PAR

LE COMTE DE VILLERMONT.

TOME PREMIER.

JUNIORAT DU SACRE-COEUR

PARIS

DESCLÉE, DE BROUWER ET Cie.

1895.

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

DB
71
.V54
1895
v.1

MARIE-THÉRÈSE.

CHAPITRE PREMIER.

SOMMAIRE. — Joseph Ier. — Sa mort. — Avènement de Charles VI. — Traité d'Utrecht. — Mariage de Charles VI avec Élisabeth de Brunswick. — Son caractère. — Le sacrilège de Raab. — La pragmatique sanction. — La cour impériale. — Son étiquette. — Sa vie intérieure. — Ses fêtes. — Esquisse des mœurs. — Décadence et fin du saint Empire romain.

LORSQUE Joseph Ier monta sur le trône impérial, il avait à peine dépassé la trentaine et présentait toutes les apparences d'une santé florissante. Son frère, l'archiduc Charles, loin de s'arrêter aux chances possibles de lui succéder, disputait vaillamment la couronne de toutes les Espagnes au petit-fils de Louis XIV. Il aimait l'Espagne, et ses rêves d'avenir n'allaient pas plus loin que la possession de ces contrées privilégiées, sur lesquelles avait régné son glorieux ancêtre Charles-Quint. Il était bien près de réussir, lorsque Dieu en disposa autrement.

Le 9 avril 1711, Joseph, assistant à une séance du Conseil privé, qui s'était prolongée plusieurs heures, se sentit indisposé. Le lendemain, les prodromes de la petite vérole se manifestèrent. Les médecins, réunis autour de lui, ne purent se mettre d'accord sur le traitement de sa maladie. Seul il comprit, dès le début, la gravité de son état. *Vale, Imperator*, dit-il. Le 17, il mourut, suivant de près le grand Dauphin, fils unique de Louis XIV, décédé à Versailles le 14 avril.

Comme il ne laissait que deux filles, son héritier naturel, d'après le droit allemand, était son frère, l'archiduc Charles ;

la double catastrophe renversait complètement la situation politique de l'Europe. Depuis neuf ans, en effet, l'Allemagne, l'Angleterre et la Hollande luttaient contre la France.Or, tout à coup, il se trouva que les immenses sacrifices d'hommes et d'argent, faits par les adversaires de la maison de Bourbon, avaient pour unique résultat de transporter le péril combattu sur une autre tête, en le rendant beaucoup plus menaçant, par la reconstitution de l'immense empire de Charles-Quint.

En face de ce retour des choses d'ici-bas, le cabinet de Londres ne perdit pas le temps en vaines hésitations. Il fit une brusque volte-face et le traité d'Utrecht,conclu le 11 avril 1713, fut la conséquence pratique de cette subite conversion.

Dans l'intervalle, Charles avait été élu empereur, le 12 octobre 1711, à l'unanimité des voix des princes électeurs. A la fin du mois de septembre précédent, il s'était embarqué à Barcelone et fait mener à Gênes, sous l'escorte d'une flotte hollandaise. Le 30 octobre, il reçut à Milan, des mains de l'électeur palatin Charles-Philippe, la cédule de son élection. Il se rendit aussitôt à Francfort, où il fut couronné solennellement, le 22 décembre 1711. A cette occasion, une explosion d'enthousiasme poétique ébranla l'empire tout entier. Le patriotisme allemand se crut à la veille de voir renaître les grands jours, non pas seulement de Charles-Quint, mais de Charlemagne, et des milliers de poèmes célébrèrent les grandioses destinées assurées au nouvel empereur.Si ce prince avait eu,lui aussi,un moment,ces illusions,son caractère calme, réservé, indécis, infiniment plus propre à la résistance qu'aux aventures, ne lui permettait pas d'y persévérer. Il sut comprendre les exigences de la situation et s'y conforma. Le 6 mars 1714, le traité de Rastadt, transformé, le 7 septembre suivant, en traité de l'empire, à Bade, mit fin à la guerre qui s'était prolongée entre l'Allemagne et la France.

Il ne peut entrer dans notre cadre de raconter l'histoire de Charles VI, sinon dans la mesure nécessaire pour éclairer celle de Marie-Thérèse. Nous écarterons donc le récit des guerres heureuses soutenues par ce monarque jusqu'en 1734, époque à dater de laquelle la médaille triomphale se retourna, en montrant le revers des humiliations et des douleurs. Nous nous attacherons uniquement à ce qui peut donner au lecteur la connaissance du milieu dans lequel grandit l'héritière des Habsbourgs et à l'étude de ce qui fut l'acte essentiel du règne de son père, l'objet de sa constante pensée, à travers tous les événements, le mobile de toute sa conduite, à dater du jour où il en eut la première conception.

En 1708, Charles Ier, alors roi d'Espagne, avait épousé Élisabeth de Brunswick-Wolfenbuttel, à cette époque âgée de seize ans et l'une des beautés les plus remarquables de son temps. Élevée dans les idées luthériennes les plus sévères, Élisabeth se convertit au catholicisme, mais elle garda toujours quelque chose de sa première éducation religieuse, et ce quelque chose ne fut pas sans influence sur Marie-Thérèse, sa fille.

Lorsqu'elle parut à Vienne, où elle fut mariée par procuration au roi Charles, les charmes de sa physionomie, la distinction de sa personne, la grâce de son maintien et de sa parole, firent sur la cour et sur le public une impression tout à fait extraordinaire. « Je ne puis me lasser, écrivait Joseph Ier au « vieux duc Ulrich, de témoigner à Votre Altesse ma joie et « ma satisfaction de ma petite-fille. Certes, je m'attendais as- « surément à trouver en elle une princesse douée de toutes les « perfections, mais je dois avouer que sa jeunesse, sa beauté, « ses charmes dépassent les rêves de mon imagination et je « puis assurer Votre Altesse que la ville entière et tout le pays « admirent ses incomparables qualités, tout autant que moi. »

Après l'arrivée d'Élisabeth à Barcelone, Charles adressa à ses beaux-parents deux lettres pleines d'enchantement. « Enfin « j'ai eu, écrit-il au duc Louis Rodolphe, le bonheur long- « temps attendu, de recevoir ma bien-aimée femme et de « célébrer mon mariage avec tout le cérémonial requis. Je « ne veux pas tarder davantage à vous exprimer tout « mon bonheur. J'avais déjà entendu de divers côtés, vanter « les grâces qui lui ont conquis le cœur des populations, mais « maintenant que je la vois, je trouve que tout ce qu'on m'en « a conté n'est qu'une ombre auprès de l'éclat du soleil. Les « mots me manquent pour exprimer ses rares et précieuses « qualités, comme aussi pour dire convenablement toute ma « joie. »

Et à la duchesse Christine Louise, sa belle-mère : « Per- « suadé que la nouvelle de l'heureuse arrivée de mon angé- « lique reine, la fille bien-aimée de Votre Altesse, vous « réjouira cordialement, je ne veux pas différer un instant de « vous la faire savoir par un courrier exprès. Votre Altesse « apprendra de la Reine elle-même qu'elle est débarquée ici, « en bonne santé, ce dont je rends grâces à Dieu. Impossible « d'exprimer ma joie, ma satisfaction ; encore moins m'est-il « possible de vanter assez ses qualités. Votre Altesse sera « charmée de savoir qu'elle se fait adorer de tous les gens « des pays qu'elle traverse et jugera aisément du contente- « ment que j'en reçois, contentement qui dépasse toutes mes « espérances. Je puis assurer Votre Altesse que je ne négli- « gerai rien pour servir ma chère reine, non comme elle le « mérite, mais du moins de mon mieux et comme doit être « apprécié et servi le précieux trésor que Votre Altesse m'a « confié. Je ne puis remercier assez Votre Altesse d'avoir bien « voulu me donner une fille si accomplie et j'aurai à cœur « de lui en témoigner toute ma reconnaissance. »

Lorsque Charles quitta l'Espagne, après la mort de Joseph Ier, pour prendre possession des états autrichiens, Élisabeth y demeura comme régente et déploya beaucoup de prudence et de pénétration dans la conduite des affaires du royaume. Revenue à Vienne, elle s'abstint de toute intervention dans la politique et se consacra exclusivement à l'éducation de ses enfants. Jamais, d'ailleurs, ménage ne fut plus uni de cœur, d'affection, de goût, d'estime et de confiance mutuelle. Comme épouse et comme mère, Élisabeth fut un modèle à offrir à toutes les conditions sociales. Elle sut choisir avec une rare sûreté de jugement les personnes de mérite dont elle entoura ses enfants, et inspirer de bonne heure à ceux-ci, par ses exemples et ses leçons, les sentiments et les vertus qu'admirèrent en eux leurs contemporains. Toutefois, bien qu'elle se fût convertie au catholicisme, avec une entière conviction et en toute conscience, elle ne put se dépouiller totalement de certains préjugés ombrageux, dans lesquels se perdaient, de son temps, les docteurs en renom du protestantisme. Ses idées sur la papauté, la liberté de l'Église, le rôle des ordres religieux, les rapports de l'Église et de l'État, obscurcies par le vieux levain de son éducation première, ne furent pas sans influence sur l'empereur, sur sa famille et sur sa cour. Elle inculqua profondément dans l'esprit de Marie-Thérèse le principe luthérien du Césarisme et y sema la première graine de l'ivraie dont la végétation, si luxuriante sous Joseph II, reçut le nom de joséphisme.

Charles subissait d'autant plus facilement l'influence de l'impératrice, que cette princesse se renfermait avec plus de tact et de prudence dans le cercle de ses devoirs d'épouse et de mère. Il avait en elle une confiance absolue et lui portait un attachement aussi nourri d'estime et de respect que de tendresse. Son caractère indécis, qui répugnait aux solutions

vigoureuses ou hâtives, aimait à s'appuyer sur la virilité d'âme de l'impératrice. Il était d'une humeur douce et égale, esclave de ses devoirs, fidèle à ses affections, ami des arts et fort instruit ; naturellement pieux, il supportait le bonheur avec modération, le malheur avec une grande fermeté. Pendant la guerre de succession, il donna de nombreuses preuves de bravoure personnelle et de capacités militaires. Revenu à Vienne, il renonça aux campagnes et à la direction des armées, parce que, dit l'historien Menzel, il possédait dans la personne du prince Eugène de Savoie un général dont il reconnaissait le génie. Eugène disait de son côté : « J'ai eu en Léopold, un père, dans Joseph un frère; dans Charles j'ai un maître. » Il aimait passionnément la chasse et les exercices du corps, mais jamais il ne leur donna le pas sur ses moindres devoirs de souverain.

Il garda toujours au fond du cœur une profonde sympathie pour l'Espagne, et on ne pouvait lui être plus agréable qu'en lui rappelant le temps de son séjour à Barcelone. Bien qu'observateur scrupuleux des pratiques de sa religion et des prescriptions extérieures de l'Église, il passait, parmi ses sujets, pour médiocrement porté à la défense des principes de la foi catholique, fort mou dans la répression de certains scandales et bien convaincu, qu'en sa qualité de César, il en savait beaucoup plus long que le successeur de saint Pierre à Rome.

Dans sa biographie de Charles VI, Feller cite un trait qui peint les côtés faibles du caractère de ce prince et l'impression qu'ils laissaient dans les populations.

En 1731, à Raab, un déserteur de la garnison de cette ville ayant réussi à s'échapper au moment où il allait être arrêté, se réfugia au collège des Jésuites, qui jouissait alors du droit d'asile. La force armée entoura si étroitement le collège que le malheureux ne pouvait manquer d'être pris. Un

des Pères imagina, pour le sauver, de le faire sortir sous les vêtements d'un acolyte, le jour de la procession solennelle de la Fête-Dieu. Or la garnison faisait toujours cortège à cette cérémonie. Le faux acolyte fut reconnu, et un officier donna l'ordre de l'arrêter, sans tenir compte du respect dû au Saint-Sacrement. Le déserteur courut jusqu'au baldaquin et, serré de près, embrassa étroitement le prêtre porteur de l'Hostie divine. Les soldats s'étant jetés sur lui, un tumulte effroyable s'ensuivit. Dans la lutte engagée entre les militaires et les fidèles exaspérés de leur sacrilège brutalité, le prêtre fut renversé, le baldaquin mis en pièces, la remonstrance piétinée et de la sainte Hostie il ne resta pas même une parcelle. De là, scandale énorme et émotion profonde. Charles VI manifesta la plus vive douleur, mais il s'en tint à de vaines démonstrations. Il n'eut pas assez d'énergie pour punir les coupables. Le pape Clément XII et tous les évêques de Hongrie pressèrent Charles de montrer une sévérité digne de sa foi. L'empereur, dominé, dit-on, par de hautes influences, leur opposa des excuses illusoires, des considérations purement humaines et se réfugia dans l'inertie. La piété populaire se chargea au moins de la réparation du sacrilège. Elle éleva à Raab un monument expiatoire, qui existe encore, et où, pendant bien des années, brûla jour et nuit une lampe entretenue par les soins du public.

Le peuple observa que, à dater de cette époque, commença pour Charles, pour sa famille, pour la monarchie autrichienne une série continue d'afflictions, de malheurs et de catastrophes. « Nombre de personnes ont pensé avec raison, dit Feller, que de même que la piété de Rodolphe de Habsbourg envers la sainte Eucharistie avait élevé sa maison au comble de la prospérité, de même le peu d'ardeur que Charles VI mit à venger l'outrage fait à cet adorable mystère lui attira

cette chaîne d'adversités qui se prolongea bien après sa mort. Rodolphe avait été le premier empereur de sa maison, Charles en fut le dernier. »

La pensée maîtresse de Charles, dès que la mort de son frère eut transporté ses destinées en Allemagne, celle qui s'empara souverainement de son esprit et présida à tous ses actes, fut de consacrer l'indivisibilité de la monarchie autrichienne et d'en assurer la possession à sa descendance. On peut trouver bizarre que cette préoccupation soit née chez ce prince, à un moment où il n'avait pas encore d'enfant et pouvait craindre de n'en jamais avoir. Mais le fait s'explique aisément par les circonstances qui avaient suivi l'appel de Charles au trône d'Espagne. A cette époque, l'empereur Léopold avait dû, sous la pression de ses alliés, prendre des dispositions, en vertu desquelles les filles de Joseph Ier étaient appelées à la succession des états héréditaires de l'Autriche avant la descendance éventuelle de Charles. On conçoit que ce dernier, voyant disparaître la raison d'État qui avait contraint son père à modifier l'ordre successoral de la maison d'Autriche, eut à cœur de soustraire sa descendance à l'exclusion partielle qui le frappait.

Le 19 avril 1713, il réunit au palais impérial ses ministres et ses conseillers intimes et leur présenta, avec une grande solennité, une loi de famille, qu'il nomma pragmatique sanction,à cause des précautions dont il entendait s'entourer.

Cette loi proclamait le principe de l'indivisibilité des états héréditaires de l'Autriche et de la succession dans ces mêmes états, par ordre de primogéniture, des fils de Charles, puis, à défaut de fils,de ses filles.A la date où la pragmatique sanction fit ainsi sa première apparition et relégua les filles de Joseph Ier derrière celles de Charles, ce monarque n'avait pas encore d'enfants. Elle ne pouvait donc blesser actuellement

aucun droit acquis. Mais comme, à dater du 13 avril 1716, il eut successivement un fils, mort au berceau, et trois filles, les choses changèrent d'aspect. La situation devint d'autant plus délicate, que les dispositions de Léopold en faveur des filles de Joseph Ier avaient pour garants les alliés de ce prince contre la France. Sans se laisser ébranler par la réflexion que les prévisions sur lesquelles il établissait sa pragmatique n'étaient guère un terrain moins mouvant que celui qui avait servi de base aux dispositions de son frère, Charles poursuivit son œuvre avec une persévérance infatigable.

Lors du mariage de ses deux nièces, qui épousèrent l'une l'héritier de la Bavière, l'autre le fils aîné de l'Électeur de Saxe, il eut grand soin de leur imposer, à elles et à leurs maris, le serment d'observer sa pragmatique, et la renonciation solennelle à toute prétention sur les états autrichiens. En même temps, il la fit accepter, confirmer et jurer par chacun de ces mêmes états. La Hongrie seule souleva quelque difficulté. En 1687, elle n'avait admis la souveraineté de la maison de Habsbourg que dans la ligne masculine. L'éventualité de la chute de la couronne en quenouille parut d'abord flatter médiocrement les Hongrois ; toutefois, à la diète de 1732, ils cédèrent aux instances de Charles, et adoptèrent la pragmatique sanction. Encouragé par ces succès, Charles ouvrit alors des négociations avec l'Allemagne et avec le reste de l'Europe, afin d'obtenir la garantie formelle de sa pragmatique. Il fit la guerre pour sa pragmatique, il fit la paix pour sa pragmatique ; pour sa pragmatique enfin, il sauva la vie au prince qui devait être Frédéric II, roi de Prusse, condamné alors par son père à avoir la tête tranchée. Charles VI ne se doutait pas, ce jour-là, qu'il conservait, en sa bergerie, le loup destiné à donner le premier et le plus cruel coup de dents à l'œuvre de sa vie.

Il s'en fallut de peu que son engouement de la pragmatique sanction ne fît le malheur de Marie-Thérèse, sa fille de prédilection. Oublieux de ses engagements envers le duc de Lorraine, insoucieux de l'inclination avouée de la jeune princesse pour son fiancé, François de Lorraine, il accueillit favorablement la demande en mariage de sa fille par don Carlos d'Espagne. Heureusement pour Marie-Thérèse, l'impératrice Élisabeth, qui croyait le bonheur de son enfant attaché à son union avec le prince lorrain, intervint près de l'empereur avec autant d'énergie que d'habileté.

Elle rappela à Charles que l'Angleterre avait mis pour condition expresse à la garantie de la pragmatique sanction, que Marie-Thérèse n'épouserait ni un membre de la famille de Bourbon, ni tout autre prince assez puissant pour que ce mariage mît en péril l'équilibre européen. L'argument avait sa valeur. L'empereur le comprit, sans toutefois se rendre. Entre ses sentiments d'époux et de père d'une part, la passion de sa pragmatique de l'autre, la lutte fut telle qu'il en tomba malade. Finalement il écarta les propositions de l'Espagne. Une autre prétention surgit aussitôt. L'électeur de Bavière fit demander la main de Marie-Thérèse, âgée de 18 ans, pour son fils, âgé de 8 ans. Il semble que la pragmatique et ses conséquences aient affolé les plus sages, car cette proposition fut traitée avec le plus parfait sérieux, bien que l'empereur n'ait consenti à s'en occuper que pour sauvegarder les apparences. Le plus clair résultat de l'incident fut d'adjoindre un nouveau complice aux ennemis secrets de la pragmatique sanction.

Pour compléter le cadre du tableau que nous avons entrepris d'esquisser, il paraît nécessaire de présenter quelques indications sur les mœurs et usages de la cour impériale et du milieu dans lequel Marie-Thérèse est appelée à se mouvoir.

Au palais impérial, l'empereur et l'impératrice étaient l'objet d'une sorte de culte, qui trouvait son expression dans le cérémonial d'une étiquette rigide et invariable.

C'est ainsi qu'il existait deux manières de saluer bien distinctes: le salut à l'espagnole, consistant dans une inclination profonde du buste, accompagnée d'une génuflexion; pour le salut à la française, il suffisait de se courber respectueusement. Le premier était obligatoire pour tous devant l'empereur, l'impératrice et les membres de leur famille. Dans les solennités publiques, chaque fois que l'orateur prononçait le nom du souverain, il était tenu de faire le salut espagnol, autant de fois que ce nom auguste était répété. Les seigneurs et dames se saluaient réciproquement à la française.

L'admission au baise-main était facile à la condition d'en faire la demande au grand chambellan. Les personnages agréés par ce haut fonctionnaire attendaient, dans une galerie, le moment où l'empereur et l'impératrice se rendaient à table. Ils fléchissaient le genou et baisaient les mains impériales.

On parlait indifféremment l'espagnol à la cour et l'allemand, ou plutôt le dialecte viennois, usage qui s'est conservé jusqu'à nos jours. Le costume espagnol était de rigueur, la couleur dominante, le noir. La livrée impériale était également noire avec bordure de galons d'or, à l'espagnole; toutefois les courriers portaient une pelisse de velours jaune, et se coiffaient d'un bonnet de même, agrémenté d'une plume blanche. Tous les carrosses de la cour étaient noirs. Seul l'empereur usait d'une voiture rouge.

Dans les grandes réceptions, l'empereur revêtait le costume espagnol, avec le manteau court, en étoffe noire,orné de dentelles, le chapeau à plumes retourné à l'espagnole, avec bas et souliers rouges. Aux jours de gala, ce costume était de

brocard d'or ou de soie rouge brodée d'or, le chapeau orné de plumes blanches, rouges et noires.

En général l'étiquette était beaucoup moins sévère à la campagne ; on y tolérait le costume allemand. Mais nul n'aurait osé se montrer au palais en habits à la française, surtout en bas de soie blancs. Charles VI n'aurait pas manqué de s'écrier : « Ah ! voilà encore un damné de Français ! » Par contre, il était permis à un officier de hussards, par exemple, de venir à la cour en uniforme, pourvu qu'il portât les culottes, bas et souliers prescrits par l'étiquette. Aux termes des lois somptuaires, les bijoux n'étaient permis qu'aux membres de la haute noblesse ; les simples gentilshommes ne se distinguaient des bourgeois que par le privilège de porter des talons rouges. François de Lorraine fut le premier qui autorisa le port du costume français à la cour. Son fils Joseph II affectionnait l'uniforme militaire. Il y eut sensation énorme à Vienne, quand, après la mort de son père, en 1765, il reçut solennellement un prince vassal, en uniforme. Joseph comprit toute la portée de son innovation, car, en sortant de son cabinet, il dit en souriant : « Si le grand-maître de la cour me voit comme je suis, il tombera, sûr, en pâmoison. »

Chaque jour de l'année avait sa destination strictement marquée d'avance. Fêtes de cour, fêtes religieuses, réceptions, bals, solennités quelconques avaient, de par une tradition constante et immuable, leur date fixe. Chaque mois de l'année comptait plusieurs grandes solennités auxquelles la cour et le corps diplomatique étaient tenus d'assister. — 1° Les galas, les jours consacrés aux saints patrons et les anniversaires de naissance. Dans ces occasions, le corps diplomatique et les personnes présentées étaient admis au baïse-main et assistaient au dîner de Leurs Majestés. — 2° Les jours dits de Toison, qui obligeaient tous les chevaliers de la Toison d'or, en grand

costume de l'ordre, d'assister à la messe et aux vêpres. — 3° Les *dévotions* ou services funèbres. Ces jours-là, si l'empereur se rendait à pied à l'église, les ministres et les ambassadeurs, le nonce du Pape lui-même, le précédaient, tête nue. L'impératrice suivait l'empereur, conduite par la grande maîtresse, qui, couverte d'un manteau espagnol, lui tenait la main ; venaient ensuite les archiduchesses et finalement toute la cour.

On comprend combien ce régime de cérémonie sans fin était fastidieux pour les membres du corps diplomatique. Aussi s'en plaignaient-ils amèrement dans leurs correspondances avec leurs amis. Le duc de Richelieu, alors âgé d'une trentaine d'années, peignant ses ennuis au cardinal de Polignac, ambassadeur de France à Rome, lui écrivait :

« J'ai mené ici, à Vienne, pendant tout le carême, une « existence étonnamment pieuse, qui ne m'a pas laissé un « quart d'heure de liberté. Je l'avoue franchement, si j'avais « prévu la vie qu'un ambassadeur s'amuse à mener à Vienne, « rien au monde n'aurait pu me décider à accepter cette mis- « sion, où, sous couleur d'invitations et de cérémonies aux « chapelles, les ambassadeurs sont obligés de suivre la cour, « comme des valets de chambre. Il n'y a pas de capucin, si « forte que soit sa santé, qui puisse résister à une pareille « existence pendant le carême. Pour en donner une idée à « Votre Éminence : je suis resté en tout, depuis le dimanche « des Rameaux jusqu'au mercredi après Pâques, cent heures « à l'église, à la suite de l'empereur. Le comte de Luc, qui a « passé dix-huit mois à Vienne, dont neuf ou dix avant de « se faire présenter à la cour, et qui s'est ensuite fait dire « malade, nous avait caché ce trésor de piété, dont j'ai dû « faire la découverte à mes dépens. Je dois l'avouer : je « m'imagine que le respect de la Divinité pourrait comporter

« un peu plus de liberté et que l'ennui forcé dont on nous « fait ici gracieusement largesse et qu'on ne rencontre à ce « point dans aucune autre cour m'est tellement insupportable « que je ne puis m'empêcher de dire à Votre Éminence « combien j'en suis excédé. »

Le cardinal consola le duc en termes spirituels et mordants : « En ce qui touche le tableau que vous me faites de « la façon dont vous avez rempli vos devoirs de chrétien « pendant le carême et la semaine sainte, je ne puis que vous « féliciter d'être sorti intact de ce pénible passage ; peut-être « n'avez-vous jamais tant fait dans toute votre vie. Pensez « donc que c'est exactement la même chose pour un cardinal « à Rome. Mais vous me direz sans doute que nous sommes « payés pour cela ! »

Un savant voyageur, le chambellan prussien, baron de Pœllnitz, qui vint à Vienne en 1777, nous donne des détails intéressants sur la vie intime de l'empereur.

« Aussitôt qu'il est levé, écrit-il, l'empereur se fait habiller. « Il lit quelques dépêches, donne audience à l'un ou l'autre « de ses ministres, ou bien se rend au conseil. Il assiste ensuite « à la messe, les jours ordinaires, dans sa chapelle, les jours de « fête, à l'église ; après la messe il se retire dans ses apparte- « ments jusqu'au dîner. Dès que la table est servie, le grand- « maître de la cour l'annonce à l'empereur, qui se rend dans « la salle à manger, avec l'impératrice, qu'accompagnent ses « dames. Un chambellan présente aux deux Majestés l'eau pour « se laver les mains, et elles s'asseoient dans leurs fauteuils. « Il m'a paru que la table était arrangée avec peu de goût et « les plats mis sans symétrie. Je n'y ai vu que cinq ou six « cuillers à soupe. »

Pœllnitz avait raison. La magnificence et le faste régnaient au palais impérial, mais le confort et le goût en étaient

absents. Les pages n'avaient que des escabeaux de bois, et le reste était à l'avenant. Mais laissons continuer le savant voyageur.

« Dès que l'empereur est assis, il se couvre. Un chambellan « présente la boisson. Les deux Majestés boivent réciproque- « ment à leur santé.

« A ce moment, le grand-maître de la cour, le grand « chambellan, le grand écuyer et le capitaine des gardes « viennent tour à tour prendre les ordres de l'empereur pour « l'après-midi. Les dames et les grandes charges de l'impé- « ratrice en font autant près d'elle, puis tout le monde se « retire. Le repas dure une heure environ. Leurs Majestés « restent à table jusqu'à ce que tout, même la nappe, soit « enlevé. On met une autre nappe, puis le grand-maître de « l'argenterie présente aux augustes personnages une « aiguière et une assiette creuse en vermeil, pour qu'ils se « lavent les mains; le grand chambellan donne à l'empereur « la serviette, la dame d'honneur fait de même pour l'impé- « ratrice, sur quoi les deux souverains se lèvent et rentrent « chez eux.

« L'après-midi, l'empereur et l'impératrice vont en voiture « à la chasse ou au tir à la cible. A son retour, l'empereur « donne audience aux personnes qui ont sollicité cette grâce « par l'organe du grand chambellan. Le solliciteur est intro- « duit par le chambellan de service. L'empereur se tient « debout, la tête couverte, appuyé sur une table. Il est sous « un baldaquin, et près de lui un fauteuil. A l'entrée et à la « sortie, les trois génuflexions sont de rigueur. Les audiences « de l'impératrice se passent de même, sauf qu'une dame « d'honneur reste dans le salon, mais assez loin pour ne pou- « voir entendre ce qui se dit. Le grand-maître de sa cour se « tient dans le salon voisin, près de la porte.

« Un abus surprenant s'est glissé, à la cour de Vienne, « dans ces audiences. Le lendemain, les domestiques du « grand-maître et du grand chambellan se présentent chez la « personne qui a été reçue,et exigent d'elle un pourboire dont « ils déterminent la quantité. Les trabans et les suisses en « font autant. Les réceptions terminées, l'impératrice se « rend dans la chambre dite aux miroirs. Elle y trouve des « dames qui viennent tour à tour lui baiser la main et se « mettent au jeu avec elle, s'asseyant autour de la table sans « distinction de rang. Personne ne peut entrer, sauf l'empe- « reur, les princes de la famille impériale, le grand-maître et « le grand chambellan.

« La cour n'a pas de jours fixes pour les appartements « et les cercles. Mais les dames ayant entrée à la cour, « envoient demander à la dame d'honneur de service la « permission de présenter leurs hommages à l'impératrice, « et viennent au palais à l'heure qui leur est marquée.

« Au moment du souper, l'empereur entre chez l'impéra- « trice et le jeu cesse aussitôt. L'impératrice se lève, et les « dames qui ne peuvent assister au souper lui baisent la main. « Les deux Majestés se mettent à table. Le souper est exacte- « ment comme le dîner, seulement il est servi dans les appar- « tements de l'impératrice. Trois luminaires éclairent la « table. Une demoiselle d'honneur les enlève, à trois ou « quatre reprises en faisant une profonde révérence, les fait « nettoyer par l'argentier, les reprend et les replace avec « une nouvelle révérence. Après le souper, on présente l'eau ; « la grande-maîtresse ou une dame d'honneur présente la « serviette à l'empereur, une demoiselle d'honneur à la clef « d'or en fait autant pour l'impératrice. Lorsque les ar- « chiduchesses soupent avec Leurs Majestés, on leur offre « l'eau dans le plat dont l'empereur s'est servi ; une demoi-

« selle d'honneur leur présente la serviette. Lorsque l'em-
« pereur se lève de table, les archiduchesses aînées lui
« servent son chapeau, elles présentent ensuite à l'impéra-
« trice un mouchoir et ses gants. En leur absence, c'est une
« dame d'honneur et une demoiselle d'honneur à la clef d'or
« qui remplissent ces fonctions. Les dames, qui ont assisté
« debout au souper, baisent la main de l'impératrice, pendant
« que l'empereur se rend au salon de jeu. A l'arrivée des
« souverains, tout le monde se retire. On ne joue généra-
« lement que l'hiver et jamais plus d'un florin la fiche.

« Quatre fois par an, l'empereur dîne en public. D'ordi-
« naire il mange avec l'impératrice, qui s'assied à sa gauche,
« sur une estrade d'un pied au-dessus du sol et sous un grand
« ciel de trône. Dans les repas publics, il est entouré de ses
« trabans et de ses hatschiers. Les maîtres d'hôtel, en
« manteau espagnol, précédés de leur grand maître, appor-
« tent les plats, qui sont rangés par le grand maître des
« cuisines et surveillés par le grand maître de l'argenterie,
« une foule de chambellans présentent à genoux l'eau, les
« verres, les assiettes. Avant qu'une assiette n'arrive à l'em-
« pereur, elle passe par vingt-quatre mains. Le monarque
« dîne la tête couverte, et ne se découvre qu'au *bénédicité*,
« aux *grâces*, ou quand l'impératrice boit à sa santé. Le corps
« diplomatique, le nonce compris, se tient debout, la tête
« couverte aussi, et se retire dès que l'empereur a bu son
« premier trait de vin. La musique de la chapelle impériale
« se fait entendre pendant tout le repas. »

L'étiquette ne permettait à qui que ce fût de dîner avec l'empereur, dans ses appartements particuliers. Lorsque l'empereur invitait un personnage à souper, le repas ne pouvait avoir lieu que dans les appartements de l'impératrice, où l'étiquette se relâchait sensiblement. Le service était fait

par les dames de l'impératrice. La musique s'y mêlait et la gaîté y régnait généralement.

Toutefois la règle ne permettait pas qu'un ministre prît part à ces repas, à moins qu'il ne fût cardinal. Un jour que l'électeur Frédéric Auguste de Saxe soupait chez l'impératrice, il présenta lui-même, avec la dame d'honneur de service, l'aiguière et le bassin à l'impératrice, et lui offrit la serviette après s'être levé de table. Il se mit debout pour boire à la santé de l'empereur, tandis que celui-ci répondit assis et par de simples signes de tête, aux toasts de son sérénissime invité.

Les cuisines impériales étaient le théâtre d'un gaspillage effréné. Tout Vienne en vivait. Cette affirmation ne paraîtra pas trop sévère, si nous ajoutons que les cuisiniers consommaient pour 4,000 florins de persil. La boisson du soir de l'impératrice Amélie donnait prétexte à la consommation de douze pots de vin de Hongrie chaque jour, celle de chacune de ses dames, était portée à six pots. Pour tremper le pain des perroquets de l'impératrice Elisabeth, on faisait figurer en compte deux tonnes de vin de Tokai par an. Le maître sommelier, Jean Zugk, de Muglitz, en Moravie, avait livré deux foudres contenant l'un 3,025, l'autre 5,050 aimes, mais les sommeliers se les approprièrent, sous prétexte qu'ils avaient droit à tirer bénéfice des tonneaux vides et les revendirent effrontément au grand maître d'hôtel de la cour.

Charles VI aimait passionnément la musique. Excellent musicien lui-même, il composa un opéra et, chose plus extraordinaire encore, il dirigea plus d'une fois l'orchestre dans les concerts privés du palais. Nous ne nous chargeons pas d'expliquer chez ce prince une dérogation aussi flagrante aux impérieuses lois de l'étiquette, mais ne sait-on pas que la nature humaine n'est qu'une contradiction vivante ? Toutefois les ballets et les opéras n'étaient autorisés qu'à certains jours

de grande cérémonie, et étaient joués avec un grand luxe de mise en scène. Certaines représentations coûtèrent jusqu'à 60,000 florins.

Au carnaval, la cour donnait des bals masqués, qui avaient le nom d' « hospitalité impériale ». Chaque cavalier, chaque dame portait un costume qui lui était assigné d'avance. L'empereur et l'impératrice s'habillaient en hôteliers. On vantait l'entrain et le laisser aller de ces fêtes.

Le patinage, les feux d'artifices, les jeux de billards et de cartes constituaient le fond ordinaire des amusements de la cour. L'historien auquel nous empruntons la plupart de ces détails, le comte Mailath, assure que le jeu était des plus modérés. L'assertion peut être exacte en ce qui se rapporte à la première partie du règne de Charles VI. Mais les notes ou mémoires de Charles de Lorraine, qui indiquent jour par jour les « différences » de ce prince au jeu de la cour, procèdent par milliers de ducats. Comme la cour servait de modèle au reste de la société viennoise, il n'y a pas lieu de s'étonner que, dans les dernières années de Charles VI, le jeu fût devenu une des plaies de l'époque, en dépit de toutes les rigueurs comminées par les placards officiels.

La haute noblesse affichait un luxe écrasant. Le prince Eugène de Savoie, les princes de Schwarzenberg et de Lichtenstein, le comte de Sinzendorf et d'autres seigneurs rivalisaient de prodigalité dans le nombre des domestiques, dans la richesse des livrées et la splendeur des équipages. Les diplomates étrangers se mettaient à l'unisson. Certain ambassadeur d'une grande puissance fit éclat, en entrant à Vienne précédé de quatre-vingts voitures à six chevaux et entouré d'une infinité de valets magnifiquement vêtus (1).

1. Le duc de Richelieu, nommé ambassadeur de France à la cour d'Autriche, fit son entrée à Vienne, le 7 novembre 1725, avec 90 carrosses à six chevaux, escorté

L'attelage à six chevaux était un « sport » particulier à Vienne, et la suprême élégance consistait à le faire courir à toute vitesse, au risque d'écraser les passants : on ne connaissait pas encore la voiture de louage, stationnant dans la rue.

On se levait généralement de bonne heure. Les séances de la chancellerie s'ouvraient l'été à 6 heures, l'hiver à 7. Que diraient les bureaucrates commodes de nos jours de pareil système appliqué à leurs travaux quotidiens ? On dînait à midi. Les hôtels et les cafés se fermaient à huit heures du soir.

L'usage de la langue française prima peu à peu celui naguère général de l'espagnol. Parler allemand révélait le petit compagnon. La connaissance du latin était si répandue, qu'un indicateur pour Vienne, publié sous Charles VI, fut imprimé en latin, pour le rendre d'une utilité plus générale. Les hôtels des grands seigneurs avaient des chapelles privées, et toutes les prescriptions de l'Église s'observaient avec une grande exactitude. Les classes supérieures, aussi bien que le peuple, tenaient en honneur les pratiques religieuses, tout en les alliant, s'il faut en croire lady Montague, avec d'autres pratiques absolument opposées.

Les anciennes ordonnances somptuaires étaient encore en vigueur, de sorte que le rang se reconnaissait facilement au costume. Les artisans s'habillaient selon leurs métiers, les meuniers en gris, les boulangers en bleu clair, les batteurs de fer en bleu foncé, les tisserands en brun et ainsi de suite. Les magistrats veillaient à la stricte observation de ces règlements. Les perruques coûtaient un prix fou. On en inventa une qui s'appelait la perruque à mille thalers. Sous Marie-

d'une infinité de gentilshommes, d'écuyers et de laquais. Il tint, dans son palais, table ouverte de 500 couverts. Un jour, voyant la foule se pâmer d'admiration devant les magnifiques plats montés de sucrerie qui chargeaient les tables, il ordonna à ses gens de distribuer à la ronde, contenu et contenant. — On comprend qu'à ce jeu, son ambassade ne fut pas de longue durée.

Thérèse, les grands seigneurs se modelèrent sur Versailles, et on n'eût pu éviter de se poudrer, de priser et de se passionner pour le café, sans passer pour une sorte de rustre.

Toutefois des usages spéciaux régissaient les bals et les préliminaires des mariages du grand monde. Dans les bals, c'était aux dames à inviter les cavaliers. Un manuel de civilité puérile et honnête (*Complimentenbuch*) de 1713 nous apprend que, les deux premières fois, le cavalier devait s'excuser modestement sur son inhabileté; il eût manqué aux convenances en refusant la troisième invitation. Toutefois si le cavalier ne voulait absolument pas danser, il conduisait sa danseuse au milieu de la salle, et après de nouvelles excuses, la plantait là. C'était, paraît-il, quoi que nous en puissions penser, du suprême bon goût. En Hongrie, on voyait souvent des masques dans les bals ; après deux tours de danse, ils pouvaient s'éloigner sans se démasquer ; voulaient-ils faire un troisième tour, les convenances exigeaient qu'ils déposassent leurs masques et se donnassent à connaître.

Les mariages s'arrangeaient entre les parents des deux familles, sans intervention des enfants. Très souvent les promesses étaient échangées alors que les parties les plus intéressées étaient encore en bas âge, et, la plupart du temps, elles n'en étaient informées qu'au moment où on leur signifiait que le moment était venu de célébrer leur union. Le fiancé devait alors se rendre chez sa future, tomber sur le genou droit — c'était de rigueur, — et, dans cette posture, solliciter l'honneur de sa main. A son tour, la future, convenablement stylée par ses parents, répondait invariablement : « Veuillez, Monsieur, vous adresser à mes parents. » Elle donnait sa main à baiser au jeune homme et se retirait. Le lendemain, le fiancé, en grande toilette, se présentait de nouveau dans la famille de sa future, lui adressait un discours artistement tourné, parfois

même en vers, faisait sa demande et tout était en règle.

Les usages hongrois contrastaient singulièrement avec ceux de Vienne. Sous Charles VI et sous Marie-Thérèse, les jeunes gentilshommes hongrois allaient rarement en voiture et presque toujours à cheval. Lorsqu'un jeune magnat se présentait, en aspirant mari, dans un château, il déchargeait un pistolet en l'air dans la cour, avant de descendre de cheval: c'était le signe convenu de l'arrivée d'un prétendant. La jeune fille du château faisait alors demander le nom du nouvel hôte, conférait avec sa mère ou préparait elle-même sa réponse en termes couverts. La recherche du jeune gentilhomme n'était-elle pas agréée, on servait à table un cochon de lait. Si le prétendant était indifférent, on apportait tout autre rôti, mais si ce rôti était un coq d'Inde, le jeune homme pouvait être certain qu'il était le bienvenu. Plus tard, l'habitude se modifia et ne permit plus une demande en mariage avant le repas. Le prétendant se faisait accompagner d'un parent, chargé de formuler la demande; les convenances exigeaient qu'il s'éloignât, sous n'importe quel prétexte, après la table levée, et alors l'intermédiaire officieux entrait en matière avec force circonlocutions, remontant parfois jusqu'au déluge.

Nous avons dit un mot du faste de la haute diplomatie étrangère à Vienne. Outre les ambassadeurs des grandes et moyennes puissances, la capitale renfermait un nombre infini d'envoyés des princes de l'empire, des cercles, des villes impériales, que l'ombre jetée par les hauts personnages couvrait trop pour que l'histoire s'en soit occupée. C'est au siège des diètes impériales qu'il faut les rechercher, pour se rendre compte du curieux et inextricable réseau de prétentions, de règles, d'étiquettes, de formalités, que la vanité de toutes les exigences contradictoires en jeu étendait tant sur la vie privée

de ces diplomates que sur les rapports de l'étranger et de l'Allemagne avec le chef de l'empire.

Dans les rapports diplomatiques, comme dans les relations entre les diverses catégories d'envoyés à la diète, la tyrannie de l'étiquette sévissait encore plus qu'à la cour impériale. On comptait, on calculait les paroles, les saluts, les formules. Les susceptibilités, les prétentions plus ou moins fondées donnaient sans cesse lieu à des froissements, à des plaintes, à des récriminations qui nuisaient gravement à la bonne administration des affaires et éternisaient les difficultés les plus simples.

En 1748, une grande agitation se produisit à Ratisbonne, parce qu'un nouveau commissaire principal de l'empereur, encore peu expérimenté, n'observa pas exactement le règlement des préséances, à l'occasion de divers dîners qu'il donna aux représentants du peuple allemand. A cette occasion, il se publia dix écrits de polémique, les uns bourrés de citations de Juvénal et de Phèdre, les autres assaisonnant leurs arguments de lourdes et plates injures. A la même époque, les députés du collège des comtes de l'empire ayant émis la prétention de parité de rang avec ceux des princes, ceux-ci publièrent un libelle véritablement diffamatoire contre le dit collège.

Un voyageur qui fit imprimer en 1731 le récit de ses voyages, nous donne les curieux renseignements qui suivent sur les formes usitées aux diètes de l'empire :

« Le principal commissaire de l'empereur ne rend pas de visite aux autres commissaires, pas même à ceux des électeurs, il leur refuse aussi le titre d'Excellence. S'il reçoit le commissaire d'un électeur, il envoie au devant de lui jusqu'au carrosse quatre gentilshommes, deux pages et un fourrier de la cour, et s'avance lui-même jusqu'à la porte de la deuxième

antichambre; il le conduit en se plaçant à sa droite et en avant de lui, et le reconduit de la même manière. Pendant l'audience, il s'asseoit sous le baldaquin, immédiatement au-dessous du portrait de l'empereur. Le parquet du baldaquin est couvert en drap rouge, sur lequel les deux pieds antérieurs du siège du visiteur sont avancés.

« Lorsque le commissaire de l'électeur de Mayence se fait annoncer comme député de l'empire, chargé de remettre un recès de la Diète, il est reçu par cinq gentilshommes. Un règlement intervenu entre le commissaire impérial et les commissaires des électeurs, dispose que ces personnages se donneront mutuellement le titre d'Excellence, mais que les derniers feront la première visite au premier. Pour se dédommager de ce sacrifice, les commissaires des électeurs sont convenus de se rendre à tour de rôle la première visite, de sorte qu'un nouveau commissaire, en arrivant, fait annoncer aux autres sa venue et reçoit d'eux la première visite. Cette première visite se fait dans un carrosse à six chevaux ; tous les secrétaires officiels ou particuliers des visités, ses employés de toute espèce, tant qu'il en peut avoir, sont réunis et lui-même vient au devant du visiteur jusqu'au carrosse.

« Les commissaires des électeurs et des princes se préviennent mutuellement de leur arrivée par leurs secrétaires de légation, mais ils ne se font pas de visites, parce que ceux des électeurs exigent la première visite des autres sans distinction et refusent de leur réciproquer l'Excellence.Ces derniers se consolent en se rendant entre eux tour à tour la première visite en voiture à six chevaux. Les envoyés des villes vont à quatre chevaux. Pour aller communiquer au principal commissaire impérial une plainte du corps évangélique, il fallut vingt-huit chevaux, parce que la délégation comptait deux commissaires d'électeurs et deux commissaires de

princes, chacun dans une voiture à six chevaux, et deux députés des villes, chacun dans un carrosse à deux chevaux. Les envoyés des vieilles maisons princières qui se voyaient refuser, à leur grand dépit, par les commissaires des électeurs, des marques d'honneur auxquelles ils prétendaient, les refusaient, à leur tour, aux maisons princières moins anciennes. Les ducs de Brunswick, Wolfenbuttel et de Wurtemberg se mirent d'accord, par un traité particulier, pour exiger des princes de récente origine le prédicat d'Altesse sérénissime, et pour ne leur attribuer que des prédicats inférieurs. Ce conflit de prétentions fut cause que certains députés ou commissaires se virent dans l'impossibilité d'aller dans le monde, voire d'assister aux séances de la Diète. Un étranger qui, dînant chez le commissaire d'un électeur, avait trop généreusement donné de l'Excellence à certains personnages auxquels son hôte la refusait, reçut de lui une admonestation. »

Naturellement, au milieu de ce conflit permanent de hérissons constamment occupés à se piquer entre eux, les affaires les plus simples, les plus ordinaires demeuraient en souffrance. L'historien Menzel affirme que pas une de ces innombrables légations près des diètes n'avait ses archives en ordre, et qu'on n'y eût pu trouver un acte antérieur à 1654, ou une collection quelconque de publications relatives à l'histoire de l'Allemagne.

Le comte de Chavigny, envoyé par Louis XV à Ratisbonne pour y traiter certaines affaires importantes, peu disposé à s'éterniser dans la ville impériale, se tira d'embarras d'une manière aussi simple que spirituelle. Informé que les commissaires des électeurs s'étaient entendus pour le traiter en homme de peu, il fit ses visites en voiture à deux chevaux, donna de l'Excellence tant qu'on en voulut, sans paraître s'inquiéter qu'elle ne lui fût pas rendue, qu'on le

reçût au deuxième ou au quinzième degré de l'escalier. Il obtint ce qu'il voulut et eut le même succès auprès des commissaires des princes, des comtes ou même des villes, vis-à-vis desquels, loin de faire paraître la moindre prétention, il se montra prévenant,poli et parfaitement aimable.

Lorsque les magistrats de la ville vinrent lui présenter l'offrande ordinaire de bienvenue, en vins et en poissons, il les reçut à la porte de son hôtel, s'approcha de leur carrosse, les força de prendre la droite, leur prodigua de l'Excellence et les charma par l'agrément de ses manières. Aussi put-il bientôt quitter Ratisbonne, sa mission remplie, laissant de sa personne, à toutes les catégories de commissaires, l'impression la plus agréable sans toutefois les avoir corrigés.

En réalité à cette époque, un peu postérieure à la mort de Charles VI, le vieil empire romain n'existait plus qu'à la surface. Le fond solide avait disparu avec l'unité religieuse, et la décomposition intérieure du corps était fort avancée. Le dernier des Habsbourgs emporta dans la tombe le peu de vitalité qui pouvait rester encore. Ni Charles VII, de Bavière, ni François I^er^ de Lorraine, qui lui succédèrent, n'étaient de taille ou d'humeur à transfuser du sang nouveau dans ce cadavre encore imposant, à lui rendre un semblant de force. La mort avait achevé son œuvre et avec Marie-Thérèse, l'histoire de l'empire d'Autriche se substitue à celle du Saint-Empire Romain.

CHAPITRE DEUXIÈME.

SOMMAIRE. — Naissance de Marie-Thérèse, son éducation. — La comtesse Fuchs. — Portrait de Marie-Thérèse. — François de Lorraine. — Son arrivée à Vienne. — Son éducation à la cour impériale. — Mort du duc Léopold de Lorraine. — Voyages de François de Lorraine. — Il est initié à la secte maçonnique. — Il est appelé au gouvernement général de la Hongrie. — Obstacle que rencontre son mariage avec Marie-Thérèse. — Générosité de Charles VI. — Mariage de François de Lorraine et de Marie-Thérèse. — Ses conditions. — Guerre contre les Turcs. — Revers des armées autrichiennes dans la première campagne. — François de Lorraine est nommé feldmaréchal et chargé du commandement de l'armée, avec le feldmaréchal comte de Koenigsegg. — Série de succès et de déboires. — Irritation du public viennois contre François de Lorraine. — Ses causes. — Voyage en Toscane. — François intervient en faveur des loges toscanes. — Troisième campagne des Autrichiens contre les Turcs. — Leur défaite. — Siège de Belgrade par les Turcs. — Paix de Belgrade. — Mort de Charles VI.

LE 13 août 1716, était né à Charles VI un fils, qui mourut malheureusement le 4 novembre suivant. Le peuple, assez mal disposé à l'égard de l'impératrice, qu'il accusait d'être demeurée protestante dans le fond du cœur, attribua ce malheur à ce que la nourrice, trop sensible à des observations acerbes, en avait souffert dans sa santé. La naissance de Marie-Thérèse, avenue le 13 mai 1717, vint consoler les fidèles sujets de l'Autriche et fut saluée avec transport. Sans renoncer à l'espérance d'obtenir un fils, Charles VI voulut que Marie-Thérèse fût élevée, comme si elle devait hériter de son trône, et il la traita, dès le premier moment, comme telle. En l'année 1723, il l'emmena avec lui à Prague, où il ceignit la couronne des rois de Bohême, et en 1728, à Gratz, où il reçut le serment de ses sujets de la Carinthie, de la Carniole et de

la Styrie. Le 4 août 1728, la jeune princesse fit sa première Communion dans l'église de Maria Zell, si chère à toute sa famille.

Elle fut alors confiée à une femme éminente autant par la distinction de son esprit que par l'aménité de son caractère et la rectitude de son jugement, la comtesse Charlotte de Mollart. Appartenant à une famille d'ancienne noblesse, mais dénuée de fortune, la comtesse de Mollart avait été, dans sa jeunesse, attachée à la personne de l'archiduchesse Marianne, plus tard reine du Portugal, et était entrée si avant dans les bonnes grâces de cette princesse, que le roi, redoutant son influence, ne lui permit pas de la suivre en Portugal. Vers cette époque, elle épousa le comte Fuchs de Bimbach, qui remplit pendant quelque temps les fonctions d'envoyé impérial près du centre de la Basse-Saxe et la laissa veuve, avec deux filles, en 1719. L'impératrice Élisabeth se prit pour elle d'une telle affection que, malgré l'opposition de l'empereur, elle lui confia l'éducation de ses deux filles, Marie-Thérèse et Marie-Anne. Madame de Fuchs sut gagner le cœur de ses impériales élèves au point de donner quelque jalousie à leur mère. Grâce à son tact exquis, à son humeur toujours égale, à la douce dignité de sa conduite, elle ne rencontra que bienveillance dans toute la cour. Après l'avènement de Marie-Thérèse au trône, elle devint grande maîtresse de la maison de la reine. Bien que le poids des années se fît sentir, elle avait conservé l'aimable vivacité de son esprit et une santé robuste. Il n'y avait pas de fatigue, pas d'incommodité qui pût l'empêcher de remplir les plus petits devoirs de sa charge. Toutefois, vers la fin de sa vie, elle perdit l'ouïe et se montra plus indifférente à ses obligations de cour. En 1754, elle fut prise à Schœnbrunn d'une indisposition subite et se fit transporter à Vienne. L'impératrice accourut au chevet de la malade

et on eut beaucoup de peine à l'en éloigner, pendant que l'empereur, les larmes aux yeux, s'efforçait de consoler les deux filles de la mourante.

La *Fuchsin*, comme on l'appelait à Vienne, expira le 21 avril 1754, à l'âge de quatre-vingts ans. L'empereur lui fit faire de splendides obsèques, et une foule immense suivit le transport de ses restes au caveau de la famille impériale, sous l'église des capucins. La reconnaissance de l'impératrice ne devait pas s'arrêter là : elle combla de ses bienfaits les deux filles de la morte, les comtesses de Daun et de Losy. La *Fuchsin* méritait ces marques d'honneur, car elle avait su faire de Marie-Thérèse, une femme à la hauteur de son rang, et former en elle, pour les peuples autrichiens, plus qu'une reine, une mère.

Tous les contemporains de Marie-Thérèse ont célébré sa beauté et le rare attrait de sa personne. C'est précisément ce qui distinguait sa mère, dont Lady Montague nous a dépeint l'irrésistible charme, à un âge déjà plus que mûr. Pas plus chez la fille que chez la mère, la beauté ne consistait dans la régularité des traits, mais toutes deux étaient pétries de grâce et de distinction. L'enchanteresse bonté de son sourire, le rayonnement de son regard enlevait les cœurs. Dans sa jeunesse elle avait la taille élégante, la démarche noble et aisée, le port à la fois digne et gracieux. Son instruction était étendue, et l'éducation sérieuse qu'elle reçut la prépara de bonne heure au rôle important que la Providence lui destinait.

Sa piété était sincère et profonde, bien qu'entachée d'une certaine sécheresse due aux influences puritaines qui avaient pesé sur l'éducation de sa mère. Son cœur, aimant et généreux par nature, était pénétré de la notion vraiment chrétienne de ses devoirs. Elle unissait à une vertu solide, un

sentiment profond de la justice, mais non sans indulgence, une remarquable force d'esprit, un courage intrépide et une volonté ferme. Sous le rapport de l'intelligence et du caractère, a écrit un historien contemporain, elle surpassa ses ancêtres et ses successeurs. Personne ne fut plus fidèle à sa devise : *Justitia et clementia.* Son esprit était fin et brillant; son âme, ouverte à toutes les saines et légitimes émotions, se prêtait aisément aux impulsions de la charité et de la reconnaissance. Faut-il s'étonner qu'elle poussât parfois jusqu'à la passion ses préférences et ses préventions? Néanmoins elle sut pardonner beaucoup, et eut le rare mérite de laisser parfois ignorer aux coupables qu'ils l'eussent offensée ou qu'elle eût connu l'offense. Nourrie des traditions autoritaires les plus pures et imbue des idées de centralisation qui dominaient à cette époque, elle ne put jamais bien comprendre les résistances opposées à ses ordres par ses sujets des Pays-Bas, ni admettre le bien-fondé des droits qu'ils invoquèrent. La conception césarienne de son pouvoir l'exposa plus d'une fois à être exploitée par ses conseillers. Au début de son règne, des déceptions amères, suites de son inexpérience, produisirent sur son esprit une impression fâcheuse et l'intimidèrent. Son caractère droit et résolu devint hésitant. Sa sincérité s'altéra, elle subit une tendance marquée pour les expédients et ne sut pas toujours échapper à la tentation des compromis de conscience.

Dans un de ses rapports à sa cour, l'ambassadeur anglais, Sir Thomas Robinson, vante la fermeté de son caractère, la lumineuse perspicacité de son jugement, l'attention pénétrante qu'elle donnait dès sa jeunesse aux affaires publiques. « Elle admire, ajoute-t-il, les vertus de l'empereur, mais elle « blâme sa politique, et ne considère en lui que l'administrateur « des pays sur lesquels elle est appelée à régner un jour. »

L'envoyé vénitien Foscarini, traçant son portrait, écrit qu'elle réunit à un si haut degré les plus belles qualités du cœur et de l'esprit que si le choix de l'héritière de la monarchie autrichienne pouvait être fait entre toutes les femmes du monde, il tomberait assurément sur l'archiduchesse Marie-Thérèse.

Décrivant son extérieur, il la dépeint comme éminemment attrayante, plus encore toutefois par le charme de l'ensemble que par la perfection des traits. « Sa tenue, son « regard, ses manières, ont quelque chose de sérieux et de « réfléchi qui tempère la grâce de sa physionomie. On ne peut « assez relever l'exactitude avec laquelle elle satisfait à toutes « les convenances de la vie civile, le tact exquis de ses paroles « et de ses actions. Mais ce qu'il y a de plus remarquable, « à mon sens, dans cette princesse, c'est l'élévation de son « esprit, joint à une certaine virilité de l'âme qui la rend « admirablement propre à la direction des affaires d'État. « Elle montre dès maintenant une certaine prescience de sa « situation future, et l'on peut facilement prévoir que lors- « qu'elle y sera entrée, les conseillers appelés à ses côtés « n'exerceront guères d'influence décisive sur elle. »

Cette prédiction ne se vérifia pas toujours. Il vint un temps où elle ne subit que trop l'influence de certains de ses ministres et surtout de Kaunitz. Quant aux ombres du portrait, ombres qui s'accentuèrent avec les années, elles ont été décrites avec une rare justesse d'observation par un savant écrivain belge.

« Suivant pas à pas, dit M. Piot, les traditions politiques de sa maison, traditions d'expédients et de raisonnements, elle ne put s'arrêter à un système bien fixé. Les expédients surtout furent la base de sa conduite. Rarement elle sut prendre une position nettement dessinée et la conserver.

Jamais elle n'exerça en Allemagne l'ascendant qui convenait à une puissance de premier ordre ; jamais elle ne parvint à identifier ses intérêts à ceux de ce pays. Tantôt le protestantisme l'effraie, tantôt elle redoute l'Église catholique, qu'elle considère comme une théocratie prête à contrecarrer son pouvoir, tantôt le jansénisme la trouble. Tour à tour elle favorise ou combat ces éléments, selon les exigences du moment et toujours au point de vue du césarisme. Une trop haute idée de ses droits de souveraine, de son pouvoir et du lustre de sa maison, quelque propension à l'espionnage et aux délations, une sincérité douteuse nuisirent singulièrement à ses brillantes qualités. Elle confondit très souvent la notion de l'autorité avec celle de l'absolutisme, elle méconnut aussi bien les droits de ses sujets des Pays-Bas au maintien de leur constitution politique que le respect dû à la liberté de l'Église. Sous la pression de ministres épris de voltairianisme, elle se laissa aller à commettre des fautes qui assombrirent les dernières années de son règne et que son fils expia plus durement encore. »

Elle eut pour premiers précepteurs, deux jésuites, les Pères Pachter et Vogel, dont le second lui enseigna la religion. Spannagel la guida dans l'étude de l'histoire, qui fut toujours son occupation favorite ; Marinoni lui apprit les mathématiques, Chièvre les langues étrangères, Maldoro la musique, Lellavassori del Motta la danse.

On vantait ses succès dans l'exercice de ces deux arts fort en honneur à la cour impériale, où l'usage était de faire représenter des opéras et des ballets dont tous les acteurs appartenaient à la plus haute noblesse et à la famille impériale. Un contemporain assure n'avoir jamais rien vu ni entendu de plus parfait que le talent, la grâce et la voix de l'archiduchesse Marie-Thérèse. Un jour qu'elle remplissait

un rôle, dans un petit opéra italien joué devant toute la cour, le compositeur, hors de lui d'enthousiasme, déclara qu'il ne demandait, pour toute fortune, que d'avoir pareil interprète deux fois sur le grand théâtre. Chasseresse adroite, elle tirait moins bien à la cible, exercice auquel les dames de la cour s'adonnaient avec passion. Elle possédait le don des langues, héréditaire dans sa maison. Outre l'allemand, elle parlait le latin, le français, l'italien, l'espagnol avec une grande facilité. Elle écrivait couramment les quatre premières langues, surtout le français et l'allemand, avec une rare rectitude d'orthographe et une justesse d'expression remarquable pour son temps.

Si favorisée du ciel que soit une princesse et surtout l'héritière d'un trône, il est rare que son mariage ne soit pas le résultat forcé de calculs ou de combinaisons politiques, dans lesquelles on fait bon marché des goûts, des inclinations et des désirs de la royale intéressée. Plus que toute autre, Marie-Thérèse se trouvait exposée à ce péril. Dieu lui fit la grâce d'y échapper, et mit précisément sur son chemin l'homme le mieux fait pour donner à la jeune princesse le bonheur auquel elle pouvait aspirer comme femme et comme mère. Ce mariage rencontra juste assez de traverses pour revêtir le caractère tant soit peu romanesque que rêvent tant de jeunes fiancées. Non que François de Lorraine fût un héros. Loin de là, lui-même n'en eut jamais la prétention. Homme aimable et foncièrement bon, il eût, si la Providence lui en avait laissé le choix, préféré à la perspective d'un trône, une fortune plus modeste, mais il posséda dans une juste proportion les qualités intimes et les défauts sans acuité, dont l'ensemble devait faire de son union avec Marie-Thérèse, dans les circonstances où ils vécurent, le ménage le plus heureux et le plus édifiant qui pût exister.

Le récit des diverses péripéties qui précédèrent ce mariage n'est pas sans intérêt.

Depuis plusieurs années, Charles VI, lié d'une vraie et cordiale affection avec le duc Léopold, avait songé à prendre pour gendre le fils aîné de ce prince, le duc Clément, jeune homme d'un grand mérite, qu'une mort prématurée enleva, en 1723, à la fleur de son printemps. Les vues de l'empereur se reportèrent plus tard sur le duc François, et ce fut à la suite d'un accord avec le duc Léopold, que François de Lorraine, envoyé par son père à Teschey, principauté donnée par Charles VI à la maison de Lorraine en dédommagement de ses prétentions sur le Montferrat, prit occasion du couronnement de l'empereur à Prague, comme roi de Bohême, pour aller rendre ses devoirs au père de Marie-Thérèse.

Le 10 août 1723, il se présenta pour la première fois devant l'empereur, près de Brandeis, au château de Trautmansdorf, où Charles VI se livrait à la chasse, son plaisir favori. L'accueil qu'il reçut fut cordial, et les mémoires contemporains abondent en récits enthousiastes sur l'impression heureuse que produisit le jeune prince. L'empereur subit tellement le charme, qu'il écrivit au duc Léopold pour le complimenter en termes chaleureux sur son fils. Sans prendre d'engagement formel, il n'hésita pas cependant à assurer au duc qu'il avait l'intention bien arrêtée, non seulement de faire tout ce qui serait possible pour maintenir l'amitié existant entr' eux, mais encore de fondre les deux maisons de Habsbourg et de Lorraine en une seule. Retenu à Prague par une indisposition après le départ de la cour impériale, François de Lorraine arriva seulement à la fin de décembre à Vienne, où, par une rare distinction, il fut logé au Hofburg dans les anciens appartements de l'impératrice Éléonore, veuve de Léopold Ier.

L'empereur s'occupa avec un soin particulier de la composition de la maison de François. Il lui donna deux gouverneurs, le premier, le comte Jean Gaspard de Cobenzl, grand-maître de sa maison, personnage d'un caractère éminemment droit et calme, qui passait pour fort instruit ; le second, le comte de Neipperg, lieutenant feld-maréchal. Ce dernier, fort estimé du prince Eugène, jouissait d'une réputation qu'il ne sut pas justifier; il fut spécialement chargé de l'éducation militaire du jeune prince. Sous l'œil vigilant de ces deux seigneurs, un précepteur, le seul lorrain demeuré à la cour d'Autriche, eut mission de diriger ses études, avec l'aide d'une foule de professeurs. Afin de stimuler le zèle des maîtres et de l'élève, Charles VI exigea que François subît tous les six mois un examen général devant un jury composé des comtes de Cobenzl et de Neipperg, du précepteur, du chancelier Sinzendorf et de quelques savants. Il va de soi que les résultats de ces examens étaient invariablement excellents.

Toutefois l'empereur conçut des doutes sur la sincérité des éloges du jury. Il émit à plusieurs reprises qu'il serait utile au jeune prince d'employer une partie de ses heures de loisir à faire quelques bonnes lectures. Le duc Léopold, en père prudent, crut devoir suivre son fils de plus près. Il eut le déplaisir de constater chez le pupille du comte de Cobenzl une écriture déplorable et des habitudes d'orthographe de la plus haute fantaisie. En réalité François, très ardent au jeu et à la distraction, apportait beaucoup de négligence à l'étude. « Aussi, dit Arneth, si l'on entreprend le pénible labeur de lire sa correspondance en français, on ne tarde pas à se persuader qu'il n'a jamais su écrire qu'en allemand, tandis que ce même travail appliqué à sa correspondance en allemand ferait supposer que ses lettres émanent de quelque français

à peine frotté de mauvais allemand. » Hâtons-nous d'ajouter à sa décharge que la distribution de son temps laissait peu de place à l'étude. La passion dominante de la cour impériale était celle de la chasse. Charles VI la poussait à l'extrême. L'impératrice partageait les goûts cynégétiques de son auguste époux et tirait à merveille. Les jeunes archiduchesses, et Marie-Thérèse la première, luttaient d'adresse à la cible avec les dames de leur entourage, et prenaient part très souvent aux parties organisées pour leur père. Au début de son séjour à Vienne, François de Lorraine reçut l'autorisation de suivre l'empereur dans ses expéditions de vénerie, sous la condition que ses études n'en souffriraient pas. Mais il sut si bien conquérir les bonnes grâces de l'empereur par son entrain et sa belle humeur, que le monarque fut le premier à oublier la condition. Courtisan consommé, Cobenzl n'a garde d'avoir plus de mémoire que son maître et son élève; il suit ce dernier partout, enregistre scrupuleusement le nombre et l'espèce de ses victimes, vante son adresse remarquable à tirer le gibier de poil ou de plume, ajoute avec regret qu'il n'est pas aussi fort à la cible, puis, un beau jour, note triomphalement qu'il a gagné un prix à la cible et qu'il *excelle* en tout. Bientôt le duc Léopold, qui s'aperçoit que son fils entre de plus en plus, grâce à ses succès de chasse, dans l'intimité impériale et marche droit au but depuis longtemps désiré, cesse ses observations et se plie aux circonstances (1).

1. Il n'est pas sans intérêt de citer ici l'opinion du duc Léopold de Lorraine sur l'abus de la chasse. Pour dater de loin, la remarque n'est pas dépourvue d'une certaine actualité. « A la chasse, il faut se communiquer aux valets. Comme ordinairement ils « doivent mieux connoistre ce mestier que leurs maistres, il faut les consulter. Ils « raisonnent ou disputent avec eux si la chasse ne réussit pas..... si on réussit on « les flatte..... et insensiblement un maistre aymant la chasse se fait la sotte gloire « d'estre bon valet de chiens et de chevaux..... Les conversations de ceux qui ayment « la chasse ne coulent ordinairement que sur des bestes et au plus sur l'habileté d'un « chasseur ou d'un palfrenier..... Cette occupation prise trop à cœur est la cause « de bien d'autres deffauts..... Elle prend le meilleur temps..... quand on retourne « on est fatigué et ne cherche qu'à souper et coucher. »

Le duc Léopold étant mort le 27 mars 1729, François se rendit en Lorraine pour prendre les rênes du gouvernement. Ses sujets l'attendaient avec une certaine curiosité, car depuis six années, celles pendant lesquelles l'adolescent devient homme, il n'était pas revenu en son pays. Il paraît que l'impression ne fut pas favorable. Les Lorrains trouvèrent qu'il s'était trop formé aux usages un peu raides de la cour de Vienne, qu'il vivait trop retiré, partageant ses loisirs entre la musique et la chasse, et taxèrent de rigorisme la moralité de sa conduite. Toutefois ils rendirent justice à son zèle à s'occuper, dès son arrivée, des affaires du pays et à rétablir l'ordre dans les finances que son père avait laissées fort délabrées.

Au commencement de l'année 1730, il se rendit à Versailles pour faire hommage à Louis XV du duché de Bar et revint de suite à Luneville. Mais il avait laissé ses plus tendres affections à Vienne, et il avait hâte de s'en rapprocher. Au commencement de l'année 1731, il fit ses préparatifs de départ et au mois d'avril suivant, il quitta Luneville, laissant à sa mère le soin d'administrer ses états, en son absence.

Il se rendit d'abord aux Pays-Bas autrichiens et passa de là en Hollande. A la Haye, il rencontra lord Chesterfield, alors ambassadeur d'Angleterre auprès du prince d'Orange, et eut le malheur de se lier avec lui. Adepte fervent de la Franc-maçonnerie, Chesterfield découvrit aisément dans le jeune prince les qualités et les défauts voulus pour qu'il devînt un précieux allié de la secte. François était de sa nature léger et ami du plaisir ; son éducation religieuse offrait de grandes lacunes, et son peu d'instruction le rendait crédule. Déjà alors il s'adonnait à l'alchimie et se livrait à la recherche de la pierre philosophale. Trop ami de ses aises pour avoir beaucoup d'ambition, il aimait l'argent pour l'argent et nullement pour satisfaire des goûts dispendieux. Il

avait innés le génie de la spéculation, l'instinct de ce que l'on nomme les affaires et le flair qui distingue les bonnes des mauvaises. Plus tard, en effet, tout en chauffant des creusets pour tâcher d'obtenir le secret de la fabrication des diamants ou de la composition d'élixirs mystérieux, il se fit général des douanes ou des revenus de l'État, munitionnaire général d'armées, fonda de fructueux établissements de commerce. Alliant ainsi, par une étonnante opération de fusion morale, le chimérique et le positif, il sut se créer une fortune personnelle très considérable, et par ses exemples, ses conseils et ses prêts judicieux, exercer une heureuse influence sur l'administration financière de la monarchie.

François assista à la première tenue maçonnique qui eut lieu en Hollande. Reçu apprenti, puis compagnon par lord Chesterfield, il fut le premier prince de race souveraine sur le continent qui fit partie de l'abominable secte, et il faut malheureusement ajouter, qu'aussi peu soucieux des bulles pontificales fulminées en 1738, par le pape Clément XII, et en 1752, par le pape Benoît XIV, que des décrets portés par Charles VI et par Marie-Thérèse contre la franc-maçonnerie, il ne cessa pendant toute sa vie, de la protéger, pour le malheur de ses peuples et de sa propre famille. A Londres, où il passa l'hiver de 1731-1732, il se fit recevoir maître.

Au printemps de 1732, il revint en Allemagne et assista aux fiançailles du prince Frédéric de Prusse (plus tard Frédéric II) avec la princesse Elisabeth de Brunswick. Il se trouvait encore à Breslau, quand il apprit que l'empereur lui avait confié le poste de gouverneur de la Hongrie. Il se rendit immédiatement à Vienne, et ses instructions reçues, il fit une entrée solennelle à Presbourg.

Etranger à l'organisation politique du pays, à ses lois et à ses mœurs, il n'avait accepté ses nouvelles fonctions qu'avec

crainte. Le sentiment salutaire de son insuffisance le porta à étudier de près ce qu'il ne connaissait pas ; il parcourut la Hongrie entière et partout se fit bien voir. Son affabilité, la simplicité avenante de ses manières, sa bonhomie, lui conquirent tous les cœurs. Ses succès et l'affection paternelle que ne cessait de lui témoigner l'empereur donnèrent lieu de croire que son mariage avec l'archiduchesse Marie-Thérèse ne subirait plus de retard.

Tous deux étaient aimés et appréciés à Vienne. Aussi la population s'était-elle prise du vif désir de voir hâter l'accomplissement d'une union si bien assortie et dont dépendait l'avenir de l'Autriche. Mais un grave obstacle surgit au moment où l'on se croyait le plus près du but. La guerre survenue entre la France et l'Autriche à l'occasion du trône de Pologne, avait été malheureuse pour l'empereur, et au printemps de l'année 1735, il se trouva dans une situation des plus critiques, sans argent et sans armée. Ses conseillers les plus intimes, comprenant l'absolue nécessité de faire la paix, désespérèrent de maintenir la pragmatique sanction, et mirent en avant des projets qui renversaient complètement le riant avenir rêvé par François et Marie-Thérèse. Charles VI avait trop à cœur cette pragmatique sanction, œuvre capitale de son règne, qui lui coûtait déjà tant de sacrifices, pour ne pas employer tous les moyens de la sauver. Au mois d'août 1735, ayant eu vent des dispositions favorables de la cour de France, il entama les négociations et, deux mois après, les préliminaires de la paix se signaient.

Charles acheta de l'Espagne et du Piémont la garantie de sa pragmatique sanction, au prix de quelques parties de la Lombardie, en échange desquelles il reçut Parme et Plaisance. Il obtint celle de la France, en se portant fort du consentement du duc François de Lorraine à la cession des états

du roi Stanislas Leczinski,après la mort duquel ils passeraient à la France. Comme fiche de consolation, le duc recevait la promesse d'entrer en possession du Grand-Duché de Toscane, après le décès du dernier des Médicis.

On imaginerait difficilement une position plus pénible que celle du jeune duc. Refuser, c'était la ruine de ses plus douces espérances et de son avenir, briser l'œuvre favorite du monarque qui depuis longtemps lui servait de père, attirer sur son pays d'adoption les plus redoutables orages. Mais,d'un autre côté, abandonner à l'ennemi héréditaire les états de ses pères, se séparer de sujets aimants et aimés, depuis longtemps habitués à confondre leurs intérêts, leurs aspirations, leurs joies et leurs douleurs avec ceux de leurs bons ducs, renoncer au foyer de ses ancêtres, renier tant de siècles d'attachement réciproque entre le peuple et les souverains, cela paraissait au jeune prince une mauvaise action.

A Vienne, rien ne fut épargné pour peser sur son cœur et l'entraîner au sacrifice. « Point de renonciation, lui dit brutalement Bartenstein, le ministre favori de Charles VI, point de renonciation, point d'archiduchesse. » « Qu'attendez-vous ? lui répétait-il encore plus tard ; ne voyez-vous pas que votre entêtement nous fera perdre l'Italie, expulser même de Vienne et précipitera la ruine de cette maison d'Autriche, avec laquelle celle de Lorraine ne fera bientôt plus qu'une seule et même famille ? »

D'autre part, la mère de François, la duchesse douairière de Lorraine,adressait à son fils les plus chaudes instances,les plus pathétiques supplications pour le déterminer à reculer devant ce que cette femme de grand cœur et de haute énergie appelait une lâcheté. « C'est, écrivait-elle, nous couper « la gorge et à toute notre maison que d'accepter un pareil « échange.... »

Le caractère généreux de l'empereur ne lui permit pas de prolonger cette cruelle situation. Il fit entendre qu'il serait procédé au mariage de Marie-Thérèse et de François de Lorraine, même avant que le jeune duc eût consenti à la cession que la France exigeait de lui. Tous les obstacles écartés, toutes les formalités accomplies, le duc put enfin présenter, le 31 janvier 1736, la demande solennelle de la main de l'archiduchesse Marie-Thérèse. Le lendemain, la gracieuse fiancée signa l'acte en vertu duquel elle jurait de maintenir la pragmatique sanction, et renonçait à la succession des états autrichiens, dans le cas où son père aurait un héritier mâle. Immédiatement après, le duc, se conformant aux règles de l'étiquette, retourna à Presbourg, pour ne revenir à Vienne que le jour du mariage, qui fut célébré le 12 février 1736, par le nonce Dominique Passionei, à l'église des Augustins. Quelques jours plus tard, le jeune couple, obéissant à une pieuse coutume de famille, se rendit à Maria-Zell pour se mettre sous la protection de la Reine du Ciel.

Cependant la cour de France insistait avec force sur la cession immédiate de la Lorraine, menaçant, en cas de refus, de rompre les négociations de paix. Force fut bien à François de se résigner au sacrifice, malgré les énergiques objurgations de sa mère, qui, le sentant faiblir, redoubla d'efforts pour le décider à la résistance. Le jour vint enfin (13 avril 1736) où, cédant, l'âme brisée, à l'inéluctable nécessité, François dut signer l'acte qui transférait à la France les états séculaires de ses pères. Trois fois il prit la plume, trois fois il la laissa retomber.

Les premiers éclats de colère de sa mère, quand elle apprit que tout était consommé, furent terribles, mais à force d'égards, de respect et de patience, il parvint à l'adoucir et à rentrer en grâce auprès d'elle. Elle fut touchée, d'ailleurs, de

la sollicitude filiale avec laquelle, secondé par Marie-Thérèse, il sut prendre ses mesures pour qu'elle pût continuer à résider en Lorraine, dans les meilleures conditions possible, et du zèle qu'il déploya pour amener à bonne fin les projets de mariage entamés entre sa sœur aînée et le roi de Sardaigne, Charles Emmanuel III.

Dans le but de dédommager le duc François de ses douloureux sacrifices, Charles VI s'engagea, par un acte synallagmatique du 4 mai 1736, à lui donner le gouvernement général des Pays-Bas, et à l'y maintenir jusqu'à ce qu'il pût entrer en possession du grand-duché de Toscane. La gouvernante alors, l'archiduchesse Elisabeth, sœur aînée de l'empereur, aurait été rappelée sous un prétexte quelconque, et le jeune ménage se serait installé à Bruxelles, avec toute latitude d'administrer à sa guise le pays, dont les revenus devaient lui appartenir exclusivement, l'empereur ne se réservant que la souveraineté nominale.

Dans la lettre même qu'il écrivit à son gendre pour expliquer divers points de ce traité, Charles VI introduisit une autre missive engageant la main de sa seconde fille, l'archiduchesse Marianne, au prince Charles de Lorraine, frère de François.

Il était dans les habitudes de ce souverain de remettre souvent au lendemain et de traîner les choses en longueur. Aussi le traité n'eut-il pas d'exécution. Les patentes de gouverneur général se firent attendre jusqu'en juin 1737, et de nouveaux événements survenus dans l'intervalle rendirent impossible le départ du couple princier.

Par suite du traité d'alliance conclu entre le czar et l'empereur, en 1726, l'Autriche se trouva entraînée à prendre part, en 1737, à la guerre que la Russie avait entreprise contre les Turcs. Malgré l'épuisement des ressources financières et mili-

taires du pays, le souvenir des victoires du prince Eugène était encore tellement puissant, que le gouvernement impérial se fit illusion et crut pouvoir passer outre, s'imaginant qu'il suffirait d'un léger effort et de deux campagnes pour venir à bout des Turcs. C'était aussi l'opinion de la plupart des généraux. Quant au duc François, non encore initié aux affaires de l'État, il ne fut pas consulté. L'empereur confia le commandement en chef de son armée au feldmaréchal, comte de Seckendorf, qui s'était distingué dans les dernières campagnes du prince Eugène de Savoie, et l'entoura d'un brillant état major de généraux. Deux corps distincts, sous les ordres du prince de Saxe-Hildburghausen et du comte Wallis, formèrent provisoirement une sorte de réserve.

Le duc de Lorraine eut à vaincre, chez l'empereur et ses ministres, de fortes résistances pour obtenir de servir à l'armée en qualité de volontaire avec son frère Charles.

Les premières opérations de la campagne furent heureuses mais suivies bientôt d'une série de revers. Le feldmaréchal, comte Khevenhuller, échoua dans son attaque contre Widdin ; le prince de Saxe-Hildburghausen se fit battre à plate couture en Bosnie ; le général Doxat, qui gardait Nissa avec une garnison suffisante, se rendit à la première apparition des troupes turques, et l'armée autrichienne eut bien de la peine à se mettre en sûreté sur le sol impérial. Le duc n'avait pas assisté aux dernières opérations. Dès le mois d'août, prévoyant que la campagne n'aboutirait pas à des résultats favorables, il était revenu à Vienne. Déjà on y était inquiet. L'inquiétude se changea en trouble et en colère, à mesure que se multiplièrent les mauvaises nouvelles de l'armée. Seckendorf, qui, vainqueur, eut recueilli seul la gloire de la campagne, devint l'objet de tous les reproches. On ne se borna pas à le blâmer d'avoir trop dispersé ses forces et mal conduit

la guerre, on l'accusa d'avoir spéculé sur les approvisionnements de l'armée, de s'être entendu avec les Turcs. On alla jusqu'à lui faire un crime d'être protestant.

A son retour, Seckendorf fut mis aux arrêts dans sa propre demeure pour le temps que durerait l'enquête ordonnée par le conseil de guerre aulique. Le duc de Saxe-Hildburghausen, beaucoup plus coupable que lui, ne dut sa liberté qu'à sa qualité de prince de maison souveraine. Doxat paya sa faiblesse de sa tête.

La conduite de François dans ces pénibles circonstances fut aussi sage que prudente. Tous ses efforts tendirent à calmer l'irritation publique et à la ramener de ses injustices. Le bruit s'étant répandu qu'il se proposait de mener la duchesse en Toscane, il écrivit à Bartenstein une lettre pleine de dignité pour protester contre cette rumeur attentatoire à son honneur et à ses plus vives aspirations, personne n'étant plus désireux que lui de servir l'empereur et sa maison. Ces démarches exercèrent une heureuse influence sur le puissant favori,qui jusqu'alors paraissait disposé à le tenir à l'écart.

Dans le cours de l'année, le duc fut élevé au grade de feldmaréchal. En décembre 1737, Charles VI ordonna que désormais les séances de la conférence intime, auxquelles François n'avait pas encore été admis, seraient tenues dans la demeure de ce prince, sous sa présidence, toutes les fois que l'empereur ne les présiderait pas lui-même. En même temps Charles annonça son intention de lui donner le commandement en chef, lors de la prochaine campagne contre les Turcs, et le nomma son lieutenant général, c'est-à-dire généralissime de toutes les armées autrichiennes.

Ainsi transporté tout d'un coup en plein milieu des affaires d'État, appelé même à en prendre la direction, le duc de Lorraine s'y consacra entièrement, au point que ses conseil-

lers lorrains se plaignirent de ce qu'il sacrifiait ses intérêts à ceux de l'empire. Il s'occupa avant tout des mesures propres à continuer la guerre avec avantage et à remettre sur un bon pied l'armée passablement désorganisée. Il croyait pouvoir nourrir l'espérance de relever l'honneur des armes impériales et se créer lui-même, par ses succès militaires, une situation personnelle honorée en Autriche.

Charles VI partageait ces pensées, mais il ne se dissimulait pas le péril de remettre le sort de l'armée et, par voie de conséquence, celui de la monarchie elle-même, aux mains d'un jeune homme, qui n'avait jamais eu l'occasion de faire preuve de quelque talent de commandement. Il fallait donc trouver un homme capable de lui être adjoint et de l'aider de ses conseils. Or la plupart des généraux ayant joué un triste rôle dans la campagne précédente, il fixa son choix, après quelques hésitations, sur le comte de Kœnigsegg, président du conseil aulique de guerre. Ce seigneur possédait en effet la qualité maîtresse dont était dépourvu le duc, l'expérience.

Il servait depuis quarante ans avec distinction, et passait pour un des généraux les plus instruits de son temps. Bien que sa réputation militaire eût été entamée par la perte de la bataille de Guastalla, en 1734, l'armée l'avait vu avec faveur appelé à la présidence du conseil aulique de guerre. Ses brillantes qualités étaient gâtées par un défaut capital, qui s'était manifesté surtout dans sa campagne d'Italie, et lui avait attiré d'acerbes critiques. Kœnigsegg manquait de décision et d'entrain ; à force de préparer son action et de guetter le moment favorable, il le laissait passer sans le voir. La lenteur de ses mouvements était proverbiale et, même quand éclatait le danger, il ne savait pas se résoudre à prendre un parti.

L'empereur, si indulgent que le rendît la conscience de sa propre indécision, se plaignait souvent de ce défaut de Kœnigsegg. Aussi faut-il croire que si son choix se porta sur ce personnage, ce fut faute de pouvoir trouver mieux. Cependant plus défiant de la fougue juvénile de son gendre que des temporisations de Kœnigsegg, il obligea le duc à ne rien faire sans l'adhésion de la majorité du conseil de guerre et, en cas de partage, à suivre l'avis de Kœnigsegg.

Malgré les généreux efforts de toutes les classes de la population autrichienne, l'armée, décimée par les maladies et la désertion, ne paraissait guère en mesure de réparer ses revers. Toutefois, les premières rencontres avec les Turcs se terminèrent à son avantage. Arrivé au camp de Temesvar vers la fin de juin 1738, le duc de Lorraine livra sa première bataille, le 4 juillet, à Kornia. Il battit les Turcs et les rejeta au-delà du Danube.

Vienne était depuis si longtemps sevrée de bonnes nouvelles de la guerre, que la victoire de Kornia fut accueillie avec un véritable enthousiasme. Le duc fut porté aux nues, parce que des lettres du camp autrichien racontèrent qu'il s'était bravement exposé au danger, et qu'il avait donné ses ordres avec l'intelligence et le calme d'un vieux soldat. Bientôt on apprit qu'une seconde bataille avait eu le même succès; et déjà on escomptait, à Vienne, les brillants résultats de la campagne, quand on apprit que cette même armée, que l'on voyait marcher de triomphe en triomphe, était en pleine retraite. Le duc se plaignit ouvertement d'avoir été paralysé dans ses opérations par la majorité du conseil de guerre. L'irritation qu'il en conçut, jointe aux influences d'un climat malsain, lui donna un violent accès de fièvre. Il se fit transporter à Ofen, et dès qu'il se sentit mieux, il partit pour Vienne afin de se concerter avec l'empereur. Au commence-

ment de septembre, il retourna à l'armée, muni de pleins pouvoirs pour traiter avec les Turcs, qui manifestaient le désir de faire la paix.

Marie-Thérèse vit partir son mari avec de sombres pressentiments. La rectitude de son jugement lui faisait reconnaître que, paix ou guerre, le résultat de ce voyage ne pouvait être satisfaisant. Orsowa, que l'on croyait imprenable, avait été pris, les exigences des Turcs augmentaient avec leurs succès. L'armée autrichienne, campée autour de Belgrade, était en si triste état, qu'il n'était pas possible d'entrevoir un changement notable de la situation. Néanmoins le duc estima qu'il fallait, à tout prix, tenter la fortune. Il rencontra chez Kœnigsegg et chez les autres généraux une résistance invincible.

L'amertume de cette déception réagit sur la santé du duc, et de nouveaux accès de fièvre l'obligèrent à quitter l'armée. Après avoir entamé les négociations avec le grand vizir et remis ses pleins pouvoirs à Kœnigsegg, il retourna à Vienne.

Si populaire que fût jusqu'alors à Vienne le grand-duc de Toscane, comme on appelait François depuis son mariage, il fut assez mal accueilli. La foule n'est jamais sympathique aux généraux vaincus. Elle ne leur pardonne pas la perte de ses illusions, et rejette sur eux la responsabilité de ses humiliations patriotiques. Toutefois l'irritation universelle se portait beaucoup moins contre lui que contre Kœnigsegg, déjà mal vu du public. François commit la généreuse imprudence de prendre la défense de son tuteur militaire. En d'autres circonstances, on l'eût applaudi. Malheureusement un événement survint, qui, en infligeant aux peuples de l'Autriche une amère déconvenue, les exaspéra. Dans le courant de l'année précédente, Marie-Thérèse avait donné le jour à une première fille. Or, aux approches de l'automne, une seconde

naissance s'annonçait. La préoccupation de savoir si le ciel accorderait enfin un héritier à la race aimée de ses anciens souverains envahit le peuple entier. A la cour, à la ville, dans les bourgs, dans les campagnes, l'anxiété se traduisait par une touchante émulation de prières,d'aumônes, de pèlerinages. Aussi le désappointement dépassa-t-il toute mesure, quand, le 4 octobre, on apprit l'arrivée au monde d'une seconde archiduchesse. François de Lorraine et Marie-Thérèse, si aimés d'abord, se virent bientôt l'objet d'une antipathie ridicule ; et l'on alla jusqu'à répandre le bruit que Charles VI avait résolu de donner sa seconde fille à un prince de la maison de Bavière, et de changer l'ordre de succession de ses États héréditaires.

Tout affligé que fût l'empereur, son affection pour ses chers enfants ne faiblit pas un seul instant. Autant que Marie-Thérèse, il fut blessé des injustes préventions du public. Il jugea sage d'éloigner momentanément le jeune couple, et l'occasion se présentant de motiver suffisamment leur absence, il se hâta d'en profiter. Le grand-duc de Toscane était mort le 9 juillet 1737. Ses sujets se plaignaient très vivement de ce que leur nouveau souverain sacrifiait leurs intérêts à ceux de l'Autriche, et négligeait de prendre possession du grand-duché et de s'occuper d'eux.

Le voyage fut donc décidé et,le 17 décembre 1738,le grand-duc et la grande-duchesse se mirent en route pour Florence. Ils n'y arrivèrent que le 20 janvier 1739, parce qu'ils furent obligés de subir une quarantaine de quinze jours aux frontières de l'État de Venise. L'accueil des populations toscanaises fut plein d'élan et de cordialité. Partout où le jeune couple grand-ducal passa, villes, bourgs, villages, multiplièrent à l'envi les ovations, les manifestations délirantes, les fêtes et les arcs de triomphe. Le grand-duc ne se contenta pas de

recevoir les hommages de ses sujets, il s'occupa activement de leurs intérêts. Il rétablit l'ordre dans les finances du pays, et réorganisa les diverses branches de l'administration publique. Il créa une académie noble, sorte d'école militaire, sur le modèle de celle de Luneville, et prit des mesures propres à favoriser le travail national.

Malheureusement son zèle de néophyte franc-maçon lui fit commettre une lourde faute. La secte, qui depuis quelque temps s'était introduite à Florence, subissait une crise mortelle,à la suite de la publication de la bulle de Clément XIV. François lui vint en aide et n'hésita pas à paralyser toutes les mesures prises, en son absence,par les autorités pour purger la Toscane de ces éléments de désordre et de ruine. Il n'est pas inutile de faire remarquer ici que cette politique insensée, continuée en Toscane par les successeurs de François de Lorraine, a porté logiquement ses fruits en 1860.

Au bout de trois mois, le grand-duc et la grande-duchesse reprirent le chemin de Vienne. Ils passèrent par Inspruck, où Marie-Thérèse se rencontra pour la première fois avec sa belle-mère, la duchesse douairière de Lorraine, venue, avec la princesse Charlotte, sa fille, tout exprès pour cette entrevue. La réunion de famille se prolongea pendant une semaine, au bout de laquelle François et Marie-Thérèse regagnèrent Vienne.

A peine arrivé dans la capitale de l'Autriche,François sollicita de l'empereur l'autorisation de prendre part à la campagne qui allait s'ouvrir. Charles VI résista à toutes ses instances. Il appela au commandement de son armée le comte Wallis, officier réputé capable, instruit et résolu, mais brutal et détesté du soldat. Wallis fut encore plus malheureux que ses prédécesseurs. Battu à Krotzka, il repassa le Danube et les Turcs mirent le siège devant Belgrade.

Ces fâcheuses nouvelles et les rapports du comte Wallis jetèrent l'émoi et la consternation à la cour de Vienne. Les ministres se lancèrent mutuellement à la tête le reproche d'avoir poussé à la guerre,et leurs querelles accrurent le désarroi. Les ennemis du grand-duc laissèrent entendre que l'unique moyen de sauver la situation serait de confier le commandement de l'armée au duc de Bavière, ce qui ne laissa pas d'inquiéter vivement le duc.Seul l'empereur montra quelque fermeté. Il retira les pleins pouvoirs en vertu desquels il avait autorisé Wallis à acheter la paix, en cas de péril extrême, au prix de Belgrade, et les transféra au comte de Neipperg.Au lieu d'aller avertir Wallis et de se rendre compte de la situation, Neipperg, affolé par l'atterrement qui régnait à Vienne,se rendit d'emblée au camp turc,et signa précipitamment des préliminaires de paix, par lesquels tout le pays acquis à l'Autriche par le traité de Passarowitch,à l'exception de Temesvar,mais y compris Belgrade,fut restitué aux Turcs. Par forme de garantie, il consentit à laisser occuper une des portes de Belgrade par les janissaires.

Cette dernière disposition fut d'autant plus fatale, qu'elle ne permettait plus à l'empereur de refuser ni la cession de Belgrade ni la ratification du traité. Il se résigna avec un profond chagrin à ce qu'il ne pouvait éviter, mais il ne cacha nullement à quel point la conduite de Wallis et de Neipperg l'affectait. Il fit arrêter les deux généraux. Wallis fut enfermé au Spielberg près de Brunn, Neipperg dans la forteresse de Glatz. Les relations étroites qui existaient depuis longtemps entre le grand-duc et Neipperg,donnèrent aux malveillants l'occasion d'émettre mille bruits défavorables sur François et d'ébranler gravement sa position à la cour. Il demeura bien encore,comme antérieurement, à la tête de la conférence intime et continua à se consacrer avec zèle au soin des

affaires d'État, mais il n'y exerça plus guère d'influence et, chose plus grave, des envieux cherchèrent à détruire dans le peuple le peu de considération qu'il pouvait y avoir conservé. Ils lui imputèrent la responsabilité de tous les malheurs de l'Autriche et trouvèrent créance non seulement à Vienne, mais encore dans toutes les provinces. Les partisans de la maison de Bavière exploitaient ces mauvaises dispositions, et on entendit un des plus fidèles amis du grand-duc s'écrier : « Notre unique espérance repose sur la naissance d'un prince, car il y a lieu de croire que la situation changerait, le jour où les populations posséderaient réellement ce gage d'avenir, objet de leurs vœux les plus ardents. »

Le 12 octobre 1740, la grande-duchesse de Toscane eut une troisième princesse, Marie-Caroline. Toutes les espérances se trouvèrent encore une fois déçues et, au point où en était venue l'aversion populaire contre François et Marie-Thérèse, on peut juger combien elle abusa de cet événement pour les déchirer. On prétendit que ce ménage était condamné à n'avoir jamais que des filles et l'on s'habitua peu à peu à ne plus compter, pour l'avenir, que sur la Bavière.

A la vérité, l'empereur aurait pu consolider la position de son gendre en Autriche et en Allemagne, et sinon mettre fin aux intrigues rivales, du moins en affaiblir grandement l'effet, en faisant élire François roi des Romains, ce qui lui aurait assuré irrévocablement la succession au trône impérial. Mais Charles, le plus indécis des hommes, ne put jamais prendre sur lui de faire près des électeurs de l'empire les démarches nécessaires. D'ailleurs, après avoir trop escompté sa vigoureuse santé, il en était venu, à la suite des désastres des dernières guerres, à se laisser obséder de pensées funèbres. « Cette année, écrivait-il, dans la nuit du 30 septembre 1739, « à son favori Bartenstein, cette lourde année dévore bien des

« années de ma vie. Peu importe : que la volonté de Dieu se « fasse ! Puisse-t-il me donner la force de supporter la croix « qu'il m'impose,pour l'expiation de mes grands péchés et la « réparation de mes fautes ! »

Les déconvenues de postérité aggravèrent le chagrin qui le minait.La naissance de sa troisième petite-fille lui parut une véritable catastrophe pour sa maison. Il éclata en lamentations amères, disant qu'il ne lui serait plus donné de voir un héritier de sa race, et toute consolation qu'on essayait de lui donner ne servit qu'à rendre sa douleur plus intense. La mort subite de l'aînée de ses petits-enfants qu'il aimait tendrement, mort survenue le 6 juin 1740, acheva de l'accabler, sans toutefois ébranler en apparence sa santé, ni l'empêcher de vaquer à ses occupations habituelles.

Au mois d'octobre 1740, Charles eut un accès de goutte assez violent pour que les médecins lui défendissent de sortir de ses appartements. Mais l'impérial malade, chasseur passionné, avait fait préparer une partie de chasse à Halbthurn, château situé en Hongrie, non loin de la frontière autrichienne. En dépit des docteurs et de leurs prescriptions, il s'y fit transporter. Le temps était humide et froid. La neige alternait avec la pluie. A peine arrivé, l'empereur éprouva de vives douleurs d'estomac et néanmoins il voulut prendre part à la chasse. Le soir, il mangea force champignons à l'huile. Pendant la nuit, il fut pris de vomissements fréquents. Le lendemain, il se fit ramener à Vienne, les vomissements se renouvelèrent pendant le voyage, et lorsqu'on le descendit à la Favorite, il était si épuisé, qu'il semblait près d'expirer. Le repos lui rendit quelques forces. On crut à une amélioration sérieuse, et il profita de ce moment d'accalmie pour voir sa fille, Marie-Thérèse, dont l'état de santé exigeait de grands ménagements. Mais lorsque l'archiduchesse aperçut son père,

elle trouva ses traits tellement altérés par la maladie, que ses genoux plièrent et qu'elle eut grande peine à gagner un fauteuil. L'émouvant entretien du père et de la fille fut fréquemment interrompu par leurs sanglots. L'empereur le termina en donnant à sa fille bien-aimée sa bénédiction paternelle. Le 12, les vomissements reparurent avec une violence inquiétante, accompagnées d'une fièvre intense. Les douleurs de la goutte s'accentuèrent et, le 18, les médecins manifestèrent hautement leurs inquiétudes.

Charles supportait son mal avec une patience d'autant plus grande qu'il ne croyait pas à sa gravité. Il alla jusqu'à plaisanter les médecins sur leurs craintes. Ils faisaient leur consultation tout haut autour de son lit, et comme ils ne parvenaient pas à mettre leurs diagnostics d'accord, il leur dit en dialecte viennois : « Bah ! cessez de vous disputer. « Quand je serai mort, vous n'aurez qu'à ouvrir mon corps et « vous pourrez bien voir quelle aura été la cause de ma mort.» Néanmoins, dès qu'il fut convaincu du danger, il se prépara vaillamment à prendre congé de ce monde.

Le même jour, il reçut, à sa demande, le saint Viatique des mains du nonce Passionnei, et la nuit suivante, le curé du palais lui administra l'extrême-onction. Son calme et sa résignation ne se démentirent pas un seul instant. Il fit appeler les ministres, leur donna ses dernières instructions, et remercia spécialement le comte de Starhemberg de ses longs et fidèles services. Il prit tendrement congé de l'impératrice, qui, malgré ses propres souffrances, l'avait veillé six nuits de suite. Il donna sa bénédiction à sa fille, l'archiduchesse Marianne, et lui fit ses adieux. Il manda son gendre et, le voyant fondre en larmes, il chercha tranquillement à le consoler: « Ne pleure « pas, je t'en prie! Par ma foi, tu perds un bon ami ! » Il s'entretint longuement avec le vieux feldmaréchal comte

Palfy (que Marie-Thérèse avait coutume de nommer mon père Palfy), le nomma Palatin de Hongrie et lui recommanda avec instance de continuer à servir la maison d'Autriche avec le même dévouement qu'il avait toujours eu pour lui.

Les médecins avaient interdit l'entrée de la chambre du mourant à la grande-duchesse Marie-Thérèse et l'avaient obligée de s'aliter. Se tournant avec une expression de tendresse touchante vers ses appartements, il se souleva sur son lit et lui envoya sa plus tendre bénédiction. Il fit appeler de nouveau son gendre et l'entretint deux heures. Enfin, après qu'il eut fait ses adieux à sa sœur, l'archiduchesse Madeleine, il sentit ses forces diminuer, entra en prières et expira entre une heure et deux heures, dans la nuit du 19 au 20 octobre. Pendant toute cette fatigante journée, il conserva une fermeté, un calme, une sérénité et une présence d'esprit véritablement admirables. Il semble que les souvenirs de l'Espagne lui soient revenus au moment suprême, car une de ses dernières paroles fut : Barcelone.

« Le caractère de Charles VI, dit Arneth, était mêlé de tendances contradictoires. Ses allures ordinairement sérieuses et réservées lui donnaient l'apparence de la fierté,et cependant, dans ses relations intimes et surtout avec son entourage, il avait une familiarité affectueuse, pleine de charmes. Bien que fort intelligent, il n'avait pas ce coup d'œil pénétrant, qui voit de loin et que Dieu donne aux grands hommes d'État, comme aux grands rois. Indécis et hésitant dans le détail, difficile à la résolution, il portait dans ses plans et ses vues une ténacité digne d'un meilleur sort. On doit lui faire honneur, dans un temps où le mérite de la fidélité à la foi jurée passait pour une folie, d'avoir été l'esclave de sa parole. » Malheureusement l'expérience ne put le déshabituer de supposer la même qualité chez autrui et d'acheter, au prix de

sacrifices énormes, des promesses qui, pour tout le monde, lui seul excepté, devaient être violées le jour même où il faudrait les tenir. Marie-Thérèse n'eut que trop tôt l'occasion de le reconnaître.

CHAPITRE TROISIÈME.

SOMMAIRE : Marie-Thérèse notifie son avènement aux diverses cours de l'Europe. — Attitude hostile de l'électeur de Bavière. — La France fait attendre sa réponse. — Silence de Frédéric II. — Confiance de Marie-Thérèse et de ses ministres dans le roi. — Invasion de la Silésie. — Propositions de Frédéric à la cour de Vienne. — Faits de guerre. — Neipperg et Browne. — Bataille de Mollwitz. — Ses conséquences politiques. — Prise de Passau. — Invasion de la Haute-Autriche par le maréchal de Belle-Isle et l'électeur de Bavière. — Neutralité de l'électeur de Hanovre. — Marie-Thérèse à Presbourg. — Prise de Prague. — Négociations anglaises à Vienne et à Berlin. — Perfidie du roi de Prusse. — Prise d'Olmütz et de Glatz. — L'Angleterre et la Hollande se lèvent pour la défense de Marie-Thérèse. — Enthousiasme de ses sujets. — Invasion de la Bavière par les troupes autrichiennes. — Prise de Linz. — Lettre de Marie-Thérèse au feldmaréchal Khevenhuller. — Élection de Charles-Albert de Bavière au trône impérial, sous le nom de Charles VII. — Prise de Munich. — Le prince Charles de Lorraine prend le commandement de l'armée de Bohême. — Ses perpétuelles indécisions. — Bataille de Chotusitz. — Paix de Breslau entre l'Autriche et la Prusse. — Continuation de la guerre entre l'Autriche et la France. — Exaltation de Marie-Thérèse. — François de Lorraine en Bohême. — Belle retraite du maréchal de Belle-Isle. — Capitulation de Prague. — Couronnement de Marie-Thérèse à Prague.

AUSSITOT que les convenances le permirent, Marie-Thérèse donna connaissance à tous les princes de l'empire et aux puissances étrangères de son avènement, sous les titres d'archiduchesse d'Autriche, reine de Bohême et de Hongrie. A l'exception de la France, qui, sous prétexte de rechercher dans les archives du royaume les instructions du cérémonial à observer en pareilles circonstances, mit une lenteur inquiétante à répondre, les souverains étrangers

s'empressèrent de lui adresser les plus amicales félicitations. Il en fut autrement de certains princes de l'empire. L'électeur de Cologne, frère de l'électeur Charles-Albert de Bavière, et l'électeur Palatin crurent pouvoir user, vis-à-vis de la jeune princesse, de procédés blessants. Ils lui expédièrent leurs réponses par la voie postale ordinaire, en les adressant simplement à l'archiduchesse d'Autriche. A cette occasion quelques vieux seigneurs, familiers des appartements privés de Charles VI, rappelèrent un mot prophétique du prince Eugène, qui, témoin des peines et des soucis que se créait l'empereur pour faire garantir sa pragmatique sanction, lui disait : « Croyez-moi, la meilleure des garanties serait une armée bien outillée. »

L'électeur de Bavière alla plus loin que son frère de Cologne. L'empereur était à peine dans le tombeau que, sur des instructions venues de Munich, le comte de Peruza, envoyé de Bavière à Vienne, fit le tour des ministres pour les inviter formellement à refuser de reconnaître Marie-Thérèse comme héritière des états de son père, et à ne rien faire qui pût infirmer les prétendus droits de l'électeur à la succession de Charles VI. Il renvoya, sans l'ouvrir, la lettre de notification qui lui avait été adressée au nom de la nouvelle reine de Bohême et de Hongrie, sous le prétexte que son maître niait formellement le droit de Marie-Thérèse à prendre ces titres. Il réclama l'inspection des dispositions testamentaires de l'empereur Ferdinand Ier, et invita finalement les membres du corps diplomatique à s'abstenir de toute démarche impliquant la reconnaissance des droits de Marie-Thérèse aux trônes de Bohême et de Hongrie, jusqu'à ce que les faits et actes articulés par lui, fussent vérifiés et dûment constatés.

Charles-Albert arguait, en effet, du testament, aux termes duquel l'empereur Ferdinand Ier aurait appelé les descendants

APPORT DU SACRÉ-COEUR

de ses filles, dont l'aînée, Anne, avait épousé le duc de Bavière, à recueillir l'héritage des pays autrichiens, en cas d'extinction des descendants mâles de ses fils. A l'entendre, ce testament aurait été raturé et surchargé, dans l'intérêt de la pragmatique sanction, et le fait pourrait être constaté par l'exhibition de la pièce originale.

Le 3 novembre 1740, le grand chancelier, comte de Sinzendorf, réunit dans son hôtel les membres du corps diplomatique présents à Vienne, ainsi que le comte de Peruza, et mit sous leurs yeux l'acte original, signé, *propria manu*, par Ferdinand Ier. Tous et Peruza lui-même, quelque dépit qu'il en eût, purent s'assurer *de visu*, non seulement que la pièce était absolument intacte, mais encore qu'au lieu de *descendants mâles*, il fallait bel et bien lire en toutes lettres les mots *descendants légitimes*, ce qui comprenait naturellement les filles. Confondu par l'évidence et réduit au silence, Peruza ne voulut pas rester sur sa courte honte et publia, quelques jours après, à Munich, un mémoire de soixante-quinze pages destiné à démontrer clair comme le jour que l'expression *descendants mâles* est identique à celle de *descendants legitimes*, d'où l'on doit conclure que le diplomate bavarois a découvert, longtemps avant Hegel, le célèbre système de l'identité des contraires.

Les scribes de la chancellerie autrichienne réfutèrent le factum par une brochure de cent pages, qui nécessairement eut le dessus. La population viennoise, irritée de la mauvaise foi de l'envoyé bavarois, se livra contre lui à des manifestations peu rassurantes. Il s'effraya et quitta précipitamment Vienne, le 30 novembre, en lançant derrière lui une protestation virulente, contre ce qu'il appelait l'inique usurpation de Marie-Thérèse.

Jusque-là la jeune reine avait conservé sa pleine, entière

et naïve confiance dans la parfaite loyauté des garants de la pragmatique sanction. L'ère des déceptions amères ne tarda pas à s'ouvrir pour elle.

Le roi de Prusse, Frédéric II, qui venait de succéder, depuis peu de temps, à son père, Frédéric-Guillaume, avait gardé le silence vis-à-vis des notifications de Marie-Thérèse. Ce mutisme n'avait pas laissé d'inquiéter la cour de Vienne; et elle avait envoyé en Silésie quelques troupes, trop faibles pour une défense sérieuse, suffisantes pour faire supposer la défiance. Néanmoins le duc de Lorraine, pas plus que l'ambassadeur d'Angleterre, ne croyait à une agression.

« Le roi de Prusse, disait le duc, est le prince qui tient le « plus au point d'honneur. Il ne peut avoir de mauvaises « intentions à notre égard. » Les ministres autrichiens et principalement Bartenstein, se rappelant que, sous le règne de Frédéric-Guillaume, Charles VI s'était employé avec une généreuse ardeur près de ce prince pour le détourner de faire décapiter son fils, ne pouvaient croire que ce même fils pût songer à récompenser les services qu'il avait reçus du défunt empereur, par une attaque gratuite contre les possessions de sa fille. Tout à coup, on apprit à Vienne, vers le 20 décembre, que le roi de Prusse avait envahi la Silésie avec une armée de trente mille hommes. En même temps parut une proclamation royale, datée du 1er décembre, faisant connaître que cette agression en pleine paix avait pour but de garantir la Silésie, boulevard des possessions du roi, contre tous ceux qui manifestaient, en ce moment de crises orageuses, suites de la mort du dernier des Habsbourgs, des prétentions quelconques au partage des états héréditaires de la maison d'Autriche. Dans ses *Mémoires*, Frédéric a avoué cyniquement les motifs réels d'ambition, de basse cupidité, qui l'ont amené à commettre cet acte de véritable brigandage.

Le jour même où Frédéric commettait cette félonie, ses deux envoyés à Vienne, Borcke et Gotter, avaient avec le duc de Lorraine un entretien important. Ils lui déclaraient, au nom du roi, que, en échange de la Silésie, il s'offrait à soutenir la reine de Hongrie contre tous ses ennemis, à contribuer pour deux millions de thalers aux frais de la guerre, et à donner sa voix au duc, lors de l'élection du successeur de Charles VI à l'empire. Peu de jours après, Frédéric abaissa ses prétentions, il chargea ses envoyés de dire à la cour de Vienne qu'il se contenterait d'une partie de la Silésie, sans rien changer à ses offres, assurant qu'il avait à cœur de maintenir le prestige et la grandeur de la maison d'Autriche, et qu'il saurait, en fidèle allié, donner une large compensation de la bagatelle qu'il réclamait.

Ces brutales propositions frappèrent le duc de stupeur. Il ne voulait pas en croire ses oreilles. Obligé de se rendre à l'évidence, il se borna à dire : « Faites savoir au roi, votre « maître, que, tant qu'un seul de ses soldats foulera le sol de « la Silésie, nous n'avons pas de réponse à lui faire, mais que, « dans le cas où il n'aurait pas encore mis le pied dans cette « province, ou s'en retirerait, nous négocierons à Berlin. Je « crois avoir trouvé un moyen de le satisfaire, sans qu'il ait « besoin de nous arracher par la force ce qu'il n'est pas en « notre pouvoir de lui céder. »

L'ambassadeur anglais, Robinson, à qui le duc crut devoir raconter cet entretien, n'épargna rien pour faire ressortir aux yeux des diplomates prussiens, le côté à la fois odieux et ignominieux des projets du roi. Gotter en convint et déclara même qu'il avait insisté près de Frédéric pour le détourner de sa résolution, mais que ses efforts avaient été inutiles, et que Marie-Thérèse n'avait pas d'autre alternative que la guerre ou la cession d'une partie de la Silésie. Or, aux

yeux de Marie-Thérèse, les états que lui avait laissés son père constituaient un dépôt sacré, dont elle ne pouvait rien aliéner sans forfaire à son honneur, sans charger sa conscience, sans se rendre parjure. Elle fit en conséquence écrire à Frédéric « qu'elle savait apprécier toute la valeur de l'amitié de Sa Majesté prussienne et n'avait jamais rien négligé pour la conserver; qu'en ce qui concernait l'offre d'aider à maintenir la pragmatique sanction, le lien qui unissait les membres de l'Empire allemand et les prescriptions de la Bulle d'or obligeaient chacun des états de l'Empire à venir en aide à quiconque, de ses co-états, se trouverait opprimé dans ses possessions allemandes, et que cette obligation générale se doublait des garanties données par le corps de l'Empire à la pragmatique sanction ; qu'elle était d'ailleurs en relations d'amitié avec la Russie et les puissances maritimes, et assurée de leur assistance pour la conservation de ses états ; que relativement à la voix offerte pour l'élection impériale, cette élection devait être libre et conforme aux dispositions de la Bulle d'or, que les deux millions de thalers proposés ne suffisaient pas à compenser les dégâts déjà commis par les troupes prussiennes en Silésie ; qu'elle n'était pas disposée à inaugurer son règne par le démembrement de ses états, bien au contraire se croyait-elle obligée d'honneur et de conscience de défendre la pragmatique contre toute attaque directe ou indirecte, et partant elle ne pouvait bonnement consentir à se dessaisir de tout ou partie de la Silésie ; que néanmoins, elle se déclarait prête à renouveler ses traités d'amitié avec le roi, si cela se pouvait faire sans préjudice de tiers, et si les troupes prussiennes abandonnaient immédiatement la Silésie. »

Pour toute réponse, Frédéric donna l'ordre à ses envoyés de quitter Vienne dans les vingt-quatre heures. Force fut de se préparer à la guerre. La situation du couple royal était fort

critique. A la suite de la paix de Belgrade, Charles VI avait licencié une bonne partie de ses troupes. En dehors des quelques régiments conservés aux Pays-Bas et en Italie, la reine ne pouvait guère disposer que de 30,000 hommes, pauvrement armés et approvisionnés. Le trésor ne renfermait guère plus de cent mille florins disponibles. Les ministres étaient vieux, sans énergie ni courage. Uniquement guidée par sa conscience et le soin de sa dignité, Marie-Thérèse avait relevé le gant, sans prendre leur conseil. Elle commença d'elle-même, avec une brûlante activité, à réorganiser son armée, et put bientôt envoyer une trentaine de mille hommes en Silésie. Faute d'avoir à la main un général expérimenté, elle fit sortir Neipperg de prison pour le mettre à la tête des forces autrichiennes en Silésie. Le choix était malheureux, et le triste rôle joué par ce personnage dans la dernière guerre turque n'était pas de nature à justifier la confiance de la reine, non plus qu'à faire de Neipperg l'homme de la circonstance.

Frédéric avait envahi la Silésie le 18 décembre 1740, suivi d'une armée de 32,000 hommes, avant même que les propositions qu'il chargeait Gotter et Borcke de faire à la fille de Charles VI fussent arrivées à Vienne. Sachant que la Silésie était presqu'entièrement dégarnie de troupes et ses forteresses à peu près désarmées, il comptait sur une conquête rapide et sans coup férir. De fait, les troupes autrichiennes, envoyées en Silésie après la mort de Charles VI, se réduisaient à trois régiments, sous les ordres du lieutenant feldmaréchal de Browne.

A l'approche des Prussiens, Browne se retira derrière la Neisse, jeta quelques faibles garnisons dans quelques places délabrées et, après avoir détruit les ponts sur la Neisse, sauf ceux de Neisse et d'Ottmachau, prit position entre ces deux

dernières villes avec les 1600 hommes qui lui restaient. Le 9 janvier 1741, eut lieu la première rencontre entre Prussiens et Autrichiens. Des hussards, appartenant au corps d'armée, commandé par le maréchal de Schwerin, furent sabrés par un escadron des dragons de Lechtenstein, sous les ordres du colonel des Fours, et leur chef tué. Mais à la vue des forces supérieures qui s'avançaient, ils se hâtèrent de rentrer dans Ottmachau et la petite garnison, forte de 260 hommes sous les ordres du major Muffling, se réfugia dans le château, situé sur une hauteur faisant plateforme et entourée de solides murailles. Browne, désireux de ne pas laisser prendre cette vaillante troupe, envoya dire à Muffling de capituler, moyennant la liberté de sortir avec armes et bagages. Le brave major ne put se résoudre à obéir, se défendit énergiquement pendant quatre jours et obtint de Schwerin de quitter Ottmachau avec les honneurs de la guerre.

Browne, continuant son mouvement de retraite, arriva le 14 janvier à Jagerndorf, où il trouva le faible renfort de cinq compagnies du régiment d'infanterie de Grunne. Il vida les caisses publiques et prit toutes les mesures en son pouvoir pour entraver la marche de l'ennemi.

Autant les Prussiens déployaient d'activité et d'ordre dans leurs opérations, autant les autorités militaires chargées de presser l'envoi de renforts d'artillerie et de munitions à Browne, se montraient lourdes et apathiques: « Je vois bien, « écrivait de Neisse, le colonel Roth, commandant de la « place, à Browne, je vois bien que chez nous, c'est toujours la « même lenteur; elle finira par nous perdre et on ne saura « jamais courir au plus pressé.» Au commencement de février, l'armée autrichienne de Silésie ne comptait encore que 7,500 hommes, dont la moitié de cavalerie.

Neipperg restait à Vienne, comme si sa mission se

bornait à diriger, du fond de son hôtel, l'armée placée sous son commandement. Malheureusement, entre son caractère et celui de Browne, les divergences ne permettaient pas même l'ombre d'un accord. Browne était par nature aussi hardi et entreprenant que Neipperg était hésitant et irrésolu. Or comme l'insubordination était la plaie invétérée de l'état-major autrichien, le désaccord était permanent entre le maréchal et son lieutenant. C'est ainsi que Neipperg ayant envoyé à Browne l'ordre d'exécuter les préparatifs de défense dans les montagnes de la Moravie, Browne répondit insolemment que l'opération proposée était absurde, et que les faiseurs de plans de campagne n'avaient qu'à les exécuter eux-mêmes. A son tour, ayant observé que les quartiers des Prussiens étaient fort disséminés et mal gardés, il s'offrit à les enlever successivement ; sur quoi Neipperg, irrité, lui défendit formellement d'exposer la vie d'un seul homme. Browne eut beau s'emporter, se plaindre d'être condamné à l'inaction et demander que Neipperg voulût bien se hâter de venir mettre à exécution ses merveilleux plans de campagne, force lui fut d'obéir.

Le mois de février s'écoula sans autre événement militaire que diverses incursions entreprises avec hardiesse et succès par la cavalerie hongroise. Il s'en fallut un jour de bien peu que Frédéric lui-même ne fût enlevé par un de ces habiles partis. Le 8 mars, Glogau fut pris d'assaut par le prince héritier de Dessau au service du roi de Prusse.

Durant un long mois, Marie-Thérèse eut besoin d'efforts suprêmes de patience et de résignation, pour ne pas éclater contre Neipperg, dont elle accusait l'indolence. L'artillerie ne fut prête que le 20 mars, le service des approvisionnements de l'armée subit d'énormes retards, faute d'argent. Neipperg ne se fût peut-être pas décidé à quitter

Vienne avant la fin de mars, s'il n'avait été pour ainsi dire mis en voiture par la jeune reine. Arrivé à Brunn le 5 mars, il s'y attarda sous prétexte de s'entendre avec le gouverneur du pays pour assurer les vivres de son armée. Après la prise de Glogau, il écrivit au duc de Lorraine qu'il n'aurait jamais assez de troupes et qu'il fallait lui envoyer toutes celles dont on pourrait disposer.

A la fin de mars, Neipperg avait pu concentrer autour de lui, à Engelsberg, environ quinze mille hommes, moitié infanterie, moitié cavalerie. Il s'ébranla le 29 mars pour se rendre à Neisse, afin de délivrer cette forteresse et de faire sa jonction avec le lieutenant feldmaréchal de Lentulus, qui lui amenait des environs de Glatz quelques bataillons d'infanterie et deux régiments de cavalerie. Il lui fallut huit jours pour franchir la douzaine de lieues qui le séparait de Neisse.

Après avoir rejoint Lentulus et dégagé Neisse, il poursuivit sa marche à pas peu pressés, prit Grottkau, se dirigea sur Brieg, alors investi par 3,500 prussiens et refoula ce détachement. Cet homme de guerre, dont la prudence, l'esprit de précaution et de vigilance étaient portés aux nues à Vienne, marchait à peu près au hasard, sans projet arrêté, et semble n'avoir pas soupçonné l'importance capitale que la possession d'Ohlau pouvait avoir sur l'issue de la campagne. C'est ce qui ressort clairement d'une lettre écrite par lui, le 8 avril, au duc de Lorraine. L'idée ne lui vint même pas d'enlever, alors qu'il n'avait que la main à étendre, les immenses magasins concentrés dans cette ville par les Prussiens. Cependant, dans cette même lettre datée de Mollwitz, où il venait d'arriver, il décrit exactement les positions de l'ennemi, au cœur desquelles il se trouve. Au lieu d'agir et de mettre à profit la splendide occasion que la Providence lui donne d'écraser Frédéric et de terminer la guerre par un coup d'éclat, il

s'arrête, ordonne de faire reposer ses troupes et se laisse surprendre.

Frédéric, coupé tout à coup de ses communications avec Ohlau, se trouva en disette de vivres et de munitions. Il comprit que son unique ressource était de tenter immédiatement la bataille et aurait attaqué Neipperg, dès le 9, si ses soldats, qui venaient de faire une marche forcée à travers des tourbillons de neige, n'avaient été trop fatigués. Le 10, aux premières lueurs du jour, il partagea son armée en quatre colonnes. Ces dispositions prirent un certain temps, et les quatre colonnes se transformèrent, aux approches de Mollwitz, en deux corps dont l'un, le plus nombreux, fut placé sous les ordres du maréchal de Schwerin, le second, sous les ordres du lieutenant-général, prince Léopold d'Anhalt. L'artillerie alla se poster devant le premier corps.

Les Autrichiens eussent été pris en pleine quiétude et absolument au dépourvu, si les signaux multipliés du commandant de Brieg n'eussent déterminé l'envoi d'un détachement de hussards en reconnaissance. A peine ces coureurs furent-ils sortis de Mollwitz, qu'ils se heurtèrent contre la cavalerie formant l'avant-garde prussienne. Ils s'empressèrent de revenir donner l'alarme dans les quartiers.

La rapidité des mouvements n'était pas encore entrée dans les mœurs militaires des Prussiens et, en dépit de tous les efforts du roi, il était deux heures de l'après-midi quand enfin il put commencer son attaque. Déjà le lieutenant feld-maréchal baron de Römer, qui était cantonné à Mollwitz même avec six régiments de grosse cavalerie, avait pris position vis-à-vis de l'aile droite prussienne. Neipperg, fort empêché à organiser sa ligne de bataille, lui envoya l'ordre de ne pas bouger avant que tout ne fût prêt, et dépêcha une nuée de hussards pour tâcher d'amuser les Prussiens et de retarder

leur marche. Une heure plus tôt, l'expédient eût atteint son but. On y pensait trop tard. Accueillis par une grêle de boulets et de balles, les hussards coururent se réfugier derrière les cuirassiers de Römer. Cependant l'armée prussienne avançait toujours. Ne voyant devant elle que ces cuirassiers, tout le feu de son artillerie se concentra sur ce groupe épais, dans les rangs duquel elle eut bientôt creusé de sanglantes éclaircies. En même temps la cavalerie royale manœuvrait pour tourner la cavalerie impériale. Römer, esclave de sa consigne, se désespérait de perdre tant de braves soldats, sans pouvoir même se défendre. Il trompa sa propre impatience en faisant appuyer ses régiments à gauche pour éviter d'être enveloppé, mais las enfin de résister aux instances de ses officiers et d'assister à l'anéantissement inutile de ses superbes régiments, il donna le signal de la charge. Les cuirassiers autrichiens partirent avec un si furieux élan, que la cavalerie prussienne tourna le dos sans les attendre, se jeta sur sa propre infanterie, et ne pouvant la traverser, s'engouffra dans les intervalles des corps, poursuivie par les impériaux.

Il faut rendre cette justice à Frédéric qu'il fit tout ce qui était en son pouvoir pour rallier sa cavalerie et la ramener au combat. Ses efforts demeurèrent inutiles et, entraîné par elle dans cette fuite affolée, il dut, dans son inexpérience de la guerre, croire la bataille perdue. D'une traite il courut, accompagné d'une faible escorte, jusqu'à Oppeln, d'où il fit avertir le prince de Dessau que le sort des armes lui ayant été contraire, il le priait de prendre ses mesures en conséquence.

Pendant qu'il fuyait, la cavalerie autrichienne se heurtait à l'inébranlable résistance de l'infanterie prussienne et perdait son vaillant chef, Römer, glorieusement tombé en chargeant à la tête de ses cuirassiers.

Cependant le centre et la droite des Autrichiens, attaqués

en pleine formation, subissaient des pertes énormes. Leur cavalerie, sous les ordres du lieutenant feldmaréchal, comte de Berlichingen, les dégagea par une charge brillante. Comme Römer, Berlichingen culbuta les escadrons prussiens. Mais, comme Römer, il se brisa contre les carrés de l'infanterie ennemie, qui maintint héroïquement l'intégrité de ses rangs.

Le soir approchait. Malgré la confusion que la violence de l'attaque et les indécisions de Neipperg avaient occasionnée parmi ces braves régiments, ils n'avaient cédé nulle part. Schwerin tenta un suprême effort. Concentrant ses bataillons les mieux exercés avec plusieurs batteries et s'aidant de toute son artillerie, il couvrit l'infanterie autrichienne d'une pluie de balles et de boulets. Ébranlés par ce feu tout à fait exceptionnel pour le temps, les Autrichiens, incapables d'y répondre, plièrent peu à peu et se débandèrent, en voyant tomber leur chef, le lieutenant feldmaréchal de Goldy. Neipperg essaya inutilement de les ramener au feu. Force lui fut d'ordonner la retraite, qui s'exécuta en bon ordre, vers 7 heures du soir, sous la protection de la cavalerie de Berlichingen, dans la direction de Grottkau. Schwerin, dont les pertes égalaient celles des impériaux, se borna à coucher sur le champ de bataille.

L'impression de la défaite de Mollwitz fut d'autant plus pénible à Vienne que l'on y avait apprécié, mieux que Neipperg lui-même, les avantages des positions occupées par les troupes. On le savait prudent, et on escomptait sa victoire; aussi la déception fut cruelle. Quant au maréchal, il se livra à de véritables accès de désespoir. « Le malheur qui s'attache à « moi, écrivit-il, dépasse toute mesure et me poursuit jusque « dans mon commandement d'armée. Je regrette amèrement « de n'être pas au nombre des morts, et je ne désire rien tant

« que de me voir remplacé dans ce commandement par un « autre plus digne et plus heureux. »

Dans sa fuite, Frédéric avait couru un grave péril. Il ignorait qu'un parti de hussards hongrois s'était introduit à Oppeln. Arrivé devant la ville, harassé de fatigue, il fit demander l'ouverture des portes. Au lieu de le laisser entrer comme dans une souricière, les hussards lui coururent sus. Frédéric, prévenu à temps, ne les avait pas attendus. Voyant que ses compagnons ne pouvaient le suivre, il leur cria: « Dieu vous garde, mes amis! » et il disparut. Près de Neisse, il apprit avec autant de surprise que de joie que Schwerin avait vaincu à Mollwitz. Il ne prit pas le temps de se reposer, et l'aube du lendemain le vit rejoindre son armée victorieuse. En ce court espace de temps, il avait parcouru vingt-quatre lieues.

L'entreprise de Frédéric II, uniquement basée sur le principe éminemment libéral que la force prime le droit, avait, au premier abord, scandalisé l'Allemagne entière et jusqu'aux amis du jeune roi de Prusse. Mais le succès possède une éloquence de persuasion à laquelle rien ne résiste. Les conversions furent d'autant plus rapides et complètes, que Marie-Thérèse semblait absolument perdue et hors d'état de pouvoir se relever. S'agit-il de se battre, pour une mauvaise cause surtout, la plupart des gouvernements, même les moins gênés de scrupules, hésitent; mais n'y a-t-il plus qu'à partager le butin sans péril, les plus honnêtes, humainement parlant, accourent. L'électeur de Bavière donna naturellement l'exemple, en sa qualité de plus proche parent de la reine de Bohême, mais se sentant trop faible pour agir seul, il chercha des alliés et, plus naturellement encore, il s'adressa à la France, l'ennemie héréditaire de l'Autriche.

On a discuté et on discute encore la question de savoir dans quelle mesure d'empressement ou de répugnance le

cardinal de Fleury accueillit les ouvertures du Bavarois. Ce qui est certain, c'est que, au mois de mai 1741, une conférence eut lieu à Nymphenbourg entre les envoyés de la France, de la Bavière et de l'Espagne, avec l'adjonction tardive de la Saxe, pour la répartition des dépouilles de Marie-Thérèse. Il y fut réglé que la Bohême, la Haute Autriche, le Tyrol et le Brisgau constitueraient la part de la Bavière; que la Saxe aurait pour la sienne, la Haute Silésie et la Moravie ; la Prusse, la Basse Silésie ; l'Espagne, la Lombardie, Parme et Plaisance ; la France, les Pays-Bas autrichiens. La France et l'Espagne prirent, en outre, l'engagement de soutenir de leur argent et de leurs armées, l'élection de l'électeur Charles-Albert comme empereur; et celui-ci promit à son tour de ne jamais réclamer, en sa qualité de chef de l'Empire, la restitution des places que les Français occupaient sur le Rhin.

Chacune des puissances co-partageantes eut soin de justifier ses droits à la part qui lui était attribuée par d'interminables factums, appuyés sur des pièces d'archives, des traités et des élucubrations de légistes. Elles oublièrent — et la chose n'était pas sans intérêt — d'expliquer comment elles accordaient leurs actes avec les garanties solennelles qu'elles avaient, sans exception, jurées naguère pour le maintien de la pragmatique sanction. Elles laissèrent généreusement à Marie-Thérèse la Hongrie, la Basse Autriche et quelques autres parcelles infimes de ses possessions héréditaires, et l'entente une fois faite, elles mirent rapidement la main à l'œuvre.

L'électeur de Bavière ouvrit la campagne par la prise de Passau et de la forteresse d'Oberhaus. Soutenu par une armée française que commandait le maréchal de Belle Isle, il envahit la Haute Autriche. Linz se rendit sans résistance, et il requit le serment des habitants avec le titre d'archiduc

d'Autriche. Grisé par ce succès, il somma les Hongrois de le reconnaître pour roi. Ses coureurs s'avancèrent jusqu'en vue de St-Pœlten. Vienne fut mis en état de défense.

La situation de Marie-Thérèse était désespérée. Toutes ses combinaisons échouaient. Elle avait appelé son époux à la régence de ses états,parce que l'on avait mis en doute qu'elle fût apte à émettre le vote électoral de la Bohême. Ses ennemis trouvèrent dans cette mesure un nouveau grief contr'elle: « Elle a, dirent-ils, violé la pragmatique sanction. »

La jeune reine avait cru pouvoir compter sur la Russie et l'Angleterre. De fait, Georges II d'Angleterre rassembla, comme électeur de Hanovre, une armée pour la secourir, mais, menacé des deux côtés par les Français et les Prussiens, il fut réduit à accepter une convention, par laquelle il obtint d'être traité en neutre, sous la condition formelle qu'il ne porterait aucun appui à Marie-Thérèse et que, lors de l'élection pour le trône impérial, il donnerait sa voix à l'électeur de Bavière.

De son côté la Russie, attaquée par les Suédois, à l'instigation de la France, fut paralysée dans ses bonnes intentions pour l'Autriche.

Sans armée, sans argent, sans généraux, sans alliés, attaquée de tous côtés, avec Dieu seul pour espérance, Marie-Thérèse, dans cette crise suprême, ne dut son salut, après Dieu, qu'à sa généreuse fermeté, au prestige de son énergique et attrayante personnalité et à la fidélité de ses peuples. Elle tourna ses regards vers la Hongrie et courut à Presbourg. L'imagination populaire a été tellement frappée du prodigieux revirement amené dans sa fortune par cette simple démarche, qu'elle s'est complue à l'orner de circonstances romanesques. La tradition nous représente Marie-Thérèse apparaissant au milieu de la diète, couronne en tête,

son fils Joseph sur les bras, et adressant à ses sujets un appel d'une entraînante éloquence. Les magnats, enlevés par la chaleur communicative de sa parole brûlante, ravis d'enthousiasme pour cette fière princesse, et pour l'enfant royal qui leur tend ses bras innocents, se lèvent aux cris de : « *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresia* », et sauvent la monarchie par l'héroïsme de leurs résolutions.

La scène est sublime, d'un incomparable effet, malheureusement elle n'a existé que dans les imaginations ardentes des Magyars. La vérité est ce qui suit :

Après le couronnement de Marie-Thérèse, en mai 1754, la diète hongroise avait continué ses délibérations. Mais les dispositions de l'assemblée n'étaient pas des plus favorables, lorsque Marie-Thérèse, pourchassée de toutes parts, revint à Presbourg. Les États furent convoqués au château pour y entendre diverses propositions. C'était le 11 septembre. Après avoir laissé parler le chancelier du royaume et l'archevêque-primat, la reine prit elle-même la parole. « Notre situation « est si critique, dit-elle, que nous ne pouvons la dissimuler « aux États. L'existence du royaume de Hongrie, celle de la « couronne sainte, de notre personne, de nos enfants sont en « jeu. Abandonnée de tous, nous n'avons plus de refuge que « dans la loyauté héréditaire des Hongrois. Nous venons « nous confier, nous et nos enfants, à votre fidélité. Le péril « présent n'admet pas de délai pour le parti à prendre. Nous « avons la ferme confiance que les États nous assisteront de « conseils et d'actes conformes à leur fidélité et à l'amour « qu'ils nous ont toujours témoignés. »

L'émotion fut grande lorsque la reine, parlant de ses enfants, fondit en larmes et parut pouvoir à grand'peine achever sa brève allocution. La plupart des auditeurs s'attendrirent avec elle et manifestèrent leur sympathique dévouement en

disant à haute voix qu'ils sauraient pour elle sacrifier leur avoir, leur sang et leur vie.

En se retirant, la reine recommanda encore chaudement ses intérêts à quelques-uns des seigneurs de la diète, tels que le primat et le palatin, qu'elle retint au château, pendant que les autres membres se rendaient au palais de la diète, où communication des propositions royales leur fut faite.

Les États proclamèrent l'insurrection, c'est-à-dire la levée en masse, et neuf jours plus tard, le 20 mai, le duc de Lorraine fut élu co-régent de la reine.

Le soir du même jour, à 6 heures, l'archiduc Joseph, accompagné de l'une des jeunes archiduchesses ses sœurs, arriva de Vienne à Presbourg sur un navire. Une foule immense s'était réunie pour assister à son débarquement. On permit au populaire de visiter le bâtiment.

Le lendemain matin, à 8 heures, les États montèrent au château. Quand la reine entra dans la salle du trône, suivie de son mari et du jeune prince porté par sa nourrice, ils furent accueillis par une tempête de vivats! Le duc prêta le serment, selon la formule lue par l'archevêque, puis il ajouta: « Mon sang et ma vie pour la reine et le royaume! » De nouveaux vivats éclatèrent. Alors la nourrice éleva le jeune archiduc au-dessus de sa tête, afin qu'il fût bien vu de tous, et l'enfant fut salué par une troisième bordée de vivats. Sur quoi, la reine se retira avec sa suite, et les membres de la diète rentrèrent dans leurs foyers.

La levée en masse mit sur pied, en Hongrie, 30,000 hommes d'infanterie et 15,000 cavaliers, sans compter 20,000 recrues destinées à l'armée régulière. Si l'on ajoute à ces forces les différents corps francs, organisés par Trenck, Menzel et d'autres, on arrive à chiffrer par un nombre rond de cent mille hommes le concours prêté par la Hongrie à la

défense de sa reine. « Ce qu'il y eut, dit l'historien hongrois Mailath, que nous aimons à suivre dans ce récit, ce qu'il y eut de beau, de noble, de chevaleresque, de sauveur dans ce merveilleux effort, c'est l'unanimité de la diète à réaliser ce sacrifice, après l'appel de Marie-Thérèse. » Aussi, dans sa vieillesse, la reine aimait-elle à rappeler le souvenir de ces scènes émouvantes.

L'ennemi commit la faute de laisser aux Hongrois le temps d'achever leurs préparatifs. Au lieu de marcher sur Vienne et Presbourg, puis de donner la main au roi de Prusse, dont la cavalerie légère battait déjà la campagne jusque sous les portes de Stockerau, l'électeur de Bavière se dirigeait sur la Bohême. Prague lui ouvrit ses portes. Il somma les habitants de lui prêter serment. La noblesse et le clergé bohémiens, si souvent comblés de grâces et de faveurs par les princes de la maison d'Autriche, oublièrent leurs bienfaiteurs au moment du péril et consentirent à servir l'usurpateur.

Sur ces entrefaites, le gouvernement anglais, comprenant que, de tous les adversaires de l'Autriche, le roi de Prusse était le plus dangereux, s'efforça d'amener un rapprochement entre ce prince et Marie-Thérèse par l'intermédiaire de ses deux ambassadeurs à Berlin et à Vienne, lord Hyndford et Robinson. Hyndford fut chargé d'offrir à Frédéric la cession des trois duchés silésiens de Glogau, de Schwiebus et de Grunberg. Le roi répondit qu'il se serait contenté de ces trois duchés, au début de la guerre, mais que présentement il lui en fallait un de plus, que Schwiebus et Grunberg n'étaient que des dépendances de la principauté de Glogau. « Je livrerai « une seconde bataille aux Autrichiens, dit-il, je les chasserai « de la Silésie et alors on me fera d'autres propositions. Pour « le moment, il me faut quatre duchés qui confinent à mes « terres, Glogau, Wohlau, Liegnitz et Schweidnitz.

— « Votre Majesté, répliqua Hyndford, ferait preuve d'une « grandeur d'âme peu commune, en rendant la paix à l'Alle- « magne.

— « De la grandeur d'âme! s'écria le roi, la grandeur « d'âme pour un prince consiste à chercher avant tout son « intérêt. Je ne suis pas un ennemi de la paix, tant s'en faut, « mais je veux les quatre duchés et je les aurai. »

De son côté, Marie-Thérèse désavoua les propositions présentées par lord Hyndford, comme faites sans son assentiment, et manifesta sa joie de ce que Frédéric II les avait rejetées. Dans l'intervalle le roi de Prusse avait fait un traité d'alliance avec la France, Robinson en informa Marie-Thérèse, et lui fit observer que c'était là un nouveau motif de s'accommoder avec la Prusse.

Elle écouta tranquillement le diplomate anglais et lui dit : « La sagesse politique, l'honneur et la conscience m'inter- « disent de céder quoi que ce soit de la Silésie. Peut-être me « résignerais-je à sacrifier Glogau, si je pouvais être assurée « d'être partout en paix, mais à peine aurais-je satisfait un « ennemi, qu'un autre surviendrait, qu'il me faudrait aussi « contenter, je sais que vous désirez sincèrement m'être utile « et je regrette la peine que vous vous donnez. Votre voyage « à Berlin sera tout aussi inutile que l'a été celui du comte « de Gotter ici.

— « Mais, repartit Robinson, le succès de mon voyage « dépend de Votre Majesté seule.

— « Oh ! dit-elle, que ne donnerais-je pas pour conserver « la Silésie ! Le roi de Prusse peut prendre tout ce que nous « avons dans la Gueldre, et si ce n'est pas encore assez, on « peut encore faire d'autres sacrifices. »

Robinson ne se rebuta pas et obtint enfin l'autorisation d'offrir au roi de Prusse la Gueldre autrichienne, le duché

de Limbourg, et, s'il le fallait absolument, à toute extrémité, la principauté de Glogau.

Lorsqu'il prit congé, elle lui dit encore : « Sauvez le Lim-« bourg, si c'est possible, ne fût-ce que pour le repos de ma « conscience, car j'aurai à répondre devant Dieu de cette « cession, contraire au serment que j'ai fait à mes sujets « brabançons de ne jamais distraire une parcelle de leur « territoire. »

Ce que Marie-Thérèse avait prévu arriva. Le voyage de Robinson à Breslau fut sans résultat. Frédéric exigeait toute la Basse-Silésie, avec la ville de Breslau. Survint à ce moment la prise de Prague par l'armée franco-bavaroise. Les armements des Hongrois étaient en bonne voie, mais non achevés. Le danger devenait de plus en plus menaçant. Il fallait absolument que Marie-Thérèse se débarrassât d'un ennemi, pour être en état de résister aux autres. Force lui fut donc d'accueillir les conseils de l'Angleterre et de se décider, malgré toute sa répugnance, à composer avec Frédéric. Lord Hyndford servit de médiateur aux deux souverains. Les généraux autrichiens Neipperg et Lentulus eurent une entrevue avec Frédéric à Kleinschellendorf, près de Neisse. Le 9 octobre, on convint verbalement d'un armistice secret, préliminaire d'une paix assurée. Le roi fit le simulacre d'assiéger Neisse pour donner occasion aux Autrichiens de rendre la ville et d'évacuer la Silésie.

Les choses se passèrent d'abord conformément aux engagements pris, mais le jour même où il signait la convention, Frédéric écrivait à son ministre Podewils : « S'il y a à gagner « à être honnête homme, nous le serons et s'il faut duper, « soyons donc fourbes. » Il fut effectivement cyniquement fourbe, car, le 4 novembre, il renouvela avec l'électeur de Bavière un traité d'alliance offensive et défensive, et se fit

céder par ce prince certains droits prétendus par la Bavière sur le comté de Glatz. Puis, prétextant que la cour de Vienne avait trahi le secret de la trêve de Kleinschellendorf dans l'espoir de le brouiller avec ses alliés, il rompit brusquement ses relations avec les agents de la reine, exigea des Silésiens serment de fidélité et donna l'ordre à ses généraux de reprendre les hostilités. Le 27 décembre, il entra en Moravie; le feldmaréchal de Schwerin s'empara d'Olmütz, et le prince-héritier de Desseau occupa la ville de Glatz.

Jamais situation ne parut plus compromise que celle de Marie-Thérèse au début de l'année 1742. Si menaçantes étaient les apparences que Khevenhuller lui-même, perdant courage, s'écriait : « A quoi bon lutter contre le torrent? » Marie-Thérèse seule ne faiblit pas. Armée d'une foi vive dans la justice de sa cause et l'appui de la Providence, elle s'affermit dans l'espérance. Ses malheurs, la noblesse de son caractère, l'héroïque fermeté de sa conduite éveillèrent les sympathies de l'Europe.

L'Angleterre surtout s'émut et se prit pour elle d'un intérêt passionné. La nation souscrivit des sommes immenses à son profit ; les dames de Londres, seules, réunirent 1,500,000 florins. Mais par une déclaration vraiment royale, Marie-Thérèse fit connaître qu'elle n'accepterait de subsides que du parlement. Le mouvement en sa faveur acquit de telles proportions, que Georges se résolut pour la seconde fois à défendre par les armes la pragmatique sanction. Le parlement vota 300,000 livres sterling de subsides à l'héroïne si odieusement opprimée, et Georges mit à sa disposition deux armées, l'une aux Pays-Bas, l'autre en Allemagne. A leur tour les États généraux de Hollande, se laissant entraîner par le mouvement anglais, votèrent des subsides considérables et plus tard entrèrent en campagne.

D'autre part, sous la même impression, Hongrois, Bohêmes, Moraves, Autrichiens luttaient à l'envi de dévouement à leur vaillante souveraine. « On n'entend partout que ses « louanges, écrivait à cette époque un diplomate prussien, « on la porte aux nues et tous sont prêts à se faire tuer pour « elle. » Les États de Bohême et de Moravie lui votèrent une aide de 400,000 florins; la noblesse de ces deux pays mit sur pied 3,000 soldats, ouvrit des magasins, garnit les villes du plat pays de vivres, d'armes et de munitions. Un comte de Dietrichstein sollicita l'autorisation de lever un corps de 8,000 chasseurs choisis exclusivement parmi les ouvriers de ses salines. D'autres grands seigneurs offrirent généreusement des sommes importantes.

Marie-Thérèse donnait au mouvement une énergique impulsion par le seul exemple de son inébranlable fermeté. Toujours debout, toujours active, elle se préoccupait du soin, non pas seulement de résister aux spoliateurs, mais encore de reconquérir ce qu'elle avait perdu. En décembre 1741, elle écrivait au grand-duc, qui se trouvait alors à l'armée de Bohême : « A l'heure qu'il est, notre salut, celui de la maison « d'Autriche est, après Dieu, dans les mains de nos soldats. « C'est avec une sollicitude de mère bien plus encore que de « souveraine, que je m'occupe de satisfaire à leurs besoins, « certaine qu'ils me le revaudront largement par leurs fidèles « et vaillants succès. »

A la même époque, elle conçut l'idée hardie de prendre contre les Bavarois une offensive énergique. Elle en confia l'exécution à l'un des officiers généraux les plus capables et les plus instruits de l'armée autrichienne, le feldmaréchal comte Louis-André Khevenhuller.

Khevenhuller venait d'attirer l'attention de la reine par les rares qualités militaires qu'il avait déployées pour mettre

Vienne en état de défense, au moment où cette ville semblait menacée par l'électeur de Bavière. Dès que Marie-Thérèse eut vu le péril s'éloigner et l'électeur se diriger sur Prague, elle confia ses projets à Khevenhuller, et tous deux se mirent à l'œuvre avec une activité dévorante. A l'approche des fêtes de Noël 1741, Khevenhuller avait réussi à organiser un corps de 16,000 hommes, composé pour moitié d'infanterie régulière, pour un quart de cavalerie, pour le reste de Pandours, de Croates et de soldats des confins militaires.

Le 23 décembre 1741, il quitta Vienne avec cette petite armée, escorté de toute la population, avide de lui témoigner ses vœux et ses sympathies. Bientôt arrivé au camp de Haag, il investit Linz, où l'électeur de Bavière avait mis une garnison française, sous les ordres du comte de Ségur. Il couvrit en même temps le pays de coureurs, qui enlevèrent rapidement tous les petits détachements laissés derrière lui par l'électeur, pour maintenir ses communications avec la Bavière. Dans une de ces expéditions, le chef des Pandours, Menzel, s'empara de Gmundey.

Le 21 janvier 1742, le grand-duc François, laissant le commandement en chef de l'armée de Bohême au prince Charles, son frère, vint prendre celui du corps de Khevenhuller. Il apportait au maréchal le portrait de Marie-Thérèse et de son fils Joseph, accompagné de la lettre suivante :

« Cher et fidèle Khevenhuller !

« Tu as sous tes yeux l'image d'une reine et de son fils « abandonnés du monde entier. Que penses-tu de l'avenir de « cet enfant? Voici ta souveraine qui se confie à toi, son fidèle « ministre ; et avec elle sa puissance entière, son autorité, tout « ce que notre empire contient et possède. Agis, ô héros et « fidèle vassal, comme tu sais que tu dois agir devant Dieu et « devant les hommes. Prends la justice pour bouclier ; fais ce

« que tu crois devoir faire ; sois aveugle dans la condamnation « des traîtres, suis l'exemple de ton glorieux maître Eugène, « actuellement dans le sein de Dieu, afin de mériter pour toi « et pour toute ta famille, maintenant et pour toujours, des « droits sacrés à la grâce, à la faveur et à la reconnaissance « de Notre Majesté et de ses successeurs, par quoi tu acquer- « ras, ainsi que tes frères, une gloire sans pareille devant la « postérité. Nous te jurons par Notre Majesté qu'il en sera « ainsi !

« Que Dieu te garde dans le bon combat !

« MARIE-THÉRÈSE. »

Khevenhuller lut, à haute voix, la lettre royale devant tous les chefs de corps, réunis avec les généraux à sa table. Il y eut un moment d'indescriptible et silencieuse émotion. Puis tous les assistants, debout, jurèrent de sacrifier leur vie et leurs biens pour leur souveraine bien-aimée. Pressés autour du grand-duc, ils le prièrent d'être leur interprète auprès de sa royale compagne.

L'enthousiasme des officiers se communiqua aux soldats, et lorsque Khevenhuller leur montra le portrait de Marie-Thérèse et de son fils, en faisant un appel ému à leur dévouement, on vit de vieux guerriers, à barbe grise, les larmes aux yeux, tirer le sabre du fourreau, déposer un baiser sur la lame et l'envoyer d'un geste au portrait.

Dès le 24 janvier, dans la matinée, le comte de Kuefstein faisait son entrée solennelle à Vienne, escorté selon les vieilles coutumes d'une bande de postillons sonnant du cor, pour annoncer à la reine que Linz s'était rendue la veille au grand-duc. Bientôt d'autres nouvelles non moins bonnes apprirent aux Viennois, peu habitués jusqu'alors aux impressions joyeuses, les rapides progrès de l'armée autrichienne en Bavière.

Au commencement de janvier, l'électeur de Bavière avait quitté Prague pour aller conférer à Dresde avec son nouvel allié, le roi Auguste de Pologne. Il se rendit de là à Munich et au lieu de s'occuper du soin de défendre ses états déjà largement entamés, il alla à Manheim, prendre part aux fêtes célébrées à l'occasion du mariage de son frère Clément avec une princesse palatine.

Manheim avait pour Charles-Albert une autre attraction: celle d'être proche de Francfort, où depuis des mois entiers les plénipotentiaires des électeurs se livraient à des échanges de vues sur sa future élection à l'empire. L'arrivée de l'électeur de Mayence activa les négociations. Son premier acte fut de faire signifier au baron de Prandau, plénipotentiaire de Marie-Thérèse, le refus formel du collège des électeurs d'admettre cette princesse à exercer son droit de vote, au titre de reine de Bohême. La première séance du collège électoral, réuni officiellement pour le choix d'un nouvel empereur, s'ouvrit donc sans la participation du représentant de l'héritière de Charles VI. Prandau protesta énergiquement. Pour toute réponse, le collège électoral, à l'instigation de la Bavière et du Brandebourg, donna l'ordre au maréchal héréditaire de l'empire, comte de Pappenheim, d'expulser Prandau de l'hôtel qu'il occupait en raison de sa mission.

Charles-Albert crut le moment venu de faire valoir ses prétendus droits à la couronne de Bohême, et entre autres, celui d'exercer les fonctions d'électeur attachées à cette couronne. Mais la haute assemblée recula devant une décision aussi grave. Elle crut faire assez, en plaçant, le 24 janvier 1742, la couronne impériale sur la tête du trop ambitieux prince, qui fit huit jours plus tard son entrée solennelle à Francfort et prit le nom de Charles VII. Mais le cours des choses humaines est essentiellement variable. Le jour où

Charles-Albert crut atteindre le faîte des grandeurs humaines, éclaira en même temps les prodrômes de sa chute rapide. Déjà le 24 janvier, à l'heure où il était élu empereur, Bernklau, l'un des braves lieutenants de Khevenhuller, entrait vainqueur à Passau. Le 30, il s'emparait de Landshut et, le 13 février, un autre détachement autrichien, sous les ordres du feldmaréchal-lieutenant baron de Stentsch, franchissait les frontières tyroliennes de la Bavière et allait à la rencontre de Khevenhuller, sans rencontrer de résistance. Quelques jours plus tard, Munich ouvrait ses portes aux pandours de Menzel, tandis que les princesses de la maison de Bavière fuyaient éperdues.

Khevenhuller établit son quartier général dans la capitale bavaroise, et s'occupa sans délai de faire reconnaître son autorité dans le pays. Il se flattait de pouvoir bientôt conquérir la Bavière entière et refouler les Français jusqu'au Rhin, quand il reçut tout à coup l'ordre d'arrêter sa marche et de se diriger sur la Bohême avec tout ce qu'il avait de troupes disponibles. De nouveaux et graves incidents venaient en effet de se produire.

Jusqu'à la fin de 1741, l'armée autrichienne de Bohême s'était montrée peu active et peu heureuse. Après avoir échoué dans ses tentatives d'attaque contre Frauenberg et Pisek, elle avait repris ses positions près de Budweis, se bornant à couper les communications de l'ennemi avec la Haute Autriche et de lui barrer la route de Linz et de la Bavière. Lorsque le roi de Prusse, violant les engagements signés à Neisse, envahit la Moravie, et se rendit à Olmütz pour prendre lui-même la direction des opérations déjà entamées par ses généraux, l'inquiétude s'éveilla à la fois dans le camp de Budweis et à la cour de Vienne. Autant le ministre Bartenstein avait insisté précédemment pour mettre en

seconde ligne les intérêts de la Bohême et seconder énergiquement l'entreprise de Khevenhuller contre la Bavière, autant il mit de force à soutenir qu'il fallait avant tout s'occuper de l'ennemi le plus dangereux, et qu'il ne servait à rien de prendre le domaine d'autrui, quand on courait risque de perdre le sien.

Marie-Thérèse entra dans les vues de son fidèle conseiller, et sa première pensée se porta sur le choix d'un général en chef digne de sa confiance. Elle crut le trouver dans la personne de son beau-frère, le prince Charles de Lorraine.

Lors de son apparition à la cour impériale,Charles de Lorraine y avait produit une excellente impression.Grand, élancé, bien fait de sa personne, il avait la tournure gracieuse, la physionomie affable et souriante, l'abord prévenant, de l'aisance dans les manières et une certaine rondeur de parole qui captivait ses interlocuteurs. A la ville comme à la cour,on ne se lassait pas de citer une foule de petites anecdotes où brillaient son esprit d'à-propos, sa galanterie chevaleresque. Hâtons-nous d'ajouter que Charles passait pour être fort instruit, surtout dans les matières militaires, dont il parlait d'ailleurs avec une grande aisance et un jugement remarquable.

Il n'en fallait pas tant pour que Marie-Thérèse, avec la vivacité de son imagination, se fît une haute idée des talents de commandement de son beau-frère. A force d'entendre attribuer les échecs subis jusqu'ici par les armées autrichiennes à la lenteur sans fin des généraux, à leur défaut de décision et à leur négligence, elle en était venue à se persuader que pour fixer la victoire sous ses drapeaux, il lui suffirait de confier la conduite de ses armées à des mains jeunes, énergiques et heureuses, sous le contrôle et l'assistance d'un général prudent et expérimenté. Sous l'empire de ces impressions, elle mit Charles à la tête de l'armée de Bohême et lui

adjoignit comme conseil le vieux maréchal de Kœnigsegg.

Charles ne devait pas justifier la confiance de la reine. Loin de réagir contre les funestes habitudes de laisser aller et de négligence, introduites dans l'armée autrichienne depuis les guerres malheureuses de Charles VI, et de déployer l'activité, la résolution, la vigilance et l'entrain que l'on supposait inhérents à sa nature juvénile, il montra tout autant d'incurie, et non moins d'indécision que la plupart des membres de son état-major. A cette époque de décadence, amenée par une série de revers, les généraux, presque tous grands seigneurs, se préoccupaient beaucoup plus de leurs intérêts ou de leurs plaisirs que de leurs devoirs militaires et du bon entretien de leurs soldats. Toujours empressés de courir à Vienne, ou dans leurs terres, dès que la campagne était ou paraissait terminée, toujours en retard à regagner leurs postes, ils étaient naïvement surpris, au printemps, de retrouver tous les services en désordre, les provisions gaspillées, la cavalerie sans chevaux, l'artillerie sans affûts, l'infanterie sans armes ou sans munitions et la discipline à vau l'eau. Toutefois, si l'effort n'était pas plus dans le caractère calme et remarquablement uni du prince Charles que l'action dans sa nature assez molle, il est juste de constater qu'il ne manquait ni de bravoure, ni de connaissances militaires.

Lorsqu'il partit de Vienne pour rejoindre le corps d'armée placé sous son commandement, il nourrissait l'espoir de reprendre Prague, comme Khevenhuller avait repris Linz.

L'entrée des Prussiens en Moravie, et le danger qui menaçait Vienne modifièrent ses vues. Il comprit la nécessité de barrer la route de la capitale aux ennemis, et de sauver, s'il était possible, Brunn, ainsi que les cercles méridionaux de la Bohême et la Haute Autriche. Toutefois il estima que son armée ne suffirait pas à cette tâche, et son avis fut

partagé à Vienne. Or, comme la reine n'avait pas d'autres troupes disponibles que celles commandées par Khevenhuller, force lui fut de renoncer au moins provisoirement à laisser Khevenhuller continuer ses opérations en Bavière, et de lui donner l'ordre de passer le Danube avec un corps de 12,000 hommes au moins et de le mener par le Haut-Palatinat en Bohême où il se réunirait à l'armée du prince Charles.

Les instructions de la reine produisirent la plus pénible impression sur le maréchal. Au lieu d'obéir immédiatement, il perdit un temps précieux à plaider la cause de son amour-propre blessé et de son ambition déçue ; ses observations furent mal reçues à Vienne.

L'échec complet des négociations poursuivies à Berlin par Robinson et Hyndford, avait confirmé Marie-Thérèse dans la conviction qu'elle ne pouvait espérer de Frédéric aucun arrangement. Elle consentit à une nouvelle démarche que lui proposa le grand-duc François. « Vous écrirez au roi, s'il vous « plaît, mandait-elle à son mari, mais il n'en est pas digne « et fera un mauvais usage de vos paroles ; ne vous avilissez « pas et prenez le beau prétexte de nos conquêtes. »

Le grand-duc, profitant de la permission, dépêcha, en son propre nom, à Olmutz, son ancien précepteur le baron Pfutschner, avec mission de présenter au roi certaines propositions de nature à le déterminer à faire la paix et à s'allier avec la reine. Au cas où ses ouvertures seraient accueillies, Pfutschner était autorisé à proposer une entrevue entre le roi et le grand duc de Toscane.

Arrivé, le 4 février, à Olmutz, Pfutschner fut reçu avec beaucoup de politesse par Frédéric et eut avec ce prince un entretien de deux heures environ, dont le résultat fut des moins encourageant. Le bon homme Pfutschner, savant quelque peu gommé, mais droit et peu familier avec les capitula-

tions de conscience, dut être plus d'une fois scandalisé de la cynique franchise des déclarations de son royal interlocuteur.

Après avoir tracé de la situation de la reine et des dangers du présent un tableau des plus assombris, Frédéric, faisant allusion à la proposition d'alliance que lui portait Pfutschner, s'écria : « Parlons clairement : le grand-duc ne peut bonne-« ment prétendre que je quitte une alliance aussi puissante « que celle de la France pour en faire une avec la reine, qui « est si affaiblie qu'elle ne pourra soutenir les derniers efforts « qu'elle fait encore contre nos alliés. Je vous déclare « nettement que je n'en ferai rien. Quant à moi, je ne deman-« de plus rien et j'ai ce qu'il me faut. Il ne me manque plus « que le château de Glatz, et je vous dis d'avance qu'il ne me « faut point chicaner pour ces emprunts faits sur la Silésie. Je « crois que personne ne les paiera. »

Pfutschner ayant fait observer que la justice et le droit international exigeaient que celui qui prenait ou acceptait un pays se chargeât des dettes de ce même pays, le roi l'interrompit. « Voyez-vous, dit-il, je fais la guerre et cela ne me coûte « rien. Je serais pourtant bien aise qu'on parvienne à faire la « paix. Vous connaissez sans doute le plan du partage; il va « si loin qu'on veut encore donner à la Saxe, outre la Moravie « et la Haute-Silésie, une partie de l'Autriche. La France « avait même eu certaine idée de disposer du reste de l'Au-« triche et d'enlever aussi à la reine tout le pays d'Allemagne. « J'y ai mis le holà..... Je veux que la reine reste une puis-« sance avec laquelle on puisse faire alliance, il est même de « mon intérêt que cela soit ; mais mettez-vous bien dans la « tête ce principe dont je ne me départirai pas, coûte que « coûte : à savoir que je ne la veux pas avoir pour voisine, car « tôt ou tard, à la moindre occasion, on me tomberait sur « le corps et l'on me reprendrait ce que j'ai conquis. »

Sur l'observation de Pfutschner que la bonne foi de la maison d'Autriche était proverbiale, le roi se récria vivement :

« Non, non, mon cher, dit-il, ce n'est pas ainsi que l'on fait « de la politique. Les princes prennent ou doivent prendre « leurs mesures..... Je ne me fierai à la bonne foi de personne « et je vous répète que je ne veux ni puis avoir la maison « d'Autriche pour voisine. Je ne souhaite pourtant pas que « cette maison soit aussi abaissée et affaiblie que le vise le « projet de partage; je voudrais que la reine conservât toute « l'Autriche, le Tyrol et une partie de la Moravie avec son « royaume de Hongrie. C'est en quoi je voudrais l'aider « et je le ferai, si l'on veut écouter les avis que je vous « dirai, par pure amitié pour la reine et le grand-duc. « Il faut, sans perte de temps, que la reine fasse faire des « propositions de paix aux trois alliés, qui sont la Bavière, la « Saxe et moi, à chacun de nous séparément; mais, en même « temps, il faut qu'elle morde dans une pomme aigre. Elle of- « frira à la Bavière, la Bohême, et à la Saxe, partie de la Mo- « ravie avec la Haute-Silésie, et quant à moi, après le château « de Glatz, je ne demande plus rien. J'ai la Saxe dans ma poche, « je lui ferai faire ce que je voudrai et je garantirais quasi « que l'empereur se contentera de la Bohême. »

Finalement Frédéric s'offrit comme intermédiaire des négociations entre ses alliés et la reine. Il demanda, comme à Kleinschellendorf, le secret le plus profond sur ce qu'il venait de dire, menaçant à la moindre indiscrétion « de porter la torche jusque dans Vienne ».

On voit que Frédéric se réservait encore une porte de derrière, qu'il pût ouvrir au cas où le succès de ses armes eût dépassé les espérances, déjà extrêmes, qu'il caressait.

En apprenant l'orgueilleuse réponse de Frédéric à l'émissaire du grand-duc, Marie-Thérèse pressa Khevenhuller de

se conformer sans plus de retard à ses instructions. « Le salut de notre maison en dépend », lui écrivit-elle ; et pour le calmer quelque peu, elle ajouta qu'elle le laissait libre de rester en Bavière ou de se rendre lui-même en Bohême.

Khevenhuller cessa de contester, mais il n'eut pas le courage d'accomplir son devoir jusqu'au bout. Au lieu d'accourir avec toutes ses forces en Bohême, il se borna à envoyer au prince Charles, le 22 février, le lieutenant feldmaréchal comte de Mercy, avec quatre régiments d'infanterie, deux de cavalerie et quelques bandes d'irréguliers. Il resta de sa personne à Munich, mécontent et conservant encore près de lui des forces qui eussent été infiniment plus utiles en Bohême.

Cependant les Prussiens étaient entrés à Znaïm, en compagnie des Saxons, tandis que les Français se concentraient en Bohême. Le prince Charles, inquiet, demanda des instructions à Vienne, et Vienne lui renvoya la seule réponse possible, à savoir qu'il devait, étant sur les lieux, mieux juger que personne des exigences de la situation et qu'on s'en rapportait à lui.

Cette réplique faite pour satisfaire pleinement le prince, le mit dans un pénible embarras. Il aurait désiré recevoir un ordre lui disant clairement s'il devait attaquer d'abord soit les Prussiens, soit les Saxons, soit enfin les Français. Il voyait de gros inconvénients à toute opération et, ne sachant se décider, il consulta son conseil de guerre. Or la discorde régnait parmi ses généraux, tous jaloux les uns des autres. Elle se trahit ouvertement dans les avis donnés. L'un conseilla de se jeter sur le plus faible, un second de marcher contre le plus proche, un troisième d'attaquer résolûment le plus fort. Après de longs débats, la majorité décida d'opérer contre les Prussiens et les Saxons. Les détails d'exécution furent arrê-

tés, et les généraux se séparèrent pour aller, sans délai, donner les ordres nécessaires.

A peine sorti du conseil, le prince, assiégé de nouveaux doutes, s'avisa de demander un avis écrit au maréchal comte Brown, qui, retenu par une indisposition à Neuhaus, n'avait pu se rendre à la réunion. Brown s'éleva contre la décision prise et exhorta le prince à attaquer de préférence les Français, qu'il représenta comme fort dégoûtés de leurs alliés et tout disposés à quitter la Bohême au moindre incident. Charles, rejeté dans une mer d'hésitations, écrivit à Vienne pour avoir une solution.

Or, à Vienne, les opinions étaient non moins divisées qu'au quartier général. Bartenstein pensait comme Brown, Kœnigsegg comme la majorité des généraux. La reine adopta le plan de Kœnigsegg et répondit dans ce sens au prince. Mais le courrier chargé de la dépêche tomba dans un parti ennemi et Frédéric, mis au courant de toutes les dispositions prises contre lui, se hâta d'en prévenir l'exécution.

Cependant le prince Charles attendait toujours, sans bouger, ses instructions. Une seconde lettre de Marie-Thérèse lui apprit qu'à Vienne, on s'était remis à hésiter et qu'on s'en rapportait décidément à son bon jugement. La reine ajoutait que, à tout prix, il devait sortir de son immobilité et prendre un parti. Mais prendre un parti était précisément ce qui lui était impossible. Il fallut bien que la reine, lasse d'attendre, se décidât à lui tracer sa voie. Le 26 mars, elle expédia au prince l'ordre de laisser à la garde de son camp un corps de 10,000 hommes, et de marcher avec le reste de ses forces sur la Moravie, pour tomber sur les Saxons.

Avant de se mettre en marche, Charles tenta un coup de main sur le château de Frauenberg et fut battu. Il se dirigea ensuite sur Znaïm et y installa son quartier général. A son

approche, les Saxons levèrent le blocus de Brunn et se retirèrent sur la Bohême, sans trop s'inquiéter des Prussiens. Le roi imita ce mouvement, cherchant toujours à couvrir la Silésie. Bientôt il évacua Olmutz, et, peu de jours après, la Moravie était délivrée de la présence des ennemis de la reine.

Fier de ces succès obtenus sans peine, par la seule apparition de son armée, et dus aux profonds désaccords des alliés entre eux, Charles continua sa marche sur la Bohême. Le 12 mai, il franchit la frontière et prit sa direction vers Prague. Le 15, il apprit qu'un corps d'armée considérable, commandé par le roi en personne, était arrivé près de Podhorzan. Le prince Charles alla reconnaître lui-même l'exactitude de ces informations et put constater que le roi avait continué le lendemain, 16 mai, sa marche vers Czaslau. Le comte Nadasdy, qui était posté à Sentsch avec deux régiments de hussards, l'avertit au même instant que le gros de l'armée prussienne, commandé par le jeune prince de Dessau, quittait Chrudim dans la même direction. Il devenait donc manifeste que le roi voulait barrer aux Autrichiens la route de Prague.

L'occasion était belle pour un général à l'esprit vif et résolu de se jeter entre les deux tronçons de l'armée prussienne, séparés par une assez longue distance, et de les attaquer isolément. Mais Charles de Lorraine manquait de la résolution nécessaire pour penser même à pareil coup d'audace. Loin d'imiter les mouvements prompts et alertes des Prussiens, il conduisit, le 16 mai, ses troupes jusqu'à Ronow, avec une lenteur tout autrichienne, et les y laissa reposer pendant douze heures, sous couleur d'attendre une occasion que ce retard lui faisait précisément manquer. Il reprit sa marche vers 9 heures du soir, et atteignit Czaslau à 4 heures du matin. Le prince de Dessau profita du temps qui lui avait été laissé pour se rapprocher du roi et s'établit à Chodusitz.

Une rencontre devenait imminente. Charles, qui savait qu'elle était ardemment désirée par la reine, la vit s'approcher avec joie : les deux armées s'y préparaient. Charles disposait d'environ 30,000 hommes, il les rangea en deux lignes sur la pente douce qui de Czaslau descend vers Chodusitz, l'infanterie au milieu, la cavalerie aux deux ailes, un peu plus avancées que le centre. Dans son inexpérience, il ne s'aperçut pas que son aile gauche manquait d'appui et que la cavalerie de l'aile droite avait devant elle une petite rivière et un terrain plein de coupures, de sorte qu'il eût été difficile de rencontrer un sol plus défavorable à la liberté de ses mouvements.

Les Prussiens étaient un peu moins nombreux que leurs adversaires, mais leurs positions mieux choisies. Leur aile droite était protégée par les deux grands étangs de Czerkwitz, leur gauche couverte par le parc de Sehusitsch. A 8 heures du matin, les Autrichiens s'ébranlèrent et l'artillerie prussienne engagea la bataille. Le prince de Dessau remarqua que l'aile gauche autrichienne, en s'avançant, prêtait le flanc aux attaques. Il lança sa cavalerie sur celle des Autrichiens et y porta le désordre. La solide attitude de l'infanterie, appuyée par la cavalerie de la seconde ligne, sauva l'aile gauche autrichienne d'un grave échec, au début de la bataille. Les escadrons prussiens, énergiquement ramenés, reprirent leur première position.

A droite, le commencement de l'action fut plus heureux pour les Autrichiens. Ils refoulèrent les Prussiens derrière Chodusitz, mirent le feu à la ville, et cherchèrent à pénétrer dans l'intervalle des deux lignes ennemies. Malgré une résistance acharnée, ils gagnèrent le camp prussien. La vue du butin à faire, plus puissante que le feu des Prussiens, les arrêta ; sourds aux ordres et aux cris de leurs chefs, les soldats de la

reine se dispersèrent pour se livrer au pillage, ce qui permit aux Prussiens de se reformer et de les chasser du camp.

Tandis que les deux ailes combattaient ainsi avec des chances diverses, les deux centres d'infanterie s'étaient heurtés. Ils déployèrent dans la lutte autant de bravoure que d'acharnement. Longtemps la victoire parut indécise ; enfin un succès apparent des Autrichiens fit pencher la balance contr'eux. La cavalerie de l'aile gauche, brûlant de réparer son échec de la première heure, chargea avec fureur la cavalerie prussienne placée devant elle. Celle-ci ne put résister à la violence de l'attaque. Mise en désordre, elle prit la fuite, le prince Charles affirme même, dans son rapport, qu'elle fut poussée, l'épée dans les reins, jusqu'au delà de Huttenberg, mais sans ordre et à la hussarde. Cette disposition des escadrons autrichiens de l'aile droite découvrit complètement le flanc du centre. Frédéric saisit l'occasion aux cheveux. Il conduisit sur le point exposé une attaque vigoureuse secondée par un feu violent d'artillerie. Charles comprit que la victoire lui échappait. Il s'efforça de rassembler ses troupes dispersées et les ramena en assez bon ordre à Czaslau puis à Willimow. Les Prussiens se bornèrent à le poursuivre juste assez loin pour constater qu'ils étaient demeurés maîtres du champ de bataille.

Chaque partie affirma que les pertes de la partie adverse étaient infiniment plus considérables que les siennes. Les Autrichiens montrèrent avec orgueil douze étendards et un drapeau, enlevés aux Prussiens et que le comte Esterhazy porta à Vienne; les Prussiens firent, de leur côté, grand état des canons laissés par les Autrichiens, pendant leur retraite.

Finalement les Autrichiens comprirent qu'il ne fallait pas se flatter trop vite de battre Frédéric II, ni penser à reconquérir Prague et la Bohême, tant qu'ils auraient en face d'eux

ce prince uni aux Français, aux Bavarois et aux Saxons. A son tour, le roi de Prusse revint sur les idées qu'il avait exprimées avec tant de hauteur au baron Pfutschner. Il se hâta de mettre cette parole en pratique : « Je désire la paix. » D'ailleurs ses ressources financières étaient épuisées ; du trésor que lui avait laissé son père il ne restait que 150,000 thalers.

L'empereur, dépouillé de ses états, lui devenait plutôt une charge qu'une aide. L'armée saxonne, belle et solide au début de la lutte, mais peu ménagée par l'égoïste monarque, n'avait pu résister aux fatigues et aux combats de deux campagnes; il savait le cardinal de Fleury effrayé des sacrifices sans compensation qui épuisaient la France d'hommes et d'argent, et disposé à y mettre un terme; il le croyait même déjà en négociations avec la reine de Hongrie.

De son côté, l'Autriche avait reconnu dans Frédéric son plus dangereux ennemi et espérait, en l'écartant de son chemin, trouver en Bavière de larges dédommagements aux sacrifices que lui coûterait la paix avec la Prusse. L'Angleterre poussait de toutes ses forces à un rapprochement entre les deux adversaires. Hyndfort, profitant d'un moment favorable, se fit autoriser par Marie-Thérèse à nouer de nouvelles négociations avec Frédéric. Il les mena si bien que, le 11 juin, il signa à Breslau, avec le ministre Podewils, les préliminaires d'un traité de paix, contenant les conditions suivantes :

Cession de la Haute- et de la Basse-Silésie, ainsi que du comté de Glatz à la Prusse. Le duché de Teschen, la ville de Troppau et le pays situé au delà de l'Oppa et dans les montagnes de la Silésie demeurent à l'Autriche.

Maintien du libre exercice de la religion catholique dans son état actuel, dans les provinces cédées au roi de Prusse, sous réserve de la même liberté pour les protestants dans les

parties demeurant à l'Autriche, sans atteinte toutefois aux droits réguliers du souverain.

Retraite de toutes les troupes prussiennes des domaines de Marie-Thérèse et renonciation du roi à toutes les alliances contractées par lui contre la reine de Hongrie.

Le traité fut rendu définitif le 28 juillet 1742, à Berlin. La Saxe ne tarda pas à se réconcilier aussi avec la reine et la pacification eût été générale, si l'Angleterre n'eût été intéressée à entretenir les hostilités entre la France et l'Autriche.

Jeune, ardente et exaltée par le feu de la lutte, Marie-Thérèse ne pardonnait pas à la France la part prise par cette puissance à la tentative de spoliation dirigée contre elle. Quelques mots mordants sur son compte, colportés par certains diplomates et attribués au cardinal de Fleury, avaient achevé de l'exaspérer, et sa haine embrassait toute la maison de Bourbon. Elle aurait voulu à tout prix chasser les princes de cette maison de l'Italie, et comme le roi Charles-Emmanuel de Sardaigne, qu'elle pressait de la seconder dans cette entreprise, objectait qu'il n'avait aucun intérêt à échanger ses soucis de la prépondérance espagnole en Italie contre ceux de la prépondérance autrichienne, elle écrivit à l'un de ses agents à Turin : « Cette préoccupation est profondément « ridicule, car la Sardaigne n'a rien à redouter de nous, tandis « que la Sardaigne pourrait nous faire beaucoup de mal. Il ne « nous sera jamais possible de nous joindre à la maison de « Bourbon pour attaquer un tiers. La Sardaigne ne pourrait « assurément être aussi affirmative. »

Elle ne se doutait guère alors du démenti qu'elle ne devait pas tarder beaucoup à s'infliger à elle-même.

Son ressentiment se nourrissait de ses succès. Le désarmement de la Prusse et de la Saxe lui permirent l'espoir suffisamment fondé de venger cruellement les blessures de son

amour-propre blessé. A ce moment, tous ses vœux, toutes ses aspirations visaient la délivrance de la Bohême, occupée par les armées françaises. Or ces armées, abandonnées de leurs alliés dans un pays hostile, loin de tout point de ravitaillement étaient dans l'état le plus critique. Aussi Marie-Thérèse, certaine d'atteindre son but sous bref délai, voulut-elle réserver à son mari, le grand-duc de Toscane, la gloire de récolter une moisson de lauriers, cherchés toujours inutilement ailleurs.

Le 27 juin 1742, François de Lorraine arriva à Slivenetz, quartier-général de l'armée autrichienne, reprit des mains de son frère le commandement des troupes, reconnut les positions des Français et offrit une entrevue pour traiter des moyens de terminer la guerre et de conclure une paix générale. Cette entrevue eut lieu entre Belle-Isle et Kœnigsegg le 2 juillet 1742, au château de Komorzan, près de Kœnigsaal. Elle n'amena aucun résultat, car Marie-Thérèse, ayant reçu directement des ouvertures dans le même sens, tenait à prouver au cardinal, ainsi qu'elle s'exprima vis-à-vis du gouvernement anglais, « qu'il ne la trouverait pas tendre ». Sa réponse au vieux cardinal fut aussi dure que hautaine. Une nouvelle démarche de ce dernier ne fut pas mieux accueillie. L'irritation de la reine contre le cardinal et surtout contre Belle-Isle, qu'elle considérait comme le véritable auteur du terrible orage qui avait menacé l'existence de la maison d'Autriche, ne lui permettait pas d'écouter les conseils de la raison. Elle ne sut pas résister à la tentation de satisfaire son ressentiment, en humiliant la France et en mettant la main sur Belle-Isle, qu'elle voyait déjà son prisonnier. Encouragée dans cette voie par ses ministres et surtout par l'envoyé anglais lord Stair, pénétrée de l'idée que la France, attaquée en ce moment du côté des Pays-Bas, serait incapable de secourir Belle-Isle

et se hâterait de rappeler au plus vite les troupes du maréchal de Maillebois, elle fit le rêve de prendre toute la Bavière comme compensation de la Silésie, en donnant à Charles VII le dédommagement d'un royaume nouveau composé de la Lorraine, de l'Alsace et des Pays-Bas étendus jusqu'à la Somme. Sous l'empire de cette illusion, la reine défendit à Kœnigsegg de répondre aux nouvelles demandes d'entrevue de Belle-Isle et se montra implacable vis-à-vis du cardinal.

La passion est toujours une mauvaise conseillère ; elle voit mal ce qui l'expose à de douloureuses déceptions. Trop sûr de sa moisson, François de Lorraine perdit un temps précieux à en savourer d'avance le parfum. A la fin de juillet seulement, il transporta son quartier général de Kœnigsaal à Matal et commença l'investissement de Prague, où, avec Belle-Isle, se trouvait le maréchal de Broglie, qui, par de vigoureuses et heureuses sorties, compromit grandement les futurs lauriers du grand-duc. Ce premier désappointement se doubla d'un second. Au lieu de rappeler le maréchal de Maillebois aux Pays-Bas, le gouvernement français lui donna l'ordre de marcher sur la Bohême pour donner la main à l'armée renfermée à Prague.

Cette nouvelle inattendue bouleversa toutes les têtes à Vienne. La chute si brusque des rêves trop hâtivement caressés donnait à la réalité menaçante un aspect inquiétant. Le conseil aulique de guerre se réunit avec les ministres, le 27 août, pour délibérer sur la situation. Son président, le comte Joseph de Harrach, exposa brièvement la question à décider sous forme d'une alternative consistant, ou à continuer le siège de Prague assez énergiquement pour forcer la ville à se rendre avant l'arrivée du secours, ou à transformer le siège en blocus étroit et à marcher sur Maillebois pour le

forcer à livrer bataille. Harrach se déclara nettement partisan de cette dernière combinaison.

Tous les généraux, à l'exception d'un seul, se rallièrent à l'opinion de Harrach et avis en fut donné au grand-duc, en lui laissant toute latitude de prendre telle décision qui lui paraîtrait la plus convenable.

Or, le grand-duc lui-même n'avait pas été moins troublé que la cour de Vienne des nouvelles de France. Marie-Thérèse, qui connaissait le peu de décision de son caractère, crut à propos de l'encourager d'avance à tout sacrifier à la prise de Prague.

« Je ne saurais, lui écrivit-elle, décider d'ici, mais le parti « de presser le siège me serait le plus cher. D'autre part, « lever le siège pour marcher au devant de l'armée, consen- « tir à une capitulation, sous la condition que les Français « évacueront la Bohême, pourrait être utile, mais me plairait « moins. Dans tous les cas, tous sont d'opinion qu'il n'y a « point de temps à perdre. Après cela, je vous embrasse, « vous envoie et souhaite la bénédiction de Dieu, et prierai « bien pour vous ; Lui peut tout. J'ai tout plein de courage. « Il ne nous abandonnera pas. Il nous a trop clairement « aidés ; je suis tout cœur. Je vous prie de ne point vous « abattre non plus ; jusqu'à cette heure tout est bien allé. « Adieu. »

La vaillante reine avait trop présumé de son mari. Du trouble, François était passé si vite à l'abattement, que malgré la répugnance si nettement manifestée par Marie-Thérèse, il s'empressa de faire passer au cardinal de Fleury et à Belle-Isle des propositions d'accommodement. Mais Belle-Isle, devinant aisément les agitations du grand-duc, lui fit savoir que loin d'être autorisé à quitter la Bohême, comme il l'était lorsqu'il en fit la proposition, il avait reçu depuis des

ordres tout contraires. Il se disait prêt toutefois à envoyer à Paris un courrier pour demander de nouvelles instructions.

François n'osa accepter cette proposition. Il commença, suivant son habitude, par perdre du temps, car il connaissait la réponse de Belle-Isle depuis près de huit jours, quand, le 5 septembre, il convoqua à Matal son frère Charles, les feld-maréchaux de Kœnigsegg et prince de Lobkowitz, les généraux de cavalerie, prince Wenzel de Liechstentein, comte de Hohenembs et comte Charles Batthyany, ainsi que le feldzeugmeister baron de Thüngen. Kœnigsegg exposa la situation telle qu'il la connaissait et conclut à pousser énergiquement le siège de Prague.

Tous les généraux se rangèrent à son avis. Seul le grand-duc parut hésitant. Toutefois il se disposait à donner des ordres conformes au vote unanime de son conseil de guerre, quand le secrétaire du cabinet, Koch, arriva au quartier général, annonçant qu'une nouvelle évolution s'était produite dans l'esprit de la reine et de ses conseillers, lesquels, après mûres réflexions, en étaient venus à juger indispensable la levée de siège de Prague et la marche de l'armée autrichienne sur la Bavière.

Le 8 septembre, François convoqua de nouveau ses généraux en conseil. Thüngen, appelé le premier, comme le plus jeune, à donner son avis, persévéra dans sa première manière de voir. Lobkowitz et les autres généraux se prononcèrent dans le même sens. Kœnigsegg et le prince Charles de Lorraine se rangèrent au contraire à l'opinion de la cour. Le dernier parla même d'aller attaquer Maillebois, de le battre et de le poursuivre, jusqu'au Rhin. Le grand-duc adopta l'avis de son frère. Cette fois, il ne perdit pas de temps, car, dans la nuit même, les troupes levèrent le camp, et le 14 sep-

tembre, l'armée était en pleine marche vers le Haut-Palatinat.

Marie-Thérèse, très préoccupée de son mari, avait donné l'ordre à Khevenhuller de se porter au devant de l'armée autrichienne et d'opérer sa jonction avec elle. Khevenhuller, s'étant emparé de Cham et ayant ouvert l'entrée de la Bohême, s'empressa d'obéir, mais il ne dissimula pas à la reine qu'il ne pouvait laisser en Bavière plus de 5,000 hommes, forces tout à fait insuffisantes pour empêcher l'armée bavaroise, commandée par le feldmaréchal de Seckendorf, déserteur de l'état-major autrichien, de reconquérir le pays.

L'observation frappa Maria-Thérèse au cœur. Elle s'était en effet imaginé que Seckendorf aurait suivi Maillebois dans sa marche sur la Bohême. Aussi ne put-elle s'empêcher d'insister et de prier Khevenhuller d'envoyer quelques régiments de cavalerie au lieutenant feldmaréchal de Bernklau, commandant le petit corps laissé en Bavière : « Car, « lui écrivit-elle, la Bavière est tout pour moi. Je compte sur « vous et serai enchantée de vous savoir auprès du grand « duc. »

Khevenhuller venait précisément de faire sa jonction avec le grand-duc, le 27 septembre, près de Hayd en Bohême; mais les circonstances ne permettaient pas de satisfaire au désir de la reine: en effet, à peine Khevenhuller avait-il franchi les frontières de la Bohême, que Seckendorf passait le Danube et s'emparait de presque toute la Bavière.

La compensation tant espérée de la Silésie échappait donc à la reine. L'entourage de Marie-Thérèse à Vienne ne dissimula pas le regret, de ce que, dans l'enivrement du succès, elle eût repoussé, un mois auparavant, des propositions qu'à l'heure présente on serait heureux d'accepter. Ce

Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

même regret fut exprimé tout haut à l'armée par le prince Charles de Lorraine, et les maréchaux de Kœnigsegg et Khevenhuller. Ils firent plus : ils engagèrent le grand-duc à renouer les négociations avec les maréchaux français. C'en fut trop pour Marie-Thérèse, que les envoyés du cabinet anglais ne cessaient d'ailleurs de surexciter.

Piquée de l'attitude autoritaire prise par le grand-duc, elle lui interdit, une fois pour toutes, de négocier avec les Français, déclara qu'elle ne pouvait tolérer l'existence d'un double gouvernement, l'un à l'armée, l'autre à Vienne, et ordonna de rejeter d'emblée toute proposition qui n'aurait pas pour point de départ des cessions de territoire bavarois. « Car, écrivit-« elle, une fois l'équivalent de la Silésie hors de nos mains, « nous ne le retrouverons plus. Il faut mettre une fin à « l'influence de la France en Allemagne. »

Pendant plus d'un mois les armées française et autrichienne se livrèrent vis-à-vis l'une de l'autre à diverses manœuvres, sans se heurter et en rivalisant de lenteur. Finalement Maillebois, ne pouvant plus nourrir ses troupes, renonça à ses desseins sur Prague et se retira le 21 octobre sur Eger, puis sur le Haut-Palatinat.

Maillebois hors de la Bohême, le grand-duc résolut de recommencer la conquête de ce pays. Avant de se mettre en mouvement, il détacha le prince de Lobkowitz vers Prague avec un corps de 12,000 hommes, sous prétexte d'empêcher le ravitaillement de la garnison française. La vérité était qu'il voulait se débarrasser de Lobkowitz, qui avait eu de violents démêlés avec le prince Charles.

La retraite du maréchal de Maillebois produisit à Versailles une si fâcheuse impression, que Louis XV le rappela et donna le commandement de son armée au maréchal de Broglie, qui, après avoir mis une forte garnison à Leitmeritz pour commu-

niquer avec la Saxe, et avoir abondamment approvisionné Prague, se flattait de pouvoir se maintenir en Bohême.

Ses prévisions furent trompées, et Belle-Isle, instruit de l'impossibilité d'un retour offensif de Broglie, prépara avec une habileté consommée la glorieuse manœuvre qui a illustré son nom.

Dans la nuit du 16 au 17 décembre, il sortit de Prague, sans être aperçu, avec 11,000 fantassins, 3,000 cavaliers, 30 pièces de campagne, six cents chariots et pour six jours de vivres. Il emmenait avec lui de nombreux otages et de grosses sommes d'argent. Il avait gagné une étape, avant que les Autrichiens eussent appris le premier mot de son départ. Il dirigea sa cavalerie sur Eger par Carlsbad, et pour échapper plus sûrement aux hussards et aux pandours de Festetics, il prit le chemin des montagnes par Steben et Luditz, marchant la plupart du temps la nuit, aidé par la clarté de la lune. Son énergique volonté surmonta tous les obstacles, mais le vent glacial du nord fit de nombreuses victimes parmi ses troupes, et s'il ne laissa à l'ennemi ni canons, ni bagages, il perdit une grande partie de ses braves soldats, terrassés par le froid. Il entra à Theusing dans la nuit du 23 au 24 décembre et passa la soirée de Noël à Einsiedel, où l'un de ses otages, le comte Pachta, mourut de froid et de fatigue. A minuit, il quitta Einsiedel, atteignit à l'aube le point le plus élevé de la chaîne de montagnes et s'arrêta à midi à Kœnigswart. Le 27 enfin, il établissait ses hommes en quartiers d'hiver à Eger. Lui-même a évalué ses pertes à 4,000 ou 5,000 hommes.

Cette admirable retraite est devenue célèbre dans les fastes militaires. Elle a été comparée à celle de Xénophon et si Belle-Isle ne l'a pas racontée lui-même, comme le général grec, il n'en a retiré ni moins de mérites, comme homme de guerre, ni moins d'honneur.

Cependant le grand-duc avait marché avec sa lenteur ordinaire sur la Bavière, surveillant Maillebois et tâchant de ne pas le perdre de vue. Le 12 novembre, il atteignit Niederaltaich sur le Danube et établit son camp à Osterhofen.

Bien que la moisson de lauriers que lui avait annoncée la reine, fût légère, sa modeste ambition s'en contenta et il partit pour Vienne, laissant à son frère le commandement de l'armée et le soin de la distribuer en quartiers d'hiver.

Le prince Charles y pourvut avec zèle : « Sans vouloir « philosopher, écrivait-il, le 22 novembre, au grand-duc, conser- « vons, s'il est possible, ce qui nous reste, car ce sont de vrays « soldats et bons, ainsy comme père et protecteur de militai- « res, je vous écris celle-cy, nos gens étant encore de bonne « volonté, mais la plupart exténués par les fatigues. Ce n'est « pas pour moy, car s'il y avoit des troupes fraisches, je seroys « ravy de faire la guerre tout l'hyver. Pardonnez à mon im- « pertinence de vous écrire sy librement, mais soyez sûr que « ce n'est que le zèle que j'ay pour le service de la reine qui « me fait parler et la compassion pour nos pauvres gens. »

Il était retourné à Vienne, quand on y apprit que le prince de Lobkowitz avait signé avec le lieutenant colonel Chevert, chargé du commandement de Prague après le départ de Belle-Isle, une capitulation accordant à la garnison française la libre sortie de la ville avec les honneurs de la guerre, et stipulant expressément, par son premier article, que nul des habitants de Prague ne serait inquiété à raison des services qu'ils avaient pu rendre, plus ou moins contraints, à l'armée française.

Dans l'état de fièvreuse exaltation où un brusque retour de fortune avait jeté, comme nous le verrons, Marie-Thérèse, ces nouvelles l'irritèrent violemment contre Lobkowitz et la poussèrent à de regrettables résolutions. Sous prétexte que la

capitulation avait été faite sans son assentiment préalable, elle refusa d'en observer les conditions. Cet emportement se justifiait d'autant moins que, d'une part, Belle-Isle et Chevert, fidèles à leurs engagements, avaient, aussitôt après leur arrivée à Eger, renvoyé les otages emmenés par eux, et que, de l'autre, loin de frapper Lobkowitz, comme elle aurait dû le faire s'il avait outrepassé ses pouvoirs, elle lui conserva son commandement. A la vérité la noblesse bohême, comblée depuis longues années des bienfaits de la maison de Habsbourg, avait par sa conduite gravement manqué à ses devoirs et cruellement blessé le cœur de la fille de Charles VI. Mais, trop préoccupée d'elle-même et de l'iniquité des attentats dont elle était victime de la part de ses plus proches, comme la Saxe et la Bavière, elle ne tenait aucun compte du prestige impérial du successeur légitime, quoi qu'elle en eût, de Charles VI, et de l'ombre jetée sur sa qualité de fille des Habsbourgs par ses titres de duchesse de Lorraine ou de grande-duchesse de Toscane.

Parlant de Lobkowitz à Ulfeld, le vieux Bartenstein s'était contenté de dire: « Le prince me fait de la peine. Mais quel est « l'homme sans faute » ? Marie-Thérèse fut moins sage ; elle céda à son ressentiment et commit une faute qui pèsera toujours sur sa mémoire. Elle institua une commission d'enquête, présidée par le comte Schaffgotsch, grand-burgrave de Bohême, et composée du conseiller intime comte Ferdinand Kolowrat, du vice-chancelier comte Rodolphe Korzensky, des conseillers auliques Jean de Jordan et Jean de Kommergansky. La nomination du comte Schaffgotsch, comme président, parut étrange, car personne n'ignorait que, lors de l'entrée de Charles-Albert de Bavière à Prague, il avait envoyé à son fils aîné pleins pouvoirs pour reconnaître ce prince comme roi de Bohême et lui prêter serment.

Le premier soin de cette commission fut de mettre la main sur tous les registres et papiers qui pouvaient faciliter ses recherches, et entr'autres sur le registre des prestations de serment. Une autre singularité se produisit. La reine avait ordonné à toutes les personnes ayant fait acte d'adhésion quelconque, fût-ce simplement tacite, au gouvernement de Charles-Albert, de quitter Prague aussitôt l'entrée des troupes autrichiennes, avec défense d'y rentrer sans son autorisation. Informée que des dénonciations très graves étaient adressées à la commission contre l'archevêque de Prague, comte de Manderscheid et contre les plus hautes notabilités de la capitale, la reine prescrivit de confier l'instruction de cette affaire à une sous-commission spéciale, exclusivement composée de personnages absolument connus par leur dévouement à la maison d'Autriche. Or il se trouva que tous les personnages désignés pour cet office par la commission principale, avaient été obligés de quitter Prague en vertu de l'ordre général donné par la reine, il fallut donc demander à Vienne l'autorisation de les rappeler à Prague.

L'instruction se fit entièrement par écrit. Les suspects reçurent chacun un état des charges pesant sur eux, avec injonction d'y répondre. La grande majorité se confondit en humbles excuses, en invocations à la miséricorde royale. D'autres et non des moins coupables payèrent d'audace.

Le comte Étienne Kinski occupait les doubles fonctions de grand-maître d'hôtel et de grand-chambellan de la couronne de Bohême, lors de l'entrée de l'électeur de Bavière à Prague. Il fit près de ce prince les plus actives démarches, non seulement pour être maintenu dans ses dignités, mais encore pour obtenir le rang de conseiller intime. De plus, il avait demandé et obtenu la présidence du collège royal de commerce et de la commission des invalides. Sommé de s'expliquer, il

déclara ne pouvoir le faire que « le rire aux lèvres ». S'il avait prêté à Charles-Albert le serment d'allégeance, c'est qu'il y avait été contraint, sa personne et ses biens étant au pouvoir de l'ennemi et les Prussiens l'ayant menacé de l'emmener prisonnier à Prague, s'il ne voulait s'y rendre volontairement. Qu'importait le point de savoir s'il avait été le premier ou le dernier à prêter le serment d'allégeance à l'électeur, l'essentiel était qu'il avait refusé d'exercer près de lui les fonctions de grand-maître d'hôtel et de grand chambellan du royaume. Quant aux faveurs que ce même électeur lui avait accordées, il ne les avait ni demandées ni même désirées. Lui ferait-on donc un crime de ce qu'il plairait au Grand-Mogol de le nommer à n'importe quel honneur? L'audace de ce gentilhomme utilitaire n'était qu'apparente, car il se savait puissamment soutenu. En effet, la reine n'attendit même pas sa réponse pour l'absoudre complètement, et pour l'inviter à venir lui faire sa cour en compagnie du comte Schaffgotsch, lors de son entrée prochaine à Brandeis.

Les grâces nombreuses accordées dans des circonstances analogues à une foule de personnages, dont l'unique défense consistait à affirmer qu'ils s'étaient crus obligés de servir l'électeur Charles-Albert dans l'intérêt du pays, révèle l'étendue des ravages de l' « opportunisme » parmi les hautes classes de la population bohême et jusque dans l'esprit de la reine. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. L'utilitarisme est un microbe qui,sous la tutélaire influence du césarisme, ronge rapidement les consciences et cause d'incessantes défaillances.

Marie-Thérèse fut plus dure vis-à-vis du prince archevêque de Prague.Ce prélat avait cependant quitté la ville en novembre 1741,à l'approche des ennemis,et séjourné quelque temps à la cour de Dresde, mais il rentra dans la capitale peu après

les alliés et eut tant de prévenances pour le nouveau gouvernement, que les rares fidèles de la cause autrichienne en prirent scandale. Au dire de ses accusateurs, il aurait lié les plus amicales relations avec les maréchaux de Broglie et de Belle-Isle, ainsi qu'avec l'intendant Séchelles, donné des fêtes à l'occasion des revers de l'armée autrichienne, chanté le *Te Deum* lors du couronnement de Charles-Albert comme empereur, commis enfin d'autres crimes, détaillés en dix-huit articles. Il y a lieu de croire que les faits articulés contre l'archevêque étaient au moins fort exagérés, car sa réponse frappa Bartenstein au point qu'il ne put s'empêcher de la déclarer excellente. « L'archevêque, ajouta-t-il, s'est merveilleusement tiré d'une mauvaise cause, et la commission n'a pas su faire valoir la bonne.» Marie-Thérèse ne put toutefois pardonner au comte de Manderscheid ses rapports amicaux avec Belle-Isle et les Français. Par décret du 23 avril 1743, elle ordonna que la cérémonie du couronnement serait accomplie, non par le prince-archevêque de Prague, mais par l'évêque d'Olmutz, le comte Jacques-Ernest de Liechtenstein, à ce dûment autorisé.

La commission d'enquête, après avoir examiné les dossiers des suspects, classa ceux-ci en deux catégories ; celle des « étourdis » ou amateurs de nouveautés, et celle des « résistants ou mal affectionnés ». Marie-Thérèse se borna à priver un grand nombre des premiers de certains privilèges et du droit de se présenter à la cour; elle renvoya les autres devant un tribunal composé pour la plus grande partie de conseillers à la cour d'appel, sous la présidence du comte Schaffgotsch, et fit revivre, pour lui servir de norme, l'édit du 16 juillet 1707, promulgué par Joseph Ier pour la Bohême, la Moravie et la Silésie. Cet édit punissait de mort les crimes de trahison, de lèse-majesté et de rébellion, en réservant toutefois au souve-

rain d'approuver ou d'improuver chaque arrêt particulier. La reine le compléta par un décret daté du 6 mars 1743, distinguant entre les sujets de puissances ennemies possesseurs de biens en Bohême, et les indigènes parjures à leurs serments. Les premiers ne pouvaient être frappés que dans leurs biens en Bohême. C'est ainsi que la duchesse Léopoldine-Éléonore, veuve du duc Ferdinand de Bavière, la princesse Marie-Anne de Furstenberg, née comtesse de Waldstein, les comtes Maximilien Törring et Jean-Georges de Kœnigsfeld se virent condamnés à la perte des domaines possédés par eux en Bohême. Quant aux compromis de la seconde catégorie, le tribunal les soumit à une sorte de nouveau crible, en renvoyant des fins de la plainte ceux qui lui parurent excusables en raison de la pression supérieure exercée sur eux.

Le reste comprenait un petit nombre de personnages qui, au premier abord, semblaient devoir servir de victimes expiatoires des iniquités de la noblesse bohême. Il n'en fut rien. Jamais tribunal d'exception ne se montra plus indulgent. Qu'on en juge.

Le comte Henri de Mansfeldt a assisté au couronnement de Francfort, il a demandé et obtenu la place d'ambassadeur à Rome, à l'occasion de certaines fêtes il s'est paré de l'écharpe blanche de la France, il a sollicité un régiment français, pris part aux sorties des assiégés de Prague, parlé avec mépris des Autrichiens qu'il a vus fuir, enfin il s'est échappé des prisons de Prague et a fourni des renseignements à l'ennemi. Heureusement pour lui, il est venu se constituer volontairement prisonnier. Il nie certaines charges, sans trop marchander ses aveux. Il intéresse les juges, leur laisse l'impression qu'il a été plus léger que méchant. Il se montre d'ailleurs si soumis, si repentant, si plein de bonnes résolutions pour l'avenir qu'on lui rend la liberté.

Il n'en est pas de même de la comtesse Kinsky, née Palfy, qui, dès le premier moment, s'est dévouée au parti franco-bavarois, lui a rendu de signalés services et s'est enfuie avec ses enfants à Francfort, où elle est entrée dans la maison de l'empereur, qu'elle se plaît à proclamer son roi légitime: sommée de se présenter devant le tribunal, elle renvoie ses enfants en Bohême mais reste au service de l'ennemi. Elle paie cette persévérance de la confiscation de ses biens personnels et de la peine d'exil perpétuel.

Dans des circonstances à peu près analogues, le baron de Wunschwitz voit tous ses biens confisqués, le comte Wenzel Wrtby est condamné à une amende de cent mille florins.

Le comte Bubna a fait entrer ses fils au service de l'électeur. Ils y sont encore et ont refusé de se présenter devant le tribunal. Celui-ci condamne le père à une amende de cinquante mille florins, les fils à la peine de mort et à la perte de leurs titres de noblesse. Marie-Thérèse s'enquit de l'âge qu'avaient les jeunes Bubna, lorsqu'ils étaient entrés au service de la Bavière. Elle apprit que l'aîné avait vingt-deux ans et le cadet seize. Après la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1748, elle leur permit de rentrer en Bohême et de recouvrer tous les droits dont ils avaient été privés.

Notons ici que la communauté juive, mal vue, du reste, à Prague et véhémentement soupçonnée d'avoir pactisé d'une manière criminelle avec les Français, jugea prudent d'offrir à la reine, à titre de présent volontaire, une somme de cent cinquante mille florins. Elle fit sagement.

Les condamnations à mort furent rares. Il ne paraît pas qu'aucune ait été exécutée. Les registres du tribunal font mention de celles qui frappèrent Martin Mulina, baron de Weitzenau, et le comte François Kolowrath. Mais nulle part

n'apparaît la confirmation de ces arrêts par la reine. Bien plus, il appert des pièces que la comtesse Kolowrath, née comtesse Czernin, étant revenue volontairement en Bohême avec ses enfants, la reine l'autorisa à toucher annuellement deux mille florins sur les revenus des biens confisqués du comte.

L'unique confirmation donnée par Marie-Thérèse à un arrêt de peine capitale du tribunal d'appel est relative au comte de Kaiserstein, l'un des plus fougueux et obstinés partisans de Charles-Albert de Bavière. L'édit de confirmation est du 14 mars 1744. Or, en 1746, Kaiserstein obtenait de sa souveraine grâce complète des peines prononcées contre lui, sous la seule réserve de ne pas administrer lui-même ses biens et de ne jamais remettre les pieds dans les États héréditaires de l'Autriche.

Les fêtes du couronnement de Marie-Thérèse, comme reine de Bohême, donnèrent à la loyale population de la Bohême l'occasion de prouver à sa souveraine que si, dans les rangs plus ou moins élevés, s'étaient rencontrés trop de faibles et de traîtres, du moins l'immense majorité des habitants n'avait cessé de conserver intacte et pleine de feu sa traditionnelle affection pour la maison de Habsbourg.

Le 25 avril 1743, la reine quitta Vienne, accompagnée du grand-duc, pour se rendre en Bohême. Partout elle trouva un accueil chaleureux et enthousiaste. Le 28, elle fit son entrée solennelle à Prague avec l'obligation usitée de subir grand nombre de harangues et d'y répondre.

Le séjour de Prague pesait à la reine. Tout en se montrant pleine d'indulgence pour la foule de ses ingrats sujets, elle n'avait pu chasser de son cœur l'amer ressentiment causé par tant de défaillances. Malgré tous ses efforts, sa bouche parlait de cette douloureuse abondance du cœur : « Votre couronne

« de Bohême, dit-elle un jour au comte Philippe Kinsky, grand « chancelier de Bohême, ressemble à un bonnet de fou. » Son propos, son attitude, le ton de sa voix attestaient chez elle cette disposition d'esprit que le vulgaire rend si pittoresquement par l'expression « d'humeur massacrante ».

On sentait que ce couronnement lui pesait et que loin d'y trouver un sujet de joie, elle avait hâte d'en finir au plus vite, comme d'une corvée. Elle avait fixé la cérémonie au dimanche 5 mai, à une heure matinale. Le chancelier, estimant que le temps était trop court pour achever les préparatifs nécessaires, d'autant que chaque journée avait ses fêtes particulières, essaya discrètement de lui faire observer les difficultés et les inconvénients d'un si bref délai, ainsi que ceux du choix d'un dimanche.

« La veille est jour d'abstinence, lui écrivit-il, et comme « les bourgeois doivent s'assembler dès trois heures du matin, « ils n'auront pas de temps d'aller à la messe. » Ce dernier argument, dont Kinsky espérait merveille, n'eut pas plus de succès que les autres. « C'est précisément pour cela, répondit-« elle de sa propre main, que je me suis pressée. A Presbourg, « le délai a été encore plus court. A Prague, la diète a moins « d'importance que celle des Hongrois à Presbourg, où tout « s'est fait en trois jours. L'électeur de Bavière a donné moins « de temps encore. Ne vous inquiétez pas du samedi, nous « mangerons du poisson. En tout temps, les couronnements « ont eu lieu le dimanche, tout au moins un jour de fête, ce « qui se peut vérifier par les rituels. Les choses se sont passées « ainsi à Presbourg. Il y a ici assez d'églises pour que les « bourgeois puissent entendre la messe. Il faut tout préparer « comme je l'entends, je serai d'assez fâcheuse humeur sans « cela, ne l'empirez pas, et il ne faut pas espérer que l'exem-« ple des remises sans fin du carrousel me serve d'exemple à

« l'avenir. Je persiste dans ma résolution sans y rien modi-« fier. »

Kinsky ne se laissa pas démonter. A force d'instances, il obtint que le couronnement fût retardé de huit jours.

Le 11 mai, la reine reçut le serment d'allégeance de la diète. Ce prélude fut loin de dissiper les nuages de son front. Mais le lendemain, avant que la solennité commençât, un courrier arrive avec la nouvelle de la victoire remportée par le prince Charles à Simbach. Dans l'excès de sa joie, Marie-Thérèse fait part de l'heureux message à son entourage, et en un clin d'œil toute la ville en est informée. La foule se précipite dans les appartements de la reine, on se dispute l'honneur de baiser ses mains, on les couvre de larmes. Devant cette scène, elle se sent rendue à elle-même, son cœur bat à l'unisson de l'immense multitude accourue autour du château, et qui remplit l'air de ses acclamations. Profondément émue, elle se rend immédiatement à la cathédrale pour y faire chanter un *Te Deum* de reconnaissance envers le Dieu des armées, et ce fut seulement après avoir rempli ce devoir, qu'elle se laissa couronner avec toute la pompe du cérémonial. Le lendemain, jour anniversaire de sa naissance, le général Lucchesi lui apporta, à titre de bouquet de fête, les drapeaux conquis à Simbach. Le soir, elle assista à un bal donné en son honneur au palais Trautmansdorf par le grand maréchal de Bohême, comte Schlick ; le surlendemain elle accepta le dîner que lui offrit le comte Losy. Bref, pendant les six semaines qu'elle passa encore à Prague, elle ne cessa de prodiguer les témoignages de son affection et de sa reconnaissance à ceux des membres de la noblesse qui lui étaient restés fidèles. Nombre d'entre eux reçurent, qui le titre de conseiller intime, qui la clef de chancelier, qui encore l'ordre de Wenzel.

En regagnant Vienne, elle s'arrêta à Linz, où elle se mon-

tra non moins affable, gracieuse et véritablement charmante pour ses sujets de la Haute-Autriche, reçut le serment d'allégeance des États et confirma solennellement leurs droits et privilèges,qu'elle devait elle-même détruire quelques années plus tard. Le 3 juillet, elle rentra à Vienne par le Danube et se rendit à sa résidence favorite de Schœnbrunn.

CHAPITRE QUATRIÈME.

SOMMAIRE. — Illusions. — La cour se transforme. — Les plaisirs préférés de la reine. — Heureuse influence du comte de Sylva Tarouca. — Rêves de revanche. — Contre-projets de l'Angleterre. — Plans de Frédéric. — Reprise des hostilités et succès du prince Charles en Bavière. — Victoire de Dettingen remportée par le roi d'Angleterre qui ne sait pas ou ne veut pas en profiter. — Déception à Vienne. — Les alliés de Marie-Thérèse semblent n'avoir en vue que de s'agrandir à ses dépens. Accords entre l'Angleterre et le Piémont. — Mariage du prince Charles de Lorraine avec la princesse Marianne. — Insuccès de l'expédition contre Naples dû à l'inertie de Lobkowitz. — Louis XV attaque les Pays-Bas. — Hésitations et divisions des chefs de l'armée pragmatique. — Succès des Français en Belgique. — Traun, en Bavière, malgré les ordres reçus, manque l'occasion de battre l'empereur. — Il est remplacé par le prince Charles, qui passe le Rhin dans le but de reconquérir l'Alsace et la Lorraine. — Perfidie de Frédéric. — Il se démasque et envahit la Bohême. — Capitulation de Prague. — Le prince Charles repasse le Rhin pour tenir tête à Frédéric. — Prussiens et Autrichiens devant Janowitz. — Les Prussiens reculent sans combat et évacuent la Bohême. — Les Hongrois en Silésie. — Ils sont refoulés. — Échecs en Bavière. — Mort de la princesse Marianne.

AUTANT l'horizon était sombre et menaçant pour Marie-Thérèse aux premiers jours de 1742, autant il se montra radieux, ensoleillé et plein de séduisantes promesses à l'aurore de 1743. La victoire de Campo-santo, remportée sur les Espagnols par ses troupes d'Italie le 8 février 1743, et que l'on peut rattacher aux campagnes de 1742, la couronna d'une splendeur nouvelle. Aux larmes d'une époque qui semblait n'apporter qu'effondrements et ruines, succédaient les joyeux sourires d'un avenir où pointaient les plus audacieuses

espérances. Le caractère vif et primesautier de la reine, alors à un âge où les plus prudents s'illusionnent, devait la livrer presque sans défense aux entraînements d'un si brusque et si heureux retour des choses d'ici-bas. Aussi subit-elle comme une explosion de joie bruyante, de juvénile entrain, qui, s'étendant à tout l'orbite de sa gracieuse influence, transforma soudain sa cour, naguères si compassée, si solennellement ennuyeuse et triste, si profondément empreinte de la lourde étiquette espagnole, en une sorte de paradis mondain où les réjouissances et les fêtes se succédaient sans relâche.

Arneth, son apologiste plus encore que son historien, nous la montre, en ce moment, comme atteinte d'une véritable fièvre de mouvement, et cherche bien inutilement, nous semble-t-il, à l'excuser.

« Elle n'avait appris, dit-il, l'équitation que depuis son avènement au trône, afin d'être à même de tenir sa place dans les solennités prescrites par des usages séculaires pour le couronnement des rois de Hongrie. Mais son habileté à manier sa monture, et l'admiration enthousiaste qu'elle souleva chez les Hongrois, la passionnèrent pour un exercice si bien approprié à l'impétuosité de sa nature. Il faut, ajoute l'excellent homme, pardonner à sa jeunesse d'avoir un peu excédé la mesure. » — « Elle court si vite à cheval, écrit quelques années plus tard l'envoyé prussien Podewils, qu'on « tremble pour elle. Son mari et bien d'autres perdent leur « temps à la prêcher. » Ajoutons cependant que, au témoignage d'un autre diplomate, le vénitien Capella, elle modérait son allure, lorsque le danger devenait trop évident.

Toute passion mène à l'abus. Celle des cavalcades entraîna Marie-Thérèse à organiser un grand carrousel, « genre de festivité peu convenable, dit encore Arneth, à sa haute position ». Pour atténuer quelque peu le scandale, et adoucir les

critiques des récalcitrants, elle couvrit son carrousel du prétexte de célébrer la reprise de Prague. « Hisi, écrit le 29 novembre le grand-duc à son frère, le carrousel occupe tout le monde, et on nantan que cela » ; et le 15 décembre : « Hisi les dames se prépare à forse pour le beaux carrousel quy doit ce faire dans 15 jours. » Il eut lieu en effet le 2 février 1743 ; Marie-Thérèse y parut à cheval, habillée de pourpre, et les chroniqueurs ne tarissent pas d'exclamations sur sa grâce, sa majesté et sa merveilleuse adresse aux jeux de bagues et autres.

Après l'équitation, la danse. Marie-Thérèse s'y livra avec le même entrain qu'aux exercices hippiques. Ici se place un trait de caractère qui honore trop la jeune reine pour n'être pas signalé. Dès son enfance, elle s'était prise d'affection pour l'un des principaux fonctionnaires de sa cour, portugais de naissance, entré de bonne heure au service de l'Autriche et très apprécié de Charles VI, le comte de Sylva-Tarouca, président de la junte des Pays-Bas. Homme de mœurs sévères, prudent, discret, de bon conseil, généralement estimé, Sylva-Tarouca avait su s'attirer l'affection de l'enfant et la confiance de la jeune princesse. Aussi, lors de son avènement, se défiant d'elle-même, de son inexpérience, de sa propension pour les fêtes, avait-elle voulu qu'il se présentât tous les jours chez elle, non pas seulement pour l'entretenir de son service, mais encore des affaires de la famille royale et des siennes propres. Lors de son couronnement à Presbourg, elle lui donna de plus l'ordre formel de la surveiller et de lui dire franchement ce qu'il pouvait remarquer en elle de défauts de caractère, ou de fautes dans sa conduite.

La mission était délicate. Sylva-Tarouca s'en acquitta avec un tact suprême, et l'on ne peut faire plus bel éloge de la

jeune reine, qu'en ajoutant qu'elle l'écouta toujours avec une déférence reconnaissante. C'est ainsi qu'il ne lui épargna pas d'utiles observations sur sa passion pour les carrousels et pour la danse. A la vérité, la royale élève du nouveau mentor ne se laissa pas toujours convaincre, car le cœur humain est fécond en résistances et habile dans l'art de se justifier à ses propres yeux, mais les avertissements ne furent jamais tout à fait inutiles. Un jour, dans une de ces occasions, Marie-Thérèse, le voyant s'incliner en silence, lui dit: « Conti-« nuez à me prêcher; quand même je ne vous obéirais pas sur « l'heure, vos paroles me reviennent toujours plus tard à « l'esprit. » De fait, elle ne tarda pas à se corriger de ses exubérances passagères, et il faut lui rendre cette justice, que jamais elle ne négligea pour le plaisir, quel qu'il fût, ses devoirs de reine et de régente.

Elle les accomplissait en toute conscience, assistant presque toujours aux conseils des ministres, lisant avec une attention scrupuleuse les rapports, écrivant en marge, dans toutes les langues, son avis toujours bref et nettement exprimé, ne permettant à personne de décider pour elle. Son jugement droit et pénétrant allait au fond des choses et en démêlait le point essentiel. Rapports des autorités, dépêches de ses diplomates, requêtes de ses sujets, elle entendait tout voir, avant de se prononcer et elle semblait porter sans fatigue le poids des affaires.

Au mois de février 1742, la mort lui enleva son grand chancelier, le comte de Sinzendorf. Si médiocre que fût la valeur politique de cet homme d'État, sa longue expérience des choses et des hommes rendait son remplacement d'autant plus difficile, que Sinzendorf avait pris la prudente mais égoïste précaution de ne laisser grandir autour de lui aucun homme capable de lui faire ombrage. Dans son embarras, la

reine résolut de diviser en deux la charge occupée par le défunt.

Elle donna au comte Ulfeld la direction des affaires étrangères et au comte de Seilern celle des affaires intérieures. Ulfeld seul eut un siège au conseil des ministres.

Cet homme d'État, créature de Bartenstein et sur lequel nous reviendrons plus en détail, était aussi peu fait que possible pour les fonctions de ministre des affaires étrangères, et dut passer de singuliers moments au début de sa nouvelle carrière. Lent à saisir les questions, il semblait marcher d'étonnement en étonnement à mesure qu'on les développait devant lui. Or, à aucune époque, la cour de Vienne ne fut hantée davantage par le tourbillon des rêves de l'ambition et des plans de la revanche.

« De toutes parts, dit Arneth, surgissaient de nouveaux projets, d'une portée souvent incalculable. Les négociations les plus contradictoires se croisaient dans tous les sens. Pas un souverain, pas un état ne se fiait à l'autre. Les alliances les plus solides paraissaient fragiles. Chaque jour, chaque heure apportait du nouveau et de l'imprévu... Depuis le commencement de la guerre, les rôles s'étaient renversés. Les ennemis de Marie-Thérèse, alors unis par le désir de se partager ses dépouilles, s'étaient vus réduits jusqu'à un certain point à la défensive, mais à mesure que baissaient leurs prétentions, celles de la revanche à exercer contr' eux se formulaient dans les conseils des gouvernements de Vienne et de Londres, avec une hardiesse telle que leur réalisation eût complètement bouleversé l'aspect politique de l'Europe. »

Frédéric, nanti, s'était retiré à temps et se tenait à l'écart, observant les événements pour en tirer profit. Les facteurs en présence étaient l'Autriche et l'Angleterre d'une part, la

France, l'Espagne et la Bavière de l'autre. Au fond, ainsi que l'écrivait Bartenstein à Ulfeld, l'Angleterre entendait se servir de l'Autriche, comme d'un bélier contre la France, et tenir la reine dans la dépendance où la France tenait la Bavière. Du reste, sans méconnaître les grands services que lui avait rendus le cabinet anglais, Marie-Thérèse avait ressenti vivement la pression presque brutale exercée sur elle en faveur du roi de Prusse, et elle ne pouvait oublier que la promesse formelle d'envoyer une armée anglaise du côté des Pays-Bas contre la France, n'avait pas même reçu un commencement d'exécution. Les formes brusques et cassantes des diplomates anglais froissaient les délicatesses de la reine et la susceptibilité de ses ministres ; elles finirent par emporter le fond des services rendus.

Nil sub sole novi. Parmi les nombreux projets enfantés par l'imagination de lord Stair, que Georges II avait envoyé en Hollande pour entraîner les États généraux dans la guerre contre la France, il en est un que ce diplomate essentiellement militaire caressa tout particulièrement, et qui fut fort goûté par le roi Georges et par lord Carteret. Il aspirait à enlever l'Alsace et la Lorraine à la France pour en former, avec les Pays-Bas Autrichiens, un état nouveau à offrir à l'empereur Charles VII en échange de la Bavière. L'idée a été réalisée depuis partiellement... en attendant mieux. On ne doutait pas à Londres que Marie-Thérèse ne l'accueillît avec empressement. N'y avait-elle pas songé elle-même pendant la campagne précédente ? On se flattait même d'amener Frédéric dans le complot, en lui présentant la Pologne comme appât. La déception fut complète, car tous les intéressés repoussèrent bien loin le projet. L'empereur crut faire un coup de maître en présentant au cabinet anglais un contre-projet visant la sécularisation des évêchés de Passau, de

Freising, de Ratisbonne, d'Eichstaedt et d'Augsbourg au profit de la Bavière. Frédéric II, prévenu d'avance, appuya vivement la proposition impériale. Mais dans son zèle, il commit la double faute d'écrire à Londres qu'il se faisait fort d'opérer en quinze jours la réconciliation de l'Autriche et de la Bavière, au prix d'un ou deux évêchés, puis de faire déclarer officiellement par son ministre en Angleterre, qu'au cas où les troupes anglaises aux Pays-Bas mettraient le pied sur le sol allemand pour faire la guerre à l'empereur, il se croirait obligé par ses devoirs envers le chef de l'empire de s'y opposer.

Les deux communications furent fort mal prises en Angleterre et soulevèrent un *tolle* général. Georges donna immédiatement au comte Stair l'ordre de mener les troupes qu'il commandait en Allemagne, et lord Carteret fit savoir au roi de Prusse, « qu'il ne devait pas se flatter de pouvoir « se jouer d'une puissance comme celle d'Angleterre. »

Le projet de laïcisation de l'empereur fut déclaré à Londres « absurde et déraisonnable », à Vienne inacceptable. Toutefois Marie-Thérèse profita de l'occasion pour rappeler à ses alliés anglais leur promesse de la dédommager de ses sacrifices à la Prusse, ajoutant qu'elle n'entendait pas ruiner la Bavière, mais uniquement récupérer les pays allemands usurpés par la France. Quant à Frédéric, il joua l'étonnement, soutint n'avoir autorisé personne à tenir le langage qu'on lui attribuait et se dit prêt à remplir ses engagements, mais il essaya sous main de déterminer quelques princes allemands à s'entendre avec lui pour contraindre par la force des armes l'Autriche et la Bavière à faire la paix. Ce projet, dans son esprit, ne pouvait assurément se réaliser qu'aux dépens de l'Autriche. Le cabinet de Londres le comprit, et lord Hyndford fit remarquer au roi que si le corps des princes de

l'empire prétendait s'ériger en juge suprême des réclamations de la Bavière contre l'Autriche, il ne pourrait se dispenser d'examiner si la garantie, par lui donnée à la pragmatique sanction, n'avait pas conservé toute sa valeur, et si Marie-Thérèse avait pu validement céder la Silésie sans l'autorisation de l'empire. Cette observation porta Frédéric à renoncer à son projet, mais non sans manifester la plus grande contrariété.

La mort du cardinal de Fleury, survenue le 29 janvier 1743, fut suivie d'une recrudescence d'humeur guerrière en France. D'autre part l'armée pragmatique, qui séjournait immobile, depuis quelque temps, aux Pays-Bas, s'ébranla, à la fin de février, et passa la Meuse à Ruremonde. Elle se composait des régiments hanovriens à la solde du roi Georges, de huit régiments d'infanterie et de six de cavalerie recrutés en Angleterre, et de vingt mille Autrichiens, commandés par le duc d'Arenberg. Le tout formait un ensemble de soixante mille hommes sous les ordres du comte Stair. Si lente fut la marche de ces troupes, qu'elles ne traversèrent le Rhin à Neuwied et à Andernach qu'à la mi-avril. Elles campèrent durant tout le mois de mai, dans le voisinage de Mayence et de Francfort, sans autre résultat que de tenir en échec quelques régiments français.

Pendant qu'à Vienne on dansait, on chevauchait, on accumulait projets sur projets, Khevenhuller demeurait isolé et mécontent dans les quartiers d'hiver de l'armée autrichienne près de Scharding. Le chagrin qu'il éprouvait d'avoir été contraint d'abandonner la conquête de la Bavière pour aller rejoindre l'armée de Bohême, « où il avait, disait-il, joué le rôle d'une cinquième roue au carrosse », se tournait en violente aigreur contre Kœnigsegg. A l'entendre, Kœnigsegg était l'auteur de toutes les déceptions éprouvées et sa funeste influence avait fait perdre les résultats les plus précieux de

la campagne. Marie-Thérèse ne négligea rien pour le calmer et pour adoucir sa méchante humeur. Pour lui plaire, elle avait envoyé le prince de Lobkowitz dans le Haut-Palatinat, avec mission d'expulser les Français de Deggendorf, repris pendant l'hiver par le comte Maurice de Saxe, de chasser les Bavarois de leurs positions entre l'Inn et l'Isar et de faciliter le siège d'Eger. L'opération fut traversée par le maréchal de Broglie, qui chargea le comte du Chayla de ravitailler Eger et d'y jeter dix bataillons et quatre escadrons de renfort. Du Chayla accomplit heureusement sa mission. Mais après son départ, le comte Festetics mit de nouveau le siège devant Eger.

Khevenhuller, encouragé par les marques de haute bienveillance qu'il recevait, usa de ruse pour arriver à ses fins. Il écrivit au comte Gundacker de Starhemberg une lettre confidentielle, dans laquelle il glissa, au milieu des plus virulentes attaques contre Kœnigsegg, un éloge bien senti des talents militaires du prince Charles de Lorraine. Naturellement la confidence fit le tour de la famille impériale et le prince Charles, flatté, se souvint à propos que, dans ses discussions parfois vives avec Khevenhuller, Kœnigsegg n'avait pas toujours eu raison. Aussi lorsque, au mois d'avril, le prince Charles alla reprendre le commandement de l'armée, il oublia complètement de se faire accompagner de Kœnigsegg, et Khevenhuller devint son bras droit.

Le 6 mai seulement, l'armée autrichienne s'ébranla dans la direction de Griesbach. S'ils s'étaient fait attendre, ses débuts du moins furent heureux. Par un habile coup de main, Bernklau et Nadasdy enlevèrent le partisan français de la Croix avec dix-sept officiers et 300 soldats.

Peu de jours après, le camp de Simbach, dont le général bavarois Minuzzi avait fait une sorte de forteresse, avec

douze mille hommes de garnison, était forcé par les généraux de Berlichingen et de Nadasdy, après une lutte des plus sanglantes, qui coûta aux Bavarois quelques milliers d'hommes, trois généraux et quantité de pièces d'artillerie.

Les succès du Prince Charles furent d'autant plus rapides que la mésintelligence régnait entre l'empereur Charles VII, revenu à Munich, et les chefs de l'armée française. Charles-Albert, s'appuyant sur son traité avec la France, prétendait diriger les mouvements de ses alliés. Mais le maréchal de Broglie refusait absolument de prendre l'offensive sans instructions formelles et directes de Paris. Une entrevue ménagée entre l'empereur, le maréchal et le prince de Conti ne fit qu'empirer la situation. Finalement le maréchal ramena son armée vers le Rhin, laissant l'empereur se débattre seul contre les Autrichiens. Charles VII, profondément blessé de cet abandon, sentit qu'il n'avait plus d'autre ressource que de tâcher de s'accommoder avec la reine.

La pensée était bonne, mais il s'y prit singulièrement pour la réaliser en chargeant Seckendorf d'entrer en négociation avec le prince de Lorraine. Ce général était en effet particulièrement odieux à la cour de Vienne, qui ne lui pardonnait pas sa défection et le tenait pour capable de toutes les fourberies.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que Charles de Lorraine ait décliné la visite du maréchal bavarois. Il donna mission à Khevenhuller d'aller entendre le plénipotentiaire de Charles VII au couvent de Niederschœnfeld. L'entrevue eut lieu le 27 juin. Seckendorf offrit de livrer les places de Braunau, Straubing et Reichenhall aux Autrichiens, moyennant la libre sortie des garnisons de ces deux dernières villes et le renvoi des défenseurs de Braunau dans leurs foyers. Ingolstadt et sa garnison bavaroise devaient être neutralisés,

ainsi que Donauwerth. Le prince Charles parut très satisfait du résultat de l'entrevue. « Le grand avantage que je vois « dans ces propositions, écrivit-il à son frère, est que nous « pourrons disposer de toutes nos forces contre les Français. » Toutefois il ne consentit à s'engager que sur les trois premiers points et renvoya les autres propositions de Seckendorf à Marie-Thérèse. La reine, guidée par ses méfiances, refusa de prendre aucun engagement.

Sur ces entrefaites, Braunau et Reichenhall avaient capitulé. Leurs garnisons étaient sorties sous la seule condition de ne pas servir contre Marie-Thérèse pendant un an. Straubing et Ingolstadt, plus étroitement serrées, ne pouvaient tenir longtemps, et, dans ces circonstances, Marie-Thérèse, désormais maîtresse de la Bavière, crut pouvoir consentir à considérer comme neutres les troupes bavaroises entretenues sur le sol de l'empire. Elle se hâta d'organiser une administration complète en Bavière, exigea le serment de fidélité des États bavarois et de tous les corps politiques, judiciaires ou administratifs de l'électorat, et agit, en un mot, en souveraine du pays conquis. De Francfort, où il s'était réfugié, Charles VII lança un manifeste de protestation contre ce qu'il appelait une usurpation, mais cette objurgation impuissante n'eut d'autre effet que d'exposer à des mesures de rigueur ceux de ses sujets, dont le patriotisme refusa de se plier sous le joug autrichien. On prétend même que l'imprimeur du manifeste impérial, ayant été arrêté à Munich, fut condamné à mort et pendu en pleine place du marché.

La retraite du maréchal de Broglie, si funeste à la cause de l'infortuné Charles VII, s'explique par la nécessité où le cabinet de Versailles s'était trouvé d'envoyer ses meilleures troupes au maréchal de Noailles, chargé d'opérer contre

l'armée pragmatique. Celle-ci, avançant avec une majestueuse lenteur, venait d'établir ses tentes aux environs d'Aschaffenbourg, lorsque, le 19 juin, le roi Georges II, arriva en personne dans cette ville, pour prendre le commandement en chef. On savait que ce prince se croyait de grands talents militaires et qu'il brûlait du désir d'étonner l'Europe de ses exploits; aussi s'était-on imaginé que sa présence à l'armée allait se révéler par quelques vigoureuses et rapides décisions. On avait compté sans Neipperg, qui, envoyé au quartier général de Georges par la cour de Vienne, avait gagné la confiance de ce monarque, au grand dépit des généraux anglais, déjà peu d'accord entre eux. Le temps s'écoula. Les vivres devinrent rares.

Le 26, Georges s'avança sur Hanau, où l'attendait un corps de 12,000 hommes, tant hessois qu'hanovriens. Arrivée le lendemain à Dettingen, l'avant-garde pragmatique trouva la route barrée par le duc de Gramont, à la tête de 23,000 hommes, qui avaient traversé le Mein à Seligenstadt; de l'autre côté du cours d'eau, le maréchal surveillait lui-même la marche des colonnes pragmatiques et son artillerie admirablement placée, tirant de la rive droite, leur causa de telles pertes qu'elles se virent forcées d'incliner fortement sur leur droite. Georges reconnut que la bataille était inévitable et prit ses dispositions. Sa situation, sous le feu de l'artillerie française entre le Main et les prairies marécageuses, était critique et la supériorité énorme de ses forces n'en compensait pas le danger.

La fougue imprudente de Gramont le sauva. Noailles lui avait donné l'ordre précis de s'avancer sur Dettingen, sans dépasser le ruisseau marécageux des villages, et d'y attendre l'ennemi. Entraîné par le désir de se distinguer, il lança sa cavalerie en avant, culbuta celle des pragmatiques et vint se

briser contre les épais bataillons du roi Georges. Son infanterie essaya de le dégager, en attaquant le flanc des alliés. Le mouvement mal dirigé eut pour résultat de placer les assaillants entre l'ennemi et le feu de l'artillerie française de la rive droite du Main. Noailles, désespéré, accourut lui-même sur le champ de bataille, organisa la retraite et protégea la traversée du Main à Seligenstadt.

Six mille morts ou blessés couvraient le champ de bataille. Georges, ébloui par sa victoire, eut l'étrange fantaisie de dîner sur le terrain, devant cet horrible spectacle. Le sentiment de l'humanité la plus vulgaire semble d'ailleurs lui avoir été étranger, car il poursuivit sa route sur Hanau, en abandonnant ses blessés aux soins de l'ennemi. La joie de ce médiocre et stérile succès avait absorbé son esprit. Autour de lui, l'enthousiasme ne connaissait pas de bornes. On le comparait à Marlborough et au prince Eugène. Les dépêches envoyées de tous côtés pour annoncer au monde étonné la triomphante nouvelle, soulevèrent en Autriche et surtout à Vienne une véritable explosion de joie. Marie-Thérèse, entraînée dans l'irrésistible courant de l'optimisme général, se crut à la veille d'assister à la ruine de la puissance militaire de la France. Son illusion ne fut pas longue, car, le 9 juillet, elle écrivait au prince Charles, qu'elle ne pouvait « rien comprendre à ce qui se passait au quartier général anglais. »

Le prince, à son tour, aurait été fort embarrassé d'éclairer sa royale belle-sœur. En effet le roi, soutenu par le comte de Neipperg et le duc d'Arenberg, prétendait ne pouvoir marcher en avant que si l'armée du prince Charles se fusionnait avec la sienne. Or le prince, beaucoup plus préoccupé de lui-même que des intérêts généraux, demeurait obstinément sourd à cette proposition, parce qu'il aurait été obligé de céder le commandement suprême au roi. L'entente

commune devenant de plus en plus difficile, Charles se décida à agir seul. Le 9 juillet, laissant le lieutenant feld-maréchal de Bernclau en Bavière avec 15,000 hommes, il passa le Danube entre Blindheim et Dillingen. A cette occasion il signala à son frère, comme preuve des sympathies que rencontrait en Allemagne la cause de la reine, qu'un grand nombre de personnes de haut rang, entre autres, le prince d'Ottingen, s'étaient fait un devoir d'assister en costume de cérémonie à cette opération des forces autrichiennes.

Le 14 il fit son entrée à Burgau et, pour faire acte de déférence envers le roi Georges, il lui envoya deux régiments de hussards et les pandours de Menzel.

Le mouvement en avant des Autrichiens détermina le maréchal de Noailles à quitter les rives du Main et à se retirer derrière celles du Rhin. Pendant ce temps-là, le prince Charles se rendit à Hanau avec Khevenhuller, dans le but de faire sortir le roi Georges de son étrange inaction. Il trouva l'armée pragmatique superbe, animée de la plus belle ardeur, le roi, plein de bonne volonté, mais indécis. « A « parler vray, ajoute-t-il, dans sa dépêche, cecy me paroit une « république, car chacun parle et paroit avoir un sentiment « différent. » Au dire de Khevenhuller, c'est « Neipperg qui « a l'oreille du roy et de toute la généralité anglaise ; il « fait un plan philosophe qui ne servira qu'à faire une cam-« pagne infructueuse. »

Ces renseignements et la quiétude persistante du roi d'Angleterre mettaient Marie-Thérèse au supplice. Elle s'en prit à Robinson, l'envoyé anglais. « Mais, écrit-elle à Ulfeld, « j'ai perdu tout espoir, rien qu'à voir, quand je lui ai parlé, « monter sur sa face le sourire de satisfaction que je lui « connais lorsqu'il a quelque chose de méchant à dire; hélas! « je l'ai assez vu ce sourire ».

On peut supposer que Robinson savait à quoi s'en tenir sur les véritables causes de la façon dont la guerre était conduite, et lui-même en accusait le prince Charles, au moins autant que Marie-Thérèse le roi d'Angleterre, car la marche des forces du prince indiquait suffisamment sa décision bien arrêtée de ne pas se joindre au roi.

Le 27 juillet un grand conseil de guerre eut lieu à Hanau. Neipperg revint sur son idée de réunir les deux armées, et de pénétrer dans la Lorraine, par Luxembourg. A son tour, Charles de Lorraine exposa un plan d'opérations, imaginé par Khevenhuller. « Si nous pouvons convenir de ce plan, « avait écrit ce dernier au comte de Harrach, président du « conseil aulique de guerre, je donnerais ma tête, que nous « prendrons quartier en Alsace, Bourgogne ou Lorraine. Je « demande seulement que l'Angleterre et les Hollandais « fassent autre chose que la parade, les troupes de la reine « auront le premier rôle dans la scène et je pense que je « mettrai d'abord pied en Alsace. » Sur les instances du prince Charles, qui, à son tour, rêvait une moisson de lauriers, le plan fut adopté. Malheureusement pour ses auteurs, Charles ne mit pas à l'exécuter la même vivacité qu'à le prêcher. Ces interminables lenteurs donnèrent au maréchal de Coigny, chargé de défendre la rive gauche du Rhin, pendant que Noailles surveillait l'armée pragmatique, tout le temps de prendre ses mesures de défense : toutes ses tentatives pour passer le fleuve demeurèrent infructueuses et, le mois d'octobre étant survenu, il renonça définitivement aux brillantes perspectives de gloire dont il s'était bercé et ne songea plus qu'à organiser les quartiers d'hiver de son armée, dans le voisinage du Rhin et en Bavière.

De son côté, l'armée pragmatique borna ses exploits à passer le Rhin à Bibereich, le 8 août, revint sur ses pas un

peu plus tard, et au mois d'octobre battit en retraite sur les Pays-Bas. De toutes les grandioses espérances que le combat de Dettingen avait fait naître dans l'esprit de Marie-Thérèse, aucune ne se réalisa. Son amour-propre blessé crut trouver une consolation en humiliant la France dans la personne du marquis d'Hérouville, commandant d'Eger. Cet officier général, assiégé dans Eger par le lieutenant feld-maréchal Kolowrath, s'était vaillamment défendu pendant plusieurs mois. Sur les conseils du prince Charles, qui avait intérêt à pouvoir disposer des forces de Kolowrath, ce dernier offrit au marquis libre sortie de la garnison, sous la condition de livrer ses armes et de s'engager à ne pas servir pendant un an contre l'Autriche. Bien que souffrant de la disette de vivres et désormais certain de n'être pas secouru, Hérouville refusa de livrer ses armes. Le prince Charles eût volontiers consenti à céder sur ce point, mais Marie-Thérèse donna l'ordre formel à Kolowrath de n'admettre qu'une reddition à discrétion. Le 7 septembre, Hérouville, réduit à la dernière extrémité, signa les dures conditions qu'on lui imposait. Hâtons-nous d'ajouter que Kolowrath, rendant à la bravoure des Français un hommage qui l'honore, leur prodigua immédiatement tous les secours en son pouvoir. Trois jours après, la garnison sortit de la ville, prisonnière de guerre, et fut transportée dans le cercle de Pilsen.

Les déceptions de la reine en Italie, après la victoire de Campo-santo, n'avaient été guères moins pénibles que celles éprouvées sur les bords du Rhin et du Mein. Les talents administratifs et financiers du comte Traun étaient loin d'être à la hauteur de ses capacités militaires. La cour de Vienne, dont le trésor était à sec, s'était bercée de l'espoir que les richesses de la Lombardie suffiraient non seulement à entretenir les forces autrichiennes peu nombreuses du maréchal,

mais encore à soulager la détresse des caisses viennoises. Or Traun ne cessait de demander de l'argent: « Il n'a pas de troupes, écrivait Bartenstein à Ulfeld, dès le 3 janvier 1743, et il a déjà reçu sept millions. » Sa probité étant au-dessus de tout soupçon, on l'accusait de négligence à surveiller les employés de l'administration et à empêcher les abus. Comme en dépit de toutes les observations des ministres, il ne cessait de réclamer des envois de fonds, la reine, sur les instances de ses conseillers, prit le parti d'enlever à Traun la gestion des finances militaires italiennes pour la confier au lieutenant feldmaréchal comte Pallavicini, gouverneur du duché de Milan.

Cette mesure n'atteignit pas son but, car la situation demeura la même. Elle eut pour effet unique de décourager Traun, qui vit dans Pallavicini un ennemi brûlant du désir de l'abattre. Enfermé dans son quartier général de Carpi, il déclara qu'il était absolument hors d'état d'attaquer les Espagnols, si on ne lui envoyait de grosses sommes d'argent et des renforts considérables, et demeura sourd aux ordres les plus précis d'entrer en campagne.

C'était forcer la reine à lui donner un successeur. Marie-Thérèse ne se soumit qu'avec peine à cette nécessité ; malheureusement elle manquait encore de la dure, mais salutaire expérience des choses et surtout des hommes, et son choix fut plus malheureux que ne l'avait été celui de Neipperg ou du prince Charles de Lorraine pour commander ses armées en Allemagne. On ne peut, en effet, s'expliquer le remplacement du comte de Traun par le prince de Lobkowitz, que par une intrigue de cour, à laquelle le prince Charles de Lorraine, qui ne le pouvait souffrir, ne fut sans doute pas étranger. C'était en effet un personnage altier, du caractère le plus anguleux et le moins accessible à la disci-

pline, plein de lui-même et parfaitement insupportable aux autres. Pour s'en débarrasser une première fois, le prince Charles l'avait, comme on le sait, envoyé en Bohême, où ses exploits ne furent rien moins que brillants; revenu plus tard à l'armée du prince, celui-ci s'empressa de l'éloigner une seconde fois, en l'autorisant à aller retrouver à Linz, le grand-duc qui revenait du couronnement de Prague. « Je ne doute « pas, écrivit-il à son frère, le 17 juin 1743, que vous ne « soyez fort surpris de voir arriver le prince de Lobkowitz, « mais il m'a prié de lui permettre d'aller à Linz, sous pré- « texte de toutes les affaires Seckendorf. Son but serait « d'être à la place de Traun, en Italie, si la chose était « faisable. Entre nous dit, il y vaudrait beaucoup mieux « qu'ici. »

Grâce à ses puissantes influences de famille et à l'appui plus ou moins avoué du prince Charles, dont le patriotisme autrichien semble avoir été singulièrement mitigé par le double amour de ses aises et de sa propre personnalité, Lobkowitz ne tarda pas à être nommé capitaine général des duchés de Milan, Mantoue, Parme et Plaisance. Le 4 septembre, Traun lui remit, à Carpi, le commandement des troupes et partit pour Vienne, où la reine l'investit des fonctions de commandant général de la Moravie.

La guerre est la grande pourvoyeuse de la diplomatie. Si ce n'est pas un proverbe, c'est du moins une vérité que l'histoire de l'année 1743 peut aisément démontrer, car on ne vit jamais en campagne plus de négociateurs officiels et officieux. La plupart, chose étrange, semblent avoir pris un seul et même mot d'ordre, celui de réaliser par voie de traités le but que les coalitions belliqueuses de 1741 et 1742 n'avaient pu atteindre, la spoliation plus ou moins étendue de l'héritière de Charles VI. Dans cette chasse au bien

d'autrui, les alliés de l'Autriche et ses amis se distinguent entre tous, distancés toutefois par les Anglais, que la passion d'écraser la France et de l'entourer d'un cercle de feu, pousse à exiger impérieusement de la jeune reine des sacrifices tellement durs qu'elle en est réduite, en présence d'un égoïsme aussi brutal, à regretter avec larmes de n'avoir pas accepté les avances conciliatrices de la France. Marie-Thérèse, de son côté, est absorbée par la préoccupation capitale, non pas encore de récupérer la Silésie, mais d'en compenser la perte aux dépens de ses ennemis. Ce qu'elle veut surtout, c'est la Bavière, et elle imagine ou accepte toutes sortes de combinaisons destinées à dédommager Charles-Albert de la perte de ses états. Elle lui offre tour à tour l'Alsace, le grand-duché de Toscane, le royaume de Naples et jusques aux Pays-Bas. A son tour Charles VII repousse tout ce qui n'est pas la restitution de son patrimoine héréditaire, et ses réclamations rencontrent un appui énergique dans le gouvernement anglais, qui veut éviter toute transaction de nature à faire renaître la guerre entre l'Autriche et la Prusse.

Lorsque le comte d'Ulfeld apporta à la reine le rapport dans lequel Wasner, agent de la cour de Vienne auprès de Georges II, rendait compte du mauvais accueil fait par ce monarque au projet de transfert du royaume de Naples à la maison de Bavière, il fut épouvanté de l'effet produit par ces nouvelles sur la jeune princesse : « Je voudrais, écrivait-« il à Bartenstein, n'avoir pas été à Schœnbrunn, car j'ai eu « fort à faire. Sa Majesté s'est tellement montée sur le rap-« port de Wasner, que je ne l'ai jamais encore vue en pareil « état. Les yeux pleins de larmes, elle s'accablait elle-même « de reproches, de ce qu'elle n'avait pas prêté l'oreille aux « ennemis, et ne s'était pas réconciliée avec eux, ajoutant « qu'elle était prête à le faire encore aujourd'hui, et tout cela

« dit dans les termes les plus émouvants, car son cœur « débordait. J'ai fait bonne contenance et je l'ai priée de ne « rien précipiter, attendu qu'il ne nous reste plus qu'à choisir « le moindre mal. Pour ma part, je ne puis me vanter d'avoir « été épargné, car elle a dit que nos ennemis se remuaient, « tandis que nous dormions, que nous avions prêché la fer- « meté, et rejeté toutes les propositions, mais que maintenant « la France ne reviendrait plus à ses anciennes concessions. »

Ce regret l'obsède. Écrivant elle-même à Ulfeld, peu après, elle lui dit : « J'ai toujours été d'avis de cultiver la chose « avec la France et de ne pas la repousser comme on l'a « fait. Malheureusement on a traité mes paroles d'excès de « vivacité. Je souhaite de m'être trompée. Vous pouvez venir « ce soir, nous en reparlerons. Je persiste à croire qu'il n'y « a pas d'autre parti à prendre que d'arranger seuls nos « affaires, coûte que coûte, avec le plus raisonnable. »

Et deux jours après : « J'aurais aimé de ménager la France « davantage, et de laisser la porte ouverte, comme le fait la « Sardaigne. Combien de fois n'ai-je pas demandé à Bar- « tenstein un mémoire là-dessus ! Un jour, il me dit : C'est « contre la bonne foi ; un autre, que ce serait abuser les gens, « qu'il n'est plus temps, que les circonstances sont changées. « Le voilà maintenant qui pense comme moi, mais c'est trop « tard, car je crois positivement qu'il n'y a plus rien à faire, « et que nous aurons la paix la plus fâcheuse. Il faut cepen- « dant bien tâcher de s'établir, car les choses pourraient aller « encore plus mal. Je n'en travaillerai pas moins et me don- « nerai de la peine pour obtenir ce qui sera possible. »

Dans cette situation d'esprit, elle fut aisément victime d'une manœuvre perfide, concertée entre le roi Charles Emmanuel de Sardaigne et lord Carteret, premier ministre du roi Georges, pour lui arracher les concessions qu'elle persis-

tait à refuser. Le 12 septembre, le monarque sarde fit savoir au quartier général anglais, alors à Worms, que, poussé dans ses derniers retranchements par la France, qui lui faisait un pont d'or pour l'amener à s'allier avec elle, il avertissait le roi Georges, que si le traité depuis si longtemps débattu n'était pas signé immédiatement à Worms, le courrier qu'il envoyait avait ordre de se rendre directement à Paris pour remettre aux mains de l'ambassadeur sarde, comte de Solar, les pouvoirs nécessaires à la concession de son alliance avec la France.

Wasner flaira le piège, mais lord Carteret, qui se trouvait auprès de Georges II, le pressa si violemment que, après s'être concerté avec le duc d'Arenberg, commandant des troupes autrichiennes à l'armée anglaise, il céda et apposa sa signature aux pièces apportées par le courrier de Turin, à côté de celles de lord Carteret et de l'envoyé sarde au camp anglais.

Par ce traité, les puissances signataires renouvelaient les traités antérieurement faits entre elles et donnaient leurs garanties à la pragmatique sanction. Charles-Emmanuel promettait de concourir à expulser d'Italie les ennemis de l'Autriche, et de mettre, à cette fin, sur pied, une armée de 45,000 hommes, tandis que l'Autriche porterait le chiffre de ses forces à 30,000 hommes, aussitôt que la situation en Allemagne le lui permettrait. De son côté, l'Angleterre s'engageait à envoyer une forte escadre dans la Méditerranée et à payer au roi de Sardaigne 200,000 livres sterling par an, pendant la durée de la guerre. En compensation de ses sacrifices, le roi devait recevoir de Marie-Thérèse la ville de Vigevano avec son territoire, tout le pays sur la rive droite du Lac majeur et du Tessin, Pavie avec ses dépendances sur la rive gauche du Pô, enfin Plaisance et son territoire jusqu'à la Nura.

Tout traité public a ses articles secrets. Le traité de Worms en avait trois : Le premier imposait à l'Angleterre de lever à ses frais un corps de troupes dans les Grisons. Le second stipulait que les trois puissances réuniraient toutes leurs forces pour abaisser la suprématie de la maison de Bourbon et l'expulser de l'Italie. En cas de succès, le royaume de Naples serait dévolu à l'Autriche, la Sicile au roi de Sardaigne. Le troisième annulait la renonciation du roi de Sardaigne à ses prétendus droits sur le duché de Milan, au cas où une fille de la maison d'Autriche épouserait un prince de la maison de Bourbon. En outre, un acte additionnel, signé seulement par lord Carteret et Wasner, relatait en termes généraux et sans précision les droits de Marie-Thérèse à obtenir un dédommagement pour la Silésie.

Marie-Thérèse se sentit blessée et du procédé, et de la légèreté avec laquelle lord Carteret avait traité ses intérêts. Elle chargea Wasner de signifier au ministre anglais qu'elle était décidée à refuser sa ratification au traité, s'il n'y était pas fait mention formelle du subside de 300,000 livres sterling auquel l'Angleterre s'était engagée vis-à-vis d'elle. Lord Carteret commença par s'emporter contre cette exigence, mais devant la ferme contenance de l'envoyé autrichien, il finit par céder et signa le papier tel que le lui présenta Wasner.

Affriandé par les avantages qu'avait procurés au roi de Sardaigne son alliance avec l'Autriche, à l'intervention de l'Angleterre, le roi de Pologne, Auguste, électeur de Saxe, s'adressa à lord Carteret, afin d'obtenir aussi un traité du même genre. Mais ses ouvertures furent reçues froidement, et Marie-Thérèse, qui ne voulait à aucun prix donner sujet de plainte légitime au roi de Prusse, ne consentit, après d'assez longues négociations, qu'à une convention purement et uniquement défensive, qui fut signée le 20 décembre 1743.

Dans les derniers mois de l'année 1743, Marie-Thérèse, dont la vive imagination ne connaissait pas de repos, s'éprit de l'idée de conquérir le royaume de Naples. Elle confia ce projet à Lobkowitz, qui, après avoir soulevé diverses objections, conclut cependant, à sa possibilité, pourvu qu'on mît à sa disposition au moins vingt-cinq mille hommes et les fonds nécessaires pour les frais de la guerre, et qu'il pût compter sur le double appui de la Sardaigne et de l'Angleterre. Il envoya le quartier-maître général, comte Colloredo, à Vienne, avec mission d'exposer ses plans et ses observations.

A force d'instances, Marie-Thérèse obtint du gouvernement anglais l'envoi de l'amiral Mathew à Turin, pour examiner à fond la question avec le roi de Sardaigne et le représentant du prince de Lobkowitz. Trois mois s'écoulèrent, pendant lesquels Charles-Emmanuel, que Carteret appelait *le roi marchand*, usa de toutes les ressources de son esprit pour vendre le plus cher possible son concours à la reine. La première conférence eut lieu le jour de Noël 1743. Le comte Kaunitz, ministre d'Autriche à Turin, se chargea de développer les propositions de Lobkowitz, et finit son discours en déclarant que la reine était prête à prendre l'engagement de porter immédiatement son armée d'Italie à 30,000 hommes. Toute son éloquence échoua contre la froideur glaciale de l'amiral anglais et l'obstination du marquis d'Ormea, le principal ministre de Charles Emmanuel.

Ce refus de concours, en contradiction formelle avec les obligations acceptées par ses alliés, mortifia Marie-Thérèse au plus haut degré. Une nouvelle déception vint ajouter à son chagrin. Lord Carteret lui fit savoir que le subside de 300,000 livres qui lui était promis par l'acte additionnel au traité de Worms, n'était assuré que pour un an, et qu'il ne pouvait plus être question des engagements pris par l'An-

gleterre pour déterminer la reine à consentir au traité de Berlin.

Peu d'hommes eussent tenu bon devant pareil concours de désappointements. Marie-Thérèse ne se découragea pas ; loin de là : son âme, admirablement trempée, sembla puiser de nouvelles forces dans l'épreuve. Le cabinet anglais avait témoigné le désir que le duc d'Arenberg, que sa belle conduite à Dettingen avait mis en grande réputation, fût envoyé à Londres pour se concerter avec les généraux anglais sur les opérations de la campagne de 1744 contre la France. La reine s'y prêta volontiers, et adjoignit au duc l'un des meilleurs généraux des Pays-Bas, le comte de Chanclos. C'est par elle aussi que le roi Georges eut la première nouvelle du départ secret du prétendant Charles Stuart pour la France, où se préparait un coup de main sur l'Écosse. L'unique vengeance qu'elle se plut à tirer des étranges défaillances de son allié anglais, fut de joindre à ses communications de brèves remarques sur les conséquences déplorables qu'avaient entraînées l'inexcusable inaction de l'armée pragmatique après la bataille de Dettingen, et l'inconcevable obstination mise à ménager sans cesse, à ses dépens, un empereur, qui, en guise de reconnaissance, poussait le Prétendant dans les jambes de Georges II.

Le peu de succès de ses efforts ne la lassa pas. Uniquement préoccupé de ses propres embarras, le gouvernement anglais laissait le duc d'Arenberg et le comte de Chanclos battre les pavés de Londres sans pouvoir se rencontrer avec les généraux anglais et, en dépit de toutes les supplications de Marie-Thérèse, il rappela en Angleterre une partie des troupes qu'il entretenait aux Pays-Bas.

Moins l'intrépide princesse pouvait compter sur ses alliés, plus elle déployait d'activité à se mettre elle-même en état de soutenir la lutte contre ses ennemis. C'est au milieu

des réunions presque quotidiennes des chefs de l'armée autrichienne, tenues en sa présence pour aviser aux préparatifs de la campagne imminente, qu'elle prit la résolution de combler les vœux de son jeune beau-frère, le prince Charles de Lorraine, en l'unissant à sa sœur l'archiduchesse Marianne. On sait que ce mariage était dans les désirs de l'empereur Charles VI, et qu'il avait même engagé sa parole sur ce point vis-à-vis du duc de Lorraine. Nul n'ignorait à Vienne et dans toute l'Autriche, où le prince Charles avait su se faire aimer et estimer, que les intentions paternelles de Charles VI étaient sanctionnées par la mutuelle inclination des deux jeunes gens, et le retard de leur union semble au premier abord inexplicable. Le secret en était cependant bien simple. L'un et l'autre étaient sans dot. Charles ne possédait que son épée, l'archiduchesse Marianne son fuseau, car par le fait de la pragmatique sanction, Marie-Thérèse ne pouvait disposer de la moindre parcelle de ses états. « Or, faisait remarquer l'impératrice douairière, il est « inouï dans la maison d'Autriche, que fille d'empereur ait « épousé un prince cadet, destiné à rester cadet toute sa vie et « à vivre avec sa femme du simple revenu d'un apanage. Il n'y « a pas de simple particulier qui n'assure au contrat une pro- « priété en terre ou en argent à sa femme et à ses enfants. Le « prince Charles pourra sans doute se faire donner pendant la « guerre ou lors de la paix un pays quelconque ; alors, prince « régnant, il pourra demander la main de l'archiduchesse. »

Marie-Thérèse comprenait bien la portée des observations maternelles, et la difficulté d'y faire droit. Serrée entre la pragmatique d'une part, et ses idées de compensation de la Silésie d'autre part, elle n'entrevoyait pas la possibilité de créer à un tiers, si proche qu'il lui fût, une position indépendante, sans blesser les intérêts de sa maison. Le temps se passa. L'impératrice, à force de chercher vainement une issue aux exi-

gences de la situation, se fatigua. Survint la campagne de 1743, qui, avec la victoire de Simbach et la conquête de la Bavière, ceignit d'une auréole de gloire la tête du jeune chef de l'armée, dont la popularité, dans le monde militaire, n'était pas moindre que celle dont il jouissait à Vienne, grâce à l'aménité de son caractère et à l'agrément de ses manières. L'opinion publique se prononçant davantage à chaque nouvelle heureuse qui arrivait du théâtre de la guerre, l'impératrice-mère sentit la nécessité de céder. Un biais fut imaginé qui éteignit le dernier de ses scrupules. Marie-Thérèse conféra à sa sœur, en même temps qu'au prince Charles, le gouvernement des Pays-Bas, à titre héréditaire par ordre de primogéniture. Le mariage fut célébré le 7 janvier 1744, avec la splendeur que revêtent à la cour de Vienne les cérémonies de ce genre. Un témoin oculaire, admirateur enthousiaste de la reine et de l'archiduchesse Marianne, assure que « leurs têtes paraissaient des montagnes de diamants... on « croyoit voir des divinités telles qu'on se les peut figurer « humainement. »

La reine désigna le comte de Kaunitz comme grand maître de la cour du jeune couple princier. Cette première et haute marque de la faveur royale envers le trop célèbre chancelier semble n'avoir pas été appréciée dès l'abord par celui qui en était l'objet, car il fit des difficultés pour accepter. Ses répugnances étaient-elles sincères ? On peut en douter, vu le caractère de l'homme. Ce qui est certain, c'est que Marie-Thérèse insista, et pour décider Kaunitz, lui conféra le titre de conseiller intime et la Toison d'or.

Le 23 février 1744, le prince et la princesse, partis de Lorraine, prirent la route de Bruxelles. Un avis secret, venu de Paris, ayant fait savoir qu'un coup de main pourrait être tenté, aux environs de Luxembourg, pour enlever les augus-

tes époux, les précautions les plus grandes furent prises. Le voyage se fit d'ailleurs à petites journées, car le prince et la princesse n'arrivèrent à Bruxelles qu'au commencement d'avril. On n'était pas sans inquiétude à Vienne sur l'accueil qu'ils recevraient ; les nouvelles des Pays-Bas donnaient à croire qu'on s'y souciait fort peu d'avoir une cour, à cause des charges qui en résultaient et du souvenir qu'avait laissé le gouvernement de l'archiduchesse Elisabeth. On apprit donc avec joie que l'accueil fait par les Bruxellois à Leurs Altesses avait été tel qu'elles pouvaient le désirer.

Au moment du mariage, le feldmaréchal Khevenhuller se trouvait à Vienne, occupé aux préparatifs de la campagne prochaine. A cette occasion, il avait reçu la Toison d'or, en même temps que Ulfeld, Kaunitz, Frédéric de Harrach, Traun, Philippe Kinsky, Colloredo, Herberstein, Tarouca et sept autres. Peu de jours après, il fut saisi d'une fièvre violente qui mit ses jours en péril. Marie-Thérèse, très affectée, alla le voir et le combla des marques du plus affectueux intérêt. Ses soins, ses attentions et ses prières ne purent empêcher la mort de frapper ce fidèle et vaillant serviteur de la maison d'Autriche, le 24 janvier 1744. La population viennoise s'associa pleinement à la douleur de sa souveraine et fit à l'illustre guerrier des funérailles dignes de lui.

La mort de Khevenhuller, qui devait partager le commandement de l'armée avec le prince Charles de Lorraine, ouvrait dans l'état-major-général un vide difficile à remplir. Après de longues réflexions, on se décida à lui donner pour successeur le comte Traun et à remplacer ce dernier en Moravie par le comte Charles Bathiany, général de la cavalerie, que le prince Charles signalait comme fort propre pour conduire les opérations, brave, entendu et incapable de prendre l'alarme mal à propos.

Le premier coup de canon se fit entendre en Italie. Le 7 mars 1744,le prince de Lobkowitz quitta le camp de Rimini,où il s'était attardé inutilement,bien que ses forces fussent notablement supérieures à celles du marquis de Gages, son adversaire : son but était la conquête du royaume de Naples, visée un peu ambitieuse eu égard aux moyens dont il disposait, et que chaque jour perdu rendait plus difficile à réaliser. Il ne sut pas marcher assez rapidement pour empêcher Gages de se retirer à Pescara, sur le territoire napolitain. Au lieu de l'y poursuivre, Lobkowitz s'arrêta sur le bord du Tronto, cours d'eau qui sépare le royaume de Naples des États de l'Église et envoya demander des instructions à la reine. Celle-ci, tout en approuvant l'entreprise, lui fit répondre que le conseil aulique de guerre ne pouvait, de Vienne, diriger les opérations, et qu'il était mieux que personne en mesure de savoir ce qu'il pouvait faire. Elle l'avertit en même temps qu'il n'y avait pas possibilité de lui envoyer des renforts d'hommes ni des subsides au delà de 200,000 florins. Cette réponse le trouva à la fin de mars, dans ses mêmes positions sur le Tronto, avec cette différence dans la situation, que le roi Charles III de Naples avait profité du temps si bénévolement perdu par les Autrichiens, pour amener toutes ses troupes disponibles à Casteldi Sangro où se trouvaient les Espagnols.

De plus en plus indécis, Lobkowitz, perdant la tête, expédia à Vienne le général comte Colloredo, lequel y fut fort mal reçu. On savait le prince capable des plus grosses imprudences, mais on ne soupçonnait pas chez lui une absence aussi regrettable de résolution. Son principal protecteur, Bartenstein, s'en montra tellement consterné que Marie-Thérèse crut devoir le consoler : « Je suis bien triste que « vous perdiez courage. Le mien est bien abattu par la mort « de Khevenhuller, et j'ai grandement besoin de votre sou-

« tien. » Elle ne réussit pas, car Bartenstein ne cessait de répéter: « Le temps perdu, tout est perdu. »

Enfin, le 21 avril, Colloredo rapporta à Lobkowitz l'ordre formel de marcher en avant. Il fallut bien s'exécuter et l'armée autrichienne, forte d'environ 26,000 hommes, quitta le 4 mai Macerata, dans la direction de la campagne de Rome. Elle n'avançait qu'avec lenteur, et il était aisé de prévoir que l'entreprise, compromise par d'injustifiables retards, n'avait aucune chance de succès.

A force d'hésiter et de remettre au lendemain, Lobkowitz laissa échapper l'occasion favorable d'attaquer et de battre l'armée du roi de Naples, à laquelle s'était unie celle du marquis de Gages. Son caractère altier et impérieux ne supportait pas la contradiction ; dans les conseils de guerre, les généraux sous ses ordres n'osaient ouvrir la bouche, tant étaient redoutées ses violences de langage contre quiconque se permettait d'émettre un avis. Si, du moins, il avait su prendre un parti et l'exécuter avec énergie. Mais, ainsi que l'écrivait à Vienne, le comte de Thun, évêque de Gurck: « L'expédition n'avait pas de plus grand obstacle que la personne même de son chef. »

Le 17 juin, pour la première fois, Lobkowitz se trouva en contact avec l'armée hispano-napolitaine, à Terni, mais ce fut malgré lui et à son détriment, car il se laissa surprendre par l'ennemi, qui lui enleva le général de Pestaluzzi et un millier d'hommes. Avec un peu plus d'audace chez les assaillants, il subissait une désastreuse défaite.

Dans son rapport sur ce fâcheux incident, il crut s'excuser en disant que le général en chef ne pouvait être partout, et en se plaignant qu'on lui eût adjoint des généraux incapables et uniquement préoccupés de jouir des privilèges de leur rang. Ce mode d'excuses indisposa si vivement la reine qu'elle

annonça l'intention de rappeler Lobkowitz et de donner le commandement de son armée d'Italie au comte de Browne. Elle en fut détournée par l'intervention du grand-duc et d'Ulfeld, proche parent du prince.

La promesse du concours d'une escadre anglaise qui devait attaquer Naples, fit enfin sortir Lobkowitz de son inertie. Il chargea le comte de Browne de tenter, dans la nuit du 10 au 11 août, un coup de main sur Velletri, où il espérait s'emparer de la personne du roi de Naples. L'inébranlable vaillance d'un régiment irlandais qui se fit hacher pour donner le temps à la garnison de se reconnaître et au roi de Naples le temps de se mettre en sûreté, l'énergie des régiments suisses et wallons à la solde de l'Espagne, enfin l'indiscipline des troupes slavonnes qui ne purent résister, achevèrent l'œuvre des Irlandais.

Browne fut forcé de battre en retraite. Néanmoins Lobkowitz se disposait à marcher enfin sur Naples, lorsqu'il reçut de la reine l'ordre formel d'envoyer immédiatement un régiment d'infanterie en Piémont, au secours du roi de Sardaigne, de poursuivre, pour peu qu'elle fut possible, l'entreprise sur Naples et d'en confier la direction au comte de Browne, pendant qu'avec les restes de ses forces, il empêcherait l'armée espagnole de secourir Naples.

On comprend que si Lobkowitz s'était estimé trop faible, avec toute son armée, soit pour attaquer les Espagnols, soit pour marcher sur Naples, il ne pouvait songer à exécuter cette triple instruction. Il renonça donc définitivement à l'expédition de Naples, embarqua le régiment de Pallavicini sur les vaisseaux anglais du roi de Sardaigne et demeura dans son camp de Terni.

Le 15 septembre, on lui enjoignit ou d'attaquer l'armée espagnole ou de tenter la conquête de Naples, et, en cas d'im-

possibilité, de laisser dix mille hommes dans les États de l'Église ou en Lombardie pour couvrir le Milanais et de courir avec le reste de ses troupes au secours du roi de Sardaigne, serré de près par les Français.

Au lieu d'obéir, Lobkowitz retarda de semaine en semaine son départ pour la Haute Italie. La situation de Charles-Emmanuel devenant de plus en plus critique, Marie-Thérèse ordonna au prince d'envoyer immédiatement en Piémont toutes les troupes qui ne lui étaient pas absolument nécessaires.

Lobkowitz trouva moyen de n'exécuter cet ordre que six semaines après l'avoir reçu. Le 1er novembre, il leva son camp de Terni, dans lequel il avait passé inutilement cinq mois.

Le 7 novembre, il s'arrêta à Ronciglione. Les Espagnols, le suivant pied à pied, étaient à Baccano au nombre de 5000 hommes. Browne, remarquant que l'ennemi se gardait mal, proposa au feldmaréchal de tourner brusquement le dos et de le surprendre dans son camp. Lobkowitz refusa de prendre la responsabilité du coup de main. Il assembla ses généraux en conseil de guerre et leur soumit la proposition de Browne.

Le lieutenant feldmaréchal de Lynden fut seul à y applaudir. Les autres la repoussèrent, et Lobkowitz se joignit à ces derniers malgré les instances de Browne. Peu après l'armée autrichienne rentrait dans son ancien camp de Pesaro, sans rapporter de sa campagne l'ombre d'un résultat utile.

Il nous faut maintenant revenir sur nos pas pour suivre les événements dans l'ouest de l'Europe.

Le 15 mars, le roi Louis XV, qui, jusqu'alors prétendait ne guerroyer qu'au titre secondaire d'allié de l'empereur, publia sa déclaration formelle de guerre à l'Autriche et à l'Angleterre. Il manifesta l'intention de se mettre lui-même à la tête

de l'armée destinée à envahir les Pays-Bas, d'où l'on conclut à Vienne que ce serait de ce côté qu'il déploierait ses principales forces et qu'il se bornerait à une attitude défensive sur le Rhin. Marie-Thérèse y répondit par un manifeste, dont le style lourd et diffus révèle la plume de Bartenstein. Déjà le prince Charles avait, dans un mémoire, émis l'avis de transporter le théâtre de la guerre aux Pays-Bas, afin d'éloigner autant que possible de l'Allemagne les ruines et les misères de la lutte. Mais la proposition fut écartée. On décida au contraire de réunir le gros de l'armée sur le Rhin et de reprendre le plan de la campagne précédente, c'est-à-dire, de tâcher de conquérir l'Alsace et la Lorraine. Un corps spécial devait s'établir dans la Bavière, dans le double but de conserver ce gage précieux du dédommagement de la Silésie, et de parer à une attaque éventuelle du roi de Prusse.

Le conseil aulique de guerre admit en principe la nécessité de commencer les opérations le plus tôt possible et de devancer l'ennemi. Mais, fidèle à la routine antique, il délibéra tant et tant qu'il devint impossible d'ouvrir les hostilités avant le mois de mai. Le mal était encore plus grand aux Pays-Bas.

L'armée chargée de les défendre se composait de troupes autrichiennes, hollandaises, anglaises et hanovriennes commandées respectivement par le duc d'Arenberg, le comte Maurice de Nassau et le feldmaréchal Wade. Chacun de ces généraux était indépendant, mais comme les Anglais et les Hanovriens constituaient le corps le plus nombreux, Wade reçut le commandement en chef par une sorte d'accord tacite.

Le 16 avril, le prince Charles, qui se trouvait encore à Bruxelles, réunit les généraux alliés en conseil de guerre, sauf Wade, non encore arrivé. Il leur communiqua ses informations et proposa de masser toutes leurs forces à Cambron, entre Mons et Ath et d'entamer immédiatement la cam-

pagne. Les Anglais et les Hollandais refusèrent de s'éloigner les uns de la mer, les autres des places qu'ils occupaient en vertu du traité de la Barrière. Finalement on convint de rassembler, le 10 mai, l'armée dans les places susdites: Wade, à son arrivée à Bruxelles, ne voulut pas entendre parler de ce plan, sous prétexte que les places en question ne pourraient nourrir tant de monde. Le prince lui offrit d'y faire transporter immédiatement pour douze jours de vivres. Wade parut un moment ébranlé, mais il ne tarda pas à soulever de nouvelles difficultés et se décida à établir, entre Anderlecht et Etterbeek, un camp où il réunit successivement toute l'armée. C'était abandonner aux Français le sud de la Belgique. Toutes les représentations qui lui furent faites demeurèrent inutiles. Les lettres du prince Charles à son frère expliquent cette étrange inertie.

« Ils sont intimidés de la supériorité du nombre des troupes « françaises, — écrit-il, le 1er mai. — Je ne puis espérer dans « le maréchal Wade moins de froid et de flegme et moins « d'irrésolution dans tous et principalement dans le comte « Maurice de Nassau », et le 5 mai : « A tout moment, ces « messieurs changent et, en vérité, je crois qu'ils ont peur, car « jamais je n'ai vu des gens plus indécis qu'eux. » La princesse Charles était frappée elle-même de tant de pusillanimité : « Cette guerre, mandait-elle à sa sœur, le 11 mai, se « prépare si faiblement de la part des généraux des puissances « alliées, avec tant d'irrésolution et avec des sentiments si « divisés et opposés entre eux que j'en désespère. »

Cependant, le 17 mai, l'armée française, divisée en deux corps, commandés l'un par le roi en personne, le second par le maréchal de Saxe, avait franchi la frontière belge.

Menin, assiégé le 28 mai, se rendit le 4 juin, alors que la garnison hollandaise n'avait encore perdu que six hommes,

et à la vue de l'armée des alliés qui, s'était avancée jusqu'à Audenarde, sur les instances du duc d'Arenberg, mais n'osait en bouger, Ypres, qui avait pour gouverneur le prince de Hesse Philipstad, succomba le 29 juin ; enfin Furnes, défendue par une garnison hollandaise, capitula le 11 juillet.

Le caractère vif, entreprenant et quelque peu optimiste de Marie-Thérèse ne pouvait s'accommoder des hésitations et des timidités qui contrariaient ses desseins en Italie et aux Pays-Bas. Elle comptait du moins être mieux secondée en Allemagne. Le 10 avril 1744, Traun s'était rendu à Munich pour prendre provisoirement le commandement de l'armée autrichienne, forte de 46,000 hommes d'infanterie et de 22,000 cavaliers. Avant son départ, il reçut de Marie-Thérèse la recommandation instante de commencer la campagne par un coup vigoureusement frappé, consistant à enlever les troupes bavaroises encore dispersées dans leurs quartiers d'hiver aux environs de Donauwerth, Kehl et Philipsbourg. On savait, en effet, à Vienne que l'empereur négociait, avec la France et la Prusse, la jonction de sa petite armée à celle de Louis XV contre l'Autriche. Ce fait d'armes eût réduit le pauvre empereur à une totale impuissance et facilité singulièrement le plan de campagne du prince Charles. Mais la reine avait compté sans les lenteurs ordinaires de Traun. Le feldmaréchal fit si bien qu'il se mit en route quand déjà les Bavarois s'étaient concentrés près de Heidelberg et occupaient, sous Philipsbourg, une position des plus fortes. Marie-Thérèse ne dissimula pas à son beau-frère combien ce désappointement lui était sensible : « On voit bien, lui écrivit-elle, que « ce n'est pas Khevenhuller. » Toutefois elle se borna, vis-à-vis de Traun, à lui recommander de réparer l'occasion perdue en imprimant plus d'activité à ses mouvements, et à prendre l'avance sur les Bavarois, au lieu de les suivre. Le 19

mai, le prince Charles arriva à l'armée et en prit le commandement. « Il la trouva magnifique. » Il venait du camp du maréchal Wade, emportant la conviction qu'il ne fallait rien attendre de ce côté et que le sort de la campagne était entre ses mains. Un instant il crut pouvoir encore en finir avec les Bavarois et s'approcha de Philipsbourg, mais, après avoir constaté les difficultés de l'attaque, il ne pensa plus qu'à opérer la dangereuse traversée du Rhin, en déjouant la double surveillance des Français et des Bavarois. Dans la soirée du 30 juin, son avant-garde franchit le fleuve, près de Schrek En prenant congé de la reine, à Vienne, le colonel Trenk, le célèbre chef de pandours, s'était engagé à mettre avant tout autre le pied sur le sol français. Il tint sa parole.

Le maréchal de Coigny accourut à Weissenbourg pour arrêter les progrès des Autrichiens. Cette petite ville venait d'être occupée par le colonel Forgacz avec un bataillon de son régiment. Le comte Nadasdy — commandant l'avant-garde autrichienne, lui envoya l'ordre de se retirer. Mais les Hongrois s'obstinèrent à rester dans la place. Ils soutinrent pendant deux heures l'attaque de forces supérieures et périrent presque tous, plutôt que de se rendre. Le 1er juillet, le prince Charles passa sur la rive gauche avec le gros de l'armée, et le 3 juillet passèrent les bagages et équipages de guerre.

L'heureux succès de cette opération transporta de joie le prince Charles. On raconte que, la veille de son embarquement, il avait écrit à la princesse : « Si je réussis à passer le Rhin, ma prochaine lettre sera datée de Paris. »

Vis-à-vis de son frère le grand-duc, il fut plus modeste :

« Enfin, mon cher frère, nous sommes en Alsace, je ne puis « vous dire comme nos régiments se sont comportés, surtout « les Hongrois, tant de cavalerie comme d'infanterie. Je

« compte vous demander au premier jour une grâce pour le « colonel Forgacz, s'il est vivant, parce qu'il a fait l'impos- « sible avec son régiment, ne s'étant jamais voulu rendre.....»

Marie-Thérèse et le grand-duc envoyèrent au prince les félicitations les plus enthousiastes.

Les deux frères avaient conservé une profonde affection pour leur pays natal et s'imaginaient la conquête de ce pays plus facile qu'elle ne l'était réellement. Ils fondaient en particulier de grandes espérances sur l'apparition personnelle du prince Charles, car ils croyaient savoir que les Lorrains supportaient avec impatience le joug de la France, et se soulèveraient en masse à l'approche de l'héritier de leurs anciens souverains. Ces illusions ne tardèrent pas à s'évanouir. Le 20 juillet déjà le prince écrivait à son frère : « Ma position est fort belle, mais non sans embarras pour moi. » Il voyait juste, et le cours des événements changea bientôt celui de ses pensées.

En apprenant l'invasion de l'Alsace par le prince Charles de Lorraine, le roi de France résolut de mener la plus grande partie de ses forces au secours de ses provinces de l'Est. La maladie le cloua à Metz. Mais un autre ennemi plus redoutable encore surgissait au Nord.

La paix de Berlin n'avait été dans l'esprit de Frédéric qu'une halte forcée dans la voie de ses convoitises ambitieuses. Il se servit du répit pour réparer les vides de ses régiments et de ses caisses épuisées, exercer ses soldats, mettre les places fortes de la Silésie en état de défense, et intriguer à St-Pétersbourg, à Stockholm, à Constantinople et à Paris pour susciter des ennemis à Marie-Thérèse. Tous les moyens d'atteindre ce but lui étaient bons, et il n'en négligea aucun. Depuis le commencement de l'année 1744, il négociait avec l'empereur et le roi de France, pour vendre le plus cher pos-

sible le concours de son armée aux adversaires de la reine de Hongrie.

« Le 24 de juillet 1744, écrit Charles VII dans ses *Notes « journalières*, le traité particulier, sous la garantie de « la France, entre le roy de Prusse et moi a été signé... « Ce qui m'a causé le plus de répugnance et m'a fait le « plus de peine dans les nouveaux engagements que je « viens de prendre, est la cession que j'ay dû faire à ce dit « roy de toute la partie de la Bohême au delà de l'Elbe... »

Ce que Charles VII n'ajoute pas, c'est que le roi s'engagea, de son côté, à lui garantir la haute Autriche pour lui, ses héritiers et descendants à perpétuité, aussitôt qu'il (Charles VII) en aurait fait la conquête.

Frédéric fit les derniers efforts pour obtenir l'adhésion des princes de l'empire à ce traité du 24 juillet conclu à Francfort, mais il ne réussit qu'auprès du palatin Charles Théodore et du landgrave de Hesse Cassel.

La cour de Vienne n'ignorait rien de ce réseau compliqué d'intrigues et de démarches perfides. L'irritation y était grande contre l'indigne monarque, qui, disait Marie-Thérèse, non content de lui avoir enlevé une riche province, allait partout lui suscitant des ennemis et excitant contre elle les puissances les plus hostiles à la chrétienté. « On voit par là, « écrivait le grand-duc de Toscane à son frère, l'abominable « caractère de ce monstre que j'ay en horreur » ; et le prince Charles lui répondait : « J'ay parfaitement reconnu l'infamie « du roy de Prusse, qui est plus infâme que jamais. »

De toutes parts arrivaient des communications précises sur les préparatifs de guerre de Frédéric II, et la reine s'attendait à apprendre d'un moment à l'autre l'entrée de l'armée prussienne en campagne. Seul Bartenstein conservait encore quelques doutes. « Je crois, mandait-il au grand-duc le 30

« juillet, que, les affaires de la reine allant bien, le roy de « Prusse osera moins que jamais entreprendre, au lieu que si « elles allaient mal, et qu'on reçût un échec près du Rhin « on l'aurait infailliblement sur les bras. » Toutefois, il se hâtait d'ajouter qu'on ne saurait jamais être assez sur ses gardes avec un pareil voisin. Les plus grandes précautions furent prises pour parer à toute éventualité.

Le 8 août, le comte de Dohna, ambassadeur de Prusse à Vienne, lut au grand chancelier Ulfeld, une lettre dans laquelle Frédéric déclarait que, ne pouvant voir d'un œil indifférent l'oppression de la dignité impériale, les violences commises dans les domaines de l'empereur et continuées par l'Autriche en dépit de toutes ses exhortations, il se voyait forcé, pour remplir son devoir comme prince de l'empire, de s'unir à d'autres membres du dit empire, et de prêter à Sa Majesté Impériale le secours d'une partie de ses troupes, le tout sans déroger aux dispositions de la paix de Berlin.

En même temps, Frédéric publia un manifeste conçu dans le même ordre d'idées, et affirmant qu'il prenait les armes uniquement pour sauvegarder la dignité de l'empire, rendre à l'empereur ses domaines héréditaires et rétablir la paix en Europe.

Le public accueillit mal la proclamation royale. Le Parlement anglais y répondit en votant un subside spécial de 150,000 livres sterling en faveur de la reine de Hongrie, et la population de Vienne se livra à de telles manifestations de colère, qu'il fallut employer la force armée pour protéger l'ambassadeur de Prusse contre les attaques de la foule. Depuis quelques mois déjà, la reine s'était préoccupée du soin d'obtenir des États de Hongrie le vote d'une seconde levée en masse. Le 10 août, elle se rendit elle-même à Presbourg, avec le grand-duc et une suite nombreuse. Elle y fut

reçue avec les marques les plus enthousiastes d'affection et de dévouement. La Diète se réunit le 18 août. Le valatch comte Palfy, vieillard plus qu'octogénaire, déclara que, si sa santé le lui permettait, il serait le premier à cheval pour suivre la reine. Ses paroles électrisèrent l'assemblée. Les comtes Joseph et François Esterhazy, Léopold Nadasdy, Louis Batthyany, Joseph Illeshazy se déclarèrent prêts à l'accompagner. Le comte Rodolphe Palfy, fils du palatin, fut élu chef de la levée du comitat de Presbourg. L'assemblée du comitat de Pesth, qui se tint le 26, ne montra pas moins d'entraînement. Les comtes Thomas Berenyi et Antoine Grassalkowics annoncèrent qu'ils marcheraient à la tête des volontaires du comitat. Bref, exaltés par la présence de leur reine, les Hongrois rivalisèrent de dévouement et le grand-duc, revenu à Vienne, pouvait lui affirmer que « l'animosité « de la nation contre les Prussiens était étonnante ». Aussi ajoutait-il : « Je me promets une forte insurrection, et au moins double de ce qu'elle a été en 1741, et cela bientôt. » Malheureusement ce bon mouvement ne se maintint pas. La réflexion venue, nombre d'ardents de la première heure se refroidirent et restèrent chez eux; d'autres prétendirent ne pas sortir de la Hongrie. Quelques comitats ne fournirent pas un seul homme, et des 30,000 hommes sur lesquels Marie-Thérèse comptait, il fallut rabattre au moins un tiers.

Lorsque, le 14 août, le roi de Prusse franchit les frontières de la Bohême, avec une armée de 80,000 hommes, Batthiany, sur l'ordre de la reine, s'était déjà porté sur Eger. Mais, malgré son vif désir de châtier de son parjure celui qu'il traitait d'ennemi du genre humain, le corps de 20,000 hommes qu'il commandait était trop faible pour qu'il pût faire autre chose que renforcer la garnison de Prague d'un

millier d'hommes, et attendre le prince Charles, déjà en marche vers la Bohême.

Marie-Thérèse lui avait bien envoyé les premiers régiments de la levée en masse qui traversèrent Vienne, mais ces troupes indisciplinées et quasi barbares lui donnèrent plus d'embarras que de secours, si l'on en juge par le fait que les volontaires de Warasdin, mécontents de lui malgré sa qualité de Hongrois, se révoltèrent et abandonnèrent leurs drapeaux, au nombre de mille.

L'aggression du roi de Prusse mettait à néant les rêves chers aux deux frères : le grand-duc, donnant au prince Charles communication des mesures prises à Vienne, ajoutait : « Tout le reste se joindra en Bohême pour donner « de toutes nos forces sur le roy et non seulement le chasser « de Bohême, mais même de la Silésie et au delà, car je me « flatte que si l'on le rosse une fois bien, cela lui pourroit « coûter cela, et il le mérite, n'ayant ni foy, ni honneur, ni « religion..... Ce seroit beaucoup que d'écraser ce diable-là « tout d'un coup et de le mettre hors d'état de devoir jamais « le craindre. Et c'est ce que j'espère de la divine Providence. »

Il faut dire à l'honneur du prince Charles qu'il n'hésita pas un instant, à faire son devoir,quoi qu'il lui en coûtât. Le 20 août, il réunit ses généraux en conseil de guerre et leur apprit que Frédéric II était déjà en Bohême. Traun démontra que le sort des états héréditaires de l'Autriche dépendait de l'armée du Rhin ; qu'il fallait en conséquence éviter une bataille avec les Français, vu que la victoire la plus complète resterait stérile, puisqu'en tout cas, il fallait repasser le Rhin. Il termina en disant qu'arriver en Bohême sans perte équivaudrait à une bataille gagnée. Tous les généraux sans exception applaudirent à ses paroles. Traun était l'âme de l'armée. Le prince Charles, un peu entiché de son propre

mérite, était seul à ne pas s'en apercevoir, mais à part cette naïve illusion, il lui rendait pleine justice :

« Le feldmaréchal Traun, — écrivait-il au grand-duc, le 1er juin, — est le plus honnête homme que je connaisse, mais « il n'entre dans aucun détail et semble être tout nouveau « dans le métier. Pardonnez si je vous mande cela, mais c'est « que la chose est comme je vous le dis, et s'il étoit seul, je « crains qu'il ne se remueroit pas de sa place, mais du reste, « un parfait honnête homme et dont je ne sçaurois trop me « louer comme il a des attentions pour moy. »

On connaissait mieux la véritable situation à la cour. L'envoyé de Venise à Vienne, Contarini, dans sa correspondance, dit : « Tout s'est passé en parfaite intelligence entre le « prince et le maréchal Traun, mais comme ce dernier « personnage est éminemment modeste, il laisse tout le « mérite à qui lui est supérieur par la naissance. A la ville et « la cour, on en fait le plus grand éloge et l'on se plaît à « reconnaître que ses conseils sont pour beaucoup dans les « succès obtenus. »

Le passage sur la rive droite du Rhin s'opéra le 23 août, très heureusement, selon les rapports du prince, non sans pertes sérieuses, s'il faut en croire les mémoires du maréchal de Noailles, chargé du commandement des forces françaises en Alsace pendant la maladie du roi de France. Charles prit immédiatement la route de Bohême, après avoir considérablement renforcé la garnison de Fribourg en Brisgau. Il s'avança avec une rapidité prodigieuse pour lui et pour les habitudes autrichiennes, car il arriva le 10 septembre à Donauwerth, d'où il alla passer quelques jours à Vienne. Le 27 il était de retour à l'armée et, le 2 octobre, il fit sa jonction, à Mirotitz avec le corps de Batthyany.

En quittant Vienne, il ne se doutait pas que le récit de ses

hauts faits sur le Rhin et des exploits qu'il comptait accomplir en Bohême, avait piqué d'honneur son frère le grand-duc. Marie-Thérèse raconte l'incident avec une grâce charmante dans une lettre à sa sœur :

« J'ai par ma méchanceté causé la fièvre au *vieux :* tout à « coup l'idée lui est venue d'aller à l'armée, mais avec une « telle envie qu'il a fait déjà tout cet été, d'abord que la « danse alloit recommencer dans mes pays, raccommoder son « équipage, et après que tout a été fait, il commença tout « doucement à m'y préparer ; au commencement je n'ai fait « que badiner, mais à la fin, j'ai vu que ça étoit tout de bon ; « je suis recouru à nos instruments ordinaires, les caresses, « les pleurs ; mais que peuvent ceux-ci sur un mari après « neuf ans de mariage? Aussy n'ai-je rien obtenu, quoique du « meilleur mari du monde. J'ai enfin repris ma colère, qui m'a « sy bien servi que moy et lui sont tombés malade. La saignée « m'a remise, et je suis asteur dans l'état d'espérer plus que de « craindre. Ne pouvant surmonter les raisons que intérieure- « ment j'ay dû avouer moy-même plausibles, je commence à « ne les plus combattre, à lanterner d'un jour à l'autre et « gagner du temps, mais s'il partoit encore, je le suis, ou « m'enferme dans un couvent » (4 octobre 1744).

Le lecteur nous pardonnera de l'avoir distrait par ce petit tableau d'intérieur, d'un naturel exquis, qui repose l'esprit et, dans la reine, nous révèle si délicatement la femme. Revenons à notre récit.

A ce moment, Frédéric était maître de presque toute la Bohême ; mais l'accueil qu'il y reçut contrasta singulièrement avec celui dont il avait été l'objet en 1741. La noblesse courut aux armes, forma des corps francs et les conduisit à Prague pour défendre la ville. Les paysans coupèrent les routes, refusèrent tout concours aux Prussiens et se réfugiaient dans

les forêts. Frédéric eut la bassesse de s'en irriter. Le château de Tetschen et la ville de Lobositz, pour s'être défendus quelques jours, furent pillés et saccagés. Le 10 septembre, le maréchal de Schwerin ouvrit les tranchées contre Prague. Le feldzeugmeister O'Gilvy, qui commandait la garnison, ne fut pas à la hauteur de sa mission. Le 13, à l'apparition de quelques déserteurs prussiens, une panique éclata. La bourgeoisie pensant la ville prise d'assaut s'affola, et O'Gilvy crut devoir capituler le 16. La garnison entière, composée de 3,000 réguliers, de 600 Croates et d'une dizaine de milliers de miliciens demeura prisonnière de guerre.

Après la prise de Prague, Frédéric se porta vers le Sud et s'empara successivement de Budweis et de Frauenberg. Partout il trouva le pays désert, les greniers vides, la population hostile. Il ne rencontrait pas de résistance, mais des nuées de cavalerie légère enlevaient les vivres, les bagages, les détachements isolés et ne laissaient pas de repos aux Prussiens. Aussi le prince Charles, en le voyant s'avancer sur l'Autriche et s'éloigner de sa base d'opérations, s'écriait-il : « S'il fait cela, nous le ferons mourir de faim, et en vérité je « crois que le bon Dieu l'a aveuglé, car ses mouvements sont « ceux d'un fou. »

Frédéric ne tarda pas à reconnaître la faute qu'il avait commise, Il commença à reculer et abandonna successivement Tabor, Budweis, Frauenberg, où il laissa de petites garnisons qui furent bientôt obligées de se rendre à discrétion. Dans ces circonstances, rien ne lui serait venu mieux à point que l'occasion de livrer une bataille. Mais le prince Charles et Traun n'entendaient nullement lui offrir cette occasion, aussi longtemps, du moins, qu'ils n'auraient pas reçu le renfort de troupes que le duc de Saxe Weissenfelt devait leur amener, en vertu d'une convention du 13 mai 1744, addition-

nelle à celle du 20 septembre 1743. Par l'acte du 13 mai, le roi de Pologne s'était engagé à fournir à l'Autriche, en cas de nécessité, un secours de 20,000 hommes au lieu des 6,000 mentionnés dans la convention du 20 décembre.

De son côté, l'Autriche avait porté le chiffre de son engagement à 30,000 hommes au lieu de 20,000. Dès l'entrée de Frédéric II en Bohême, Marie-Thérèse avait réclamé de la Saxe l'assistance promise. L'électeur roi la fit attendre, en essayant d'exploiter à son profit la situation de la reine de Hongrie, mais le danger qu'il courait lui-même le détermina à s'exécuter et le 22 octobre, un corps d'armée saxon, fort de 17,000 hommes, fit sa jonction avec l'armée autrichienne, près de Wosseczan, à deux lieues au nord de Chlumetz. L'ensemble de ces forces réunies montait à 70,000 hommes. Le roi de Prusse n'en avait que 60,000 sous ses ordres, mais il comptait sur la supériorité de son infanterie et sur les difficultés du terrain peu favorable au déploiement de la nombreuse cavalerie autrichienne. Aussi ne négligea-t-il rien pour déterminer les alliés à accepter la bataille.

Dans l'après-midi du 24 octobre, il sortit de son camp de Konopischt en huit colonnes, se dirigeant au sud vers Janowitz où le prince Charles avait pris la veille une forte position. Du sommet des hauteurs qu'il occupait, sa vue s'étendait jusqu'au delà du ruisseau coulant devant son front, et dont les ponts ou les gués se trouvaient dans le rayon de portée de son artillerie.

A l'approche des Prussiens, Charles renforça ses points faibles. Arrivé à une lieue du camp saxo-autrichien, Frédéric rangea son armée en bataille. Charles en fit autant, et les deux armées passèrent ainsi la nuit sous les armes. Le prince et Traun se postèrent à un feu de bivouac de l'aile gauche, formée par les Saxons. L'avant-garde avait ordre de multi-

plier les patrouilles pour éviter toute surprise. La lune brilla toute la nuit, sans qu'un seul coup de feu se fit entendre. Chefs et soldats étaient sous la fiévreuse impression de l'attente de la bataille, car les déserteurs prussiens que l'on recueillit pendant la nuit, déclarèrent tous que l'attaque était commandée pour l'aube. De fait, au point du jour, on aperçut une colonne prussienne en marche contre l'aile gauche. Charles se hâta d'y envoyer trois régiments d'infanterie et autant de cavalerie. Le duc de Saxe Weissenfelt se porta en avant pour se mieux établir sur ses positions, mais le roi fit arrêter ses troupes et, après avoir poussé une reconnaissance vers l'aile droite des alliés, il ramena son armée en bon ordre dans son camp.

On connaissait l'ardent désir qu'avait la reine de voir le plus dangereux de ses ennemis écrasé d'un seul coup dans une grande bataille, aussi le prince fut-il assiégé d'instances le suppliant de profiter de la circonstance et de tomber sur les Prussiens. Charles regarda Traun. Le vieux maréchal, devinant la question, répondit nettement que l'assaillant, quel qu'il fût, serait infailliblement battu. C'est, ajouta-t-il, ce que le roi a compris, c'est ce que nous devons comprendre à notre tour, et, indiquant le terrain qui devait servir de champ de bataille, il démontra l'impossibilité de diriger une attaque, sans s'exposer à une défaite certaine.

Frédéric, pressé par le manque de subsistances, fut obligé d'abandonner la partie et de chercher à se rapprocher de Pardubitz. Finalement il passa l'Elbe à Kolin, le 9 novembre, mit ses troupes en cantonnements et fortifia les points de traversée du fleuve.

Après un essai infructueux tenté le 14 novembre, les alliés réussirent à franchir l'Elbe près de Teltschitz et de Koitz, et prirent position sur la rive droite, en repoussant une chaude attaque des Prussiens. La dispersion des troupes de Frédéric

dans leurs cantonnements eût permis à un ennemi plus entreprenant de les détruire en détail, ou du moins de leur infliger de grandes pertes. Mais Charles et Traun se contentèrent de s'avancer jusqu'à Elbeteinitz, et ils donnèrent ainsi au roi de Prusse le temps de rassembler ses troupes et de se retirer sur Koniggrätz. Frédéric évacua même Pardubitz après avoir fait mettre le feu au magasin. Mais le colonel de Buccow entra à Pardubitz sur les talons des Prussiens, éteignit l'incendie et sauva la plus grande partie des subsistances emmagasinées.

Le 19 novembre, le comte Einsiedel reçut du roi l'ordre d'évacuer Prague, seul point de la Bohême où il eut assez de troupes et de ramener la garnison en Silésie.

Loin d'imiter la prudence de Belle-Isle en pareille occasion, Einsiedel perdit beaucoup de temps en préparatifs et, le 23 novembre, il fit annoncer publiquement son départ pour le lendemain. Les habitants se hâtèrent de transmettre cet avis au major de Simbschen, qui commandait un gros détachement de troupes dans le voisinage de la ville ; et, lorsque les Prussiens commencèrent leur marche, il les attaqua vivement.

Poursuivi tout le long de sa route par la cavalerie hongroise, Einsiedel courut grand risque d'être coupé par les troupes alliées. Enfin, à Friedland, il rencontra le lieutenant-général de Nassau que Frédéric avait envoyé au devant de lui avec 12,000 hommes, et tous deux rentrèrent en Silésie.

Marie-Thérèse se réjouit d'apprendre que la Bohême était entièrement délivrée, mais ce ne fut pour elle qu'une première et insuffisante satisfaction. Plus que jamais, elle était dévorée du désir de recouvrer la Silésie et quelle que fût la répugnance du prince Charles à tenir sur pied, au fort de l'hiver,

son armée fatiguée, elle exigea qu'il en entreprît la conquête. Il commença par envoyer ses troupes légères dans le comté de Glatz, sous les ordres de Nadasdy et de Ghillanzi. Puis il les suivit et entra à Neustadt, le 21 décembre. Toutefois, comme il renouvela ses doléances, la reine crut ne pouvoir mieux faire que de diriger sur la Silésie les forces fournies par la levée en masse de la Hongrie, en leur donnant pour chefs le comte Esterhazy, *Judex Curiae* et le lieutenant feldmaréchal de Festetics, auxquels elle adjoignit encore le général de cavalerie François Esterhazy, les lieutenants feldmaréchaux Spleny et Caroly, ainsi que le général Andrassy.

Vers le milieu de décembre, Esterhazy mena cette foule armée en Silésie par Oderberg. Il n'en put tirer que difficultés et embarras de toute espèce. Chacun de ces soldats improvisés n'aspirait qu'à regagner ses foyers. En quelques jours le contingent du comitat de Presbourg se fondit à tel point, qu'il fallut renvoyer son colonel, Rodolphe Palfy, à Presbourg pour rallier les débandés et les décider à rentrer en campagne. Les gens des autres comitats ne se conduisirent pas mieux, et il ne fut pas difficile au prince de Dessau, qui prit le commandement de l'armée prussienne après le départ du roi pour Berlin, de purger la Silésie de ces bandes indisciplinées. D'autre part le prince Charles ayant ramené son armée en Moravie, Prussiens et Autrichiens prirent leurs quartiers d'hiver.

Si la campagne de Bohême avait peu répondu aux cupides espérances de Frédéric II, celle du sud de l'Allemagne n'eut pas d'issue plus avantageuse pour Marie-Thérèse.

Le maréchal de Noailles s'était donné peu de peine pour poursuivre et inquiéter le prince Charles, après le passage des Autrichiens sur la rive droite du Rhin. Il franchit le fleuve

tout à son aise, puis il alla mettre le siège devant Fribourg, laissant Seckendorf s'avancer vers la Bavière avec les troupes impériales et vingt bataillons français. Seckendorf recueillit, sur sa route, des renforts venant de la Hesse et du Palatinat, et se trouva ainsi à la tête de 32,000 hommes, tandis que le lieutenant feldmaréchal de Bernklau ne disposait que d'une vingtaine de mille soldats, en y comprenant les garnisons d'Ingolstadt, de Braunau et de Passau.

Dans ces conditions, Bernklau pouvait difficilement faire tête au péril qui le menaçait. De Vienne, où Marie-Thérèse suivait avec anxiété ce qui se passait en Bavière, on lui promit un renfort de six mille soldats des frontières qui, pour arriver plus vite, devaient voyager en poste jour et nuit. Mais, en dépit de toutes les diligences faites, ils n'arrivèrent pas à temps. Seckendorf prit Donauwerth et put traverser aisément le Danube. Bernklau ne se crut pas même en mesure de s'établir derrière le Lech. Il se retira vers Munich, où Batthiany entra en même temps que lui pour prendre le commandement des troupes autrichiennes. Batthiany ne put faire autrement que Bernklau. Le 15 octobre, il évacua Munich et marcha dans la direction de Landshut, laissant dans la capitale de la Bavière le colonel Lutzen, avec ordre de défendre le passage de l'Isar avec la dernière énergie. Lutzen n'en fit rien, ce qui força le général autrichien à se retirer derrière. En apprenant l'évacuation de Munich, Charles VII, bien que malade depuis plusieurs mois, se crut suffisamment guéri pour se rendre à Augsbourg. Le 22 octobre, il rejoignit son armée et, le lendemain, la conduisit à Munich, où la population l'accueillit avec les plus touchants transports de joie. Près de lui se trouvait le maréchal de Schmettau, chargé spécialement par le roi de Prusse d'enlever le commandement des forces bavaroises à Seckendorf, qu'il haïssait d'une

haine mortelle depuis la guerre de Turquie. Sur ses conseils, l'empereur poursuivit les Autrichiens et s'empara de Reichenhalt et de Burghausen. Le 1er décembre, Seckendorf décidément évincé par Schmettau, se démit du commandement et quitta la Bavière.

Les deux armées prirent leurs quartiers d'hiver, les Bavarois dans les environs de Vilshofen, d'Ortenburg et de Furstenzell, les Autrichiens sur la rive droite de l'Inn et de la Salza.

Après s'être emparé de Fribourg, vaillamment défendu, Louis XV revint à Paris, où il fut rejoint par le maréchal de Saxe dont l'activité avait dû se borner, après le départ du roi pour l'Alsace, à garder les avantages déjà conquis, à cause de la faiblesse de ses forces. Toutes les instances furent faites par Marie-Thérèse pour obtenir plus d'énergie et imprimer plus de vigueur aux opérations de l'armée hollando-anglaise. Mais en présence de l'obstination du maréchal Wade et du comte de Nassau à ne pas se départir de leur inertie, la cour de Vienne en vint à supposer, non sans raison, un accord secret entre les puissances maritimes et le roi de Prusse. La reine ne put dissimuler l'amertume qu'elle en ressentit, mais un événement profondément douloureux vint, en la frappant au point le plus sensible de son cœur, lui faire oublier cette épreuve.

Le 17 décembre 1744, la mort lui enleva, à Bruxelles, la princesse Charles de Lorraine. Elle aimait tendrement cette sœur unique, dont les rares qualités justifiaient pleinement cette tendre et presque maternelle affection. Aussi sa désolation fut-elle immense. « Le coup le plus accablant que le « bon Dieu aurait pu m'envoyer, écrivit-elle le 8 janvier 1747, « à Van Swieten, qui avait soigné la princesse, est la perte « de ma sœur. La tendresse avec laquelle je vis dans ma

« famille l'augmente tous les jours, et le temps qui guérit ces « sortes de pertes ne fera que l'aigrir de plus en plus. Je « vois clairement les décrets de Dieu s'opérer en moi, me « soutenant avec sa grande grâce pour poursuivre le chemin « des travers, chagrins et larmes qu'il m'a prescrit; aussi m'y « soumets-je volontiers et n'attends la récompense que dans « l'autre monde. »

A cette époque, elle avait déjà fait accepter à Van Swieten le poste de médecin près de sa personne, et la haute faveur dont elle l'honora toujours prouve sa reconnaissance pour les soins dévoués prodigués à l'archiduchesse Marianne. Marie-Thérèse oublia bien des injures, jamais elle n'oublia un service rendu.

CHAPITRE CINQUIÈME.

SOMMAIRE. — Mort de l'empereur Charles VII. — Négociations avec le jeune électeur de Bavière. — Paix de Füssen. — Négociations entre l'Autriche et la Saxe. — Marie-Thérèse et le grand-duc de Toscane. — Choix des chefs des diverses armées. — La guerre aux Pays-Bas. — La bataille de Fontenoy racontée par le maréchal comte de Kœnigsegg. — Mœurs militaires autrichiennes. — La guerre en Bohême. — Bataille de Hohenfriedberg. — Pression du ministère anglais sur Marie-Thérèse dans le but d'amener la paix avec la Prusse. — Convention de Hanovre. — Résistance de Marie-Thérèse. — François de Lorraine est élu empereur d'Allemagne. — Son couronnement à Francfort. — Bataille de Soor. — Lamentable défaite du prince Charles de Lorraine. — Négociations secrètes avec la France. — Le comte Frédéric de Harrach. — Plans de campagne d'hiver contre la Prusse. — Les variations et les échecs. — Bataille de Kesselsdorf. — Fuite du roi Auguste à Prague. — Prise de Dresde. — Paix de Dresde.

UN événement survint, qui modifia profondément les vues politiques de Marie-Thérèse. Le 20 janvier 1745, mourut subitement à Munich l'empereur Charles VII, électeur de Bavière. « C'était, dit l'envoyé vénitien à Vienne, Erizzo, un « prince doué de qualités remarquables; son discernement « était perspicace, son intelligence supérieure, mais il stérilisa « tous ces dons par une passion exclusive : celle de vouloir « s'élever à la suprême dignité de l'empire. » Sa fin fut hâtée par les progrès rapides des armes autrichiennes en Bavière et l'angoisse de se trouver encore une fois forcé de quitter Munich. Le comte de Chavigny, l'un des plus habiles diplomates de Louis XV, qui était en ce moment à la cour de Bavière, avait eu à subir, à la nouvelle de la prise d'Amberg par le lieutenant feldmaréchal de Thüngen, les reproches

amers de l'infortuné monarque qui se croyait abandonné par le cabinet de Versailles.

Charles VII n'avait laissé qu'un fils, alors âgé de dix-huit ans à peine, qui lui succéda comme électeur de Bavière, mais trop jeune assurément pour penser à briguer l'écrasante dignité sous laquelle son père avait succombé. Or, depuis longtemps, Marie-Thérèse nourrissait au plus profond de son cœur, l'implacable désir, latent, contenu par les circonstances, mais toujours prêt à éclater, de reconquérir pour la maison d'Autriche la couronne impériale, en la plaçant sur la tête de François de Lorraine.

La mort de Charles VII, en ouvrant tout à coup un vaste horizon à ses aspirations, la délivrait du poids qui l'oppressait. Heureuse de ne plus avoir à employer des combinaisons plus ou moins boiteuses pour atteindre son but, et de retrouver la liberté d'y marcher sans détours, elle comprit d'autant mieux la nécessité de renoncer sans hésitation à la Bavière et de conclure la paix le plus tôt possible avec le jeune électeur et avec la France, que, dans son for intérieur, elle rêvait non plus seulement le retour de la Silésie entre ses mains, mais encore une mutilation telle des domaines de Frédéric qu'il fût désormais hors d'état de lui nuire.

Les premiers renseignements venus de Munich furent de nature à encourager la reine dans ses espérances. Le nonce accrédité auprès de l'empereur lui fit savoir, par son collègue de Vienne, que Charles VII, peu de temps avant sa mort, avait recommandé à son fils de se réconcilier avec l'Autriche, et que l'impératrice douairière prêchait chaudement cette réconciliation. Il fit remarquer de plus que le jeune électeur n'avait pas pris, à son avènement, le titre de roi de Bohême. Décidée à agir, elle donna l'ordre à ses généraux de presser les opérations militaires et, en même temps, invoquant l'appui

des électeurs de Mayence et de Cologne, elle leur fit connaître les conditions auxquelles elle consentirait à s'accommoder avec la Bavière, savoir :

1° Reconnaissance du titre d'empereur de feu Charles VII et de celui d'impératrice pour sa veuve.

2° Restitution au jeune électeur de tous les états possédés par son père antérieurement à l'année 1745.

3° Renonciation de la reine à tous dommages et intérêts, renonciation légale de l'électeur à toute prétention contraire à la pragmatique sanction.

4° Engagement de l'électeur de ne faire aucun obstacle à l'exercice du vote électoral de Bohême par Marie-Thérèse.

5° Promesse formelle dudit électeur de donner sa voix pour l'empire au grand-duc de Toscane, et de solliciter dans le même sens l'électeur Palatin et celui de Cologne.

6° Adhésion du même à l'association formée par cinq cercles impériaux des frontières allemandes, dans le but de faire évacuer le sol de l'Allemagne par les troupes étrangères et de contraindre la France à donner satisfaction pour le passé.

7° En cas où l'Autriche traiterait avec la France avant de s'accommoder avec la Prusse, engagement dudit électeur de fournir 6,000 hommes aux armées autrichiennes contre Frédéric II.

Les gouvernements anglais et hollandais ainsi que l'électeur de Mayence, déclarèrent que ces propositions étaient pleinement acceptables. L'électeur de Cologne, frère du défunt empereur, fit des difficultés ; il éleva des prétentions inadmissibles, qui furent naturellement accueillies par l'inexpérience de Maximilien-Joseph. Inquiète de ces retards et de ces tergiversations, la reine eut recours aux seuls arguments susceptibles d'être compris de ses adversaires. Elle donna l'ordre à Batthyany, que secondaient les lieutenants feld-

maréchaux de Browne et de Bernklau, de marcher énergiquement en avant. Batthyany obéit aussitôt, il se mit en marche le 21 mars 1745, avec un corps de sept mille hommes. Le 29, il s'empara de Vilshofen et fit prisonnière de guerre la garnison forte de 3,000 Bavarois et Hessois. L'épouvante remplit le pays. Landau, Dingolfing et Straubing se rendirent sans résistance, et les Bavarois se retirèrent sur Landshut. Le 16 avril, il rencontra près de Pfaffenhofen un corps d'armée française, sous les ordres du marquis de Ségur, le battit et en quelques semaines fut maître de presque toute la Bavière. L'électeur se réfugia à Augsburg. Batthyany s'arrêta devant les murs de Munich, sur l'ordre de Marie-Thérèse, ordre donné par égard pour l'impératrice douairière qui n'avait pas quitté sa capitale. Il exigea toutefois que les magistrats de la ville vinssent lui faire leur soumission. Certes, dans ces circonstances, l'amour-propre blessé de Marie-Thérèse a pu être tenté d'imposer au fils de l'usurpateur de la Bohême des conditions draconiennes, mais, politique aussi habile qu'élevée, elle dédaigna ces mesquines satisfactions. Elle ne changea rien à ses propositions. Elle fit plus : elle promit à l'électeur d'intervenir auprès des puissances maritimes afin de lui obtenir les subsides suffisants pour l'entretien de 6,000 soldats, et s'engagea même à lui avancer, sur ces mêmes subsides, un à-compte de 400,000 florins. Elle consentit enfin à ne pas insister sur l'obligation, d'abord imposée à l'électeur, de mettre les 6,000 soldats en question à la disposition de la reine de Hongrie pour servir contre les Prussiens.

Les préliminaires de la paix furent enfin signés à Füssen, dans la matinée du 22 avril 1745. L'annonce de cet événement fut accueillie en Bavière avec une grande joie. « Vous ne sauriez croire, écrit un Français, le 11 mai, combien tout le monde est devenu Autrichien, depuis la paix faite. » Au moment

de ratifier ce traité, Marie-Thérèse manifesta son mécontentement de ce que, à la fin des préliminaires, ses plénipotentiaires eussent laissé insérer la clause d'une amnistie générale, comprenant la restitution des biens, honneurs et dignités, en faveur des sujets autrichiens qui avaient été condamnés ou exilés à l'occasion de leurs comportements dans la guerre de Bohême. Toutefois elle ne refusa pas sa signature, mais elle déclara qu'elle ne tolérerait jamais que les comtes de Kaiserstein, Kolowrat, Lazanzky et autres traîtres, prétendissent revenir en Bohême et qu'ils devraient se contenter de jouir de leurs revenus à l'étranger. Reine, elle avait pardonné à son spoliateur, Charles-Albert; femme, elle ne sut oublier l'injure de quelques ingrats.

Cependant le cabinet de Versailles n'avait pu voir avec indifférence la maison d'Autriche s'ouvrir de nouvelles voies à l'empire ; aussi ne perdit-il pas de temps pour chercher à susciter un concurrent au grand-duc de Toscane. Il porta ses vues sur le roi de Saxe. Sur les instances du marquis de Valori, envoyé de France à Berlin, Frédéric II feignit de se rallier à cette combinaison, bien qu'il la regardât comme impraticable, à cause de l'incompatibilité de la couronne de Pologne avec celle de l'Allemagne. Aussi avait-il fait presser le nouvel électeur de Bavière de poser sa candidature à l'empire. Son but secret était de séparer la Saxe de l'Autriche. La chute de lord Carteret, devenu comte de Granville, due à l'excès de complaisance de ce ministre vis-à-vis du roi Georges II, le mit dans une grande inquiétude, car le cabinet du duc de Newcastle, qui succéda au ministère Granville, était peu sympathique à la Prusse. Le discours de la couronne, au parlement anglais, annonça l'intention de pousser la guerre avec un redoublement d'énergie, et le roi, parlant de Frédéric II à Wasner, l'envoyé autri-

chien à Londres, ne craignit pas de lui dire « qu'il croyait « indispensable d'employer sans délai toutes ses forces, d'écra- « ser le roi de Prusse, de le mettre au ban de l'empire et de « transférer son électorat à son frère ». Le duc de Newcastle ajouta : « Le roi a tiré l'épée contre la reine de Hongrie, il « est irréconciliable avec la cour de Saxe et ne pardonnera « jamais à celle de Hanovre. »

Loin donc d'intervenir, comme Frédéric le lui demanda, près de Marie-Thérèse, dans une intention pacifique, le ministère anglais fit tous ses efforts pour amener une entente cordiale entre la Saxe et l'Autriche. Il rencontra une certaine résistance chez la reine de Pologne, humiliée de se trouver inférieure à sa sœur cadette, l'impératrice, femme de Charles VII, chez le favori de l'électeur-roi, le comte de Brühl, que flattait la perspective de devenir chancelier de l'empire et chez certains juristes de Dresde, rêvant déjà de se réveiller, un beau matin, conseillers auliques impériaux. En revanche, il trouva meilleur accueil chez l'électeur-roi, dont l'indolence et la frayeur de tout souci s'alarmaient aisément. Au fond, celui-ci considérait Frédéric comme un voisin dangereux, trop avide du bien d'autrui pour laisser à cet autrui la moindre sécurité, et qu'il était urgent de réduire à l'impuissance de nuire. Il continua le double jeu de négocier en même temps avec l'Autriche et la France, non qu'il hésitât encore entre les deux puissances, mais parce qu'il s'obstinait dans la prétention de se faire payer son alliance par l'abandon des trois duchés Silésiens de Sagan, Glogau et Jauer. Or Marie-Thérèse, loin d'y consentir, pensait à recouvrer la Silésie et réclamait le renouvellement de la garantie de la pragmatique sanction. Divisés sur ce point capital, Marie-Thérèse et Auguste de Saxe s'accordaient à repousser l'offre faite par le roi de Prusse de renouveler la paix de Berlin et, à cette condition, de donner

sa voix d'électeur de l'empire au grand-duc de Toscane. Les puissances maritimes, préoccupées avant tout du désir de tourner contre la France le plus de forces possible, essayèrent d'établir la paix entre l'Autriche et la Prusse, en prenant pour base la restitution de la Silésie à la reine de Hongrie. Mais devant le refus de Marie-Thérèse, elles se bornèrent provisoirement à presser la Saxe et l'Autriche de s'entendre au plus tôt.

Cette intervention et la menace du retrait des subsides anglais exercèrent une certaine influence sur l'électeur-roi. Le 15 mars 1745, il consentit à l'échange des ratifications du traité de Varsovie du 8 janvier. Mais au dernier moment, assailli d'un regain de mauvaise humeur, il déclara n'avoir donné son consentement que pour faire résoudre de suite la négociation particulière entamée avec la reine de Hongrie, sur la part qui lui revenait dans les conquêtes éventuelles.

Les pourparlers durèrent encore six semaines. Auguste de Saxe, subitement tourmenté du double regret d'être obligé de renoncer à la couronne impériale que lui offraient les ennemis de l'Autriche et de la voir reportée sur la tête du grand-duc de Toscane, abondait en propositions absurdes. Tantôt, sous prétexte que François de Lorraine ne possédait aucun domaine sur le sol allemand, il imaginait de briguer la couronne impériale et de faire élire en même temps l'archiduc Joseph, roi des Romains, tantôt il exigeait de Marie-Thérèse la cession de la Silésie ou de la plus grande partie de la Bohême. Enfin, lorsque battu dans toutes ces combinaisons possibles et impossibles, il se fut assuré que l'électeur de Bavière était décidé à donner sa voix au grand duc de Toscane et que ce dernier serait indubitablement élu, il se résigna à ce qu'il ne pouvait empêcher, non sans ajouter la réserve que, si la majorité des électeurs de l'empire se prononçait en sa faveur, il lui serait loisible d'accepter cette élection.

La convention qui résume tous ces échanges de vues, offre quelques particularités remarquables. C'est ainsi que les hautes parties contractantes s'engagèrent à ne pas déposer les armes, avant d'avoir enlevé au roi de Prusse, non seulement la Silésie et le comté de Glatz, mais encore une partie de ses états héréditaires. Elles prévoient toutes les éventualités de succès, et passent sous un silence éloquent celles d'un échec complet ou partiel, tant elles sont sûres de vaincre. La peau de l'ours est escomptée et partagée de toutes les façons possibles, avant que la bête soit tirée. L'hypothèse qu'elle puisse continuer à vivre est insolemment écartée.

Au point de vue de l'empire, l'électeur de Saxe obtient que Marie-Thérèse et le grand-duc solliciteront par écrit son suffrage. Tous deux se soumettent à cette exigence et y font droit. Mais, comme ils ont négligé de stipuler que la réponse soit favorable, l'électeur en profite pour se donner la consolation de se perdre en banalités vagues qui ne l'engagent à rien. La femme d'esprit passa sur cette inconvenance. Elle ne montra pas moins de longanimité vis-à-vis de la czarine Elisabeth, dont elle recherchait l'alliance contre la Prusse. Les négociations furent longues et entrecoupées de diverses péripéties ; elles n'avaient pas encore amené de résultats, lorsque déjà la guerre sévissait aux Pays-Bas et en Italie.

A Vienne, on avait longuement délibéré sur le choix des commandants des divers corps d'armées. L'influence de Bartenstein conserva Lobkowitz à la tête de l'armée d'Italie, sans le rendre plus capable et plus hardi. Quant aux Pays-Bas, les puissances alliées, mettant à profit l'expérience malheureuse de la campagne de 1744, s'étaient rangées à l'idée de placer les forces destinées à y opérer, sous le commandement d'un chef unique, qui ne pouvait être autre, à leurs yeux, que le prince Charles de Lorraine. Les succès de sa campagne sur le

Rhin et en Bohême avaient d'autant plus ébloui la cour de Vienne, que le prince y était généralement très aimé. L'excellent homme avait été le premier à se griser de sa propre gloire, au point de railler doucement le modeste subordonné qui la lui préparait silencieusement de toutes pièces. Traun n'était pour lui qu'une utilité secondaire et négligeable. Certaines circonstances atténuantes peuvent cependant être invoquées en sa faveur. Outre que l'humilité ne fleurit guère dans les jardins d'Altesses, il convient de faire la part de Marie-Thérèse dans l'excès d'estime que professait Charles de Lorraine pour ses propres talents militaires. La reine n'admettait pas que le grand-duc se séparât d'elle et elle refusait absolument de le laisser partir pour l'armée. Le « vieux, » ainsi qu'elle l'appelait familièrement, qui ne manquait ni d'esprit, ni de bon sens, comprit très bien, après deux ou trois tentatives infructueuses de révolte, la nécessité de se résigner au rôle de prince consort, pour assurer la paix du ménage. Il se consola en entretenant avec son frère, qu'il aimait beaucoup, une correspondance très suivie et en assistant à toutes les séances du conseil aulique de guerre. La présence du prince Charles à la tête de l'armée était donc pour Marie-Thérèse une garantie de repos intérieur. En effet, lorsqu'on la trouve si émue du projet formé par le grand-duc de se rendre à l'armée de Bohême, on est tout naturellement tenté de se demander pourquoi elle s'empresse de rappeler le prince Charles des Pays-Bas, où sa situation personnelle lui eût donné l'influence la plus heureuse sur les généraux alliés, paralysés par leurs discordes perpétuelles ; et la pensée vient forcément à l'esprit que le secret de cette ligne de conduite, est dans la résolution de la reine de ne pas laisser au grand-duc, l'ombre d'un prétexte pour aller remplacer son frère. Elle prend plus de corps, lorsqu'on voit Marie-Thérèse résister aux instances de ses alliés et se borner

à leur offrir, en lieu et place de son beau-frère, le feld-maréchal de Kœnigsegg. Le cabinet de Londres qui, par exception, aurait consenti à ranger les troupes anglaises sous la conduite du prince de Lorraine, tourna la proposition. Il donna le commandement des forces anglaises au duc de Cumberland, fils puîné du roi d'Angleterre, et reconnut seulement le vieux maréchal de Kœnigsegg, comme principal conseiller du prince. Cette combinaison n'était pas de nature à produire de bons résultats. La toute-puissante influence du prince Charles sur Marie-Thérèse dans la distribution des commandements militaires autrichiens, s'exerça d'une façon plus fâcheuse encore. Si effacé qu'eût été le comte de Traun dans la campagne de 1744, l'importance du rôle qu'il y avait rempli, n'avait pas échappé à l'œil exercé des maîtres dans l'art de la guerre. Frédéric II, entre autres, ne s'y était pas trompé. Ses propos, certaines appréciations dans le même sens, venus de divers côtés, avaient frappé l'oreille du prince Charles et froissé sa haute opinion de ses propres talents militaires. La présence de ce grand homme de guerre à l'armée destinée à opérer contre le roi de Prusse, l'offusquait. Il commit la faute capitale de l'éloigner. Or, précisément en ce moment, le duc d'Arenberg, qui commandait un corps de troupes occupant la rive gauche du Rhin, malade, mécontent et en continuelle contradiction avec les généraux étrangers sous ses ordres, sollicitait son remplacement. « Voici, écrivait-il au grand-duc, « le 21 mai 1745, voici la troisième année que j'ai le malheur « de servir avec les mêmes alliés, et V. A. R. n'ignore point « toutes les instances que j'ai faites pour être employé ail- « leurs ; j'ai supplié depuis Sa Majesté de me sacrifier aux « plaintes du roi d'Angleterre, espérant qu'un autre général « pourra mieux réussir avec eux. » A Vienne, on lui reprochait précisément d'agir contrairement aux instructions qu'il avait

reçues. Sa demande fut donc immédiatement accueillie et le comte Batthyany, destiné d'abord à aller en Italie, nommé à sa place. Traun reçut le commandement supérieur de l'armée chargée de couvrir Francfort, pendant l'élection impériale, contre les troupes françaises, et formée de la jonction des forces antérieurement sous les ordres de Batthyany en Bavière avec le corps d'armée du duc d'Arenberg.

Restait à remplacer le comte de Traun à l'armée du prince Charles de Lorraine. Le prince fit choix de Lobkowitz. La certitude de ne courir aucun risque de voir sa gloire future obscurcie par cet officier général, lui fit oublier les griefs qu'il avait eus autrefois contre lui. Mais Lobkowitz, de mémoire plus fidèle, n'apprécia pas la générosité apparente de Charles. Pour conserver son commandement, il mit en campagne ses parents et ses amis, surtout Ulfeld et Bartenstein. Le grand-duc lui-même intervint. Marie-Thérèse fut inflexible. Lobkowitz fut rappelé, remplacé par le prince Wenzel de Liechtenstein, puis envoyé à l'armée de Bohême.

C'est aux Pays-Bas que s'ouvrit la guerre. Le 25 avril 1745, une armée française forte de 80,000 hommes, sous les ordres du maréchal de Saxe, franchit la frontière et investit Tournai. Les alliés, surpris dans leurs quartiers d'hiver, se rassemblèrent en hâte autour de Bruxelles et s'ébranlèrent avec l'intention de forcer les Français à lever le siège de Tournai, et de couper leur ligne de retraite. Maurice de Saxe, laissant un peu plus de 20,000 hommes devant Tournai, se disposa à les recevoir avec le reste de son armée, forte de 60,000 hommes environ. Le 11 mai, se livra la célèbre bataille de Fontenoy. Le récit en est tellement connu d'après les diverses versions françaises, qu'il semble moins intéressant de les copier que de reproduire le rapport de Kœnigsegg à la reine de Hongrie. Il

est utile, toutefois, de le faire précéder de quelques extraits de lettres confidentielles qui l'éclairent et le complètent.

Le jour même de la bataille, il écrit au grand-duc :

« Nous résolûmes unanimement de marcher aux ennemis ; « et le pays, avant que de venir sur la plaine de Tournai, étant « extrêmement entrecoupé, nous entreprîmes, hier le 10 mai, « avec assez de succès, de harceler les ennemis et de les obli- « ger à se retirer en deçà de la plaine de Tournai, où « nos troupes prirent poste, au moyen duquel nous avons eu « la facilité de gagner aujourd'hui la dite plaine, de ranger « notre armée en bataille et de faire de si bonnes dispositions « qu'on avait tout lieu de se promettre une heureuse réussite, « d'autant plus que les troupes ont montré d'abord beaucoup « d'envie à combattre, se sont avancées avec ardeur et ont « eu du commencement quelqu'avantage. Cependant lorsque « les batteries ennemies, qui étaient fort supérieures aux « nôtres, ont joué, et leur feu, aussi bien que celui de la mous- « queterie, ayant augmenté de toute part, l'infanterie anglaise « et hollandaise a commencé à plier et reculer, et quoique « les chefs de l'armée se fussent efforcés de les ramener « plusieurs fois, il n'y avait pas moyen de faire soutenir à ces « troupes le feu, mais elles reculaient chaque fois et prenaient « enfin la fuite..... Je ne sçaurais trouver des termes assez « énergiques pour marquer la bravoure, l'intrépidité et les « peines infatigables qu'en particulier S. A. R., le duc de « Cumberland a fait éclater en cette occasion, s'étant exposé « à un tel point, en animant les troupes et les ramenant à la « charge, qu'il est surprenant qu'il a échappé sans avoir été « ni tué, ni blessé ou fait prisonnier de guerre. »

Le 17 mai, il revient sur le même sujet : « Cette armée, « dit-il, étant composée d'Anglais, de Hanovriens et Hollan- « dais, chacun veut se disculper du mauvais succès. J'aurais

« voulu concerter avec les chefs des deux nations, une rela-
« tion commune, pour être mise au public, mais voïant la
« difficulté de convenir, et que même il pourrait naître des
« disputes aigres à augmenter la mauvaise volonté que j'ay
« remarquée sans cela, j'ay laissé que chaque chef fasse comme
« il voudrait la relation à son maître. Personne ne pourrait
« faire une relation plus sincère que moi, mais qui, devenant
« publique, choquerait trop de monde..... Ce n'est donc que
« pour l'information particulière de S. M. R. et de V. A. R.,
« que j'ai dressé une relation qui expose l'affaire telle qu'elle
« s'est passée..... De cette relation V.A. R. verra quel fond
« on peut faire sur cette armée et quel est le désagrément de
« la conduire.

« J'ay fait mon devoir et je le ferais encore ; les dispositions
« ont été très bonnes et les ordres donnés à propos, si j'avais
« pu les faire exécuter, mais on est malheureux d'avoir à
« faire à différentes nations, à des troupes point accoutumées
« au feu, à des généraux sans expérience, desquels on n'a
« aucun secours et qui ne sçavent se trouver à l'accident ou
« embarras qui leur survient, et un chef ne peut être partout.
« Pour la valeur je dois dire que l'infanterie anglaise et
« hanovrienne a combattu avec une grande bravoure. Sa
« cavalerie ne s'est pas si bien comportée, mais les Hollan-
« dais, qui composaient toute l'aile gauche, ont tout gâté. Il
« n'y avait pas moyen de les faire donner et de soutenir les
« Anglais ; ils n'ont point voulu avancer, et si on faisait, à
« force d'exhortations, avancer quelques bataillons, ils se
« jetaient d'abord dans le premier fossé pour se couvrir et
« les autres ne suivaient pas. Leur cavalerie était encore pire
« que leur infanterie. »

Voici maintenant la relation de l'action :

« Les troupes des alliés se trouvant rassemblées en

corps d'armée à Hal, le 30 avril, on marcha par Soignies au camp de Cambron où l'on ne s'arrêta qu'un jour, ayant déjà appris que les ennemis avaient ouvert la tranchée devant Tournai, la nuit entre le 30 avril et le premier de may. Il fut résolu de poursuivre la marche vers les ennemis, et que l'importance d'une place telle que Tournai demandait tous nos efforts pour en faire lever le siège.

« J'avoue que si l'exemple de la mauvaise deffense des Hollandais de leurs places l'année précédente ne m'avait fait craindre la même chose de Tournai, j'aurais peut-être été bien aise de n'attaquer les ennemis qu'après qu'ils seraient mattés quelques temps devant une si forte place, mais cette crainte nous a obligés de ne pas perdre de temps.

« Les ennemis avaient un avant-poste de quelques mille hommes à Leuze, mais ils l'ont d'abord quitté à notre approche, et nous sommes arrivés le 9, sans voir d'ennemis, dans un camp entre Braffe et la cense de Maubrai, à deux heures de Tournai. Entre le camp et la plaine pour aller à Tournai, il y a des bois et des villages, que les ennemis occupaient par des détachements d'infanterie.

« Le 10, on fit d'abord les dispositions pour chasser l'ennemi de leurs postes, dans lesquels ils furent si vivement attaqués qu'avant la nuit nous nous rendîmes les maîtres de tous les débouchés, par lesquels on devait venir à la plaine. Aussi à la pointe du jour de l'11e, toute l'armée se mit en marche et se trouva rangée en bataille sur deux lignes, les Anglais et les Hanovriens faisans l'aile droite, et les Hollandais la gauche, vers les six heures du matin.

« Les ennemis étaient rangés à une petite demi-heure de distance aiant leur droite vers l'Escaut appuyée au château d'Antoing et prolongé leur gauche jusque derrière la pointe d'un grand bois, et avaient devant eux un village nommé

Fontenoy, dont ils avaient brûlé les maisons, mais retranché l'église et le cimetière et y avaient une batterie de plusieurs canons ; il y en avait de même une au coin du bois, qui jouèrent vigoureusement sur nous, et des premiers coups le lieutenant général Campbel, qui commandait toute la cavalerie anglaise, eut une jambe emportée, dont peu après il est mort.

« Nous fîmes aussi avancer du canon,et la canonnade devint de part et d'autre furieuse ; mais malgré cela nous avancions toujours avec une contenance si fière, et avec une telle gaieté du soldat, qu'on en pouvait augurer la victoire, et malgré de grands chemins creux fort larges et fort profonds, qui traversent la plaine,les deux ailes sont parvenues jusqu'à deux cents pas du village de Fontenoy, qui se trouva précisément devant le centre de notre armée. Tout dépendait d'emporter ce cimetière et quelques petits retranchements dans le village. Je priai le duc de Cumberland et le prince de Waldeck de le faire attaquer par deux côtés chacun du sien. Le duc fit d'abord avancer un bataillon de ses montagnards d'Ecosse, qui y allèrent de la meilleure grâce du monde, et étaient soutenus par deux autres bataillons anglais.

« Le prince de Waldeck fit aussi avancer quelques bataillons hollandais, mais ceux-ci se rebutèrent d'abord du feu de la mousqueterie du village, de sorte que les Anglais ne purent non plus forcer le village de leur côté, tout le feu ennemi s'étant tourné de leur côté. L'armée ennemie, qui n'avait pas branlé jusque-là, craignant peut-être pour la batterie du village, avança alors, et notre aile droite, le duc de Cumberland à la tête, alla si bravement à la rencontre, malgré la canonnade du village, en flanc et en dos, que les ennemis furent repoussés jusques à leurs tentes, et qu'une partie de leur infanterie se repliait déjà vers leur pont sur l'Escaut : et il est certain

JUNIORAT DU SACRE-COEUR

qu'ils étaient battus si l'aile gauche avait avancé avec la même vigueur. Les ennemis auraient été obligés de gagner leurs ponts pour passer l'Escaut. Le prince de Waldeck a fait le possible ; je m'y suis porté moi-même, mais il n'y a pas eu moyen ; quand quelques-uns étaient avancés, ils n'étaient pas soutenus et se repliaient d'abord.

« Les ennemis voyant la mauvaise manœuvre de notre aile gauche, se sont jetés sur les Anglais, qui ayant déjà perdu beaucoup de monde et ne pouvant plus soutenir le grand feu, commencèrent à plier, mais le duc de Cumberland, dont la valeur et la présence d'esprit est au delà de ce que je puis dire, les a réunis et ramenés deux fois à l'ennemi.

« Voyant enfin que l'affaire devenait une boucherie, sans espoir de réussite par le peu de fermeté des Hollandais, je conseillai la retraite, qui se fit en bon ordre, sans que les ennemis, qui ont perdu, à ce que tous les déserteurs disent, jusques à huit mille hommes, osassent nous poursuivre. Le général Molck, qui commandait le corps de réserve, et qui pendant la bataille était posté auprès du grand bois qui restait à notre droite, avait ordre, avec quelqu' infanterie dont on le renforça, de patrouiller le bois et d'empêcher que de là on ne nous tombât pas dans le flanc, dont il s'est bien acquitté, et puis il a fait l'arrière-garde à la retraite. Le général major Forgatsch, qui commandait sous lui, a été blessé.

« L'on est rentré dans le camp, duquel on était sorti, et cela encore quelques heures avant la nuit, où après avoir laissé un peu reposer le monde, l'on marcha et prit un camp sous le canon d'Ath. On y resta quatre jours pour se remettre en ordre et ramener quantité de fuyards, qui se sont sauvés à Ath, à Mons et même jusqu'à Bruxelles, presque tous Hollandais, qui ont mis l'effroi dans tout le pays.

« Nous avons perdu beaucoup de canons et de munitions

par la faute des conducteurs qui se sont sauvés avec les chevaux, et la perte du monde passe entre les morts et blessés 7,000 hommes selon l'extrait ci-joint. Les Anglais entre tués et blessés 4,000, les Hanovriens 1652 et les Hollandais 1600, somme totale 7252 presque tous d'infanterie.

« Notre armée en entrant en action était forte de 48 bataillons et 85 escadrons, et quoique la force de celle de nos ennemis ne nous fût connue au juste, l'on sait cependant que toutes les troupes qu'ils ont dans les Pays-Bas, passent le nombre de cent bataillons et autant d'escadrons en troupe réglée. Mais il est sans doute, qu'à l'action, ils étaient de quelque chose plus forts que nous, ayant le roi et le dauphin à leur tête, qui y étaient arrivés peu de jours avant l'action. »

Le lecteur fera aisément la part des lacunes et des exagérations de ce rapport, écrit par un vieillard malade, morose, profondément froissé dans son amour-propre. Les grandes lignes de la bataille sont exactes. Le silence absolu gardé sur le maréchal de Saxe trahit le dépit du vieux soldat, cruellement mortifié dans sa haine de l'ennemi héréditaire.

Le 23 mai, la ville de Tournai capitula ; la citadelle se défendit encore jusqu'au 20 juin. Le maréchal de Saxe s'empara successivement de Gand, de Termonde et de plusieurs autres petites places, sans être inquiété par les alliés qui se bornèrent à prendre des dispositions de nature à sauvegarder Anvers. Le 8 octobre, il s'empara d'Ath et, malgré les désirs du cabinet de Versailles, jugea bon de ne pas pousser plus loin la campagne.

Kœnigsegg, désolé de ne pouvoir rien tirer des alliés, réduits par leurs divisions à l'impuissance, retourna à Vienne. Il trouva la reine fort attristée de l'issue de la bataille de Fontenoy, et passablement froissée d'apprendre que les Anglais trouvaient mauvais qu'au lieu de renvoyer le corps

du duc d'Arenberg aux Pays-Bas, elle eût sacrifié les intérêts de ses propres domaines et ceux de la cause commune à sa haine contre le roi de Prusse. La vérité est que Anglais et Autrichiens n'avaient nullement le même objectif : celui de la reine était le recouvrement de la Silésie, celui des ministres de Georges, l'abaissement de la France. Toutefois cette divergence de vues n'eût guère occasionné d'inconvénients, si les deux alliés avaient imité, dans leurs voies et moyens, l'infatigable activité du roi de Prusse.

L'apathie autrichienne, loin de se sentir stimulée par le travail incessant du roi pour la réorganisation de ses forces militaires et de ses préparatifs de défense, se nourrissait d'illusions fondées sur des renseignements optimistes, qui présentaient la Silésie comme toute disposée à se soulever, dès qu'apparaîtrait le premier chapeau de grenadier de la reine. Erizzo, grand admirateur de Marie-Thérèse, se scandalise de cette torpeur si inopportune, et déplore l'incroyable difficulté qu'il constate à cette occasion, de rompre avec des habitudes séculaires. Il insiste sur ce qu'en plein mois de mars, la plus grande partie de l'état-major autrichien s'amuse tranquillement à Vienne. « On ne croit pas, ajoute-t-il, que le « prince Charles se rende à l'armée, avant la fin du mois. » On avait raison de ne pas le croire, car il ne s'y rendit que dans les derniers jours d'avril.

L'absence des chefs, abus funeste auquel la France dut la plupart de ses succès, sévissait avec d'autant plus de force dans l'organisation de l'armée autrichienne, qu'elle se compliquait de l'abus des paperasseries. Il était passé en force de coutume, que les opérations militaires d'une campagne terminées, le général en chef et son état-major revenaient à Vienne pour se reposer, se distraire et s'occuper de leurs intérêts particuliers. Les généraux partis, les colonels et

autres officiers supérieurs ne tardaient pas à disparaître, suivis de près des capitaines, désireux de cultiver leurs connaissances parmi les courtisans ou de mener joyeuse vie. Abandonnée aux soins des subalternes, l'armée perdait toute cohésion, le soldat oubliait le peu d'exercice, d'habitudes de discipline, de vigilance, de subordination et de qualités militaires qu'il pouvait avoir acquises ; ses relations avec les chefs étaient trop rares pour que la confiance et l'affection pussent l'attacher à eux. D'autre part, généraux et colonels n'avaient pas sur leurs hommes l'autorité et l'influence nécessaires pour les entraîner. A la vérité, le conseil aulique n'épargnait pas ses séances et multipliait ses correspondances. Mais l'œil des chefs n'étant présent nulle part, chacun des services de l'armée prenait son temps, à son aise, et nul ne se pressait. Les approvisionnements, les fournitures d'armes, de poudre, de cartouches, de boulets, de canons, d'équipages, etc., n'avançaient qu'avec une lenteur solennelle et désespérante. Le général en chef et son état-major, charmés de pouvoir prolonger leurs vacances, se croyaient quittes envers leur conscience après l'envoi répété de beaucoup d'ordres et de beaucoup de lettres, et ils attendaient, avec le plus parfait contentement d'eux-mêmes, qu'on vînt les avertir que tout était prêt. Malgré toute son activité et toute son énergie, Marie-Thérèse ne pouvait se rendre compte ni de l'étendue du mal, ni des remèdes à y appliquer. Le grand-duc de Toscane n'en savait guère plus que la reine ; et les personnages de leur entourage se préoccupaient bien plus, dans le choix des généraux, de leurs intérêts particuliers ou des convenances de leurs amis.

Les peines et les fatigues que s'imposait Frédéric pour compléter son armée, l'unifier, l'exercer et la plier à être dans ses mains un instrument docile et sûr, au lieu d'éclairer

la cour de Vienne, passèrent uniquement comme une preuve irréfragable de ses anxiétés. Marie-Thérèse, aveuglée par ses illusions sur les talents militaires du prince Charles, se flattait qu'il enchaînerait la victoire à ses armes.

Cependant les points noirs ne manquaient pas à l'horizon, mais on ne voulait point les voir. Frédéric disposait de plus de 110,000 hommes, bien armés, équipés et exercés, d'une valeur incontestable. La reine et ses alliés possédaient bien le même chiffre d'hommes sur le papier; seulement, sur le terrain, les 140,000 combattants se réduisaient à 90,000, y compris 14,000 irréguliers et 20,000 Saxons sous les ordres du duc de Saxe-Weissenfels.

Le 4 mai, Charles arriva à Königgrätz, centre du ralliement des forces autrichiennes. Il s'y attarda jusqu'au 18. Ce même jour, il s'avança jusqu'à Jaromirz, où il trouva le moyen de perdre encore huit jours, et il opéra seulement le 29 sa jonction avec l'armée saxonne à Landshut. Aux reproches qui lui furent adressés de Vienne sur ces lenteurs, il répondit qu'il ne pouvait se dispenser de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le succès.

A son approche, l'armée prussienne fit un mouvement de recul. De plus, le colonel autrichien Buccow surprit Kosel, s'en empara et une bonne partie de la garnison, composée de plus de 600 hommes, passa dans les rangs de l'armée autrichienne. Ces nouvelles relevèrent la confiance à Vienne, où l'on ne doutait plus que le premier courrier de l'armée ne fût un messager de victoire. Le prince et ses généraux, se laissant abuser par de faux renseignements, se persuadèrent que les Prussiens étaient résolus à céder le terrain jusqu'à Breslau. L'erreur semble d'autant plus étrange que, sur un avis de Nadasdy, Charles avait pu contempler de ses propres yeux l'armée prussienne campée à Schweidnitz, à trois lieues

de distance, et parfaitement immobile. Le 3 juin, dans l'après-midi, il mena son armée dans la plaine, s'établit entre Hohenfriedberg et Eisdorf et alla loger à Hausdorf, remettant au lendemain les mesures de précaution les plus élémentaires contre de dangereux voisins.

Or le même lendemain, à la même heure, voici ce que l'infortuné prince écrivait à son frère : « Après une fâcheuse « affaire ce matin, les Prussiens nous ont attaqués et chassés « de façon que nous avons perdu une partie de nos drapeaux « et canons et beaucoup de monde, surtout des généraux. Le « pauvre Thüngen est tué, Berlichingen perdu ou tué ; enfin « nous avons eu une déroute parfaite et cela dans la position « la plus belle et nos gens marquant la meilleure volonté en « avançant. L'attaque a d'abord été sur les Saxons, et « comme nous les avons attaqués, à la première décharge, la « plupart de nos gens ont tourné et il n'y a jamais eu « moyen de les ramener ; quelques régiments qui ont tenu « en ont été la victime, ayant été entourés ; enfin Dieu l'a « voulu. Nous nous sommes reformés à l'entrée des mon- « tagnes, mais comme les Prussiens nous suivaient de près, le « duc de Saxe-Weissenfels et moi avons cru devoir nous « retirer ici, à Reichenau, d'où je vous écris. Comme je l'at- « tends pour prendre mes résolutions de concert pour ce que « nous aurons à faire, je ne vous écris que ces quatre lignes. « J'ai resté à l'arrière-garde, les Prussiens sont restés aux bas « des montagnes, lorsque je me suis retiré avec l'arrière-garde. « J'ai même laissé 200 hussards pour examiner leurs ma- « nœuvres. Vous pouvez bien juger de l'état dans lequel je suis, « mais tant qu'une goutte de sang coulera dans mes veines, « ce sera pour le service de la reine. Cette nouvelle, je n'ose « lui mander. Je m'en remets à votre prudence. Dieu merci, « je n'ai pas été blessé. Daun l'est, mais j'espère que ce ne sera

« rien ; le prince de Wolfenbüttel est tombé, son cheval ayant « été tué sous lui, dont il a une grosse contusion. Pardonnez, « mais le malheur me fait d'autant plus de peine que nos gens « ont fui comme des lâches, pardonnez le terme, mais je « suis furieux et vous supplie de prier la reine de me conti- « nuer ses bontés de même que vous. »

Ce que le prince Charles se garde bien de dire, c'est qu'il s'était laissé surprendre lamentablement. Sa faute était d'autant plus inexcusable, qu'il disposait d'une nombreuse cavalerie légère, dont il ne songea pas même à se servir pour surveiller les mouvements des Prussiens. Ceux-ci purent se former et prendre leurs dispositions, sans être inquiétés ni même observés. Ils commencèrent leur attaque à 4 heures du matin. Charles, éveillé par les salves de leur artillerie, s'imagina bonnement que les Saxons canonnaient Striegau, et n'en prit pas autrement souci. Il était 5 heures, et son aile gauche était déjà refoulée vers Reichenau, lorsqu'il apprit ce qui se passait et fit sonner l'alarme. Avec plus de décision et d'active énergie, il eût peut-être réussi à rétablir les chances de la lutte, mais son esprit troublé se refléta dans ses ordres, et la mollesse du commandement, jointe au désordre irréparable d'une surprise, exerça une fâcheuse influence sur le soldat. En revanche, il donna de sa personne et fit preuve de bravoure. Bref il se montra ce qu'il était, brave soldat mais général absolument incapable.

La défaite de Hohenfriedberg frappa la reine dans ses fibres les plus sensibles. Mais en cette circonstance, comme dans toutes les grandes épreuves de sa vie, son vaillant cœur sembla puiser de nouvelles et admirables énergies dans le choc du malheur. Sans perdre de temps à se lamenter, elle pourvut à tous les besoins, à tous les périls du moment. Par ses ordres, de nombreux renforts allèrent combler les vides de l'armée

pendant que ses diplomates étaient envoyés rassurer les cours amies, celle de Saxe entre autres, afin de prévenir l'effet des démarches éventuelles qu'elle supposait, non sans raison, devoir être faites par les puissances maritimes pour amener la paix avec le roi de Prusse. Elle choisit pour la Saxe le comte Khevenhüller, grand maître de sa cour, et le chargea, en même temps, de la délicate mission de passer par Königgrätz, où le prince Charles avait ramené son armée, pour la renseigner sur les véritables causes du désastre de Hohenfriedberg et la réalité de la situation.

Khevenhüller eut le courage d'une loyale franchise. Il ne dissimula pas que le prince Charles s'était laissé surprendre dans les plus déplorables conditions. Parlant du duc de Saxe-Weissenfels, il exposa que le découragement de ce prince était dû à deux choses, d'abord à la médiocrité avérée des officiers saxons servant sous ses ordres, puis à l'angoisse constante que, dans son désir immodéré de battre le roi de Prusse, le prince Charles ne se fît encore une fois battre lui-même. Il déclara sans détours que le prince de Lorraine, au lieu d'accorder sa confiance à des hommes de valeur et d'expérience, se laissait dominer par des personnages d'une incapacité aussi notoire que leur orgueil. De là mécontentement, discorde et désaffection dans l'armée. Bref, il conclut à une enquête sérieuse.

De Königgrätz, Khevenhüller se rendit à Dresde. Il fut heureux de pouvoir montrer au roi une lettre du ministre prussien, Podewils, interceptée par la couronne autrichienne, et adressée au conseiller de cabinet Eichel. Dans cette lettre, Podewils présentait la situation du roi comme éminemment critique. Cette communication produisit le meilleur effet sur le roi Auguste, et Khevenhüller obtint aisément de lui, le 29 août 1745, une nouvelle convention qui confirmait et

étendait les pactes d'alliance déjà existants entre l'Autriche et la Saxe. Aussi, à peine était-il revenu à Vienne, que la reine l'envoya à Hanovre, où se trouvait le roi Georges II, occupé de négociations actives avec le roi de Prusse.

A ce moment, le cabinet anglais, menacé de la descente d'une armée française sur les côtes d'Angleterre et d'une insurrection fomentée en Écosse par le Prétendant, se montrait plus que jamais résolu à imposer à Marie-Thérèse une réconciliation avec la Prusse. C'était lui demander de renoncer définitivement à tout espoir de recouvrer la Silésie et d'humilier la Prusse, de telle façon qu'elle ne pût plus donner d'inquiétude à l'Autriche. Elle s'y refusa obstinément. Le 4 août 1745, sur l'ordre de ses chefs, l'ambassadeur anglais à Vienne fit une dernière démarche auprès de la reine.

Il lui déclara que l'Angleterre était décidée à retirer ses subsides si elle n'envoyait aux Pays-Bas et en Italie le nombre de troupes convenu. Il fit la remarque, passablement brutale, que son gouvernement lui avait déjà payé, dans le courant de 1745, la somme de 1,870,703 livres sterling et 50 pfennings, sans compter ce qui devait encore être versé aux électeurs de Bavière et de Cologne. Il représenta qu'à vouloir vaincre partout, on faillirait à la tâche ; qu'il était indispensable de diminuer le nombre des ennemis et de séparer la Prusse de la France, puisqu'il n'était pas possible de séparer la France de la Prusse ; qu'il s'agissait, non plus de restreindre la puissance de la Prusse, mais bien de ne pas se mettre dans le cas de perdre en guerroyant à la fois contre la Prusse et la France ; qu'il fallait profiter à l'instant du retard mis par la France à solder les subsides au roi de Prusse, car, les subsides donnés, le roi serait de nouveau engagé ; qu'il n'était plus possible, pendant la campagne présente, de le chasser de la Bohême. « Si on le décide à se retirer volontai-

« rement, ajouta-t-il, Votre Majesté pourra envoyer aux Pays-
« Bas assez de troupes pour arrêter les effrayants progrès de
« l'armée française, qui menace, non seulement ses domaines,
« mais encore l'existence des puissances maritimes, dont la
« ruine entraînerait celle de l'Autriche. La paix immédiate
« avec la Prusse est le moyen unique de déterminer les alliés
« à continuer la guerre, d'assurer l'élection du grand-duc de
« Toscane au trône impérial, de rétablir l'ancienne influence
« de l'Autriche sur l'empire allemand et d'arracher à la
« France une paix avantageuse pour les alliés. »

Dans son rapport, Robinson raconte qu'il ne vit jamais la reine plus réservée. Elle l'écouta avec un calme peu habituel chez elle, l'interrompit rarement et répondit : que rien n'égalait sa reconnaissance envers l'Angleterre, et qu'elle mettrait le plus grand soin à examiner, avec ses ministres, les propositions qu'elle venait d'entendre ; toutefois que, quelle que fût sa décision, elle ne pourrait détacher un seul homme du voisinage de la Prusse ; qu'elle voulait bien reprendre ailleurs un ou deux régiments pour les envoyer aux Pays-Bas, mais que le reste lui était aussi indispensable pendant la paix que pendant la guerre, pour mettre sa personne et sa famille à l'abri des entreprises du roi de Prusse.

La conversation s'anima. A un moment donné, la reine confessa franchement son ardent désir de tenter encore un coup contre Frédéric II. Robinson lui fit observer qu'elle devait faire peu de compte des Saxons. « Le prince Charles
« est assez fort, répliqua-t-elle, pour livrer seul une seconde
« bataille. » — « S'il la gagne, repartit Robinson, elle ne lui
« donnera pas la Silésie, s'il la perd, Votre Majesté et ses
« propres domaines sont perdus. » — La fière princesse, cédant à sa vivacité naturelle, s'écria : « S'il me fallait traiter avec
« lui demain, je lui livrerais encore le soir une bataille ! Mais,

« continua-t-elle avec un feu croissant, pourquoi donc au-
« jourd'hui cette pression, cet arrêt dans les entreprises de
« guerre, dont vous n'avez aucun motif de mettre en doute
« le succès ? Accordez-moi jusqu'en octobre, alors vous ferez
« ce que vous voudrez. » — « Au mois d'octobre, répondit
« froidement Robinson, la campagne sera partout à sa fin.
« Mais aussi viendra alors le moment fatal où la Prusse et la
« France, si elles restent unies, imposeront aux alliés les con-
« ditions de paix qui leur plairont. » — « Cela pourrait arriver,
« dit la reine, si d'ici là nous perdions notre temps à faire
« marcher, comme vous nous le demandez, nos troupes de
« la Bohême au Rhin et du Rhin aux Pays-Bas. Quant à ce
« qui concerne mes armées, je ne sache pas un seul de mes
« généraux qui consente à commander des forces vouées à
« pareilles marches, disons vrai, à pareille inactivité. Le grand-
« duc et le prince Charles ne le feront certes pas. Le premier
« n'est pas si désireux que vous le croyez, de ceindre une
« couronne aussi creuse que la couronne impériale et surtout
« de la porter sous la tutelle du roi de Prusse. Je lui écrirai
« pour savoir ce qu'il en pense.... Cette dignité impériale
« est-elle donc conciliable avec l'infâme vol de la Silésie !
« Bon Dieu ! Accordez-moi jusqu'en octobre, répéta-t-elle,
« j'aurai du moins de meilleures conditions. »

Désespérant d'ébranler la reine, Robinson essaya, comme dernier argument, de la menacer de mettre fin à la guerre, par le retrait des subsides de l'Angleterre et de la Hollande. La reine se borna à lui promettre une réponse écrite, dont le sens négatif ne fut pas l'objet d'un doute dans l'esprit du diplomate anglais.

C'est en effet ce qui arriva. Le cabinet anglais ne s'en émut pas. Sans plus hésiter et sans s'arrêter un instant aux protestations de Marie-Thérèse, il traita directement avec le

roi de Prusse et aboutit, le 26 août, à une convention destinée à mettre fin à la guerre entre l'Autriche et la Prusse. Cette convention n'accordait à Frédéric ni les augmentations, ni les indemnités pécuniaires qu'il avait réclamées ; elle maintenait simplement le *statu quo ante bellum*, avec cette stipulation, que les parties contractantes se garantissaient mutuellement leurs possessions actuelles.

Marie-Thérèse refusa énergiquement son accession à ce traité. Le 3 septembre, dans un bal à Schoenbrunn, elle s'en expliqua librement avec l'envoyé vénitien Erizzo, dont elle appréciait grandement le caractère et les talents. « Le roi de « Prusse, dit-elle, est un prince auquel, malgré la coupable « légèreté avec laquelle il viole ses engagements, on ne peut « refuser une grande pénétration, un esprit étendu et une « attention constante à l'accomplissement de ses devoirs de « roi. Comme capitaine, il joint à ces qualités la perpétuelle « vigilance indispensable à tout chef d'armée. » Passant à la bataille de Hohenfriedberg, elle ajouta : « Toutes les circon- « stances étaient de nature à ne pas nous laisser redouter « pareil désastre. Mais mes ministres pourraient vous dire « que, malgré les bonnes apparences, je n'ai pu me défendre « d'une sorte de fâcheux pressentiment. Maintenant il faut « penser à réparer le mal l'année prochaine, car mes intérêts « exigent que je ne néglige aucun moyen de rentrer en pos- « session d'une partie si considérable de mes états. Je me « suis, il est vrai, résignée un moment à la perte de la Silésie, « et je n'ai jamais songé à rompre le traité de Breslau. Mais « la mauvaise foi du roi, qui m'a attaquée sans l'ombre de « raison, lorsque je pouvais espérer, grâce à mon armée, de « trouver du côté du Rhin un dédommagement à la perte « subie, m'a donné la conviction que, tant que ce prince « demeurerait aussi puissant qu'il l'est, je n'aurais jamais ni

« paix, ni tranquillité. Si donc je ne me prête pas à faire la « paix maintenant, c'est,non par entêtement, mais par néces- « sité de situation. Je crois qu'il est de mon devoir d'être « inflexible sur ce point, car ma conviction est, que le roi de « Prusse ne parle de paix que pour m'endormir et m'attaquer « de nouveau à la première occasion favorable. »

On ne peut nier que Marie-Thérèse ne raisonnât parfaitement son refus d'adhérer à la convention anglo-prussienne du 26 août. Mais on doit regretter que, trop persistante dans ses illusions sur les capacités militaires du prince Charles, elle n'ait pas donné suite aux avertissements si nets du comte Khevenhüller et replacé auprès de lui le modeste et éminent conseiller qui avait si bien dirigé les armées autrichiennes du Danube au Rhin et du Rhin à la Moldau. Toutefois il faut reconnaître à sa décharge que, à ses yeux, la mission qu'elle destinait à Traun n'avait pas moins d'importance que le recouvrement de la Silésie et l'écrasement de la Prusse. Traun fut en effet chargé de couvrir la ville impériale de Francfort contre les attaques de l'armée française, commandée par le prince de Conti, et de rendre ainsi possible l'élection du grand-duc de Toscane à la dignité impériale.

Traun prit, le 8 mai, le commandement des troupes autrichiennes cantonnées en Bavière, et manœuvra de manière à se rapprocher du corps autrichien naguère sous les ordres du duc d'Arenberg et passé sous ceux de Batthyany. Grâce à la prudence et à la dextérité de ses mouvements, il réussit le 27 juin dans cette opération difficile, sans s'être laissé entamer par les Français. Il se trouva alors à la tête de 45,000 hommes, force égale à celle du prince de Conti. Il prit de suite la direction de Francfort et se trouvait à Langenselbold, le 5 juillet, lorsque le grand-duc de Toscane y arriva.

La reine aurait vivement désiré que François ne se mît

pas en route avant d'avoir acquis la certitude de son élection. Mais le grand-duc jugea avec raison, que, dans des circonstances où sa personnalité jouait un si grand rôle, il ne pouvait rester simple spectateur des événements. Les électeurs de Mayence et de Trêves étaient dévoués à François, qui pouvait en outre compter sur la voix de l'électeur de Hanovre, roi d'Angleterre. L'électeur de Cologne, activement travaillé par la France, paraissait assez mal disposé. Il s'était refusé obstinément à envoyer des troupes aux armées alliées, et s'était laissé aller à dire un jour qu'il ne ferait rien qui pût déplaire à la France. Son neveu, Charles-Théodore, électeur Palatin, était moins sûr encore, car une partie de ses états était occupée par les troupes françaises. Les électeurs de Saxe et de Bavière se tenaient dans une certaine réserve, et le roi de Prusse, électeur de Brandebourg, faisait de la paix la condition *sine qua non* de son vote. Cette situation compliquée avait eu pour conséquence de retarder singulièrement les préparatifs de l'élection. L'armée autrichienne, poussant constamment devant elle le prince de Conti, le contraignit de gagner, le 19 juillet, la rive gauche du fleuve sur un pont de bateaux. Ce résultat obtenu, le grand-duc disposa ses troupes de manière à assurer complètement la sécurité de Francfort. Néanmoins les électeurs ne parurent guère plus pressés de s'occuper de l'élection. François en témoigna son étonnement à Bartenstein dans une lettre du 28 juillet : « Je m'étais flatté, « dit-il, que dès que la ville de Francfort serait couverte des « ennemis, l'affaire de l'élection irait son train. Sur cela j'ai donc « passé le Mein, et j'ai même fait plus, car j'ai eu le bonheur « d'obliger les Français de repasser le Rhin. Mais l'affaire de « l'élection n'en a pas plus avancé... Ils n'ont pas encore « commencé les conférences préliminaires, et j'ignore encore « quand ils les commenceront. Tous les bien intentionnés

« crient qu'il faut se presser, mais je n'y vois pas encore « d'apparence, les ministres n'ayant pas encore leurs pleins « pouvoirs, ou ceux qui les ont ayant aussi ordre de ne s'en « servir que dans le cas qu'ils voient la majorité de ceux qui « les ont. Ceux qui les ont sont Mayence, Trêves, Hanovre « et nous ; ceux qui ne les ont pas, sont Saxe et Cologne, « mais ce dernier dit qu'il les attend au premier jour. Le « ministre de Saxe n'est rien moins qu'empressé dans cette « affaire. Même il pourrait être soupçonné. Des deux autres, « je ne parle pas du tout. Ainsi comme le ministre de Saxe ne « veut pas commencer qu'il n'ait la majorité, je ne sais pas « quand ces plénipotentiaires de Saxe, Cologne et Bavière, « voudront se servir des leurs... Les intrigues françaises, pour « arrêter ce grand ouvrage, sont plus fortes de beaucoup que « leurs armées. »

Afin de couper court à de nouveaux délais, l'électeur de Mayence fit son entrée solennelle à Francfort le 31 juillet, et inaugura ainsi les délibérations. Son énergique intervention détermina les électeurs de Cologne et de Bavière à autoriser leurs plénipotentiaires à y prendre part. L'assurance envoyée de Vienne à Dresde que, aussitôt après l'élection, l'Autriche donnerait une vigoureuse impulsion à la guerre contre Frédéric, entraîna la Saxe, et peu à peu on en arriva à fixer l'élection au 13 septembre.

Après de vaines tentatives d'opposition, les ministres de Prusse et du Palatinat se retirèrent et, le 13 septembre, François fut élu empereur à l'unanimité des électeurs présents.

A dater du jour où l'élection de François ne laissa plus de doute, on agita à Vienne la question de savoir si la reine se rendrait au couronnement. Le public viennois ne manquait aucune occasion d'en émettre bruyamment le vœu. La diffi-

culté gisait dans l'épuisement total du trésor autrichien. Il en devait coûter trois millions et demi de florins, somme énorme, qui, disait-on, serait infiniment mieux appliquée à l'entretien de l'armée ou au soulagement des contribuables. Mais, devant l'intention bien marquée de la reine d'aller à Francfort, personne n'osa dire tout haut ce que tout le monde pensait tout bas.

L'empereur désirait beaucoup qu'elle se fît couronner avec lui. Elle s'y refusa sans vouloir s'expliquer. Ulfeld essaya vainement de la faire parler. On ne peut prendre au sérieux le mot qu'elle lui jeta : « Ce couronnement est une comédie, je ne veux pas la jouer ! » Se rendait-elle bien compte de ses impressions ? Fut-elle bien maîtresse d'elle-même pendant toute la période de temps qui vit poindre, mûrir, et enfin s'accomplir la réalisation d'un de ses rêves les plus chers ? Le cœur humain est un abîme de contradictions et de heurts, et l'amour-propre féminin a d'étranges retours. Il est certain que, à dater du moment où l'élection du grand-duc fut assurée, elle subit une crise morale très intense : elle est agitée, nerveuse, contrariante ; aux questions qui lui sont posées elle oppose des réponses brèves, trahissant l'impatience et une pointe acérée d'agacement. Cette couronne impériale qui, vue de loin, a été l'objet de ses plus chères aspirations, ne lui apparaît plus, une fois à sa portée, qu'un jouet sans valeur, indigne d'être associé à sa double couronne de reine. Puis tout ce que le grand-duc possède d'honneurs et de dignités, il le tient d'elle : en réalité il ne brille que par le reflet des grandeurs de sa royale compagne. Au fond de son cœur, l'orgueil césarien lui souffle qu'elle ne peut abaisser cette même double couronne devant le simulacre d'un symbole, hier encore hochet dérisoire entre les mains de l'ennemi héréditaire. Elle se reproche et l'excès de ses illusions, et l'excès de déception qui l'irrite sourde-

ment, malgré elle, contre la sincère tendance de son mari à prendre la chose au sérieux. Il y a en elle une lutte évidente, elle souffre et ne peut s'empêcher de le faire souffrir. Il la prie et la supplie de se faire couronner impératrice, elle refuse sèchement, avec entêtement. L'invite-t-il à apporter les joyaux qui ont servi au couronnement de l'impératrice Amélie? elle réplique: « On n'en a plus besoin. » La questionne-t-il sur la toilette qu'elle portera ; la consulte-t-il sur le point de savoir s'il revêtira un costume de duc ; elle répond, avec une nuance d'impertinence : « S'il y en a un, oui, « autrement un manteau. » Enfin, fatiguée de ses nouvelles instances, elle lui écrit : « Tout cela se lève avec la première « résolution. » Aussi se pourrait-il bien qu'elle n'ait pas été étrangère à la bizarre détermination que prit le grand-duc, de porter le jour de son couronnement, la couronne de roi de Jérusalem, sous prétexte des prétentions de la maison de Lorraine à la succession de ce royaume.

Elle quitta Vienne le 15 septembre, se dirigeant à petites journées sur Francfort. Le grand-duc alla l'attendre à Schaffenberg, où elle arriva le 24. Le 26, François fit, en grand appareil, son entrée officielle à Francfort. Marie-Thérèse l'y avait précédé et assista à l'entrée impériale, du haut du balcon de l'hôtel de l'empereur.

La cérémonie eut lieu le 4 octobre. Marie-Thérèse fit acte de présence à toutes les solennités de la journée, et lorsque le cortège impérial se rendit au banquet du Römer, elle donna avec son mouchoir le signal des acclamations.

Le couple impérial resta jusqu'au 16 octobre à Francfort. Pendant ces douze jours, Marie-Thérèse, revenue complètement de sa crise morale passagère, prit part sans arrière-pensée à toutes les réjouissances publiques et, par le charme incomparable de ses manières affables, sut gagner tous les

cœurs. Si la population francfortoise ne lui épargna pas les marques de son enthousiasme, l'accueil qu'elle reçut le 27, de la population viennoise, fière et heureuse de se voir ramener un empereur, fut véritablement triomphal.

Plût à Dieu qu'elle eût ramené avec elle Traun, qui avait pleinement rempli sa mission. Malheureusement, comme toutes les natures impressionnables, du malaise moral qui l'avait surprise avant le couronnement, les succès recueillis à Francfort l'avaient fait passer à un excès de confiance dans l'avenir. Pénétrée de la justice de sa cause, elle ne doutait pas que Dieu ne la fît triompher, oubliant que les desseins divins ne sont pas ceux des hommes. En vain le cabinet anglais s'indignait de son obstination,en vain le roi de Prusse s'était humilié jusqu'à lui faire faire directement, à Francfort, des ouvertures de paix, elle était restée inflexible dans sa résolution. Un secret orgueil, né de la réussite de ses premières entreprises, troublait la rectitude de son jugement et la livrait aux fantaisies de son imagination. « Le prince « Charles, dit-elle un jour, a célébré mon couronnement par « une victoire, il saura bientôt faire de même pour celui de « Francfort. » Les révélations si graves de Khevenhüller étaient oubliées et, à ses yeux prévenus, le prince Charles, son héros, n'avait d'autre tort que de lui faire trop attendre la nouvelle de ses infaillibles victoires. « J'ai tout espoir dans « nos entreprises, lui écrivait-elle, et dans l'aide de Dieu ! » Et une autre fois : « Je n'ai rien à ajouter que de vous « presser sur les opérations ; tout en dépend, mais en « Silésie le bon Dieu nous bénira, croyez-moi. »

La conduite déloyale et perfide du roi de Prusse, en irritant justement la reine, la confirma dans ses idées belliqueuses. Violant l'engagement pris envers lord Harrington de garder le secret sur la convention faite avec le ministre mais repous-

sée par Marie-Thérèse, il fit annoncer de tous côtés dans son armée que la paix était faite et, par ses ordres, le prince d'Anhalt écrivit, le 1er septembre, au prince Charles qu'il venait d'apprendre, par un courrier venant de Hanovre, que les préliminaires de paix avaient été signés le 26 août à Hanovre, par lord Harrington, au nom de S. M. la reine de Bohême.

Charles fut d'autant plus surpris que, précisément, le matin, il avait reçu l'ordre de la reine « de faire tout son possible « pour tâcher de faire sortir les Prussiens de la Bohême et « même de les suivre en Silésie. » Déjà plein de méfiance à l'égard des Saxons et persuadé qu'il n'était pas en état de lutter avec ses seules forces contre son redoutable ennemi, il n'aurait pas vu sans plaisir la fin de la guerre. La retraite d'une grande partie du contingent saxon, rappelé dans ses foyers menacés par la Prusse, le fortifia dans ces dispositions. Sur de nouveaux ordres précis venus de Vienne, il réunit, le 12 septembre, ses généraux au camp d'Aujest. Un plan de marche fut adopté, dans le but de contraindre les Prussiens à passer sur la rive droite de l'Elbe et à se retirer sur la Silésie.

Le mouvement des Autrichiens détermina le roi à faire ce qui était prévu. Le 18 septembre, il franchit l'Elbe près de Jaromircz et se retira dans la direction de Trautenau, sans dépasser Staudenz, toujours harcelé par les pandours de Franquini et de Dessewffy. De son côté, le gros de l'armée autrichienne s'avança en remontant le long de l'Elbe avec sa lenteur habituelle. Le 23, Nadasdy, qui commandait l'avant-garde, fit savoir au prince que, d'une hauteur, dite la tête de Marschau, qu'il occupait,on avait vue sur le corps prussien établi à Staudenz. Charles alla reconnaître lui-même, le lendemain, la situation et constata que la droite prussienne qui s'étendait vers Burkersdorf, manquait d'appui. A son

retour, il communiqua ses observations au duc d'Arenberg et au prince de Lobkowitz. Ceux-ci estimèrent qu'il y avait lieu de profiter de l'occasion. Mais au lieu de prendre immédiatement les mesures que commandaient les circonstances, Charles laissa écouler deux jours au bout desquels, ayant été une seconde fois reconnaître la position avec Lobkowitz, il se décida à exécuter l'attaque. On était au 26. Il s'agissait d'une surprise à effectuer, et la nature même de l'entreprise exigeait autant de rapidité que d'énergie dans les dispositions à ordonner. Or, ce n'est que le 28 qu'il fit avancer son armée vers Koenigshof, sous prétexte de faciliter ses approvisionnements. Il s'établit entre Schurz et Novoles, et son avant-garde passa, sous les ordres du lieutenant feld-maréchal, comte de Preising, jusqu'au pied de la forêt, près de Koenigshof. Comme le point n'était pas à plus de deux lieues du camp prussien, le prince aurait pu aisément franchir cette distance dans la matinée du 29 et attaquer les Prussiens à l'improviste. Selon toute apparence, il eût cueilli cette fois de réels et glorieux lauriers. Malheureusement ni lui, ni son état-major n'étaient capables d'organiser convenablement l'exécution d'un plan arrêté. A trois heures de l'après midi seulement, l'avant-garde autrichienne traversa Soor et prit position dans la forêt, tellement près de Burkersdorf que ses grand'gardes n'étaient qu'à 500 pas des Prussiens. Le gros de l'armée ne dépassa pas Soor, de sorte que l'attaque fut différée jusqu'au lendemain matin.

« Jamais, dit un officier autrichien qui a fait un récit « savamment étudié de ces campagnes, jamais armée ne se « trouva dans des circonstances plus favorables et avec une « espérance mieux fondée de victoire, que l'armée autri- « chienne ce jour-là. Le roi de Prusse était complètement « enveloppé, sa droite était exposée à subir une surprise,

« Devant lui une forêt épaisse lui cachait les mouvements de « l'armée autrichienne, derrière lui une nuée de cavalerie « légère lui coupait vivres et communications. Sa défaite et « par suite, sa ruine totale, paraissaient infaillibles. Ni ses « talents militaires, ni la discipline de ses vaillantes troupes « n'auraient pu le sauver, pour peu que le général autrichien « eût exécuté son excellent plan stratégique avec prompti- « tude et énergie. »

Mais ces qualités et surtout l'esprit d'ordre et de précision manquaient essentiellement au prince Charles. Bien que les Autrichiens eussent eu tout le temps de se familiariser avec les localités, les premières lignes de l'avant-garde s'égarèrent et celle-ci n'arriva que fort en retard au poste qui lui était assigné. De plus, grâce à ces moments précieux si inutilement perdus par le prince, Frédéric, sans pénétrer clairement les projets de l'ennemi, avait compris qu'il se préparait quelque chose contre lui et donné l'ordre à son armée, le 30 septembre, de se tenir prête à marcher de bonne heure. Ses généraux étaient près de lui, quand la nouvelle lui vint de l'approche des Autrichiens. Il fit aussitôt prendre les armes et bien qu'il n'eût à opposer aux 32,000 hommes du prince Charles que 10,000 soldats, il ne perdit pas son sang-froid, suppléa au nombre par sa vigueur et sa rapidité de mouvements et, chose merveilleuse, surprit par une brusque et violente attaque ceux-là mêmes qui le venaient surprendre.

On tombe des nues en lisant les lamentables explications à l'aide desquelles le prince Charles cherche à excuser son inexcusable inertie. « L'ennemi, écrit-il, nous a vus et a battu « l'alarme. Comme il faisait du brouillard, nous avons attendu « qu'il fît plus clair, et aussi nous avons remarqué que « l'ennemi en voulait à notre gauche. »

Si les yeux des Prussiens pouvaient percer le brouillard,

les yeux des Autrichiens devaient avoir la même faculté. On se demande pourquoi ce même brouillard qui, n'étant pas trop épais, venait en aide aux stratèges de la surprise, fut précisément ce qui les immobilisa, alors que les surpris en profitèrent pour commencer eux-mêmes l'attaque. « Pour ne rien « vous cacher, — écrivit le soir même Charles à son frère, — « nous avons été bien battus. » Naturellement, comme à Hohenfriedberg, il rejeta la responsabilité de sa honteuse défaite, sur ses troupes. Il envoya même au grand-duc un document, signé par les généraux de Preising et Béchinie, attestant que, le jour de la bataille, les régiments de cavalerie de Wurtemberg, de Philbert et de Preising, avaient refusé d'obéir à leurs chefs et s'étaient enfuis sans coup férir. Le pauvre prince ne semble pas se douter qu'une pièce pareille était la plus cruelle condamnation du chef de l'armée et de son état-major, car elle atteste beaucoup moins la lâcheté des soldats, que l'incurie, l'incapacité, la négligence et l'esprit de désordre du commandement. Comment des troupes, que leurs généraux laissent immobiles pendant six heures, à cent pas de l'ennemi qu'elles doivent surprendre, l'arme au bras, uniquement occupées à regarder ce même ennemi s'armer, se préparer et entamer lui-même l'attaque, ne seraient-elles pas profondément démoralisées et incapables d'une discipline quelconque? Si, au point de vue militaire, le prince Charles était taxé d'incapacité, Lobkowitz, son principal conseiller, s'était tant fait détester des officiers et des soldats par son caractère altier, qu'à Soor, où il donna l'exemple d'une rare bravoure, il ne put entraîner un seul homme au combat.

La perte des Autrichiens se monta à 8000 hommes, celle des Prussiens à 4000. Ajoutons que, pendant la bataille, les hussards hongrois envahirent le camp prussien, le pillèrent

de fond en comble et ramenèrent, outre un butin énorme, tous les papiers du roi et plusieurs centaines de prisonniers.

Tout le sang répandu à Soor le fut bien inutilement. Le vainqueur, épuisé lui-même, se trouvait hors d'état de tirer parti de sa victoire. Après être resté quatre jours à Soor, il évacua la Bohême et se retira en Silésie.

Marie-Thérèse ne plia pas sous le coup de cette nouvelle épreuve. Elle écrivit à Charles que, s'il ne se croyait pas en état de prendre sur le roi une revanche éclatante, il tirât du moins parti de sa cavalerie légère pour affaiblir son armée, l'affamer et finalement la contraindre à s'éloigner de la Silésie. Mais le prince trouva tant d'objections à cette petite guerre, qu'il n'en fut plus question. Une enquête ordonnée contre les régiments qui avaient fui du champ de bataille, eut le même sort, parce qu'elle tournait contre les signataires de la plainte. Il en ressortit en effet clairement, que la plaie d'indiscipline et de désordre qui rongeait l'armée était due au laisser aller et à la faiblesse du général en chef, plus enclin à se faire aimer qu'à se faire obéir. Les préventions de Marie-Thérèse en faveur de son beau-frère étaient encore trop fortes pour qu'on osât lui proposer le remède unique.

Le nouveau revers essuyé par l'armée autrichienne offrit au cabinet de Londres l'occasion de peser sur la reine afin de la déterminer à signer la convention de Hanovre. Mais ni ses arguments, ni ses menaces de supprimer les subsides, ne purent ébranler Marie-Thérèse. Au fond elle se rendait bien compte de l'impossibilité de tenir tête à tant d'ennemis à la fois, mais le point de divergence entre elle et les Anglais, consistait en ce que ceux-ci prétendaient la forcer à se réconcilier avec la Prusse, alors qu'elle préférait s'accommoder avec la France et l'Espagne.

Son ancienne irritation contre la France avait disparu. L'en-

nemi héréditaire, à ses yeux, n'était plus la France, mais le spoliateur de la Silésie, le prince sans foi ni loi, qui deux fois avait, sans autre intérêt que son ambition, violé ses engagements les plus sacrés. Déjà en 1744, dans une lettre à Ulfeld, écrite après l'invasion de la Bohême par Frédéric II, elle avait laissé échapper ces mots : « J'ai eu tort de ne pas traiter « avec la France, à Prague; les faux amis sont plus à craindre que les ennemis connus. » A plusieurs reprises, le cabinet de Versailles avait, de son côté, profité de certaines circonstances pour faire entendre à la reine des dispositions pacifiques. Son peu de confiance dans la sincérité du gouvernement français et le fait que le marquis de Stainville, s'expliquant plus clairement dans sa correspondance avec le grand-duc, avait seulement parlé de la rétrocession d'une partie de la Silésie, ne permirent pas à la reine de sortir de sa réserve.

La publication du traité de Hanovre, en révélant au cabinet de Versailles le peu de compte qu'il pouvait faire sur la fidélité de son allié prussien, le détermina à s'avancer davantage vis-à-vis de la reine. L'envoyé français à Munich, Chavigny, reçut mission de faire savoir, par l'intermédiaire du diplomate saxon, baron de Gersdorf, au comte Chotek, envoyé autrichien près l'électeur de Bavière, que, si la défection du roi de Prusse se confirmait, la France, reprenant sa liberté, serait disposée à faire la paix avec la reine, sous la seule condition qu'une possession en Italie fût assurée à l'Infant Philippe, qui renoncerait même à ce prix à ses conquêtes en Silésie.

Bien que Chavigny eût formellement déclaré que cette communication était toute spontanée de sa part et n'avait absolument rien d'officiel, Chotek, qui connaissait la valeur de ce diplomate, s'empressa d'aller en faire part à Marie-Thérèse, lorsqu'elle traversa Passau pour se rendre à Francfort. La reine l'autorisa à répondre « qu'elle désirait autant

que personne,la paix,mais qu'elle ne se prêterait jamais à rien, « sans la concurrence de ses alliés, quelqu'utilité qui lui pour- « rait en revenir; — qu'elle n'en serait pas moins cependant « portée à entendre telles propositions que la France pourrait « lui faire parvenir et qu'elle garderait là-dessus le silence le « plus sacré. »

Elle n'attendit pas longtemps. Pendant son séjour à Francfort, le conseiller de légation saxon, de Saul, lui apporta des propositions formelles de la cour de France, ne différant de celles de Chavigny qu'en ce que la France témoignait le désir de conserver les forteresses d'Ypres et de Furnes, aux Pays-Bas.

La réponse de la reine, minutée par Bartenstein, exprima l'espoir que ces offres n'étaient pas le dernier mot de la France et que cette puissance abandonnerait le roi de Prusse à ses destinées, en même temps qu'elle renoncerait à ses conquêtes aux Pays-Bas ; qu'il ne serait pas impossible de trouver en Italie une principauté à donner à l'Infant Philippe, le sacrifice demandé étant loin de pouvoir être comparé à celui de la Silésie, le plus beau joyau de la maison d'Autriche.

Les négociations,ainsi établies sur l'expectative de la reprise de la Silésie, se poursuivirent par l'intermédiaire de la Saxe, entre le comte de Brühl, ministre du roi Auguste,et le marquis de Vaulgrenant, envoyé de France à Dresde. Elles marchèrent si rapidement que l'impératrice se décida, au mois de novembre, à envoyer secrètement à Dresde, le comte Frédéric Harrach, grand chancelier de Bohême, pour mettre la dernière main au traité de paix avec la France.

Le choix du comte Harrach, un des hommes d'état les plus estimés de l'Autriche et les plus remarquables par ses rares qualités et la noblesse de son caractère, indique à quel point Marie-Thérèse croyait pouvoir compter sur l'heureuse issue de

la mission dont elle le chargeait. Ses instructions stipulaient la reconnaissance de François de Lorraine, comme empereur d'Allemagne, la cession de la Savoie à l'Infant Philippe, sauf dédommagement pour le roi de Sardaigne par Marie-Thérèse et le rétablissement du duc de Modène dans ses états. Elles contenaient de plus le refus de céder Ypres et Furnes et, par contre, l'offre de détacher l'abbaye de St-Hubert des Pays-Bas ou, s'il le fallait absolument, la cession à la France des villes de Chimay et de Beaumont avec leurs territoires. Les puissances maritimes devaient être comprises dans le traité, qui ne soufflait mot du roi de Prusse. L'unique article secret, joint à la pièce principale portait que, si le roi de Sardaigne refusait de céder la Savoie, l'Infant don Philippe serait mis en possession de Parme et de Plaisance avec la survivance du duché de Guastalla.

L'avenir se présentait d'autant plus souriant à l'impératrice et au roi de Pologne, que tous les deux reçurent avis, que l'impératrice Élisabeth de Russie, travaillée par la diplomatie autrichienne, venait enfin de s'engager à les soutenir contre le roi de Prusse, et qu'elle avait donné des ordres pour mettre sur pied, pendant l'hiver, une armée de 50 à 60.000 hommes, afin d'être en mesure d'entrer en campagne dès le printemps, sous les ordres du feldmaréchal comte Lacy, flanquée de 20,000 Cosaques. Cette nouvelle, exacte en elle-même, mais d'une réalisation non immédiate, combla de joie les deux cours alliées de Vienne et de Dresde. La dernière surtout fut littéralement grisée. Elle oublia les désastres de Hohenfriedberg et de Soor et, plus avide que jamais de conquête, n'eut plus de repos que Marie-Thérèse n'eût consenti à continuer la guerre pendant l'hiver, contrairement à tous les us et coutumes religieusement observés jusqu'alors. Charles de Lorraine eut beau faire des obser-

vations, il ne fut pas écouté. L'impératrice poussa même l'abnégation jusqu'à se rendre aux désirs du roi Auguste, qui voulut assigner pour but à cette campagne exceptionnelle, non plus le recouvrement de la Silésie, mais la conquête d'une partie des États héréditaires du roi de Prusse. Un plan fut dressé d'après lequel l'armée saxonne, sous les ordres du comte Rutowski, devait jouer le principal rôle, secondée d'un côté par le prince Charles de Lorraine, de l'autre par un corps de 10,000 hommes, tiré de l'armée du comte Traun et commandé par le lieutenant feld-maréchal comte de Grünne. Les dernières dispositions furent prises dans un conseil de guerre tenu à Dresde, le soir du 14 novembre, et auquel prirent part le comte Esterhazy, envoyé autrichien à Dresde, les comtes de Grünne, Rutowski, le ministre saxon, comte de Brühl, le conseiller de légation de Saul et le R. P. Guarini, confesseur du roi. Le mouvement général des divers corps d'armée commença le 20 novembre. Mais déjà le grand plan stratégique était profondément modifié. L'arrivée d'un courrier de St-Pétersbourg, portant au gouvernement saxon l'avis que l'intervention d'une armée russe était subordonnée à la condition exclusive d'aider seulement les Autrichiens à reprendre la Silésie, suffit à bouleverser les faibles cerveaux de l'entourage du roi Auguste. Il fut décidé qu'un corps d'armée saxon resterait en observation près de Leipzig et que Rutowski mènerait le gros de ses troupes en Lusace, pour se joindre à l'armée du prince Charles, déjà campée dans cette province. La jonction opérée, Charles et Rutowski devaient longer les frontières de la Silésie et du Brandebourg pour couper les communications du roi de Prusse avec ses États patrimoniaux, tandis que le comte de Grünne se dirigerait sur Guben et de là sur le Brandebourg.

A la différence du prince Charles, Frédéric n'était pas

homme à se laisser surprendre. Après la bataille de Soor, croyant la campagne terminée, il était allé à Berlin savourer les joies du triomphe et avait mis ses troupes en quartiers d'hiver. Mais il ne perdit pas de vue ses adversaires un seul moment, et aucun de leurs mouvements ne lui échappa. Bientôt au courant de leurs projets, il n'attendit pas un instant pour prendre ses précautions. Il mit sa capitale en état de défense et concentra à Halle le corps d'armée du prince d'Anhalt-Dessau qu'il avait d'abord dissous. Il se rendit ensuite en Silésie, avec l'intention de pénétrer dans la Saxe par la Lusace et d'attaquer les Alliés avant qu'ils eussent pu se réunir. Son irritation doit avoir été des plus vives, à en juger par ces mots adressés, le 11 novembre, au prince de Dessau : « Je recommande à V. A., en cas de rencontre, de « ne pas faire de quartier à l'ennemi. » Dès le 22 novembre, il se trouva à Obermittlau à la tête de 35,000 hommes. Il marcha en avant croyant rencontrer les Autrichiens, et tomba, à Grosshennersdorf, sur un petit corps de trois régiments de cuirassiers saxons et de deux bataillons d'infanterie avec deux pièces de canon, le tout commandé par le général Buchner. Bien que cet officier fût instruit du voisinage des Prussiens, il n'avait même pas fait seller les chevaux de sa troupe, encore moins pris l'ombre d'une mesure de prudence, quand, le 23 à midi, il fut brusquement attaqué et fait prisonnier avec près d'un millier d'hommes. Ajoutons toutefois que l'infanterie saxonne se défendit assez bien pour donner au prince Charles, qui se trouvait à Schönberg, tout près de Grösshennersdorf, le temps de les faire secourir. Mais, comme l'observe Arneth, Charles ignorait la maxime militaire de marcher au canon, il se contenta de resserrer ses lignes un peu trop étendues. Le lendemain, apprenant que Frédéric s'était établi à Grösshennersdorf, il crut prudent de reculer

jusqu'à Leube et Ostritz. Cette marche en arrière, qui anéantissait le nouveau plan de campagne adopté, ne lui fut d'aucun avantage. Privé de ses magasins, en butte à la haine et aux rancunes des populations exaspérées des brigandages des hussards et des pandours, il se trouva, comme il l'écrivit, « dans le plus grand embarras de sa vie », et retourna en Bohême, d'où il était venu, harcelé et serré de près par les Prussiens. Il ne fut tranquille qu'à Gabel, qu'il atteignit le 28 novembre.

Que devenait l'armée saxonne? On ne sait d'elle qu'une chose certaine : c'est qu'elle ne fit un mouvement ni pour venir en aide au général Buchner, qui paraît avoir été le chef de son avant-garde, ni pour empêcher les Prussiens de poursuivre le prince Charles jusqu'à Zittau. L'occasion, si chaudement cherchée dans les combinaisons stratégiques, de prendre Frédéric entre deux feux,s'était présentée magnifique, mais si inopinée que Rutowski et le prince Charles, ébahis de l'aventure, ne pensèrent pas même à la saisir. On se rend difficilement compte des raisons qui ont pu empêcher Rutowski de tomber sur les derrières de l'armée de Frédéric,lorsqu'il marcha sur les Autrichiens.

Tandis que le prince de Dessau pénétrait en Saxe, venant de Halle, le 29 novembre, les Saxons, concentrés près de Leipzig, quittaient cette ville sans coup férir. Les Prussiens l'occupèrent le même soir.

Malgré ses succès Frédéric ne s'aveuglait pas sur sa situation. Le 28 novembre, par ses ordres, son ministre Podewils écrivit au résident anglais à Dresde, Villiers, que le roi son maître était prêt à retirer ses troupes de la Saxe et à traiter avec le roi Auguste, sous la seule condition de l'accession de ce dernier à la convention de Hanovre et de la rupture de son alliance avec l'Autriche. Le roi ne fit d'autre réserve dans sa

réponse affirmative que celle de la nécessité que sa loyauté lui imposait « d'en communiquer avec la cour de Vienne, comme la partie « principale, ce qu'on allait faire incessamment. » Mais sa pauvre tête ne résista pas à la chute foudroyante de ses rêves de victoires ; au lieu d'attendre les événements dans sa capitale ou de rejoindre son armée, il quitta Dresde précipitamment et s'enfuit en Bohême, sans réfléchir qu'il allait rendre son rôle plus difficile et devenir une charge, un véritable embarras pour l'impératrice. Brühl l'accompagna, et ils partirent sous l'empire d'un tel trouble d'idées, qu'ils ne pensèrent pas plus à donner la moindre instruction au comte Rutowski qu'à prévenir les diplomates étrangers de leur départ. Ils se bornèrent à confier la direction des affaires à une commission présidée par le duc de Saxe-Weissenfels en l'autorisant à continuer les négociations avec la Prusse.

A Lobositz, le roi se rencontra avec le comte Harrach, qui se rendait à Dresde pour terminer le traité avec la France.

En quittant Vienne, Harrach, pour mieux dissimuler sa mission, s'était rendu en Bohême sous prétexte d'y remplir ses fonctions de grand-chancelier. Il se proposait de gagner Dresde et avait suivi l'armée autrichienne. Les circonstances dans lesquelles il se trouva lui permirent de constater la vérité des plaintes qui, depuis la bataille de Soor, s'élevaient, dans toute l'armée, contre le prince Charles. Le duc d'Arenberg, le prince de Lobkowitz et nombre d'autres généraux sollicitèrent leur rappel, en alléguant l'impossibilité de servir avec honneur sous ses ordres. Tous émettaient la conviction que sa présence à la tête de l'armée ne pouvait être tolérée plus longtemps, si l'on voulait éviter de courir à l'abîme. Comme Harrach se trouvait au milieu des troupes, lorsque celles-ci se retirèrent de Schönberg sur Gabel,

il eut le chagrin de toucher du doigt l'incurie des chefs, l'indiscipline, la confusion et le désordre général de la marche. Parmi les généraux, deux seulement, le comte de Mercy et le comte Léopold de Daun, lui parurent plus soucieux de leur devoir que de leur propre personne. Le spectacle déplorable qu'il eut sous les yeux, le détermina à avouer franchement la vérité à l'impératrice, qui, vivement impressionnée, mais n'osant encore répéter cette vérité à l'empereur, qu'elle savait aveuglé par son affection pour Charles, chargea Bartenstein de la lui exposer dans un rapport écrit.

A Gabel, Harrach avait reçu du comte Brühl l'invitation pressante de venir au plus vite à Dresde, pour en finir avec Vaulgrenant. Déjà les événements qui se passaient l'avaient décidé à écrire à l'impératrice qu'il signerait la paix, dût-il céder Furnes et Ypres, dont il reconnaissait mieux que personne l'importance, ayant résidé longtemps aux Pays-Bas, attendu que la réconciliation avec la France et la perspective de l'union de toutes les forces contre le roi de Prusse, valaient bien ce sacrifice.

L'homme propose, et Dieu dispose. Parti dans le dessein bien arrêté de faire la paix avec la France, Harrach ne se doutait guère que ce qui l'attendait à Dresde était la paix avec la Prusse.

Dans sa rencontre avec le roi de Pologne et son ministre à Lobositz, il ne vit qu'un simple contretemps. Il s'efforça de relever le courage du roi, et le persuada du danger de traiter avec la Prusse sous le coup de l'extrémité où ils se trouvaient. De son côté, Marie-Thérèse ne négligea aucun moyen de peser sur le prince saxon, dont elle connaissait les côtés faibles. Elle mit à la disposition d'Auguste le palais royal de Prague, lui fit rendre tous les honneurs possibles, lui envoya chevaux, voitures, cuisiniers, gens de service et le déclara son

hôte, sa suite comprise, pendant tout le temps qu'il lui plairait de résider à Prague. L'armée autrichienne du Rhin, alors cantonnée dans ses quartiers d'hiver, reçut ordre de marcher immédiatement sur la Saxe. Réconforté par ces marques d'active et généreuse sympathie, le roi écrivit à la commission de régence de Dresde qu'elle eût à gagner du temps, à tout prix, afin d'attendre l'arrivée du prince Charles de Lorraine et, celui-ci venu, de risquer une bataille contre le roi de Prusse plutôt que de signer la paix. Ces lettres, appuyées de la nouvelle que l'armée du prince Charles s'avançait effectivement par Reichstadt et Leitmeritz vers la Saxe, relevèrent les esprits abattus de la commission, qui s'ingénia à traîner en longueur les pourparlers avec Frédéric.

Ce dernier, instruit des relations nouées entre l'Autriche et la France, comme aussi des engagements pris par la Russie, redoubla d'efforts pour arracher à la commission une réponse conforme à ses désirs, mais il eut soin de prendre aussi les mesures nécessaires pour l'y contraindre dans le plus bref délai, car il comprenait à merveille les périls qui le menaçaient. Par ses ordres, le prince d'Anhalt-Dessau se dirigea sur Meissen, dont il prit possession. Le prince Charles arrivait à peu de distance de Dresde, hésitant, presque persuadé, tant il se défiait des Saxons, qu'on l'attirait dans un piège. Il se rendit personnellement à Dresde, conféra avec Rutowski et revint à son quartier général, convaincu, cette fois, que le jeu était sérieux. « J'ai trouvé, mande-t-il le 13 décembre à son frère, Rutowski fort de mon goût, pour le peu de « temps que j'ai eu à le connaître, mais paraissant un homme « de fermeté et de capacité. » Malheureusement cette bonne impression, loin de le guérir de sa fatale incurie et de le rendre plus vigilant, le fit verser dans une sorte de sécurité stupéfiante. Il y a quelque chose d'irritant, à voir, surtout

dans cette campagne de 1745, la Providence s'obstiner, pour ainsi dire, à lui offrir les plus belles occasions d'écraser le déloyal spoliateur de la Silésie, et ce malheureux prince s'entêter avec le calme suprême de l'ignorance à les manquer et à se faire battre comme plâtre.

Mais n'anticipons pas sur les événements et citons le récit qu'Arneth donne de la bataille de Kesselsdorf :

« Le jour même, dit-il, où le prince Charles écrivit à Dresde, Rutowski avait posté l'armée saxonne et le corps de Grünne sur les deux côtés de la route qui mène de Freyberg à Dresde, non loin de Kesselsdorf. Près de ce dernier village s'ouvre un de ces ravins qui, partant des hauteurs, se prolongent vers l'Elbe, en se creusant de plus en plus. Rutowski crut avoir trouvé une position avantageuse derrière ce ravin qui porte le nom de Tzschonengrund. Il fit occuper Kesselsdorf par des grenadiers saxons et autrichiens, et couvrit la position de fortes batteries. Les lignes s'étendaient le long du Tzschonengrund dans la direction du Nord-Est jusqu'à Zöllmen, où elles coudoyaient la cavalerie autrichienne. La plus grande partie de l'infanterie du comte de Grünne se trouvait à une certaine distance, tout près de Chemnitz, distant de Kesselsdorf de deux bonnes lieues. Le comte était malade, et le commandement de ses forces était exercé par le général-major baron d'Elberfeld.

Le prince Charles prétend qu'il attira l'attention de Rutowski, sur le danger de cette disposition et qu'il lui prédit qu'elle serait funeste. Il émit l'avis qu'il vaudrait mieux renforcer l'aile gauche des Saxons, placée à Kesselsdorf avec une partie des troupes autrichiennes, et porter le reste en observation près de Dresde. Il se plaignit plus vivement encore que le poste assigné à son armée fût trop éloigné du gros des forces saxonnes. Mais une fois de plus, il semble qu'on

eût voulu ne prendre que des mesures propres à amener infailliblement le résultat contraire à celui qu'on avait en vue. Les généraux des alliés ne pouvaient raisonnablement se proposer autre chose que d'attaquer et de battre le prince de Dessau, avant sa jonction avec le roi de Prusse. Pour cela il eût été indispensable, avant tout, d'opérer au plus vite la fusion des deux armées saxonne et autrichienne. Cette précaution prise, il fallait saisir immédiatement le rôle d'assaillant et ne pas le laisser de nouveau à l'ennemi. Rien de tout cela ne se fit. Loin de remédier au mal résultant de l'éloignement de ses quartiers, le prince Charles négligea de concentrer ses troupes, à la première nouvelle de l'approche des Prussiens. Il attendit d'abord la confirmation de cette annonce et, même après l'avoir reçue, au lieu de marcher sur Kesselsdorf avec toutes ses forces, il se contenta d'envoyer l'adjudant-général baron Bütler au camp saxon, avec ordre de ne revenir qu'après avoir vu lui-même l'ennemi et s'être renseigné tant sur sa force que sur la direction de sa marche. Pendant que le prince Charles gaspillait insouciamment son temps, le vieux prince de Dessau employait fructueusement le sien. Dans la matinée du 15 décembre, il quitta Röhrsdorf, où il avait passé la nuit. Arrivé vis-à-vis de Wilsdruff, il se dirigea vers Kesselsdorf et peu après midi, se trouva en face des Saxons. Il étudia aussitôt leur position et reconnut au premier coup d'œil, que Kesselsdorf enlevé, le flanc de leur armée était découvert. Il résolut en conséquence de diriger son attaque principale sur ce point, qui lui parut à la fois le plus important et le plus accessible. Six bataillons de grenadiers, soutenus par un gros de cavalerie, entamèrent la lutte.

Les soldats prussiens entreprirent bravement l'ascension de le pente couverte de neige au sommet de laquelle Kesselsdorf

est bâti. Accueillis par un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie qui éclaircit leurs rangs largement, ils faiblirent. Reformés de nouveau, ils renouvelèrent leur attaque. Le sol escarpé et glissant rendait la montée difficile et incertaine. Ils s'aidaient entre eux, se soutenant l'un l'autre; mais la violence des feux croisés de l'ennemi eut raison encore une fois, de leur courage. Finalement les grenadiers prussiens s'enfuirent, laissant le tiers de leur effectif sur le champ de bataille.

C'eût été pour les troupes saxonnes, massées à Kesselsdorf, le moment de sortir de leurs retranchements, en bon ordre et d'attaquer le flanc des Prussiens qui n'était plus couvert. Tout au moins, était-ce celui de lancer, à la poursuite de l'ennemi en désordre, les trois régiments de cavalerie légère saxonne postés près de Kesselsdorf. Mais la simple idée de mesures aussi énergiques ne pouvait germer dans l'esprit de Rutowski et de son état-major. Ils laissèrent, au contraire, les vaillants défenseurs autrichiens et saxons de la ville, sortir en désordre de leurs cantonnements, et se lancer imprudemment à la poursuite des fuyards, en poussant des cris de joie. Le prince de Dessau saisit vivement l'occasion de reprendre l'avantage. Il fit sabrer par les dragons cette foule confuse, hors d'état de se défendre efficacement. Une partie fut massacrée, une autre faite prisonnière, bien peu purent regagner Kesselsdorf sans blessures. Les Prussiens montèrent derrière eux, s'emparèrent du village et s'y établirent fortement bien que le feu y eût été mis.

Tandis que le prince de Dessau maltraitait ainsi l'aile gauche des Saxons, son fils cadet, le prince Maurice, assaillait énergiquement leur centre à Zöllmen. Le premier à la tête de ses soldats enthousiasmés par son exemple, il escalade les côtes boueuses et couvertes de neige du ravin, forme

rapidement sa troupe et refoule lestement les Saxons qui, menacés d'être pris en flanc par le prince de Dessau, perdirent contenance.

L'infanterie saxonne était donc battue sur tous les points. Il ne restait aux alliés d'autre moyen de rétablir le combat, que d'écraser les bataillons prussiens sous les charges répétées de leur nombreuse cavalerie, car celle des Prussiens, n'ayant pas gravi le Tzschonengrund, était tout à fait en dehors de l'action. Mais ce fut en vain que Rutowski et son demi-frère, le chevalier de Saxe, essayèrent de mener leurs escadrons sur l'ennemi. La défaite de l'infanterie avait terrifié cette cavalerie et au lieu de charger les Prussiens, elle s'enfuit en désordre sur Dresde.

Le corps du comte de Grünne, qui formait l'aile droite des alliés, était demeuré intact. Durant le cours de la bataille, le général d'Elberfeld avait fait offrir à Rutowski le concours de ses troupes. Il reçut pour toute réponse l'ordre de demeurer à son poste et de le bien défendre. Il y était encore quand les Prussiens allumèrent leurs feux de campement sur les positions enlevées aux Saxons. Alors seulement il revint à Dresde dans le meilleur ordre.

Le prince Charles y était déjà avec son armée. Il avait passé l'après-midi à rassembler ses troupes. Il n'est pas douteux qu'avec un peu plus d'activité et de vigueur, il aurait pu intervenir à temps dans la lutte et y prendre une part décisive. Mais il n'était pas l'homme de ces sortes d'inspirations, et il s'excusa sur ce que Rutowski lui avait envoyé Bütler, en lui faisant dire qu'il ne croyait pas qu'on en viendrait à se battre. Sourd comme d'habitude au son du canon, il conduisit son armée sous les murs de Dresde, afin de protéger la ville contre un coup de main. Le soir, les généraux se réunirent pour tenir conseil. Harrach, débarqué dans

la journée, assista à la réunion. Son unique préoccupation était de traiter avec la France. En dépit de l'effroyable confusion qui régnait à Dresde, il ne perdit pas un seul moment son but de vue. Le soir même de la bataille, il vit Vaulgrenant, consentit à toutes les concessions que ce dernier lui demanda, mais crut bientôt s'apercevoir que son interlocuteur ne se souciait pas de conclure. Une allusion faite par Vaulgrenant à la nécessité de laisser la Silésie au roi de Prusse, l'arrêta court dans ses dispositions. Recouvrer la Silésie était en effet la pensée mère des sacrifices de l'impératrice vis-à-vis de la France. L'attrait principal qui guidait ses démarches, le désideratum de ses rêves évanouis, tout l'intérêt de la négociation disparaissait aussi.

Or dès le 4 décembre, sur une rumeur inexacte que le roi Auguste avait signé la paix avec la Prusse, Marie-Thérèse avait autorisé Harrach, en cas d'impossibilité de conclure immédiatement avec la France et de nécessité urgente, à accéder à la convention de Hanovre. Elle lui avait de plus instamment recommandé de ne pas « se laisser cheoir entre deux chaises ». Le moment devenait critique, car Harrach, au conseil, avait appris que le roi Auguste venait d'envoyer à Bautzen, près du roi de Prusse, un de ses ministres, Gotthard de Bulow, bien connu par son hostilité envers l'Autriche. Il crut donc prudent de terminer l'entretien avec Vaulgrenant, sous prétexte de demander à sa cour un supplément d'instructions et de se rapprocher quelque peu du roi de Prusse. Il quitta Dresde sur l'heure pour se rendre à Pirna. Son échec le désolait. « Vous verrez, écrit-il le 16 « décembre à Ulfeld, par ma relation ci-jointe, que je n'ai « pu faire que de l'eau claire avec Vaulgrenant, avec lequel « j'aurais mieux aimé finir en lui accordant tout ce qu'il a « demandé au delà de mes instructions, que de signer la

« paix de Breslau, en quel cas j'aurais proposé pour fonds « toutes les argenteries des églises, les vaisselles et diamants « de la noblesse, qui les aurait donnés volontiers contre le « roi de Prusse. Je voudrais m'arracher les yeux de me voir « à la veille d'être celui qui dois forger moi-même les chaînes « à l'esclavage perpétuel de notre très auguste impératrice « et de toute sa postérité. »

Le même jour arriva à Pirna l'armée austro-saxonne qui, pressée par les Prussiens, avait dû reculer. Le roi Auguste se montra extrêmement froissé qu'elle n'eût pas même essayé de défendre la capitale. Le prince Charles eût beau affirmer qu'il s'était offert à livrer une nouvelle bataille aux Prussiens et que la retraite n'avait eu lieu que sur les instances de Rutowski, il fut repoussé avec humeur. La discorde entre les deux armées était montée à un degré de gravité vraiment inquiétant. Les chefs se rejetaient mutuellement la faute du désastre de Kesselsdorf. Les Saxons accusaient les Autrichiens de les avoir laissés en plan, ceux-ci reprochaient aux Saxons de n'avoir pas su se battre. La cour accumulait les plaintes contre le prince Charles, et Harrach ne lui pardonnait pas davantage sa notoire insuffisance. « Il ne convien- « dra, écrit-il le 18 décembre, à l'avenir de lui confier une « armée contre le roi de Prusse, qui, sur mon âme, est trop « fin pour lui. S. A. R. a de belles parties mais elle traite les « choses trop superficiellement ; pour moi, si j'avais quelque « chose à dire, je voudrais donner à Traun une armée de « 80,000 hommes de troupes allemandes et 20,000 houzards « et warasdins..... Tout ceci ferait tourner la tête au Ta- « merlan que nous avons à combattre, et le prince Charles « pourrait aller encore l'hiver aux Pays-Bas. » Le 20 décembre il revient sur son plan de campagne et ajoute : « J'en- « visage l'idée d'abîmer le roi de Prusse comme immancable « sur le pied susdit. »

L'âme vraiment forte de Marie-Thérèse montra, en cette cruelle épreuve, son éclatante supériorité. Elle n'hésita pas un moment, devant l'impérieuse nécessité, à faire le sacrifice que les circonstances exigeaient d'elle, elle le fit simplement, loyalement, dans toute son étendue. Ni les regrets, ni les fantaisies de l'imagination guerrière d'Harrach ne l'arrêtèrent. Elle comprit qu'il n'était plus possible de songer à continuer la guerre, saisit le côté périlleux de l'éventualité d'un traité particulier de la Saxe avec la Prusse dans la situation présente et, après avoir consulté ses ministres, fit expédier sur-le-champ à Harrach l'ordre de signer la paix avec Frédéric sur les bases de la convention de Hanovre. Harrach reçut cette dépêche le 21 décembre. Le lendemain il se rendit à Dresde et entra en relation avec Podewils. Cette démarche lui fut pénible. « Tout mon sang se révolte, « mande-t-il à Ulfeld, de me voir au milieu de ceux qui nous « abyment plus par leur paix que par la guerre même qu'ils « nous ont faite ! »

Les affaires marchèrent rapidement. « Peste soit de toutes « les négociations, dit-il encore le 23; celle que j'avais le plus « à cœur n'a absolument pu avoir aucune suite, à cause du « nombre d'accidents survenus et, en échange, celle que je « déteste avance avec tout le succès imaginable. »

Ce même jour il fut admis en audience par le roi, qui le traita avec bienveillance et distinction. On lira avec intérêt le récit fait par Harrach de cet entretien : « J'ai parlé aujour- « d'hui pendant une bonne demi-heure au roi de Prusse, dans « son cabinet. C'est un prince plein d'esprit et de feu, mais « soit qu'il louche ou que ce soit mauvaise conscience, il « n'ose pas vous regarder entre quatre yeux ; j'étais assis à « table vis-à-vis de lui, il m'a presque toujours adressé la parole, « mais comme c'est un esprit caustique, j'ai eu toutes les

« peines du monde à retenir le péché originel dans mes répli-
« ques ; s'il était mon égal, je vous promets qu'un dialogue
« entre lui et moi vous amuserait bien six fois autant que ceux
« que j'avais autrefois avec feu notre pauvre Herbenstein. »

L'instrument de paix fut signé le 25 décembre, à Dresde, par Harrach et Podewils, sous condition de ratification dans les dix jours. Le roi reconnut François comme empereur d'Allemagne et admit le droit de Marie-Thérèse d'émettre le vote électoral attaché à la couronne de Bohême. De son côté, Marie-Thérèse s'engagea, au nom de l'empereur, à accorder au roi les mêmes droits et privilèges qu'aux électeurs de Saxe et de Hanovre. Elle promit de plus, d'employer tous ses efforts pour obtenir de François Ier la confirmation des avantages octroyés par Charles VII. Les deux parties se garantirent mutuellement la possession de leurs états, avec la réserve toutefois que, de la part du roi de Prusse, cette garantie ne s'appliquait qu'aux états autrichiens situés en Allemagne. Le Hanovre, la Saxe, l'électeur Palatin et la Hesse-Cassel furent compris dans le traité.

Marie-Thérèse n'hésita pas à donner la ratification. Elle approuva la conduite de Harrach et déclara hautement que, si douloureux que pût être le renoncement auquel elle se résignait, elle était résolue de demeurer fidèle à sa parole.

Ainsi finit la guerre de Silésie. Jamais sang versé ne fut plus lamentablement stérile. Des milliers de vies humaines furent sacrifiées, des milliers de familles décimées ou ruinées, sans que les énormes efforts faits par les belligérants eussent produit le moindre résultat tangible. Aucun d'eux n'atteignit le but qu'il s'était proposé, tous furent déçus dans leurs espérances et, chose extraordinaire, signèrent la paix avec un égal regret. Frédéric n'eut rien de la Bohême qu'il avait

convoitée ; Marie-Thérèse ne recouvra rien de cette Silésie dont la perte la laissait pour longtemps encore inconsolable et, pour comble de mésaventure, elle dut renoncer aux dédommagements qu'elle s'était promis aux dépens de la Bavière. Aussi la nouvelle de la paix fut-elle reçue à Vienne, lorsqu'elle y arriva, comme un message de malheur.

CHAPITRE SIXIÈME.

SOMMAIRE.— Situation fâcheuse des Autrichiens en Italie.— La paix de Dresde permet à Marie-Thérèse d'y envoyer des renforts considérables. — Délivrance d'Alexandrie. — Bataille de Plaisance. — Attitude équivoque du roi de Sardaigne. — Départ du prince de Liechtenstein.—Il est remplacé par le feld-zeugmeister marquis Botta d'Adorno.—Mort de Philippe V.— Retraite des Espagnols.— Prise de Gènes. — La situation aux Pays-Bas. — Kaunitz sollicite son rappel. — Le maréchal de Saxe s'empare de Bruxelles. — Prise d'Anvers, de Mons et de Charleroi. — Les Alliés concentrent 90,000 hommes aux Pays-Bas, sous les ordres du prince Charles de Lorraine. — Bataille de Rocoux. — Défaite des Alliés. — Tentative de débarquement des troupes anglaises en Bretagne. — Invasion de la Provence par l'armée austro-sarde. — Soulèvement de Gènes. — Disgrâce de Botta. — Il est remplacé par le comte de Schulenbourg. — Les Autrichiens évacuent la Provence. — Conférence de Bréda. — Siège de Gènes. — Approche d'une armée française sous les ordres du maréchal de Belle-Isle. — Schulenbourg lève le siège de Gènes. — Il est remplacé dans son commandement par le comte de Browne. — Combat du Col-d'Assiette.— Mort héroïque du chevalier de Belle-Isle. — Formidables préparatifs de guerre des Alliés aux Pays-Bas. — Le duc de Cumberland est nommé au commandement des forces alliées. — Bataille de Lawfeld. — Défaite du duc de Cumberland. — Siège de Berg-op-Zoom. — Lowendal enlève la place d'assaut. — Aspirations pacifiques. — Congrès d'Aix-la-Chapelle. — Préliminaires signés entre la France et l'Angleterre. — Adhésion successive des autres puissances. — Prise de Maestricht par le maréchal de Saxe. — Signature définitive de la paix.

LA guerre n'avait pas été plus propice aux armes autrichiennes en Italie qu'en Allemagne ou aux Pays-Bas. A la fin de l'année 1745, Marie-Thérèse, s'entretenant avec Erizzo, lui exposait la situation en Italie dans les termes suivants : « Mes affaires vont de mal en pis là-bas, et je crains

« qu'elles n'arrivent bientôt au point d'être incurables. Je « m'étais réjoui de l'approche de la mauvaise saison, et j'espé- « rais que l'abondance ordinaire de pluies à cette époque, « aurait arrêté forcément les progrès de mes ennemis. Mais si « les pluies sont venues, elles n'ont, cette fois, rien empêché « ceux-ci d'avancer, tandis que la crue extraordinaire du Pô « a obligé mes troupes et celles du roi de Sardaigne de se « retirer et d'abandonner une étendue considérable de pays, « qui aura le sort du reste. Je considère que tout est perdu « pour moi en Italie. Avec la meilleure volonté du monde, je « ne saurais y envoyer des renforts en ce moment. C'est tout « à fait impossible, du moins avant la fin de janvier ou le « commencement de février. Je fais tout ce qu'il faut pour « cela; mais qui me garantit que, d'ici au mois de février, il ne « surviendra pas des événements qui paralyseront tous mes « efforts? Le roi de Sardaigne me promet bien de rester fidèle « à tous ses engagements vis-à-vis de moi, il se flatte de pou- « voir réparer l'année prochaine les pertes subies cet automne. « Son intérêt le lui commande, car autrement il se livrerait, « pieds et poings liés, à la merci des Bourbons. Malgré tout, « je ne puis me défendre de certains doutes ; j'ai peur qu'il ne « se laisse égarer par les angoisses de sa situation, jusqu'à « prêter l'oreille aux propositions qui lui sont faites, dit-on, « par la France et l'Espagne. »

Les craintes de l'impératrice-reine n'étaient que trop fondées et il s'en fallut de bien peu que le roi de Sardaigne, tournant brusquement le dos à son alliée, ne s'associât avec la France et l'Espagne pour l'expulser entièrement du territoire italien. L'obstacle vint de la reine Élisabeth d'Espagne, qui trouva insuffisante la part assignée à son fils, l'infant don Philippe, dans les dépouilles de l'Autriche. La paix de Dresde, survenue à temps, permit à Marie-Thérèse d'envoyer

en Italie un corps d'armée considérable. Charles-Emmanuel, désespérant d'atteindre son but, en raison du grave désaccord survenu entre la France et l'Espagne, s'émut à la nouvelle des renforts en marche pour le soutenir et se retourna de nouveau. Un heureux coup de main sur Asti, le 6 mars 1745, eut pour conséquence la délivrance d'Alexandrie, assiégée par les Espagnols. L'arrivée des troupes autrichiennes rétablit complètement les affaires des alliés austro-sardes. L'éclatante victoire remportée par le prince de Liechtenstein et le comte de Browne aux portes de Plaisance, sur l'armée franco-espagnole sous les ordres du maréchal de Maillebois et du marquis de Gages, rendit à l'Autriche toutes les possessions qui lui avaient été enlevées et rétablit sa prépondérance dans la péninsule italienne.

Marie-Thérèse était tellement déshabituée des succès à la guerre, qu'en apprenant, par un courrier du comte Cristiani, qu'une bataille venait de s'engager au moment du départ de cet homme, elle fut en proie aux plus vives angoisses. Aussi eut-elle un transport de joie lorsque, le lendemain, on vint l'informer que l'adjudant-général, comte d'Athan, arrivé au dernier relai de poste avant Vienne, faisait demander la permission de faire une entrée solennelle dans la ville, attendu qu'il apportait la nouvelle d'une brillante victoire. La population entière se porta au devant du messager de bonheur et lui fit une ovation bruyante.

« J'espère, dit l'impératrice à Erizzo, que cet événement « ôtera à mes ennemis l'envie de m'expulser de l'Italie. » — Sa joie fut troublée par la retraite du prince de Liechtenstein, dont la santé, profondément altérée depuis plusieurs mois, se trouva tellement ébranlée par les fatigues de la journée de Plaisance, que ses médecins lui imposèrent un repos absolu. A une époque où les plus hauts grades de

l'armée étaient peu accessibles au mérite de condition obscure, Liechtenstein offrait le précieux avantage d'unir à l'éclat de la naissance celui de vastes connaissances militaires et d'un rare talent de commandement. Il possédait complètement la confiance et l'affection de l'armée. Il aimait le soldat et avait pour lui la sollicitude d'un père. Bien souvent, dans des circonstances difficiles où le Trésor royal en détresse était hors d'état de subvenir aux besoins de l'armée, il intervint lui-même généreusement de ses propres deniers. Marie-Thérèse, qui connaissait la valeur de l'homme, se refusa à le remplacer et consentit seulement à ce que, en son absence, le commandement en chef fût exercé par le plus ancien feldzeugmestre.

Or, il se trouva que le plus ancien feldzeugmestre de l'armée d'Italie était le marquis Botta d'Adorno, gentilhomme appartenant à une des plus grandes familles patriciennes de Gènes. Entré jeune dans l'armée, il avait quitté le service depuis longtemps pour la diplomatie. Il ne fut pas heureux dans cette nouvelle carrière et le grade de feldzeugmestre lui tomba des nues, en guise de consolation d'une mésaventure éprouvée par lui à la cour de Russie, où il représentait l'Autriche, mésaventure dans laquelle Marie-Thérèse crut l'avoir sacrifié plus que de raison, aux caprices de la czarine. Devenu impossible comme diplomate, il sollicita un emploi de son grade, et Marie-Thérèse eut la regrettable idée de l'envoyer à l'armée d'Italie. S'il eût été employé ailleurs, le commandement eût passé aux mains du comte de Browne, officier de valeur et de réputation, qui avait toutes les qualités pour être le digne successeur du prince de Liechtenstein. Le respect aveugle de la tradition l'emporta sur les intérêts supérieurs du pays et, après quelques hésitations bien naturelles, Botta fut mis officiellement en possession du commandement.

La justice exige cependant de faire observer à la décharge de Botta, que s'il ne put recueillir tous les avantages que l'on attendait de la bataille de Plaisance, la faute en doit surtout être attribuée au peu de concours prêté aux Autrichiens par le roi de Sardaigne. Ce prince semblait prendre à tâche de faire peser tout le poids des opérations militaires sur ses alliés d'Autriche ; en revanche, il se montrait très ardent à exiger la part du lion dans le partage du butin. Lors de la bataille de Plaisance, bien que campé non loin des Autrichiens, il demeura immobile dans ses positions. A Rottofreddo, où Botta, le 10 août 1746, infligea des pertes considérables à l'armée franco-espagnole, sans toutefois pouvoir l'empêcher d'accomplir ses desseins, Charles-Emmanuel, qui aurait pu arrêter l'ennemi, paralyser sa marche et transformer en victoire le succès de Botta, ne se remua pas davantage. Si étrange parut sa conduite, si singuliers ses constants désaccords avec les généraux autrichiens que, à Vienne, on le crut vendu secrètement aux Espagnols. Les inquiétudes de la cour étaient assez sérieuses, pour que Ulfeld crût devoir aviser les généraux autrichiens de se tenir en garde contre une trahison éventuelle.

La mort de Philippe V, survenue le 9 juillet 1746, amena un changement notable dans la situation. La mère de l'infant don Philippe, Elisabeth, rentrait dans l'obscurité et le successeur de Philippe, Ferdinand VI, marié à une princesse portugaise très attachée à la maison d'Autriche, partageait ses affections. L'un des premiers actes du nouveau monarque, fut de rappeler à Madrid le marquis de Gages et de confier le commandement des troupes espagnoles au marquis de Las Minas. En arrivant au camp, Las Minas s'empressa d'assurer le maréchal de Maillebois que rien n'était changé dans la politique de la cour de Madrid, mais il eut l'art de susciter

des obstacles à toutes les opérations militaires que le maréchal lui proposa, et manœuvra de manière à laisser croire que ses instructions lui ordonnaient de faire sortir d'Italie les troupes espagnoles le plus tôt et avec le moins de pertes possible. Trop faible pour marcher seul en avant, Maillebois dut se résigner à suivre les Espagnols dans leur retraite. Il aurait voulu s'arrêter à Novi, où étaient amassés de grands approvisionnements de vivres, mais Las Minas refusa même d'y laisser une garnison. Cependant sur les instances des Génois, qui entraînés, malgré eux, dans cette guerre, voyaient avec terreur le danger s'approcher d'eux, il jeta du secours à Gavi et à la Bocchetta, le véritable rempart de Gènes. Browne, qui suivait de près l'armée franco-espagnole, attaqua si chaudement les redoutes de la Bocchetta, qu'il les emporta d'assaut le 1er septembre. Trois jours après, il était aux portes de Gènes, devenu le refuge de la nombreuse population des campagnes environnantes. Le sénat ne disposait que d'un petit nombre de troupes suisses, commandées par le général Esscher. En présence du péril qui menaçait la ville, il jugea sagement que la résistance pourrait amener d'incalculables malheurs, sans offrir aucune chance de succès, car une démarche faite auprès de l'Infant don Philippe avait été repoussée avec hauteur. Il se décida donc à négocier avec Botta accouru à St-Pierre d'Arena. Enflé de son succès, Botta, moins prudent que le sénat de Gènes, se montra dur et exigeant. Douze conditions furent posées par lui, comprenant l'occupation des portes, la reddition de Gavi, qui tenait encore vaillamment, de fortes contributions de guerre et diverses autres charges, auxquelles il ajouta, de son propre chef, l'obligation d'envoyer à Vienne, dans le délai d'un mois, le Doge et six des sénateurs les plus importants, implorer de Marie-Thérèse l'approbation de ce traité et sa merci. Sur

les onze premiers points, si lourds que fussent les sacrifices imposés aux Génois, la résignation était possible. Le dernier blessa profondément l'amour-propre national de la République. Tout fut mis en œuvre pour le faire retirer. Botta, oubliant qu'il y a des humiliations qui ne s'effacent ni ne se pardonnent, que la fortune est inconstante et qu'il est dangereux d'en abuser, s'obstina. Le sénat, rongeant son frein, se soumit à l'inévitable, mais il en garda la mémoire.

A ce moment Charles-Emmanuel, menant pour la première fois ses troupes au feu, faisait le siège de la citadelle de Savone. En apprenant la paix de Gênes et les conditions arrachées au sénat, il conçut la plus vive irritation contre Botta, prétendant que c'était à lui et non à Marie-Thérèse, que les Génois avaient à faire amende honorable, et qu'il avait droit à sa part dans les contributions expédiées à Vienne. Comme Botta lui tint tête, il se vengea en ravageant les places et les campagnes dépendantes de Gênes.

Si les armes de Marie-Thérèse étaient heureuses en Italie, il n'en était pas de même aux Pays-Bas. La descente de Charles-Édouard en Écosse avait forcé les Anglais à rappeler toutes les forces qu'ils possédaient sur le continent. Dès la fin d'août 1745, Kaunitz qui, en l'absence du prince Charles de Lorraine, était à la tête du gouvernement en sa qualité de ministre plénipotentiaire, frappé de la confusion et du mauvais état des affaires aux Pays-Bas, alléguait auprès du comte de Sylva-Tarouca l'altération de sa santé pour solliciter son remplacement. Le 22 septembre, il revint à la charge auprès de l'impératrice: « Je persiste à souhaiter, écrit-il, que « V. M. veuille bien me faire relever par quelqu'un de plus « digne que moi et il est certain que plus tôt cela se pourra « faire et plus j'en serai bien aise, par la seule et unique raison « que je crains pour le royal service, à cause de mon peu de

« santé. Il est vrai que je fais tout l'ouvrage qu'il y a, et qu'il « n'y a rien d'arrière, mais cela ne me paraît pas suffire. Je « vois devant moi un système qui ressemble à l'état d'un « homme dangereusement malade qui a non seulement « des maux internes, mais qui a aussi de profondes blessures « en dehors et dont la guérison demande une cure dans « toutes les formes, qu'il ne faut pas même différer long- « temps, si on veut le sauver. Je connais le mal, mais je sens « en même temps que je n'ai pas la force de corps et d'esprit « nécessaire pour entreprendre la cure. »

En désespoir de cause, il s'adresse le 15 novembre 1745 à Ulfeld : « Votre Excellence, dit-il, peut penser que je ne « demande mon rappel que parce que je suis découragé par « la situation présente des affaires générales et des particu- « lières de ce pays-ci, ou par rapport aux désagréments que « j'ai à essuyer depuis quelque temps, ou peut-être aussi « parce que je serais bien aise de ne pas me trouver dans le « nombre des absents, au commencement des changements « dont le retour de la couronne impériale dans l'auguste « maison d'Autriche peut être suivi à notre cour ; ce sont des « idées toutes simples, à juger de ma façon de penser par « celle de presque tout le monde..... Je ne puis me dispen- « ser de protester à Votre Excellence, sur mon honneur, que « je suis assez original pour n'avoir pensé à aucune des raisons « susdites et que je demande mon rappel uniquement « parce que ma santé est tellement détruite qu'il ne m'est « plus possible de pouvoir soutenir plus longtemps le poids « de mon ministère ; cela est si vrai, que, à moins que S. M. « n'aie la charité de me faire remplacer bientôt, n'ayant plus, « pour ainsi dire, une heure de santé, je suis sûr que je serai « obligé, un de ces jours, d'abandonner toutes les affaires..... « Je sens fort bien tout ce que le public pourra penser de

« moi, s'il me voit rappelé sans que je trouve une niche « convenable ailleurs, mais, grâce à Dieu, je suis assez philo- « sophe pour ne pas craindre les risques auxquels j'expose « ma réputation. »

Aussi « sensible et vertueux » que confit dans son égoïsme, Kaunitz était, en effet, un des adeptes de la philosophie de cette époque, nourrie dans le culte de soi-même, l'horreur de la peine ou du sacrifice. Aux ennuis d'une situation qui ne lui promettait guère que des déboires sans compensations, s'étaient jointes des tribulations particulières d'amour-propre. Pas plus que Tarouca, Ulfeld ne se laissa prendre aux verbeuses lamentations du prétendu philosophe,et force fut à ce dernier de boire le calice dont la lie l'effrayait. Sa santé y résista parfaitement.

Tout en avouant que si les Français voulaient, ils seraient maîtres des Pays-Bas en quelques jours, Kaunitz était convaincu qu'ils n'entreprendraient rien d'important pendant l'hiver. Son illusion fut courte. Le 28 janvier, le maréchal de Saxe sortit de Gand et, le 30, investit Bruxelles, dont il coupa les communications avec Anvers. La ville avait une garnison hollandaise, commandée par le lieutenant-général Van der Duyn, mais ses fortifications étaient en ruines et elle ne disposait que d'une artillerie insuffisante. Après avoir pensé un moment à sauver la garnison en se dirigeant sur Louvain ou Namur, Kaunitz se rallia aux idées de défense de Van der Duyn. Retardé pendant quelques jours par des pluies abondantes, le maréchal de Saxe établit ses batteries dans la journée du 7 février et ouvrit la tranchée la nuit suivante.

L'imminence du péril fit réfléchir Van der Duyn et d'accord avec lui, Kaunitz écrivit au maréchal qu'il était disposé à rendre la place, si on voulait accorder à la garnison de sortir avec les honneurs de la guerre. Sur la réponse négative du

maréchal, Van der Duyn revint à ses premiers projets de défense. Mais devant les progrès des assiégeants, les généraux, réunis en conseil de guerre le 17 février, résolurent de se rendre à discrétion. Au moment où cette décision était communiquée à Kaunitz, on lui amena un paysan, porteur d'un billet du prince de Waldeck, contenant les mots suivants : « Le secours arrivera le 20. » Kaunitz s'empressa d'aller communiquer le message à Van der Duyn qui n'y attacha pas d'importance et consentit seulement à attendre jusqu'au 19. Ce jour-là, la situation se démontra tellement critique, que Van der Duyn envoya prévenir Waldeck, que, si le secours n'arrivait pas le lendemain, la résolution prise en conseil serait mise à exécution. Waldeck était à Anvers. Il ne répondit pas, par la raison qu'il ne put réunir une force suffisante pour risquer l'aventure. Dans la matinée, la garnison repoussa une tentative d'assaut faite par les Français, mais l'après-midi du 19, elle n'osa plus soutenir une nouvelle attaque. Elle fit arborer le drapeau blanc sur les remparts, et envoya au camp français des députés qui eurent le talent de gagner la journée du 20, afin de pouvoir rompre les négociations si le prince de Waldeck venait à apparaître. Le 21 au matin, Kaunitz signa la capitulation qui livrait Bruxelles au maréchal. La garnison, forte de 7000 hommes, déposa les armes. Quant à Kaunitz, il obtint de se retirer où bon lui semblerait et, après avoir rendu une visite au maréchal, il partit pour Anvers le 25 février.

Marie-Thérèse ne se laissa pas ébranler par la perte de Bruxelles. Les succès de ses armes en Italie avaient remonté son courage et sa dévorante activité d'esprit semble avoir trouvé, dans les guerres de ces dernières années, un stimulant énergique. Elle ne vit dans la chute de la capitale de ses Pays-Bas qu'un danger: celui de déterminer les États de Hol-

lande,qu'elle savait fatigués de la guerre, à s'accommoder avec la France. Les désirs et même les espérances de paix manifestés par le maréchal de Saxe, lors de la visite de Kaunitz à Laeken, augmentèrent ses craintes. Elle oublia les paroles remarquables dites par elle à Robinson, bien peu de temps auparavant : « La France doit en partie la formidable gran-« deur à laquelle elle est montée, à la maxime qu'elle a con-« stamment suivie, de n'offrir et de ne rechercher la paix que « quand ses affaires prospéraient », et se laissa éblouir par un retour passager de la bonne fortune. Débarrassée de son plus cruel ennemi, victorieuse en Italie, en voie de réconciliation avec l'Espagne, rassurée sur le compte du roi de Sardaigne, elle crut voir, dans l'accueil empressé fait par la cour de France au comte de Wassenaer, récemment envoyé à Paris par les Hollandais,un aveu de faiblesse,et elle se persuada qu'il lui suffirait, pour enchaîner la victoire à ses pas, d'envoyer dans les Pays-Bas, comme elle l'avait fait avec bonheur en Italie,des forces plus ou moins nombreuses. Elle agit en conséquence.

Un premier corps d'armée, sous les ordres du feld-maréchal de Batthyany, fut envoyé des bords du Rhin aux Pays-Bas. Bientôt après le comte de Grünne y conduisit les troupes qui avaient peu auparavant servi en Saxe. Ces forces, réunies à celles qui déjà se trouvaient en Belgique, formaient un effectif de 40,000 hommes, dont Marie-Thérèse confia le commandement supérieur au comte Batthyany. A son tour, Louis XV augmenta ses armées jusqu'au delà de 100,000 hommes et vint se mettre à leur tête au mois de mai. Le 20, il s'empara d'Anvers et, le 3 juin, il força la citadelle à capituler. Mons, pourvue d'une garnison de 14,000 hommes, se rendit après un mois de siège, au maréchal de Saxe, et Charleroi, attaqué le 14 juillet, capitula le 3 août. Les nombreuses garnisons furent emmenées en France, prisonnières de guerre.

Batthyany n'avait pu qu'assister impuissant au triomphe des Français. Mais sa situation ne tarda pas à se modifier à la suite de la victoire de Culloden, qui rendit à l'Angleterre la libre disposition de son armée. Le roi Georges s'empressa de renvoyer sur le sol belge bon nombre de régiments hessois et anglais, de sorte que, à la fin de juillet, les troupes alliées réunies dans les provinces brabançonnes se montaient à 90,000 hommes. A ces troupes il fallait de toute nécessité, une triste expérience l'avait appris, un chef et surtout, un chef capable. La souveraine des Pays-Bas, Marie-Thérèse, se crut en droit de nommer le chef, et son choix, plus inexcusable cette fois que jamais, tomba sur Charles de Lorraine. Après la paix de Dresde, Charles, au lieu de gagner son gouvernement, s'était attardé dans les délices de Vienne, uniquement préoccupé de se réhabiliter dans l'esprit de l'impératrice et de se faire donner la charge de feld-maréchal de l'empire. Il paraît que ce dernier point ne fut pas atteint sans lutte et sans difficulté. Aussitôt possesseur de ce titre aussi creux que sonore, Charles reçut le commandement de toutes les forces alliées aux Pays-Bas, et alla prendre possession de son poste le 21 juillet. Batthyany remplaça Kaunitz comme ministre plénipotentiaire.

A son arrivée aux Pays-Bas, le prince Charles vit d'abord tout en beau : « J'ai trouvé l'armée magnifique, écrit-il à son « frère, et les Hollandais passables; ce qui m'a fait le plus « grand plaisir est d'y voir l'union comme elle y est. » Mais toute médaille a son revers. Charles en fit l'expérience.

Le roi d'Angleterre n'hésita pas à faire connaître à Vienne combien « il avait été mécontent de la nomination du prince « au commandement de l'armée de Flandres.—Ses ministres, « écrivit Wasner, ajoutèrent que le roi était piqué au vif et « qu'il regardait comme un mépris marqué le fait de n'avoir

« pas été consulté préalablement sur le choix du commande-
« ment en chef d'une armée où l'Angleterre avait, de ses
« propres troupes et de celles à sa solde, au delà de 30,000
« hommes,et payait des sommes considérables pour l'entretien
« de celles de S. M. l'impératrice. »

Le roi aurait désiré que le commandement en chef fût donné au duc de Cumberland, qui avait fait ses preuves de vaillance et montré des talents remarquables. Il avait raison, et son mécontentement ne se justifia que trop.

Charles ne fut pas plus heureux aux Pays-Bas qu'en Bohême. Il ne réussit pas à dégager Charleroi. Il échoua dans une entreprise sur Louvain, où il essaya d'enlever les magasins de vivres de l'armée française, et ne sut pas empêcher la prise de Namur. Enfin il se fit battre à Rocoux, le 11 octobre 1746, et peu s'en fallut que la défaite des alliés ne se transformât en désastre irréparable.

Arneth n'hésite pas à faire retomber la responsabilité de la défaite de Rocoux, sur le prince Charles. « Les alliés se plaignirent à bon droit, dit-il, de ce qu'il ne sut pas arriver en temps utile à leur secours. » Charles, en essayant de se justifier par l'éloignement de ses propres positions et par les difficultés du terrain, prononce sa propre condamnation, car seul, il avait choisi son champ de bataille et seul encore, distribué les divers postes. Il n'en termina pas moins sa relation confidentielle à l'empereur par ces paroles : « J'avoue que le
« coup inopiné qui nous frappe m'afflige beaucoup, quoique
« sûrement ni le feldmaréchal Batthyany ni moi n'avons rien
« à nous reprocher. »

Après sa victoire, le maréchal de Saxe ramena ses troupes à Tongres et les mit en quartier d'hiver, exemple qui fut imité par les alliés.

Au fond, toutes les puissances belligérantes, sauf Marie-

Thérèse, aspiraient à la paix. Pendant tout l'été, le comte de Wassenaer et le greffier Gilles poursuivirent des négociations en ce sens avec le ministre français, au nom des États-généraux et de l'Angleterre. Ils échouèrent par suite de l'impossibilité de s'accorder sur deux points. La France exigeait de l'Autriche l'abandon de certaines parties de territoire dans le Limbourg ou la Gueldre, en faveur de l'électeur Palatin et la cession de la Toscane à l'infant don Philippe, moyennant la rétrocession de la Bohême à François de Lorraine, à titre d'indemnité. Elle réclamait de plus à l'Angleterre, la restitution du cap Breton. Les ministres de Georges refusèrent énergiquement de souscrire à cette demande, mais par contre, ces singuliers alliés de l'Autriche pesaient de toutes leurs forces sur l'impératrice pour la faire consentir à toutes les concessions possibles. Vers la fin de septembre, dans l'espoir de rendre le roi de France plus accommodant, ils essayèrent à deux reprises de jeter un millier d'hommes en Bretagne, à Poulduc et à Quiberon, mais la double entreprise, trop mollement conduite, demeura sans succès et, au départ de Quiberon, la flotte anglaise, assaillie par une terrible tempête, subit des pertes si graves que Georges perdit l'envie de recommencer. Ils eurent recours à une nouvelle combinaison consistant à faire entrer une armée dans le sud de la France, avec mission d'assiéger Toulon et de ruiner pour longtemps la marine française.

Comme ils ne pouvaient mener à bien le plan avec leurs propres troupes, ils prétendirent en imposer l'exécution à leurs alliées, l'Autriche et la Sardaigne. Or ni Marie-Thérèse, ni Charles-Emmanuel n'y étaient disposés. L'impératrice aurait préféré de beaucoup profiter des circonstances pour réaliser enfin son rêve favori de la conquête du royaume de Naples, et Charles-Emmanuel, qui continuait ses pratiques

secrètes avec la France, eût mieux aimé chasser les Espagnols de la Savoie qu'ils occupaient encore. Mais l'un et l'autre, absolument épuisés d'argent et de ressources, étaient à la merci de l'Angleterre, qui leur signifia sans détour, que, en cas de refus, elle s'accorderait à leurs dépens avec la France. Toutefois, afin d'adoucir la pointe un peu aiguë de cette rudesse, le duc de Newcastle fit entendre au comte de Rosenberg, envoyé de Marie-Thérèse à Londres, que l'Angleterre saurait reconnaître les services qui lui seraient rendus ; comme Rosenberg faisait valoir les sacrifices déjà faits au roi de Sardaigne pour s'assurer son alliance, et avançait qu'on pourrait trouver des équivalents en Italie, tels que les états du duc de Modène, etc. ; il lui répondit : « Ma foi ! je vous les « donne de tout mon cœur et s'il y a quelque chose qui vous « convienne dans l'état de Gènes aussi. »

Dans ces conditions, Marie-Thérèse se rendit et envoya à Botta les ordres nécessaires. Charles-Emmanuel fut moins facile. Il prit toutes sortes de faux fuyants pour diminuer le nombre de troupes à fournir pour sa part, et refusa le commandement du corps d'armée destiné à opérer en France. Le comte de Browne, chargé de diriger l'opération, partit de Bordighera, le 10 octobre, et marcha sur Vintimille qu'il emporta d'assaut. Le 17, il entra à Nice et ce même jour, l'armée franco-espagnole se retira derrière le Var. Un mois se passa tout entier en discussions entre Charles-Emmanuel et Botta, à propos de la nécessité constatée d'augmenter les forces confiées à Browne, le premier manifestant de plus en plus son mauvais vouloir, le second craignant, non sans raison, de trop dégarnir ses positions. Lorsqu'enfin Browne put continuer son mouvement pour pénétrer en France, son armée, formée pour les deux tiers d'Autrichiens, pour un tiers de Sardes, ne se montait pas à plus de 30,000 hommes, force

évidemment insuffisante pour faire le siège de Toulon. Elle pénétra en France le 30 novembre. Son premier objectif était le siège d'Antibes, et Browne s'avançait vers Cannes en attendant la grosse artillerie qui devait lui arriver, lorsqu'un incident aussi grave qu'inattendu vint bouleverser tous ses plans. Gènes venait de se soulever et avait chassé les Autrichiens de ses murailles.

En mettant Botta à la tête de son armée d'Italie, par égard pour les règles admises, Marie-Thérèse avait commis une double faute: la première, de ne tenir aucun compte de l'incapacité de cet officier général, qui avait conquis ses grades dans les salons de la diplomatie et non sur les champs de bataille; la seconde, d'oublier que le père de Botta avait été frappé, en 1698, pour cause politique, d'un arrêt qui mettait sa tête à prix, confisquait ses biens, ordonnait la démolition de son palais, et qu'il n'avait échappé à la mort que par la fuite. Les péripéties de la guerre ayant mis dans les mains du fils la faculté de venger les injures faites au père, il en avait usé avec une passion vraiment italienne, et l'on s'explique la cruelle humiliation infligée par Botta au sénat génois. A la vérité, Marie-Thérèse s'était refusée à y donner suite. Mais sa détresse financière lui ferma les yeux sur les énormes exactions faites à son profit et sur celles exercées d'autre part au profit du roi de Sardaigne et des Anglais eux-mêmes, non moins avides que les autres des finances autrichiennes. Les Génois, mis à contribution de toutes façons, humiliés dans leur orgueil, exaspérés par des exigences sans cesse renaissantes, ne tinrent aucun compte de l'indulgence de l'impératrice vis-à-vis du sénat, et n'aspirèrent, à leur tour, qu'à se venger.

L'imprudence et l'incurie de Botta, dans de pareilles circonstances, dépassèrent toute idée. Aux termes du traité

qu'il avait dicté lui-même, les arsenaux de Gènes devaient lui être livrés, les troupes entretenues par la République, traitées en prisonnières de guerre, ainsi que tous les officiers, sous-officiers et soldats étrangers qui remplissaient la ville. Or non seulement il négligea de vider les arsenaux ou du moins de les faire garder, mais il n'eut cure de désarmer ou de faire sortir la foule de ces dangereux voisins et il se borna à faire occuper deux portes de la ville. Lorsque se manifestèrent les premiers symptômes de sédition, il ne prit pas l'ombre de précautions. Le roi de Sardaigne s'émut de cette inexplicable inertie ; il ne pouvait comprendre qu'en présence de l'agitation soulevée parmi le peuple par le bruit d'un prochain pillage de la ville, Botta ne désarmât point la garnison républicaine et ne fît pas prendre par ses troupes les positions les plus importantes de la ville. Aussi lorsque Browne reçut la nouvelle de la révolte des Génois, il écrivit à Ulfeld : « L'histoire de Gènes vient bien à contretemps pour moi, « chose cependant que quasi tout le monde prévoyait, hormis « celui qui le devait. »

La surexcitation des esprits arriva à son apogée, à la suite de l'ordre, donné par Botta, d'enlever l'artillerie des remparts pour l'envoyer à Browne. Les Génois virent dans cette mesure une humiliation suprême et l'intention de les priver de tout moyen de défense.

Le 5 décembre 1746, quelques soldats autrichiens ramenaient au port un mortier pris aux remparts. Au moment où ils traversaient une des rues les plus populeuses de la ville, le char sur lequel avait été hissée la pièce, se brisa. Les soldats essayèrent d'abord de la tirer au moyen de cordes, mais ils ne purent en venir à bout. Ils appelèrent à l'aide quelques spectateurs, qui ne bougèrent pas ; sur quoi le sous-officier commandant la manœuvre s'avisa de jouer du bâton. Il n'en

fallut pas davantage pour susciter une émeute. La foule se précipita sur les soldats et les poursuivit à coups de pierres. Fière de sa victoire, la populace se porta vers le palais du sénat, réclamant des armes et faisant mine de vouloir forcer l'arsenal. Le sénat ne se laissa pas intimider. Il doubla les gardes et parlementa avec les délégués de la foule. Survint une pluie abondante qui dispersa le populaire. La nuit fut tranquille.

Au lieu de prendre des mesures énergiques et immédiates, Botta se borna à envoyer des artilleurs chercher le mortier abandonné dans la rue, et laissa ses soldats circuler isolément dans la ville, comme d'habitude. A leur vue, des rassemblements se formèrent, des officiers furent maltraités et forcés de s'enfuir. Dans la bagarre, le maître d'hôtel du comte Chotek, commissaire général des guerres, fut tué ainsi qu'un vivandier autrichien. La populace, exaltée par cet exploit, se porta de nouveau à l'arsenal et se prépara ostensiblement à forcer les portes. Le sénat s'empressa d'intervenir et supplia Botta de ne pas faire retomber sur la ville la faute de quelques-uns, promettant de rétablir l'ordre et la tranquillité.

Soit complicité, soit impuissance, l'engagement ne fut pas tenu. Dans la matinée du 7, une bande bien armée attaqua le corps de garde de la porte St-Thomas. Les aggresseurs n'appartenaient plus uniquement à la populace. Leurs rangs comptaient nombre de nobles et de bourgeois, d'officiers français et espagnols et ils traînaient avec eux du canon. Néanmoins deux bataillons envoyés par Botta dispersèrent aisément les émeutiers et les poursuivirent jusqu'à la place de la Nunziata, puis regagnèrent la porte St-Thomas. Le 8, les premières heures du jour se passèrent à échanger de part et d'autre des coups de fusils. Vers midi, quelques habitants s'approchèrent des postes autrichiens en agitant des mouchoirs

blancs et demandèrent à parlementer. Botta fit répondre qu'il n'entendait discuter qu'avec le sénat. Il consentit à accorder une trêve de 24 heures. Les séditieux profitèrent de ce répit pour compléter leur armement, dresser des barricades et établir des batteries sur les points qui commandaient les positions occupées par les Autrichiens. Alors seulement Botta envoya des ordres pour ramener les troupes cantonnées aux environs de Gênes. Il renforça la garde de la porte St-Thomas, fit créneler la maison de la commanderie de Malte à St-Jean-des-Prés et occupa fortement une hauteur proche du couvent des Pères de St-Philippe.

Mais la nouvelle de l'insurrection s'était propagée avec la rapidité de l'éclair dans tout le territoire de la République et avait causé une agitation dangereuse. Déjà, le 7 décembre, quatre compagnies du régiment de Kheil, qui se dirigeaient sur Gênes, avaient été enveloppées à Ritagno par un rassemblement de paysans armés, et obligées, après avoir perdu une vingtaine d'hommes, de s'engager à ne plus servir contre Gênes. D'autres détachements isolés subirent le même sort.

D'heure en heure, les exigences des insurgés de la cité croissaient avec leur surexcitation. De concession en concession, Botta en vint bien vite à constater qu'il ne lui restait plus d'autre ressource que l'emploi de la force. Il avait pu, en dépit des rassemblements des paysans, appeler à lui trois bataillons et deux compagnies de grenadiers. Il les disposa, il faut le reconnaître, très habilement et donna l'ordre de construire une batterie de six mortiers pour bombarder la ville au besoin.

L'armistice prit fin le 10 décembre, à 10 heures. A cet instant, toutes les cloches des innombrables églises de Gênes, sonnèrent le tocsin, et les insurgés des campagnes accou-

rurent à l'aide de ceux de la ville. Vers midi, les révoltés ouvrirent le feu contre les Autrichiens, qui répondirent vigoureusement. Pendant ce temps, la batterie de mortiers avait été établie, et l'ordre était donné de la faire jouer sans retard. Ce fut le dernier acte raisonné de Botta. Il semble qu'à dater de l'heure où il donna cet ordre, il perdit complètement le peu de cervelle qui lui restait. En effet le jésuite Visetti, qui avait déjà été mêlé aux pourparlers entre les insurgés et lui, étant venu le supplier d'épargner à la ville les horreurs d'un bombardement, il se déclara tout à coup prêt à livrer les deux portes en sa possession et il les livra effectivement, sous la seule condition qu'elles seraient occupées par la milice régulière de Gênes.

Ainsi qu'il arrive toujours en pareilles circonstances, les rebelles ne tinrent aucune de leurs promesses. Lorsque le colonel comte d'Adda, qui commandait le poste de la porte St-Thomas, obéissant aux ordres de Botta, prit ses dispositions pour ramener ses troupes au camp impérial, ils se saisirent de lui, ainsi que de plusieurs autres officiers, puis attaquèrent lâchement les soldats par derrière. Mais eux, se retournant, leur infligèrent une sanglante leçon et, grâce à leur valeur, ils purent rentrer à St-Pierre d'Arena sans être inquiétés davantage. Bientôt tous les détachements qui avaient été placés dans Gênes, se retrouvèrent réunis à St-Pierre d'Arena, où Botta délibérait avec les lieutenants feldmaréchaux Piccolomini et Kheil, sur les mesures ultérieures à prendre. Ces mesures révèlent le désarroi le plus complet: on prit en effet le parti de se retirer immédiatement sur la Bocchetta, abandonnant les malades et les blessés, ainsi que presque tous les bagages, et n'emmenant que les caisses de la trésorerie. Les insurgés, stupéfaits de leur facile victoire, ne songèrent même pas à poursuivre les Autrichiens et Botta

arriva le 13 décembre à Gavi, sans avoir eu à combattre.

On comprend que la nouvelle des étranges événements de Gênes causa la plus vive irritation, aussi bien parmi la population de Vienne qu'à la cour. « Les plus calmes et les plus « raisonnables, écrit le successeur d'Erizzo près de l'impé- « ratrice, Diedo, proclament l'urgence de châtier ces infamies « par le fer et par le feu. » Aux premiers bruits de l'insurrection, Marie-Thérèse manifesta le vif mécontentement que lui inspirait la pusillanimité de Botta. Lorsqu'elle apprit sa sortie de Gênes, elle lui fit signifier que l'injure faite aux armes impériales exigeait un châtiment exemplaire, qu'il eût à rentrer de force dans la ville et à la traiter en pays conquis, sans égards aux traités antérieurs, ajoutant que, s'il ne se sentait pas le courage d'obéir, il remît le commandement en chef au général de cavalerie, comte de Lynden. Elle envoya en même temps à son ministre plénipotentiaire en Italie, le marquis Pallavicini, l'ordre de rassembler sur-le-champ toutes les troupes disponibles en Lombardie, pour les diriger sur Gavi.

Le conseil de guerre frappa Botta d'un blâme sévère, en détaillant la nombreuse série de ses fautes. A son tour Charles-Emmanuel lança ses foudres sur le malheureux général, à Vienne, à Londres, à la Haye ; il fit un état bruyant de ses griefs contre lui, déclarant que, si Botta était maintenu à la tête de l'armée d'Italie, il ne donnerait pas un seul soldat pour aider à l'attaque de Gênes. L'armée elle-même se soulevait contre son chef. « Généraux, officiers, « écrit Chotek à Ulfeld, le 15 décembre, jusqu'au dernier « commun, tous crient vengeance et murmurent de telle sorte « qu'il me paraît indispensable de faire un changement. De « toute façon il est à plaindre, car je dois dire qu'il a perdu « la *tramontana* dans cette occasion. »

Il semble que, dans ces conjectures, Botta ait dû être immédiatement rappelé de l'armée et mis en jugement. Les choses se passèrent tout autrement. Le conseil aulique de guerre, réuni le 8 janvier, se borna à proposer de décharger le général de son commandement pour cause de santé et de lui donner un emploi dans une autre armée. Marie-Thérèse écrivit en marge de ce rapport : « *Placet.* Schulenbourg sera « envoyé pour prendre la charge de Botta, à cause de sa « mauvaise santé et non pour cause de disgrâce. Il n'est pas « admissible d'employer Botta ailleurs. » C'était pousser loin l'indulgence. Frédéric II, en pareil cas, eût montré moins de longanimité. Le côté faible de l'esprit militaire de l'Autriche, à cette époque, ne ressort que trop de la comparaison.

Il semble d'ailleurs que l'impératrice se berçât de l'illusion que Gênes se soumettrait volontairement. Lors du soulèvement de cette ville, elle avait fait expulser de Vienne l'envoyé génois, Spinola. Vers la fin de janvier 1747, le jésuite Visetti, dont l'influence avait si étrangement tourné la faible tête de Botta, s'étant fait annoncer à la Hofburg, comme chargé d'exposer à l'impératrice les bonnes intentions du gouvernement génois, reçut, pour toute réponse, l'ordre de quitter la capitale dans les 24 heures.

Loin de renoncer à poursuivre le but pour lequel Browne avait envahi le territoire français, Marie-Thérèse lui envoya des renforts et obtint du roi de Sardaigne qu'il fît parvenir au général autrichien un parc de grosse artillerie. Mais la cessation des hostilités aux Pays-Bas, avait permis à Louis XV d'envoyer en Provence de nombreuses troupes, dont il confia le commandement au maréchal de Belle-Isle; et le roi d'Espagne avait ordonné au marquis de Las-Minas de soutenir énergiquement ses alliés de France. Poussé peu à peu par des forces supérieures, Browne fut obligé de renoncer au

siège d'Antibes, puis de reculer et finalement de repasser les frontières françaises, sur quoi, fidèles aux mœurs militaires de l'époque, les belligérants prirent leurs quartiers d'hiver et la diplomatie se remit en campagne.

Les plénipotentiaires de la France, de l'Espagne, de l'Angleterre et de la Hollande se réunirent à Breda pour traiter de la paix. Mais la France ayant émis la prétention d'exclure les représentants de l'Autriche des négociations, le temps se passa en discussions oiseuses qui n'aboutirent à aucun résultat.

Les vacances du canon furent courtes en Italie. Talonné par les durs reproches de l'impératrice-reine, Botta déploya un zèle remarquable pour tâcher de réparer ses fautes. Par ses ordres, le 7 janvier, le colonel Franquini chassa les Génois d'Ovada, une semaine plus tard, le général Andrassy les expulsa de la Bocchetta et des montagnes environnantes. Le même jour, le général de St-André les battait à Borgo de Fornari, s'emparait de leur artillerie et les poursuivait jusqu'à Ponte-Decimo. Peu après, attaqué à son tour par les insurgés de Gênes, St-André les repoussait sous les murailles de la ville.

Si les Autrichiens avaient continué leurs opérations avec la même énergie, nul doute qu'ils ne se fussent rendus bientôt maîtres de la ville, car elle était alors aux mains de la populace, qui s'occupait beaucoup plus à piller les palais et les maisons qu'à préparer les moyens de se défendre. L'ordre ne se rétablit que peu à peu dans Gênes, et l'organisation des forces militaires laissa longtemps à désirer. Mais, sur ces entrefaites, Botta reçut avis de son rappel et, dominé par le chagrin, retomba dans l'inertie. Lorsque Schulenbourg prit le commandement, il constata que rien n'était préparé pour nourrir l'armée et faire arriver la grosse artillerie indispensable

pour le siège de Gênes. Lui-même paraît avoir été atteint de ce mal endémique dans les états-majors autrichiens de ce temps : la lenteur. Il est d'autant plus excusable de n'y avoir pas échappé que, devant Gênes, il se heurta à l'un des vices capitaux de l'organisation des pouvoirs militaires en Autriche. En effet, après que Browne eut repassé le Var, l'armée impériale se trouva commandée par trois feldzeugmestres : Browne, Schulenbourg et Pallavicini. Pour mettre de l'ordre dans ce trio, Marie-Thérèse décida que Browne, comme le plus ancien, jouirait des attributions du général en chef, sauf à laisser à Schulenbourg la direction du siège de Gênes. Quant à Pallavicini, lequel, à titre de ministre plénipotentiaire à Milan, commandait à toutes les places fortes et à leurs garnisons, on lui laissa le commandement, sous la condition d'obéir à tous les ordres que Browne lui enverrait. Browne, qui n'avait pas grande confiance dans la reprise de Gênes, accepta sans difficulté l'arrangement, mais Schulenbourg n'en fut pas plus avancé. L'artillerie de siège, dont il avait besoin, se conservait dans les arsenaux des forteresses. Pour l'obtenir, force lui était de passer par Browne, lequel, paraît-il, rencontrait chez Pallavicini aussi peu de bonne volonté que possible. Quatre mois s'écoulèrent ainsi, pendant lesquels les Génois eurent le loisir de s'organiser et de recevoir des secours importants de la France.

Le 14 avril 1747, Schulenbourg quitta Novi pour se rapprocher de Gênes. Le soir il s'établit à Torrazza. En route, il avait fait une chute de cheval assez grave. Il perdit du temps à se guérir, à se rendre compte des difficultés du siège, finalement à se mettre d'accord avec le roi Charles-Emmanuel sur les opérations à exécuter. Dans la nuit du 19 au 20 mai, il établit ses communications avec la mer et avec l'armée sarde. Le 13 juin, il parvint à chasser les Génois d'une partie

de leurs fortifications du côté de l'Est et à établir des batteries contre le poste important de Madona del Monte. Fier de son succès, il écrivit à Vienne qu'il comptait s'emparer de Gênes avant peu de jours.

Mais l'approche de l'armée du maréchal de Belle-Isle et le rappel, par le roi de Sardaigne, des forces qu'il avait envoyées à Schulenbourg, déterminèrent le feldzeugmestre, après plus d'une hésitation, à abandonner son entreprise. Le 5 juillet, ses troupes évacuèrent sans pertes la vallée du Bisagno. Il demeura quelques jours encore en vue de Gênes et battit en retraite sur Novi. Sa mission ayant pris fin, il remit son corps d'armée au comte de Browne et retourna à Vienne, appelé à donner des explications sur l'énorme perte de temps faite avant et pendant le siège. Il s'offrit de prouver que la responsabilité en retombait exclusivement sur le marquis Pallavicini qui, intentionnellement et sous les prétextes les plus futiles, avait laissé manquer l'armée des plus indispensables approvisionnements.

Longtemps accrédité à Vienne par la république de Gênes, Pallavicini avait renoncé à la carrière diplomatique pour entrer au service de l'Autriche, sous le règne de Charles VI. Mais ses affections de patricien génois demeurèrent aussi chaudes qu'auparavant, malgré les bontés dont il fut comblé. Pendant toute la campagne de 1747 en Italie, il usa et abusa de son autorité sur les garnisons des places fortes pour créer mille difficultés aux chefs de l'armée. Il poussa les choses si loin, lorsque commencèrent les préparatifs du siège de Gênes, que l'impératrice, qui le tenait depuis longtemps en grande faveur, sentit sa confiance ébranlée. Sur les rapports de Schulenbourg et de Browne, elle le rappela à Vienne et donna le gouvernement général des possessions autrichiennes en Italie, au comte Ferdinand Harrach. Pallavicini fut traduit

devant un conseil d'enquête, mais grâce aux démarches et aux intrigues d'amis puissants, il obtint d'être renvoyé à Milan comme commandant de la citadelle, sans attendre le résultat de l'enquête.

Après la levée du siège de Gênes, Browne aida le roi de Sardaigne à résister au corps d'armée qui, sous les ordres du chevalier de Belle-Isle, frère du maréchal, essaya d'enlever, le 19 juillet 1747, le col d'Assiette. La lutte fut sanglante, mais la mort de l'héroïque chevalier, tué au moment où, à la tête de ses soldats, il plantait le drapeau blanc sur les murs du fort, entraîna la défaite des Français. Ce fut le dernier acte important de la campagne en Italie. A Vienne, on continuait à désirer la reprise du siège de Gênes. De son côté, Charles-Emmanuel poussait à opérer une incursion en France ou à reprendre Vintimille. Le temps s'écoula, perdu en conférences entremêlées d'escarmouches sans importance, l'hiver survint. Les Autrichiens allèrent se reposer dans la Lombardie, les Sardes prirent leurs quartiers près de Bordighera et les troupes franco-espagnoles en firent autant dans le comté de Nice.

Si la campagne d'Italie, en 1747, ne produisit aucun résultat avantageux pour les alliés, celle de Flandre fut moins heureuse encore. Cette fois du moins, le poids des fautes militaires commises ne peut en aucune manière être rejeté sur le prince Charles de Lorraine, dont il ne paraît pas avoir été un seul moment question dans les délibérations tenues à Breda entre l'Angleterre, la Hollande, la Sardaigne et l'Autriche, pour l'organisation de la campagne. Formidables avaient été, sur le papier, les engagements pris par chacune des puissances alliées. Il semble, à lire les articles de la convention signée par celles-ci le 12 janvier 1747, que, aux yeux de leurs représentants, il n'y eût qu'à frapper la terre du pied pour en

faire sortir des soldats, du canon, des magasins de vivres et des vaisseaux de guerre. En effet, la Sardaigne promit de mettre sur pied une armée de 30,000 hommes en Italie, sans compter d'autres forces nécessaires pour les garnisons et autres services; l'Angleterre et la Hollande se firent fortes d'assembler aux Pays-Bas, pour le 1er mars 1747, chacune 40,000 hommes, prêts à combattre. L'Autriche, dont les charges étaient doubles de celles de ses alliés, puisqu'elle avait à livrer son contingent de forces en Italie et aux Pays-Bas, accepta bravement l'obligation d'envoyer en Italie 40,000 hommes et aux provinces belges 70,000. Pour l'aider à accomplir ce tour de force, l'Angleterre s'engagea à lui fournir un subside annuel de quatre cent mille livres sterling, somme dérisoire si on la compare aux 300,000 livres sterling que recevait le roi de Sardaigne. La réalité fut passablement au-dessous de ce chiffre. Les troupes autrichiennes placées sous les ordres du feld-maréchal Batthiany ne dépassèrent pas 47,000 hommes; d'autre part les contingents de l'Angleterre et de la Hollande se réduisirent à moins de 50,000 hommes. Le duc de Cumberland prit le commandement de l'armée entière. Il eût voulu faire le siège d'Anvers, mais la concentration de ses troupes, loin d'être opérée le 15 mars, se trouva fort retardée. Le maréchal de Saxe en profita pour s'emparer de la Flandre hollandaise. Ses progrès furent si rapides que Cumberland se vit forcé, à son grand regret, de renoncer à son premier projet et de marcher directement à la rencontre de l'armée française. Le choc eut lieu, le 2 juillet, à Lawfeld, et Cumberland, battu malgré son énergique et brillante valeur, se retira sur Maestricht.

A la suite de sa victoire, le maréchal de Saxe chargea le lieutenant général, comte de Loewendal, de faire le siège de Berg-op-Zoom, chef-d'œuvre des fortifications du célèbre

Cœhorn, dont la conquête devait, dans la pensée du maréchal, entraîner les Hollandais à faire la paix.

La place était commandée par le général hollandais Cronström, vieillard de 86 ans, d'une rare bravoure, mais aussi d'un entêtement obstiné. Loewendal ouvrit les tranchées le 14 juillet. Dans la nuit du 5 au 6 août, il tenta un assaut infructueux, et, pendant quelques jours,des sorties incessantes de Cronström gênèrent beaucoup ses travaux. Le duc de Cumberland et Batthiany, divisés d'opinion sur le parti à prendre pour paralyser l'entreprise de Loewendal, perdirent un temps précieux à se mettre d'accord, et se bornèrent à envoyer à Cronström des renforts considérables,sous les ordres du prince de Hildburgshausen et du prince de Waldeck. Ils se flattaient que ces mesures suffiraient pour empêcher les Français de prendre la ville avant la mauvaise saison. Le 14 septembre, Batthiany était plein d'espoir. « La place, écrivait-« il à l'empereur,est pourvue de tout ce que l'on peut souhaiter « humainement. La garnison peut être rafraîchie à chaque « instant, et il y a des troupes plus que suffisantes pour faire « sortir et déloger l'ennemi de ses ouvrages ; mais, ajouta-t-il, « c'est ce qu'on ne veut pas entendre. »

Or, dans la nuit du 15 au 16 septembre, Loewendal, profitant de l'excès de confiance des assiégés dans l'inexpugnabilité de la place, tenta un coup de main sur les remparts. Il ne se trouva pas 300 hommes dans les ouvrages escaladés,et la résistance fut nulle. Maîtres des forts, les assaillants coururent ouvrir les portes les plus proches aux détachements disposés à l'avance pour pénétrer dans la ville. Le hasard seul sauva la garnison. Au moment de l'assaut, un régiment hollandais, venu à Berg-op-Zoom pour y relever un autre, était rangé devant la Maison de ville. Le prince de Hesse-Philippsthal, averti de ce qui se passait, le mena droit à

l'ennemi et fit assez de résistance pour donner le temps au reste de la garnison de sortir de la ville.

« La surprise de Berg-op-Zoom, écrivit le général comte « de Sillers au prince Charles de Lorraine, est sans exemple « dans l'histoire. L'incurie de la garnison a été impardonnable. « L'ennemi a escaladé les murailles à peine ébréchées à la « file, homme par homme, sans que personne s'en aperçût. « Avant que l'alarme fût donnée, il se trouvait déjà en si « grand nombre sur les murailles et dans la ville, qu'il n'y « eut pas moyen de le repousser. Ainsi est tombée cette for- « teresse qui peut être considérée comme la plus forte de « l'Europe. Habilement défendue, elle était inexpugnable, car « ses communications avec la mer et la terre étaient cons- « tamment libres. »

La garnison de Berg-op-Zoom s'était retirée à Oudenbosch avec les forces envoyées successivement pour les soutenir. Ainsi qu'il arrive ordinairement à la suite de grands revers imprévus, la confusion et la discorde régnaient dans le camp hollandais. Depuis un certain temps déjà, le prince de Waldeck avait déposé son commandement, à la suite de graves divergences avec le prince d'Orange. Le camp d'Oudenbosch ne renfermait plus que deux personnalités militaires de haut grade, Crönstrom et le prince de Hildburgshausen. Or le premier avait perdu toute autorité sur l'armée depuis la chute de Berg-op-Zoom. Quant au second, il passait, non sans raison, pour incapable. En conséquence, le duc de Cumberland pria le comte Batthiany d'aller prendre le commandement des troupes campées à Oudenbosch. La mission n'avait rien de séduisant. Vainement le prince d'Orange avait-il fait tous les efforts possibles pour régénérer l'esprit militaire en pleine décadence chez ses compatriotes: « Le prince ré- « compense et châtie, mandait Batthiany à l'empereur, mais

« il ne parvient pas à rallumer le vieux feu hollandais. Il est « allé jusqu'à faire décimer un détachement de 400 hommes « parce qu'ils n'avaient pas rempli leur devoir. Rien n'y a fait. « Tantôt ils prennent une résolution désespérée, tantôt ils se « laissent aller à une fausse sécurité. Mal dirigés, obéissant « plus mal encore, ils se sauvent en toute occasion. » Toutefois, après mûres réflexions, Batthiany se décida à partir pour le camp d'Oudenbosch, sous la condition de pouvoir s'adjoindre quelques troupes autrichiennes d'élite dont il comptait former le solide noyau de son armée. Le 22 septembre, il partit avec neuf bataillons d'infanterie et dix-neuf escadrons, tant autrichiens que hessois, et se dirigea vers Oudenbosch. La première lettre qu'il expédia du camp à l'empereur donne une triste idée de la situation morale des troupes hollandaises. « J'ai trouvé les choses, dit-il, dans une « étrange confusion. Le pauvre vieux général Crönstrom avec « la mort sur les lèvres, haï et détesté de tout le monde, même « du député des États, M. Van Harem, chacun des deux faisant « des dispositions séparées; le lieutenant et quartier « maître général Burmania, qui seul a l'oreille du prince « d'Orange, faisant les siennes sur des idées fort vastes et « peu soutenables ; les troupes dispersées en petits détachements et un tas de lignes les unes sur les autres, les unes « faites par Crönstrom et Burmania, les autres par M. Van « Harem et nos généraux. »

Dans ces conditions ce fut un bonheur pour Batthiany que le maréchal de Saxe se bornât à s'emparer des trois forts de La Croix, de Lillo et de Frédéric-Henri, sur la rive droite de l'Escaut, et mît ses troupes en quartiers d'hiver dès le mois d'octobre.

Le secret de cette modération apparente du maréchal, semble avoir été dans sa conviction qu'il en avait fait assez

pour permettre à la France de manifester plus librement ses sincères désirs de la paix. Ces désirs étaient au fond du cœur de tous les belligérants. La France, épuisée d'hommes et d'argent, estimait que la politique de l'abaissement de la maison d'Autriche avait suffisamment atteint son but pour justifier sa renonciation à de plus longs sacrifices. Marie-Thérèse à son tour, revenue de ses excès d'antipathie contre la France, fatiguée des procédés un peu lourds de ses alliés maritimes et plus préoccupée, avec raison, des périls incessants dont la menaçait l'ambition sans scrupules du roi de Prusse, portait sa principale occupation à s'en garantir. En 1746, sa diplomatie avait réussi à conclure avec la czarine Élisabeth un traité qui, d'une part, lui donnait toute sécurité du côté de la Turquie, de l'autre, lui assurait le concours d'une armée de 30,000 Russes, contre ses ennemis actuels et futurs. L'année suivante, elle obtint du sultan lui-même, une convention de nature à donner toute satisfaction aux intérêts autrichiens. Dans ces conjonctures, elle n'avait rien à gagner à la continuation de la guerre, mais par une rencontre singulière, elle ne pouvait que perdre à la paix. En effet, attaquée de tous côtés par des voisins unis dans l'intention de se partager ses dépouilles, elle ne dut son salut, après Dieu et elle-même, qu'à l'appui d'alliés tout aussi avides que ses agresseurs. Le roi de Piémont l'exploita indignement, et les puissances maritimes ne se soucièrent d'elle que pour l'employer en guise de bélier contre la France, puis pour lui faire payer les frais de la paix. Elle comprit qu'elle aurait grand intérêt à s'entendre directement avec sa puissante voisine, mais ses efforts en ce sens échouèrent, parce que la France avait un intérêt supérieur à s'accorder de préférence avec l'Angleterre.

La France prit hardiment l'initiative des démarches pacifiques. Elle proposa de charger les deux généraux en chef,

des armées en présence, le maréchal de Saxe et le duc de Cumberland, du soin d'organiser les conditions de la paix. Cette proposition flatta le roi Georges, qui, ne pouvant proclamer son fils favori gagneur de batailles, crut découvrir en lui l'étoffe d'un grand négociateur. Le cabinet anglais, qui avait depuis quelques mois à sa tête lord Chesterfield, ne jugeait pas le jeune duc aussi favorablement. Il accepta, mais il eut soin d'adjoindre à ce dernier lord Sandwich, qui l'avait déjà représenté à Breda. De son côté, Marie-Thérèse confia les pleins pouvoirs au feldmaréchal comte Batthiany.

A la suite d'une conférence secrète qu'eurent à Liége le marquis de Puisieux, ministre des Affaires étrangères de France, et lord Sandwich, la ville d'Aix-la-Chapelle fut assignée comme le siège d'un congrès où furent appelés les plénipotentiaires de toutes les puissances belligérantes.

La France se fit représenter par le comte de St-Séverin d'Aragon, diplomate réputé en France pour la modération de son caractère et son sérieux désir d'aboutir à la paix. Kaunitz, qui ne l'aimait pas, dit de lui, « que c'était un homme « sur les propos duquel on ne pouvait faire aucun compte. « C'est, ajoute-t-il, une quintessence de finesses italiennes-« françaises, sans être cependant sorcier. Car quand il est « question de la moindre chose sur laquelle ses instructions, « qu'il regarde comme son catéchisme, ne lui paraissent pas « bien claires, il ne sait et n'ose plus prendre son parti. » L'Espagne envoya le marquis de Soto-Mayor « qui, d'après Kaunitz, était honnête homme au possible », mais borné, méfiant et difficile. Le premier plénipotentiaire de la Hollande, le comte de Bentinck, était absolument dévoué au prince d'Orange et fort porté pour les Anglais. On lui donna pour adjoint le baron de Wassenaer, esprit calme et réfléchi. Enfin Kaunitz reçut les pleins pouvoirs de l'impératrice.

Les débuts du congrès furent d'autant plus lents que chacune des parties contractantes servait à part sa petite négociation particulière. Ainsi l'Angleterre cherchait un accommodement direct avec l'Espagne, dans l'espoir de la détacher de la France. L'Autriche, par l'intermédiaire des deux frères, comtes Loss, l'un attaché à la cour de Dresde, l'autre ministre du roi de Pologne à Paris, menait avec la France des pourparlers d'autant plus actifs que le prince d'Orange l'avait fait avertir, au mois de janvier 1748, de l'intention du roi de Prusse « d'attaquer de nouveau l'impératrice-reine et de marcher sur Vienne ». Enfin la France poursuivait elle-même une négociation secrète et directe avec l'Angleterre, de sorte que, au-dessus du congrès, se tressait un réseau de fils diplomatiques tendus en sens divers et contradictoires, et occupant très sérieusement les plénipotentiaires, alors qu'ils semblaient absorbés par l'examen de questions préjudicielles sans importance réelle.

Cette situation dura environ trois mois, consacrés à discuter comment il serait possible d'admettre au congrès le comte de Kaunitz, dont les pouvoirs, donnés au nom de l'impératrice-reine, étaient récusés par la France, sous prétexte que le roi Louis XV, n'ayant pas reconnu la validité de l'élection de François Ier comme empereur d'Allemagne, ne connaissait encore que la reine de Hongrie.

Ces trois mois à peu près écoulés, les négociations de l'Angleterre avec l'Espagne se trouvèrent abandonnées, à cause du refus obstiné des Anglais de rendre Gibraltar, impérieusement réclamé par les Espagnols. Le cabinet anglais se montra par suite plus faible avec la France. Celle-ci, jugeant beaucoup plus avantageux de s'accommoder avec l'Angleterre qu'avec l'Autriche, ne pouvait plus tarder à faire les concessions nécessaires pour amener un accord complet.

Dans l'intervalle il avait bien fallu, conformément au proverbe, préparer la guerre afin d'assurer la paix. Le 30 novembre 1747, avait été signé entre la Russie et les puissances maritimes, un traité déterminant les conditions auxquelles la czarine s'engageait à envoyer aux Pays-Bas une armée de 36,000 hommes, sous les ordres du prince Repnin. Dès le mois de janvier suivant, cette armée se mit en marche dans la direction de la Pologne et de la Bohême. Le 26 du même mois, une réunion de généraux eut lieu à La Haye, pour déterminer les mesures militaires à prendre par les alliés. La Hollande promit de mettre sur pied 60,000 hommes, l'Autriche fut taxée à 60,000 hommes et l'Angleterre à 30,000. Ce n'était là qu'une vaine comédie, qui servit de prétexte au maréchal de Saxe pour assiéger Maestricht, en disant tout haut qu'il allait y chercher la paix. Le découragement et la division étaient parmi les alliés. Le prince d'Orange ne pouvait plus supporter d'obéir au duc de Cumberland, et le duc ne pardonnait pas au prince de s'être emparé du stadhouderat, un moment rêvé par Georges II pour son fils préféré. Marie-Thérèse était outrée que ses propres alliés prétendissent lui imposer brutalement à elle seule, les frais de la paix générale. Lord Sandwich, exposant au congrès les vues de son gouvernement, avait en effet, déclaré nettement que les engagements pris dans le traité de Worms vis-à-vis du roi de Sardaigne, seraient remplis dans leur intégralité, mais, par contre, que les avantages y stipulés en faveur de Sa Majesté Impériale et Royale, devaient être dès maintenant et avant qu'il pût être traité des autres conditions de la paix, déclarés nuls et sans valeur. Elle se berçait encore de l'espoir d'aboutir avec la France.

Sur ces entrefaites, le 21 avril 1748, elle reçut l'envoyé anglais, Robinson, en audience. Voici comment Ulfeld raconte

cet incident à Kaunitz : « Hier Robinson reçut son courrier « avec copie d'une dépêche du 12 qu'on avait envoyée à Sand- « wich. C'est une déclaration qu'il faut faire la paix à tout « prix, et une espèce de manifeste pour que l'on y soit obligé. « Après m'avoir prévenu, il est encore allé hier à l'audience « de l'impératrice qui a duré une heure. A ce qu'elle nous a « dit aujourd'hui, elle l'a bien remboursé, puisque tous les « motifs de Robinson se réduisent à l'alliance à faire après « la paix avec l'Espagne, le roi de Prusse et le roi de Sar- « daigne, alliance formidable contre la France..... « Robinson a voulu attendrir l'impératrice, comme il a fait « autrefois, lorsqu'il s'agissait de faire la paix avec le roi « de Prusse, mais elle lui a dit que pour la troisième fois, elle « ne se laisserait plus ni attendrir ni tromper. »

Robinson, essayant de justifier la conduite de son gouvernement, lui lut un passage d'une dépêche, dans laquelle le duc de Newcastle disait qu'il n'était pas possible de donner à l'Infant don Philippe, un établissement moindre que les duchés de Parme et de Plaisance, lesquels, si don Philippe montait sur le trône de Naples, retourneraient à leur possesseur actuel. Or, le possesseur actuel de Plaisance était Charles-Emmanuel. Elle répéta aussitôt, avec un accent mordant : « Comment à leur possesseur actuel ? » et terminant l'audience d'un geste violent, elle ajouta avec colère : « Non ! non ! plutôt mourir ! »

Ses dernières espérances allaient bientôt être anéanties. Le 30 avril, à un dîner qu'il offrait aux plénipotentiaires, Kaunitz s'aperçut de quelque chose de particulier entre les envoyés de France et d'Angleterre. Le soir même, lord Sandwich l'informa que les préliminaires de la paix venaient d'être signés entre la France et l'Angleterre. St-Séverin lui confirma plus tard cette nouvelle.

Ces préliminaires concordaient avec les communications faites par Robinson à l'impératrice. Restitution générale de toutes les conquêtes faites en Europe et outre-mer. Dunkerque conserve ses fortifications du côté de la terre et démolit celles qui regardent la mer. Parme, Plaisance et Guastalla vont à l'Infant don Philippe et retournent à leurs possesseurs actuels en cas de mort de ce prince ou s'il monte sur le trône de Naples. Le duc de Modène et la République de Gênes rentrent en possession de ce que la guerre leur a enlevé. Le roi de Sardaigne garde les avantages que lui a donnés le traité de Worms, sauf Plaisance provisoirement; l'Angleterre conserve les intérêts commerciaux qui lui ont été accordés en 1713, et la succession au trône d'Angleterre est garantie à la maison de Hanovre. François de Lorraine est reconnu empereur, et la pragmatique sanction est garantie par toutes les puissances, sauf en ce qui concerne les cessions de territoire faites à la Prusse et à la Sardaigne. En outre, les mêmes puissances assurent en particulier au roi de Prusse la possession de la Silésie et du comté de Glatz. Toutes les autres questions seront résolues lors de la clôture du congrès. Le siège de Maestricht sera levé, et il y aura suspension générale d'hostilités. Un article secret stipule que toute puissance qui refusera son adhésion à ces préliminaires, sera déchue des bénéfices qui lui sont attribués.

En entendant la lecture de ces stipulations, Kaunitz se crut joué. Il s'emporta contre le comte de St-Séverin et déclara que, en attendant les instructions de sa cour, il protestait solennellement contre ces conventions.

Kaunitz se trompait. Une lettre du marquis de Puisieux à St-Séverin, en date du 2 mai 1748, le prouve à l'évidence. « Les articles, dit le ministre français, qui vous sont offerts « (par l'Autriche) sont plus séduisants que ceux de l'Angle-

« terre. Mais si l'on en pouvait finir avec Londres, il y « aurait moins d'embarras, plus de sûreté et de célérité. »

A Vienne, la première impression fut aussi très pénible. Mais on y comprit vite qu'on avait plus à se plaindre de l'Angleterre que de la France. La cour approuva la conduite de Kaunitz, confirma sa protestation et l'autorisa à déclarer qu'elle était prête à fournir en Italie, à l'Infant don Philippe, l'établissement qu'il désirait, à condition que les territoires concédés au Piémont par le traité de Worms, fussent restitués à l'impératrice.

Les rois d'Espagne et de Sardaigne, ainsi que le duc de Modène, joignirent leurs protestations à celles de l'impératrice, toujours préoccupée de faire disparaître du traité définitif les dispositions relatives aux stipulations du traité de Worms et la garantie de la Silésie au roi de Prusse. La cour de Vienne fit de nouveaux efforts pour obtenir l'adhésion de la France sur ces deux points. Toutefois, après mûre réflexion, elle modifia sa ligne de conduite. Par ses ordres, au moment où on s'y attendait le moins, Kaunitz fit connaître à lord Sandwich, l'accession pure et simple de l'Autriche aux préliminaires. Le lord étonné, ayant demandé quelle signification il devait attribuer aux précédentes protestations, Kaunitz lui répondit d'un ton sec et aigre « qu'il acceptait « purement et simplement, comme il voyait, par son accession; « et que si elle ne lui convenait pas, il n'avait qu'à la refuser ». En même temps, il fit connaître au plénipotentiaire français que l'Autriche persistait dans ses réclamations. Cette attitude double jurait avec la netteté habituelle du cabinet autrichien. Elle paraît n'avoir pas été prise au sérieux, car, à l'exemple de Marie-Thérèse, le roi de Sardaigne et le duc de Modène adhérèrent aux préliminaires. En réalité, l'impératrice n'abandonna qu'au dernier moment l'illusion qu'elle pourrait

déterminer la cour de France à s'entendre avec elle en dehors de l'Angleterre. Tandis que ses ministres, peu perspicaces dans cette question, multipliaient les mémoires et les correspondances auprès du marquis de Puisieux, St-Séverin écrivait, dès le 1 mai, au même ministre : « Ce que je trouve de « meilleur dans cette affaire est que, de longtemps, la cour « de Vienne et le roi de Sardaigne n'oublieront le tour que « les puissances maritimes leur ont joué. » Cinq jours plus tard, sous l'influence du rôle prépondérant rempli par la France au congrès, il faisait entendre un cri de triomphe. « Voilà, mandait-il à Puisieux, voilà la France presqu'au « bout de son grand dessein sur l'abaissement de la maison « d'Autriche. Il faut maintenant travailler à celui de l'An- « gleterre, pour n'avoir plus de puissance à craindre. » Le 27, il était encore dominé par les mêmes idées. « Je crois, « disait-il, que ce qui peut arriver de mieux est qu'entre les « cours de Vienne, de Londres et de Turin, les choses s'em- « brouillent toujours de plus en plus. »

Dans l'intervalle, Maestricht s'était rendu. L'Espagne et la République de Gênes avaient adhéré aux préliminaires. L'intérêt évident de la France lui commandait de transformer, au plus tôt, en traité définitif, les préliminaires posés d'accord avec les puissances maritimes. Kaunitz ne s'y trompa pas, et fit entendre à son gouvernement que la France, toujours en position de pouvoir choisir celui de ses adversaires avec lequel elle aurait le plus d'avantages à se réconcilier, persisterait certainement à donner la préférence à l'Angleterre.

Marie-Thérèse ne se résigna pas sans peine à l'inévitable. Si amère fut la déception, que son caractère s'en ressentit et que, pendant un certain temps, elle rendit la vie dure à ses ministres et à l'empereur. Les alliés avaient envoyé à l'armée

russe, alors en Franconie, l'ordre de retourner sur ses pas. Marie-Thérèse exigea l'évacuation des Pays-Bas par l'armée française et par ses propres alliés. Mais la Hollande réclamait l'exécution d'un des articles du traité des Barrières qui donnait aux Provinces-Unies le droit de fournir des garnisons à certaines villes du pays, et ses prétentions furent soutenues par le maréchal de Saxe. Le maréchal jugeait effectivement très commode pour la France, d'entretenir ses troupes aux dépens de l'étranger. Ces difficultés irritèrent l'impératrice au plus haut degré. « Vous ne sauriez croire, écrit Ulfeld à « Kaunitz, sous la date du 30 juin, ce que nous avons à souffrir « de l'impatience de l'impératrice, qui voudrait ravoir ses « troupes pour commencer ses épargnes, tout comme si cela « dépendait de nous, si la France ne veut pas évacuer les « Pays-Bas et se contenter de garder en gage les places « d'Ostende et de Nieuport. L'impératrice m'a écrit de « Mannerstorf tout comme si nous nous laissions duper par « les compliments de St-Séverin.

Le 17 juillet, il renouvelait ses lamentations. « Ce qui me « fait le plus de peine, disait-il, c'est de voir l'impatience de « l'impératrice de voir revenir ses troupes, de peur que leur « retard ne dérange le système de Haugwitz, ce qui, de « temps en temps, la fait donner dans de terribles impatiences « et produit toutes sortes d'idées, par exemple, celle de don- « ner carte blanche aux Anglais de négocier pour nous, le « tout dans l'espérance d'accélérer par là la conclusion et le « retour des troupes. »

Enfin, le 25 septembre seulement, la France consentit à ce que trente mille hommes des deux armées en présence retournassent immédiatement dans leurs pays respectifs.

Marie-Thérèse lutta jusqu'au bout pour se faire rendre la justice qu'elle se croyait due. Sa dernière instruction à Kau-

nitz lui prescrivit de signer le traité définitif en même temps que les autres plénipotentiaires, s'il obtenait, au dernier moment, quelque concession sur les points contestés, surtout sur le traité des Barrières, ou sinon de s'abstenir et de ne formuler son accession que quelques jours plus tard, afin de bien faire éclater aux yeux du monde entier qu'elle ne participait, que contrainte et forcée, à cette œuvre mauvaise, défectueuse, aussi monstrueuse dans son achèvement que dans ses débuts, et plus scandaleuse encore en certains points.

Kaunitz, malgré tous ses efforts, n'obtint d'autre concession, que celle de faire limiter aux villes encore fortifiées le droit de garnison des Hollandais; il ne la jugea pas suffisante pour assister à la séance de clôture. Le 18 octobre, le traité fut signé par la France et par les puissances maritimes, le 20, le plénipotentiaire d'Espagne y donna son adhésion. Kaunitz attendit jusqu'au 23 pour donner sa signature. Le 25 et le 26, les représentants de la république de Gènes et le duc de Modène, en firent autant. Le comte de la Chavanne, plénipotentiaire du roi de Sardaigne, ne s'y résigna que le 7 novembre.

Robinson avait été appelé à Aix-la-Chapelle, pour être adjoint à lord Sandwich, que le cabinet de Londres jugeait trop sous l'influence de Saint-Séverin. Lorsqu'arriva à Vienne son successeur, M. Keith, signalé par Kaunitz comme un homme doux et sensé, très attaché aux intérêts de l'Autriche, Marie-Thérèse le reçut avec la plus grande bienveillance. Après la signature de la paix, il crut devoir demander audience de LL. MM. pour leur présenter ses félicitations. Marie-Thérèse refusa nettement de le recevoir. Près de trois mois s'écoulèrent encore avant que les diverses stipulations du traité se fussent réalisées.

Kaunitz avait quitté Aix-la-Chapelle, le 28 décembre 1748, pour rentrer dans les Pays-Bas. Le 28 janvier 1749, les

Français évacuèrent Bruxelles et deux jours plus tard, Kaunitz, qui se trouvait à Anvers, partit pour Vienne afin d'y rendre compte de sa pénible et longue mission.

Ainsi finit la guerre dite de succession, suscitée par une coalition d'appétits rapaces, que tentaient les apparences d'une spoliation facile. Il n'y eut peut-être pas de guerre plus souillée d'iniquités, de perfidies et de lâchetés que cette campagne de la force contre le droit, représenté par une femme jeune et sans expérience. Si le succès ne répondit pas aux cupides espérances des larrons royaux, c'est que dans cette femme résidait une âme vaillamment trempée, et que forte de sa foi et du sentiment de sa dignité morale, elle sut braver toute terreur, grandir avec l'épreuve, se posséder dans le succès, subir sans faiblesses les déceptions les plus cruelles, électriser les peuples par l'exemple de son étonnante constance, forcer l'admiration de ses sujets et les sympathies de l'Europe entière.

C'est la grande et belle époque de sa vie. Nous allons la voir appliquer à la réorganisation de ses États, pendant les années de paix, un ordre nouveau de talents et de mérites, non moins rares et remarquables que ceux dont elle a fait preuve au milieu des luttes les plus ardentes. Peu de souverains ont montré plus d'esprit politique, plus de droiture de jugement, plus de discernement, de patience et d'esprit de justice que la jeune reine de Hongrie. Peu ont été plus aimés, mieux justement appréciés et jugés. Les ombres de l'humaine imperfection ne s'accusent sur cette grande figure que dans la seconde partie de sa vie, à dater du jour funeste où, trop absorbée par ses affections maternelles, fatiguée et troublée par des vues de pur amour-propre et des préoccupations absorbantes, elle subit l'influence de Kaunitz, influence malheureuse qui attrista les dernières années de sa

vieillesse et lui fit commettre de lourdes fautes. Mais n'anticipons pas et profitons de l'accalmie amenée par les événements, pour étudier les ministres et les amis dont elle s'entoura, afin de mieux apprécier son caractère et ses actes.

CHAPITRE SEPTIÈME.

SOMMAIRE. — Composition de la Conférence à la mort de Charles VI. — Le comte de Sinzendorf. — Le comte Gundacker de Starhemberg. — Le comte Philippe Kinski. — Le feldmaréchal comte de Kœnigsegg. — Les comtes Aloys et Frédéric de Harrach. — Le comte de Ulfeld. — Le comte Rodolphe Colloredo. — Le comte Joseph Khevenhüller. — Le comte Louis Batthyany. — Le baron de Bartenstein. — Les notes de Marie-Thérèse sur ses ministres. — Le comte de Sylva-Tarouca. — Le comte de Haugwitz. — Réflexions philosophiques de Marie-Thérèse.

A LA mort de Charles VI, le conseil, ou plutôt, comme on l'appelait à Vienne, la Conférence des ministres, se composait du comte Louis-Philippe de Sinzendorf, grand-chancelier, des comtes Gundacker de Starhemberg et Aloys Raymond de Harrach, du feldmaréchal comte Lothaire de Kœnigsegg et du conseiller aulique, baron de Bartenstein.

Ce n'est pas sans surprise que l'on voit apparaître Philippe de Sinzendorf à la tête des conseillers de Charles VI, car son père, le comte Georges-Louis de Sinzendorf, président de la Cour des comptes sous le règne de l'empereur Léopold VI, avait tellement exploité le trésor royal à son profit et commis de si énormes détournements, que la longanimité de Léopold se lassa. Traduit devant la justice, Georges-Louis de Sinzendorf fut condamné à la détention perpétuelle, transformée plus tard en bannissement dans ses terres. Mais tout s'oublie dans ce monde. Le gaspillage des deniers publics, mal de tous les temps et de tous les pays, a trouvé partout indulgence, depuis qu'il a cessé d'être cas pendable, et les princes

de la maison de Habsbourg ont toujours eu une tendance marquée à perdre le souvenir des injures et à pardonner.

Riche par lui-même, possesseur de biens considérables, le grand-chancelier de Sinzendorf jouissait d'un traitement annuel de 45,000 florins, somme énorme pour l'époque; il recevait en outre quelques libéralités de l'empereur. Mais si considérables que fussent ses revenus, ils étaient loin de suffire à satisfaire sa funeste passion pour le faste, le jeu et la bonne chère. Aussi sa vénalité était-elle connue. Un jour le baron de Jacquemin, agent du duc de Lorraine à Rome, ayant appris que ce prince avait promis quatre cent mille florins à Sinzendorf, en cas de succès d'une négociation importante qu'il poursuivait, lui conseilla de se bien garder d'avancer au ministre plus de cent mille florins et de ne payer le reste qu'après la chose faite. Lorsqu'il fut question du mariage de François de Lorraine avec Marie-Thérèse, Sinzendorf n'attendit pas que le duc fît les premières démarches, il lui offrit son concours, à condition que son fils fût pourvu d'une compagnie dans le régiment du duc, avec des appointements exceptionnels. Il demanda en outre pour lui-même un domaine, soit en France, soit en Allemagne, ou bien une grosse somme en écus ou en joyaux, et finit par presser le duc de lui acheter, au prix fort, certaine terre qu'il possédait en Silésie. Tout était bon pour ce personnage avide de luxe et de jouissances, que Frédéric appelait l'Épicure de la cour de Vienne.

Avec l'âge, son aversion pour le travail et son défaut de décision s'accrurent et soulevèrent les plaintes du public. Il mourut en 1742, sans laisser de regrets. Son avancement avait été prodigieux. A seize ans, Philippe de Sinzendorf, simple cadet de famille, se destinait à l'état ecclésiastique. La mort de son frère aîné, tué dans une bataille contre les

Turcs, en 1687, lui donna la vocation militaire. Celle-ci fut cependant de peu de durée, car, après quelques campagnes, il entra dans les services civils. A trente ans, il occupait le poste important de ministre de l'empereur à la cour de Versailles. Rappelé lors de la succession d'Espagne, il fut employé à Vienne dans les affaires d'État les plus importantes et s'acquit la bienveillance de Joseph Ier. Nommé chancelier de cour en 1704, il remplit les fonctions de plénipotentiaire impérial à la Haye, dans les négociations nouées entre les alliés, puis entre ceux-ci et la France. Après son retour à Vienne, il prit de plus en plus la position de ministre des affaires étrangères et remplit pendant un certain temps, de la mort du prince Eugène de Savoie à l'entrée de François de Lorraine dans le cabinet, les fonctions de président de la Conférence. Sa longue carrière diplomatique et ministérielle lui avait donné une certaine expérience des affaires qui suppléait chez lui au manque de pénétration, défaut qu'il cherchait à cacher sous un fracas de paroles propres à étourdir un auditeur vulgaire.

Son caractère était peu estimé. Chacun savait qu'il voulait avant tout la satisfaction de ses propres intérêts, et qu'il s'attachait aux puissants dans la mesure de ce qu'il pouvait en tirer. C'est ainsi que, s'apercevant des préférences marquées de Charles VI pour les Espagnols qui l'avaient suivi à Vienne, il s'insinua dans leurs coteries, afin d'exploiter à son profit les largesses impériales. Dans le même but, il caressa les tendances de l'empereur à favoriser toute entreprise se rattachant aux arts, au commerce ou à la navigation, donna dans toutes les idées, bonnes ou mauvaises, du souverain, jusqu'à le laisser duper par des aventuriers, faiseurs de projets impossibles et promoteurs d'inventions ruineuses.

Malgré ses intrigues et ses flatteries, Sinzendorf ne put

cependant gagner la confiance de l'empereur. Pendant de longues années, Charles VI le tint en dehors des relations secrètes qu'il entretenait, par l'intermédiaire du prince Eugène et du comte Gundacker de Starhemberg, avec la Russie et la Prusse. Il ne le croyait pas incorruptible. Toutefois, ce ne pouvait être chez ce prince qu'une simple soupçon, une pure défiance, car il n'aurait assurément pas maintenu Sinzendorf à la tête des affaires étrangères, s'il eût su à quel degré son ministre était accessible à l'argent de l'étranger.

Le comte Gundacker de Starhemberg, frère du glorieux feld-maréchal Budiger de Starhemberg, le héros de la défense de Vienne contre les Turcs, était né en 1663. Après avoir fréquenté les Universités d'Utrecht, de Leyde et de Leipzig, il songea à entrer dans les ordres et obtint une prébende de chanoine à Olmütz. Il ne tarda pas à changer d'idées, résigna son canonicat et entra au service de l'État comme conseiller des finances. En 1704, l'empereur Léopold Ier, poussé à bout par le désordre qui régnait dans l'administration militaire et dans celle des finances, destitua les comtes de Mansfeld et de Salburg, chefs de ces services, et confia le présidence de la chambre des comptes, en d'autres termes, le département des finances au comte de Starhemberg. Le choix se justifiait par la remarquable habileté du jeune comte dans la gestion de sa grande fortune, d'où l'empereur concluait avec raison que ces finances ne pouvaient être en meilleures mains.

Starhemberg sut dépasser les espérances de l'empereur. S'il ne réussit pas à rendre brillante la situation du trésor autrichien, il y fit tout ce qui était humainement possible, et c'est à lui que la maison de Habsbourg dut de pouvoir soutenir pendant treize ans la guerre de la Succession d'Espagne. Une de ses plus fécondes opérations fut celle de la banque de Vienne, qui rendit d'immenses services à l'État,

dans les circonstances les plus critiques. Ministre intègre, droit, actif, économe, catholique aussi ferme dans ses convictions que fidèle dans la pratique, pénétré des mêmes idées politiques que le prince Eugène, les défendant, pendant trente ans, au sein de la Conférence, avec une logique inflexible, il dédaigna constamment d'user, pour grossir son influence, des petits moyens d'intrigue employés par le voltairien Sinzendorf, ce digne prédécesseur de Kaunitz. Toujours sincère, dût son langage être importun, il s'opposa souvent à l'exécution ruineuse de projets fantaisistes que l'empereur, poussé par Sinzendorf, essayait de faire adopter, dans l'espoir de développer le commerce et d'augmenter ses revenus. Toujours calme, même lorsque l'empereur se montrait mécontent, il eut plus d'une fois la satisfaction de voir le souverain reconnaître la rectitude de ses conseils ou du moins rendre justice à la justesse de ses arguments. Aussi obtint-il ce que Sinzendorf ne put jamais atteindre, la confiance pleine et absolue de l'empereur qui, peu de temps avant sa mort, lui recommanda avec instance sa femme et ses filles. Il eut au même titre et au même degré celle de Marie-Thérèse, et demeura son plus intime conseiller. Malheureusement son grand âge et l'affaiblissement de ses forces ne lui permirent pas de lui être longtemps utile.

Starhemberg fut remplacé dans la Conférence par le comte Philippe Kinski, grand seigneur de la vieille école, aux mœurs sévères, à l'extérieur rigide et rébarbatif, au caractère difficile et violent, supportant difficilement la contradiction, infatigable au travail et dévoué à la tâche. Sous Charles VI, il avait successivement occupé à Paris, puis à Londres, le poste d'ambassadeur. Ce fut pour donner à la Bohême une marque de faveur que Marie-Thérèse l'appela à la Conférence, malgré l'opposition des autres ministres qui redoutaient son

humeur chagrine et altière. Chargé du département des Finances, il introduisit dans l'administration des améliorations importantes et fit une guerre implacable à la fraude. Il partageait à un haut degré l'anti-prussianisme de la reine et s'opposa obstinément à la cession de la Silésie. Ses ennemis attribuèrent, il est vrai, cette résistance aux pertes considérables que la guerre lui avait fait subir dans les revenus de ses terres comme dans ceux de sa charge de grand-chancelier de Bohême ; c'était aller trop loin. Depuis longtemps Kinski, admirateur passionné et dévoué de la grande Autriche impériale, suivait d'un œil inquiet et perspicace le lent développement du dualisme en Allemagne, dans l'accroissement constant de la puissance des électeurs de Brandebourg. Déjà sous Charles VI, il s'en était expliqué avec beaucoup de vivacité à Londres. Toutefois les notes laissées par Marie-Thérèse montrent qu'elle ne tarda pas à se repentir d'avoir fait de Kinski un ministre. Elle l'accusa nettement d'avoir été l'un des principaux auteurs de la perte de la Silésie. Elle lui reproche, en effet, d'avoir mis une mollesse coupable aux préparatifs de la défense des états héréditaires, et d'avoir résisté en toute circonstance, avec les emportements de violence passionnée qui le caractérisaient,aux sacrifices demandés à la Bohême, uniquement pour épargner ce royaume. Après avoir été l'un des plus ardents fauteurs du choix de Neipperg comme général en chef, il l'avait insuffisamment soutenu et aurait été ainsi l'auteur principal des malheurs qui en sont résultés. Elle va enfin jusqu'à déclarer que, lorsqu'après avoir battu Neipperg, Frédéric II envahit la Bohême, Kinski, par ménagement pour ce pays, aurait usé de tous les moyens bons ou mauvais, pour empêcher qu'on y envoyât un nombre suffisant de troupes. La reine soulève encore d'autres griefs contre Kinski. Son manque absolu d'égards et de retenue

aurait rendu les rapports si pénibles avec lui, que non seulement il entretenait une perpétuelle discorde dans le ministère, mais encore il lui fit à elle-même, la vie la plus dure.

Malgré son attachement aux vieilles traditions, Kinski ne fut pas aussi radicalement hostile que son collègue Harrach, aux projets de réforme de Marie-Thérèse. Lui-même, en effet, peu de temps auparavant, avait émis l'avis que l'intérêt de l'État, non seulement exigeait qu'on enlevât aux États provinciaux la gestion de toutes les affaires relatives à l'armée, mais encore commandait l'établissement d'un cadastre relevant le nombre et la valeur des biens fonciers, destiné à servir de base à l'imposition des propriétaires et à la limitation du droit de consentir les contributions. C'était bien ce que Haugwitz proposait. Mais Kinski et Haugwitz différaient en ce point que le dernier estimait à quatorze millions par an ce que les pays héréditaires étaient tenus de payer, tandis que Kinski jugeait cette somme beaucoup trop élevée. On peut supposer à bon droit que Kinski trouva mauvais que Haugwitz, à ses yeux un étranger et un parvenu, réussît là où lui Kinski avait échoué. Le fait est qu'il ne put supporter que le projet de réformes d'un autre fût jugé meilleur que le sien ; il se démit en conséquence de toutes ses fonctions et la mort vint bientôt le surprendre dans sa retraite, au mois de janvier 1749: il avait 49 ans. Le membre le plus âgé du conseil, lors de l'avènement de Marie-Thérèse était le feldmaréchal comte Charles-Ferdinand de Kœnigsegg, qui après s'être acquis, comme général en chef en Italie, une grande réputation militaire, la compromit singulièrement par les tristes revers de sa campagne contre les Turcs. Charles VI lui donna la présidence du conseil aulique de guerre, avec siège à la Conférence. Au conseil aulique de guerre, il rendit des services éminents par les mesures énergiques qu'il prit pour mettre l'armée autrichienne

en état de résister à Frédéric II. Doué à un haut degré de l'esprit militaire, il avait plutôt le talent d'organiser que celui de commander. Les soldats l'aimaient, parce qu'il savait à merveille prendre soin d'eux sous tous les rapports; mais ils l'appelaient le général Repos, à cause de la lenteur et de l'indécision de ses mouvements : caractère droit, ouvert, désintéressé, sans arrière-pensée, incapable de quoi que ce soit de bas ou de vulgaire, il chérissait malheureusement trop ses aises. Il parlait bien et facilement, il était instruit et pétillait d'esprit. A Dresde, à Madrid et à Versailles, où il représenta successivement l'Autriche, il sut gagner l'estime et la considération générale. Le roi de Pologne lui portait une grande affection. Revenu à Vienne, il put cumuler plusieurs fonctions importantes et lucratives. Il était tout à la fois membre de la Conférence, feldmaréchal et président du conseil aulique de guerre. Lorsqu'à la suite de ses revers dans la guerre contre les Turcs, l'empereur lui enleva cette dernière charge, il lui donna, en guise de consolation, le bâton de grand-maître de la cour et, après la mort du comte Khevenhuller, le poste de gouverneur de Vienne. Dans la Conférence où Charles VI le maintint, ses avis en matières diplomatique et militaire étaient fort écoutés. A dater de 1743, son influence baissa. Envoyé à l'armée pour servir de conseil au prince Charles, il ne répondit nullement aux espérances placées sur lui.

La Conférence comptait dans son sein deux comtes Harrach. L'aîné, le comte Aloys-Raymond, maréchal héréditaire de la Basse-Autriche, vieillard de 75 ans, lors de la mort de Charles VI, avait été ambassadeur à Madrid et se fit remarquer par la bienveillance de son caractère et son amour de la justice. Mais il était de beaucoup inférieur, en mérite à son frère le comte Frédéric de Harrach. « Ce dernier, dit

« M. Piot, était un honnête homme, estimable sous tous les « rapports ; généreux et délicat au point de refuser les mille « pistoles dont les États de Flandre lui voulurent faire don à « titre de vin d'honneur. » L'historien Wolf le présente à son tour, comme un homme de rare valeur et de grand caractère, très capable de prendre la direction supérieure des affaires. Sa haute taille, la distinction de ses manières, ses formes à la fois dignes et affables, contribuaient à son ascendant. Après avoir rempli diverses missions diplomatiques à Turin et à la diète impériale de Ratisbonne, il fut nommé par Charles VI grand-maître de la cour de l'archiduchesse Marie-Élisabeth, gouvernante des Pays-Bas, puis, à la mort de cette princesse, lieutenant-gouverneur général. Dès les premiers temps de son administration, il se trouva engagé dans un conflit grave avec le conseil suprême des Pays-Bas. Le traité de la Barrière imposait au gouvernement autrichien l'obligation de payer 500,000 écus aux Hollandais, chargés de la garde des places fortes. Or Marie-Thérèse et, avec elle, le conseil suprême, très hostiles au traité et très besogneux d'argent, ne pouvant rompre le traité qui les liait, avaient imaginé d'esquiver tout ou partie de l'obligation des 500,000 écus annuels. La rigide loyauté de Harrach ne lui laissait pas la souplesse nécessaire pour se plier au rôle qu'on exigeait de lui. Pris comme dans un étau entre les instructions supérieures, qui ne lui permettaient pas de remettre d'argent aux Hollandais, et les réclamations menaçantes de ces derniers, il vécut à Bruxelles dans de véritables angoisses. La situation se tendit au point que Harrach, ayant reçu une dépêche très aigre du conseil, y répondit par des paroles acerbes. « Poussé à bout, dit M. Piot, il ne voulut plus ménager un corps semblable. Il fit ressortir toutes les contradictions des ordres de la reine. Tantôt elle lui donnait, disait-il, le conseil

d'employer toutes les ressources pécuniaires à la défense du pays, tantôt elle lui défendait de payer les sommes dues à la Hollande ; un autre jour, elle lui accordait une certaine latitude sous ce rapport ; elle gaspillait l'argent, enfin elle ne voulait fournir aucune ressource au gouverneur. Un jour, le comte s'était permis de s'opposer à l'envoi à Vienne de deux millions de florins qu'il voulait employer au paiement des dettes et à l'organisation de l'armée. Il reçut du conseil une réponse ironique, le félicitant de son zèle pour la maison d'Autriche. » La coupe déborda et il adressa à Marie-Thérèse un mémoire justificatif où sa franchise se donna carrière :

« J'ai essuyé, dit-il, tant de revers depuis que je suis aux « Pays-Bas, en haine de mon zèle et application au bien du « service, que j'ai eu lieu de soupçonner plusieurs fois qu'il « y avait un concert déterminé pour me perdre dans l'esprit « de feue Sa Majesté comme dans celui de Sa Majesté « d'aujourd'hui glorieusement régnante. Cet esprit de parti « ne pouvant découvrir la moindre prise sur ma conduite, « s'est attaché à avilir sans cesse les meilleures opérations du « service. Aujourd'hui qu'il se montre à découvert et que, par « le trait le plus noir que l'on puisse mettre en usage, il ne « garde plus de mesure dans le dessein de m'enlever toute « la confiance de Sa Majesté je me justifie. » De fait, il démontre à l'évidence qu'on lui a envoyé une foule d'ordres contradictoires, et il établit les torts du gouvernement central à son égard, la pénurie absolue de ressources dans laquelle on le laisse, au point qu'il a été obligé d'y mettre du sien.

Finalement il obtint, le 31 janvier 1742, la permission demandée et quitta Bruxelles le 23 mars suivant, pour se rendre à Vienne.

Marie-Thérèse l'accueillit bien. Cette princesse, que la

vivacité de ses impressions, la fougue de ses idées césariennes et les dures nécessités de la vie, entraînèrent plus d'une fois à des actes que sa conscience, mieux éclairée ou moins troublée, eût certainement repoussés, sut, chose rare, pardonner à Harrach les torts qu'elle avait envers lui. En 1746, elle le nomma grand-chancelier de Bohême et, en remplacement de Kinski, le fit entrer dans la Conférence. Harrach joua, dans ce haut conseil, un rôle important, mais passablement frondeur. Il était alors âgé de cinquante ans, dans la pleine maturité de ses rares qualités d'intelligence et de jugement, que secondait une précieuse facilité de travail. Il surpassait ses collègues par l'étendue de sès connaissances, sentait sa supériorité et eut le bon goût de ne pas s'en prévaloir. Il passait pour avoir plus de souplesse dans le caractère qu'il n'en avait réellement, et Robinson disait de lui, qu'il nageait avec le courant. Sa fortune n'était pas considérable, mais il l'administrait avec tant d'ordre qu'elle ne lui causa jamais d'embarras. On le croyait ambitieux et appelé à la haute direction des affaires. Il prouva le contraire, sacrifiant sa grande position et son avenir à ses convictions. En effet, profondément attaché aux vieilles institutions de l'Autriche, il combattit énergiquement, dans la Conférence, les plans de réformes politiques et financières présentés par le comte de Haugwitz. Marie-Thérèse dit cependant, dans ses notes, que, lorsqu'elle donna ordre à Haugwitz de communiquer confidentiellement à Harrach ses avant-projets, celui-ci donna sa complète approbation. Il doit y avoir là un malentendu, car les divergences d'opinions d'Harrach et des partisans des réformes, se manifestèrent au sein de la Conférence, dès les premières discussions des projets. Elles allèrent en croissant. Harrach poussa l'opposition jusqu'à dresser un contre-projet qui, loin de restreindre les privilèges des États provinciaux en matière

d'impôts, de milice et d'administration, comme le voulait Marie-Thérèse, les étendait aux dépens du pouvoir royal. Au vote il n'entraîna que la voix de Kinski et refusa de prendre la moindre part à l'application des projets de réformes adoptés par la Conférence.

Sa défaite l'aigrit. Il ne se contenta pas de l'abstention, il employa tous ses efforts pour empêcher les États provinciaux de la Bohême, dont il faisait partie, d'agréer les propositions transmises par Marie-Thérèse. Il échoua complètement et ne fut pas plus heureux dans d'autres provinces. L'homme le plus éminent est toujours faible par quelqu'endroit. Harrach, blessé dans les fibres les plus sensibles de son amour-propre, se laissa emporter par le dépit. Au mois de mai 1746, il adressa à sa souveraine de nouvelles remontrances et menaça, s'il n'y était pas fait droit, de donner sa démission de membre de la Conférence. Après avoir lu sa lettre, Marie-Thérèse écrivit à Ulfeld le billet suivant :

« La lettre de Harrach m'a surpris. Mais je suis encore « plus désolée de le voir courir à sa perte. Je lui accorde « encore dix jours pour se déterminer à obéir à sa souveraine, « comme un fidèle sujet doit le faire, ou pour s'obstiner. Dans « ce dernier cas, je ne vois d'autre issue pour lui que de solli- « citer un congé pour aller à Spa, comme il me l'a proposé « lui-même dans une autre circonstance, et je lui ferai con- « naître mes intentions ; nous gagnerons ainsi le jour de l'an « et son absence fera disparaître l'impression facheuse que, je « vous l'avoue, je ne pourrais m'empêcher de concevoir con- « tre lui, s'il s'avisait de rester.

« Ce qu'il dit de la postérité m'est très pénible et je trouve « véritablement trop fort de le voir repousser le projet qui « porte ma signature ; mais, quoi qu'il arrive, je persiste « dans ma résolution ; qui ne veut pas obéir doit s'éloigner, « car je ne souffrirai pas de rebelle devant mes yeux.

« J'ai d'abord voulu répondre à Harrach moi-même ; j'y « ai renoncé, ne voulant pas exposer ma signature à une nou- « velle avanie. Vous qui êtes son bon ami, faites de ce billet « ce que bon vous semblera, car la chose ne peut plus être « reculée, je sais ce que je veux et ce que je puis. »

« MARIE-THÉRÈSE. »

Ulfeld essaya vainement de replâtrer la situation. Harrach se démit de ses fonctions de grand-chancelier de Bohême, sans renoncer toutefois à son siège dans la Conférence, mais il mourut le 4 mai 1749, de la petite vérole, après trois jours de maladie.

Nous venons de citer le nom d'Ulfeld. Ce prédécesseur de Kaunitz dans la direction de la politique impériale à l'extérieur, fut le dernier représentant des anciennes traditions en vertu desquelles la France était, par essence, pour tout homme d'État autrichien, « l'ennemi héréditaire. » Il était fils du feld-maréchal comte d'Ulfeld, en grande considération auprès de Charles VI, parce que, lors du siège de Barcelone par l'armée franco-espagnole, il avait, à l'encontre de tous les autres généraux, conseillé la résistance et fait triompher son opinion, ce qui permit à la flotte anglaise d'arriver à temps pour sauver à la fois la ville et Charles VI lui-même. D'abord conseiller aulique, puis envoyé à La Haye, enfin ambassadeur à Constantinople, Ulfeld s'acquit beaucoup d'estime par son exactitude, son attention aux affaires, la droiture de son caractère et son désintéressement. Cette dernière qualité, très rare alors parmi les hommes d'État et les diplomates, était d'autant plus appréciée qu'il manquait d'ordre dans l'administration de sa grande fortune et sacrifiait beaucoup trop à ses goûts de luxe et de faste.

Lors de la mort de Sinzendorf, Marie-Thérèse songea à profiter de la circonstance pour faire entrer dans la Confé-

rence des membres jeunes, capables et plus accessibles à ses idées novatrices. Elle écarta Harrach et Kinski, qui se disputaient la place de grand-chancelier d'État, laissée vacante par Sinzendorf, en la supprimant pour créer deux postes de chanceliers, l'un ayant pour attributions les affaires étrangères, l'autre, les affaires intérieures. La première fut donnée au comte Ulfeld, la seconde au comte de Seilern.

Ulfeld dut son élévation à Bartenstein, intéressé à ne pas laisser dominer son influence par une capacité réelle, et à trouver dans le nouveau ministre un instrument commode de ses volontés. Il passait, en effet, pour être médiocrement doué du côté de l'intelligence et très pénétré de son propre mérite, deux défauts qui s'allient souvent. Très grand seigneur dans sa tenue extérieure, il avait l'abord glacial. Sa désolante lenteur à comprendre les affaires, l'espèce d'ahurissement dans lequel le jetait toute idée, toute proposition nouvelle, l'obscurité incohérente de son langage, résultat de celle de sa pensée, les emportements auxquels il était sujet dans les discussions, malgré sa froideur ordinaire, rendaient les rapports sociaux avec lui très difficiles. Toutefois, il faut lui rendre la justice qui lui est due, en ajoutant qu'il était appréciateur impartial du mérite, et qu'il fut un des premiers à appeler l'attention de Marie-Thérèse sur celui de Kaunitz.

Certaines positions élevées donnaient à leurs possesseurs, le droit de siéger à la Conférence. Citons le comte Rodolphe Colloredo, vice-chancelier de l'empire, chasseur habile, joueur acharné, viveur émérite, célèbre par la magnificence de ses équipages et de son train de maison, mais fort peu occupé des affaires de l'empire. Il était aussi aimé et choyé de François I^er^ que mal vu de Marie-Thérèse, à cause de ses dérèglements. Il refusa le titre de prince que l'empereur voulait lui donner.

Le comte Joseph Khevenhüller, qui entra à la Conférence en 1748, était un petit homme actif, alors âgé de 40 ans et courtisan accompli. Il avait été auparavant conseiller intime et ambassadeur à la Diète de Ratisbonne. François Ier et Marie-Thérèse le tenaient en grande estime et affection à cause de ses qualités aimables, dépouillées de toute prétention, et de la parfaite honorabilité de son caractère. Il était sans cesse dans leur entourage et n'avait pas la moindre influence sur les affaires publiques. Il fut grand chambellan de 1741 jusqu'à sa mort, survenue en 1775.

Le comte Louis Batthyany, frère du gouverneur de Joseph II, fut aussi, pendant quelques années, membre de la Conférence, mais il donna sa démission en 1746 et se retira dans ses terres pour n'en plus sortir.

Si grands qu'aient été les mérites de tous les hommes d'État qui composèrent la Conférence, c'est-à-dire le conseil des ministres de Marie-Thérèse, depuis l'avènement de cette princesse jusqu'à l'apparition de Kaunitz à la tête des affaires, tous s'effacèrent devant Bartenstein, simple secrétaire rapporteur de la Conférence, devenu, grâce à ses talents et à ses facultés exceptionnelles de travail, l'âme et l'homme dominant de la Conférence.

Né à Strasbourg en 1689 et fils d'un professeur protestant, Bartenstein avait fait d'excellentes études de droit et possédait la connaissance complète de la langue française. A vingt-cinq ans, il vint à Vienne comme avocat, attira sur lui l'attention du comte Starhemberg par le gain d'un procès très compliqué, et sut captiver la faveur de ce seigneur, qui le plaça dans la chancellerie du ministère des affaires étrangères. Nommé, en 1727, conseiller de cour, il fut adjoint au secrétaire d'État intime, Jean Georges de Buol, et, l'année d'après, Buol étant venu à mourir, il lui succéda comme secrétaire rappor-

teur de la Conférence ; inutile d'ajouter qu'il était rentré dans le sein de l'Église catholique.

Infatigable à la peine, alerte, intelligent, il plut à Sinzendorf, dont la paresse naturelle et le goût des plaisirs s'accommodaient à merveille du concours d'un aussi vaillant collaborateur. Chargé peu à peu des travaux les plus importants du ministère des affaires étrangères, il s'en acquitta avec un art qui mit son talent en pleine lumière. Érudit et très versé dans le dédale de l'histoire du vieux droit allemand, il prit une grande part aux études préparatoires de la pragmatique sanction, à la grande satisfaction de l'empereur.

Charles VI avait l'habitude de communiquer avec ses ministres par écrit. Cette circonstance eut pour résultat de faire du secrétaire de la Conférence l'intermédiaire obligé de ses relations, et de lui fournir de fréquentes occasions d'approcher le monarque.Bartenstein ne pouvait que gagner à être connu de près. Il fit à l'empereur l'effet d'un puits sans fond de science juridique bien digérée, dans lequel on pouvait puiser, sans cesse et à coup sûr, des solutions aux questions de droit féodal, ecclésiastique ou autre des plus ardues. Sa mémoire était prodigieuse de sûreté et d'étendue, son esprit fécond en ressources et sa plume intarissable en arguments. Il excellait surtout dans l'art, fort apprécié alors, de développer et étirer ses points et motifs à l'infini. Il écrasait ses adversaires du poids de sa science,ou les immobilisait dans les noeuds habilement tressés de ses subtilités. Il captiva peu à peu la confiance de l'empereur et devint la cheville de la Conférence, au point que, lorsqu'une indisposition l'empêchait de venir à ce conseil, tout l'organe politique était arrêté.

Il manqua de force pour soutenir sa prestigieuse fortune. L'orgueil lui monta à la tête et fit apparaître ses défauts

d'éducation. Il en vint à ne plus supporter la contradiction, à interrompre ses interlocuteurs dès qu'ils ouvraient la bouche, et à mettre en œuvre toute la puissance de ses poumons pour obtenir le dernier mot. Un jour, dans une chaude discussion avec le prince François de Lorraine, qui hésitait à signer sa renonciation au duché de Lorraine, il s'emporta, nous l'avons vu, jusqu'à lui crier : « Pas de renonciation ! pas d'archiduchesse ! »

A la Conférence, où son droit de secrétaire était d'écrire et son devoir d'écouter, il exposait nettement son opinion et la défendait avec ténacité. Il agissait de même vis-à-vis des personnages les plus élevés et des diplomates étrangers. Quelques-uns, l'ambassadeur d'Espagne entr'autres, lui faisaient visite et acceptaient ses invitations. Mais ces gracieusetés, loin de l'amender, semblaient rendre plus fréquents ses accès habituels de vivacité grondeuse.

L'aristocratie autrichienne, qui le regardait comme une sorte d'intrus et d'usurpateur de ses droits aux faveurs impériales, ne perdait pas une occasion de se plaindre de ce qu'elle appelait ses insolences. Le prince Eugène l'avait en grande antipathie, le populaire le détestait. Mais son esprit, fortement trempé, brava plaintes et injures et finalement il triompha de toutes les attaques.

Il ne manquait pas cependant d'une certaine prudence et c'est ce qui explique que, sous le règne de Charles VI, il n'avait pas occupé un rang plus élevé que celui de conseiller aulique. A la vérité, l'empereur le créa, en 1733, baron du St-Empire et lui fit de si généreuses largesses que Bartenstein, déjà possesseur d'une grande fortune par son mariage avec Marie Holler de Dobblaf, put passer avec raison pour immensément riche. En outre, Charles lui offrit de le nommer conseiller intime. Mais Bartenstein jugea sagement inutile

d'accroître le nombre de ses ennemis, déjà bien considérable, en heurtant de front les préjugés qui réservaient à la haute noblesse seule la possession de dignités aussi élevées. Il déclina l'honneur qu'on lui voulait faire et fit acte de désintéressement.

A la mort de Charles VI, on le crut perdu et ses ennemis triomphèrent. Leurs espérances ne se réalisèrent pas. Aux jours mauvais, lorsque l'orage soulevé par l'ambition de Frédéric semblait le plus menaçant pour les destinées de l'Autriche, Bartenstein se montra à la hauteur du péril. Il justifia la confiance de la jeune et vaillante héritière de Charles VI, par ses égards pleins de respect pour l'opinion de cette princesse, par son dévouement aux intérêts de la maison de Habsbourg, par la fermeté de son courage et le zèle inépuisable de son labeur.

Sous Sinzendorf et Ulfeld, il fut le véritable directeur de la politique extérieure. Mais, à mesure que les leçons de l'âge et des événements formaient le jugement politique de Marie-Thérèse, un écart croissant se produisait entre les idées de la souveraine et celles de son ministre. Les vues politiques de Bartenstein portaient l'empreinte de l'ancien système de l'empire allemand, la date des temps déjà bien changés de Léopold Ier et de Charles VI. Tandis que Marie-Thérèse embrassait du regard les horizons de l'avenir, il s'obstinait encore à fixer le passé. On commença à s'apercevoir que ses discours, comme ses écrits, étaient longs, diffus et lourds, qu'il manquait de cette inspiration qui découvre, quand il le faut, les solutions promptes et les applique à temps. Jusqu'en 1734, il fut partisan de l'alliance avec les puissances maritimes, puis il inclina vers la France et accentua de plus en plus sa conversion.

Il avait vu, avec méfiance et déplaisir, Charles VI investir

l'électeur de Brandebourg de la dignité royale et ne dissimulait pas sa haine personnelle contre Frédéric II. Aussi le prince exigea-t-il que Bartenstein fût exclu des négociations qu'il avait chargé le comte de Gotter d'ouvrir à Vienne, lors de la paix de Breslau. Cette exigence outra au dernier point le fidèle serviteur de Charles VI. « Comment, s'écria-t-il « devant Gotter lui-même, comment, le père était tenu, en « qualité d'archi-chambellan de l'empire, de présenter l'ai- « guière à l'empereur, et le fils voudrait aujourd'hui dicter « des lois ! » Il n'admettait pas que la paix avec la Prusse fût préférable à la continuation de la guerre, et posait en fait que l'on ne ferait jamais entendre raison à Frédéric II « si on ne l'étrillait pas ! »

Lorsque, en 1747, les bruits de paix générale commencèrent à circuler, il émit l'opinion, que, si l'impératrice voulait se retirer « dans sa coquille, elle serait la maîtresse des événements ». Le mot ne fait pas l'éloge de sa perspicacité politique. Il avait une telle confiance dans la force des divers peuples de l'Autriche unis avec leurs souverains, qu'il était convaincu de sa victoire finale. Les défections de la noblesse bohême, lors de l'invasion prusso-bavaroise, et l'échec de la seconde insurrection de la Hongrie avaient passé inaperçus sous ses yeux. Il resta inébranlablement fidèle aux idées et aux principes de sa jeunesse, même lorsqu'il sentit son influence baisser. Agé d'une soixantaine d'années, au moment de la paix d'Aix-la-Chapelle, il était encore vigoureux et très actif, mais ses idées ne cadraient plus avec celles de l'impératrice et l'étoile de Kaunitz montait déjà à l'horizon. En 1753, elle arriva à son zénith. Ulfeld et Bartenstein, représentants d'un passé désormais condamné, disparurent pour lui faire place. Bartenstein rentra dans l'ombre avec le titre de vice-chancelier d'Autriche. Il mourut le 5 octobre

1767, président de la commission sanitaire et commerciale et grand-commandeur de l'ordre de Saint-Étienne.

Laissons maintenant la parole à Marie-Thérèse, qui, dans une note étendue, écrite en grande partie en 1750 et terminée en 1756, jette un coup d'œil rétrospectif sur le passé et nous fait connaître les impressions qu'elle a gardées des événements, les jugements qu'elle porte sur ses ministres et la marche des réformes qu'elle accomplit à l'intérieur de la monarchie, avant d'aborder la transformation radicale de la vieille et traditionnelle politique de l'Autriche à l'extérieur.

« Mes ancêtres, dit-elle, mus par une grande piété, ont « donné quantité de domaines de la couronne, pour le soutien « de la religion et la prospérité du clergé, ce qui, à cette « époque, pouvait être commandé par les circonstances. Mais, « comme aujourd'hui, grâce à Dieu, l'Église catholique est « dans l'état le plus florissant et le clergé suffisamment doté, « cette obligation vient à cesser, et je tiendrais non seulement « pour peu louable, mais encore pour fâcheux, de continuer « à enrichir le clergé, parce que, d'une part, il n'en a pas « besoin, et que de l'autre, ce qu'il possède n'est malheureuse- « ment pas employé comme il devrait l'être, que les couvents « ne demeurent pas dans les limites et conditions des actes « de fondation, ce qui exige un remède que je me propose « d'appliquer avec le temps et après mûre réflexion. Toute- « fois, j'excepterai de ces mesures la Hongrie, où il reste « beaucoup de bien à faire en matière de religion et je m'en- « tendrai avec le clergé et aussi avec les laïcs pour les « principes à établir.

« Mais, pour en revenir à mes ancêtres, ils n'ont pas seule- « ment distribué les domaines de la couronne entre le clergé « et la noblesse, mais, de plus, ils ont pris à leur charge les « dettes qui pesaient sur les domaines confisqués aux temps

« des rébellions, et ces dettes chargent encore lourdement le « trésor public. L'empereur Léopold, en montant sur le trône, « ne trouva plus grand' chose à donner, mais la guerre « ruineuse qu'il a dû soutenir, l'a probablement obligé « d'engager ou de vendre ce qui restait des domaines de la « couronne ; ses successeurs n'ont pas amélioré la situation, « de sorte que ce qu'ils ont laissé de revenus domaniaux ne « dépasse pas 80,000 florins. De plus, sous les règnes précé- « dents, les ministres ont reçu, soit des empereurs, soit des « provinces, des dons très considérables en domaines ou en « argent, non seulement parce qu'ils savaient s'attirer par la « flatterie les bonnes grâces de la munificence impériale, mais « aussi, parce qu'ils possédaient seuls l'oreille du monarque, « ils ont pu obtenir tout ce qu'ils désiraient. Grâce à ces « moyens leur puissance s'est tellement accrue, qu'ils sont « plus respectés et plus redoutés dans les provinces que le « souverain lui-même. Et comme enfin les ressources du « souverain continuaient à décroître, les ministres ont eu le « talent de se faire rémunérer par les provinces, ce qui a « singulièrement augmenté leur prépondérance. Cet abus « s'est maintenu quelque temps, en dépit des plaintes qu'il sou- « levait ; et bien qu'à force d'avoir donné le trône n'eût plus « rien à donner, les ministres surent encore, sous Joseph et « sous Charles, profiter de toutes sortes d'occasions pour « s'enrichir eux et les leurs.

« Sous tous les empereurs, le crédit et le prestige des « ministres ne cessèrent de grandir, parce que chacun d'eux « était dans son département aussi maître que l'empereur. « Aussi tenaient-ils, dans presque toutes les provinces, les « États à leur libre et entière disposition, attendu que chaque « ministre, étant ordinairement le plus grand propriétaire de « sa province, exerçait une influence prépondérante dans

« l'assemblée des États. Le prince voulait-il obtenir des États « les subsides nécessaires à l'entretien de l'armée et au salut « du pays, force lui était d'accorder aux ministres, qui seuls « pouvaient lui faire accueillir sa demande, tous les avantages « qu'ils désiraient.

« Il est certain que jamais, dans aucune province, les États « n'auraient fait tant de bruit de leurs privilèges, s'ils ne « s'étaient sentis soutenus énergiquement par les ministres, « intéressés à faire obtenir les demandes des princes afin de « conserver leurs positions. C'est le prince lui-même qui a « créé cette situation, parce qu'il ne se donnait jamais la peine « de rien prévoir et sacrifiait tout à la nécessité d'avoir de « l'argent. Car si le prince n'avait pas été toujours contraint « de subordonner la satisfaction de ses besoins à la bonne « volonté arbitraire des États, il n'aurait pas été dans la « nécessité d'avoir recours à l'influence des ministres pour « atteindre son but.

« Là est la vraie cause pour laquelle, sous nos prédécesseurs, « l'influence et la puissance des ministres sont montées si « haut, au grand dommage de l'autorité souveraine, et pour « laquelle aussi, tant que durera cet état de choses, on ne « peut juger prudent de les affaiblir.

« Les ministres ont aussi abusé de leur crédit près du « prince pour privilégier les provinces qu'ils gouvernaient, « ou dans lesquelles ils avaient leurs biens, de sorte que les « autres provinces se sont trouvées sacrifiées et traitées « comme le seraient des pays soumis à des monarques « étrangers.

« La jalousie qui a régné de tous temps entre les ministres, « les médisances et les calomnies, ont engendré des divisions « regrettables, et celles-ci, par suite, font un tort immense à « l'État, en entravant les mesures les plus salutaires, en sorte

« que le souverain est tombé souvent dans des embarras « extrêmes. On a accusé mes prédécesseurs de lenteur et « d'indécision dans la conduite des affaires de l'État, or, la « véritable cause de leurs hésitations craintives, était pré- « cisément dans le désaccord des ministres et dans l'obstina- « tion avec laquelle chacun d'eux défendait son opinion. Car « alors le souverain ne sait plus à quoi se résoudre, surtout s'il « peut considérer ses vues personnelles comme entachées « d'erreur. Le désaccord perpétuel des ministres a souvent « mis, sous tous les empereurs, l'État dans le plus grand « péril. »

Les convictions césariennes de Marie-Thérèse se révèlent ouvertement dans ces tableaux aux tons vigoureux,passable- ment irrévérencieux pour ses ancêtres,mais trop justes,surtout quant au portrait d'ensemble des ministres passés, voire présents au moment où Marie-Thérèse les peignait d'après nature. Or, à cet instant même, elle était à la veille de se livrer inconsciemment à l'influence exclusive d'un homme d'État habile et souple, absolu comme elle, mais profondément expert dans l'art de persuader, dépourvu de scrupules, qui eut l'adresse de la dominer en ne paraissant exécuter que ses volontés et l'entraîna à de lourdes et irréparables fautes.

Après avoir exprimé le regret que son père ne l'eût jamais initiée aux affaires et l'en eût toujours tenue éloignée, ce qui la rendit, dit-elle, au début, pleine de défiance d'elle-même et de ses aptitudes à gouverner, l'impératrice poursuit l'étude de ses propres ministres :

« Le comte Sinzendorf était un grand ministre et plus « tard j'ai mieux senti la perte que j'avais faite en sa personne, « mais il n'avait pas ma confiance. Le comte Starhemberg, « au contraire, la possédait et je le respectais beaucoup, bien « qu'il eût moins de perspicacité politique que Sinzendorf.

« Au commencement Sinzendorf disposait et me tenait au « courant de tout, mais Starhemberg jouissait de toute ma « confiance. Tout alla bien et tranquillement jusqu'à la venue « de Kinskzi qui, avec les meilleures intentions du monde, me « bouleversa tellement et me jeta dans de si grands troubles, « que je perdis tout repos et vécus d'angoisses. »

« A cette occasion, j'appris par Starhemberg et Herber- « stein à connaître Bartenstein, envers qui j'étais d'abord fort « mal disposée. Mais en l'approfondissant davantage j'ai « trouvé, comme tous ceux qui le connaissent réellement, « que c'était un grand homme d'État. Je me suis servie beau- « coup de lui plus tard pour rétablir l'union dans le ministère. « Cependant je tombai de plus en plus dans le labyrinthe, si « bien que je devins souvent irrésolue et méfiante envers « moi-même, et, si la Providence n'était venue à mon aide, « en les rappelant tous de ce monde, je n'aurais jamais été « en état de me tirer moi-même d'embarras, car je préfère « tout souffrir plutôt que de prendre des résolutions extrêmes « de nature à faire tort à la réputation et à l'honneur d'autrui. « Cependant cette considération ne m'a nullement empêchée, « dans des circonstances de haute importance, de prendre « des décisions contre l'avis des ministres, en quoi Bartenstein « m'a incomparablement soutenue ; aussi me suis-je souvent « servie de ses conseils. De là vient que je lui ai accordé ma « confiance, dont il n'a jamais abusé. Je me suis donc trouvée « sans argent, sans crédit, sans armée, sans expérience, sans « connaissances et, finalement sans conseils, parce que chacun « de mes ministres, avant de parler, cherchait à savoir d'où « le vent soufflerait. C'est dans cette situation que je fus atta- « quée par le roi de Prusse. Ses belles paroles et ses douces « promesses avaient trompé mes ministres, car ils ne purent « ou ne voulurent croire que ce prince engageât des hostilités

« contre moi. Cet excès de confiance de mes ministres, surtout « de Sinzendorf, puis mon inexpérience et ma bonne foi, « furent cause que les préparatifs de défense en Silésie et la « mobilisation de mes régiments furent fort négligés, et que « le roi eut toute liberté de s'emparer de la Silésie en six « semaines. »

L'auguste écrivain raconte que le ministère se divisa profondément sur la conduite à tenir vis-à-vis du roi de Prusse. Sinzendorf, Harrach et Kinski se montrèrent partisans de concessions. Starhemberg et Bartenstein conseillèrent la résistance. Marie-Thérèse se rangea du côté de ces derniers et, bien que cette décision n'eût pas été couronnée de succès, comme on le sait, l'impératrice demeura toujours sincèrement convaincue d'avoir suivi la seule voie juste et honorable, et elle n'hésite pas à ajouter que c'est à Bartenstein, seul, qu'elle doit la conservation de son empire, parce qu'il ne cessa de l'affermir dans cette ligne de conduite et que, sans lui, elle aurait tout perdu.

« Jusqu'à la paix de Dresde, dit-elle encore, j'ai agi sous « l'impulsion de mon cœur, j'ai tout risqué, mis en jeu toutes « mes forces, car à mes yeux le plus grand malheur qui « pouvait frapper mes pauvres états héréditaires, était celui « de tomber dans les mains de la Prusse, et certes, sans mes « malaises continus, personne au monde n'aurait pu m'empê- « cher de marcher moi-même contre ce perfide ennemi. « Cependant quand j'ai compris qu'il était de mon devoir de « prêter la main à la paix de Dresde, j'ai changé tout d'un « coup ma manière de voir et je me suis préoccupée unique- « ment de la situation intérieure de mes états, afin de me « donner la liberté de recourir aux mesures nécessaires pour « protéger mes héritages allemands contre leurs deux plus « puissants ennemis, la Prusse et la Sublime Porte.

« Le système constamment suivi par notre maison se modi-
« fie donc complètement ; il consistait autrefois à maintenir
« l'équilibre contre la France, tandis qu'aujourd'hui il n'est
« plus de saison et doit se borner à sauver l'existence de la
« monarchie. De là vient que, depuis la paix de Dresde, tous
« mes efforts ont tendu à m'instruire de la situation et des
« ressources de mes royaumes, et à étudier à fond les abus
« qui avaient porté le désordre général à son comble. Mais
« ceux qui auraient dû m'éclairer dans ce travail n'ont pu ou
« n'ont voulu le faire. Là aussi j'ai dû tout à Bartenstein,
« qui m'a singulièrement aidée et m'a fourni la véritable
« lumière. J'ai eu aussi la bonne fortune de rencontrer quelques
« particuliers qui m'ont fait transmettre de précieux rensei-
« gnements par le secrétaire de cabinet, Koch. Sa discrétion
« n'a guère de pareille, outre qu'il est plein d'honneur, de
« sens chrétien et de droiture. Il était avec moi presque sur
« le même pied que Tarouca, dont j'ai fait, après la mort de
« Herberstein, mon confident et mon conseiller de confiance.
« Je ne l'ai cependant jamais employé dans les affaires d'État,
« tandis que sur ce point j'ai constamment suivi les conseils
« de Bartenstein. Ce dernier et Haugwitz m'ont toujours
« donné le concours dont j'ai eu besoin pour les affaires
« d'État.

« Quant à Tarouca et à Koch, ils ont contribué à me conso-
« soler, à me soutenir, ils m'ont appris à me mieux connaître moi-
« même et à progresser dans le bien. Tant que je vivrai, je
« garderai à ces quatre personnages, à leurs enfants et petits-
« enfants, le souvenir reconnaissant des services qu'ils m'ont
« rendus à moi et à l'État. Je fais un devoir à mes successeurs
« d'agir de même envers leurs descendants, aussi longtemps
« qu'il en subsistera. Ce n'est pas seulement pour l'enseigne-
« ment de mes successeurs que j'ai écrit ces pages ; c'est

« surtout le souvenir de ces quatre bons serviteurs qui me l'a « inspiré, afin que leurs noms soient immortalisés et que ce « qui manquera à solder la dette de gratitude contractée à « leur égard, leur soit payé avec usure. »

Lorsque furent soumis à la Conférence, le projet de réorganisation complète de l'armée, basée sur un chiffre normal de plus de cent mille hommes, non compris les besoins de la défense des Pays-Bas, de la Lombardie et des confins militaires, et la refonte du système financier, impliquant la création des ressources destinées à couvrir toutes les autres dépenses de l'État, pas un des ministres ne souleva d'objection. Mais pas un d'eux non plus ne parut prendre au sérieux l'invitation que leur adressa Marie-Thérèse, de lui exposer par écrit leurs idées sur les moyens à employer pour arriver au but cherché. Ils se contentèrent d'échanger des propos oiseux et des personnalités piquantes.

« C'est alors, écrit l'impératrice, que, par une disposition « admirable de la Providence et pour le salut de mes royaumes, « j'appris à connaître le comte Haugwitz, qui, par zèle et « dévouement pour moi, a quitté la Silésie et a passé ici avec « moi des temps bien durs. C'est à l'empereur que je dois d'être « entrée en relations avec Haugwitz et, après l'empereur, au « comte Tarouca. Ce dernier a toujours été mon bon conseil, tant « au regard de ma conduite personnelle que dans les affaires « d'Italie et des Pays-Bas. Mon inexpérience a reçu de lui, « d'excellents avis et de précieuses instructions. Il m'a appris « à juger exactement les hommes et les choses, sans jamais « entrer dans le domaine des affaires politiques. Il se conten- « tait de me donner une règle, de me démontrer mes fautes et « de me les faire reconnaître. Rien n'est plus essentiel et plus « utile pour quiconque a mission de gouverner. Mais le respect « ou l'égoïsme ferme les bouches qui pourraient parler. Plût à

« Dieu que mes enfants rencontrassent des hommes de cette « trempe,capables de rendre les mêmes services que ceux qui « m'ont été rendus par Tarouca.

« Pour revenir à Haugwitz, continue Marie-Thérèse, c'est « assurément la Providence qui me l'a envoyé, car, pour « arriver à l'exécution de mes plans, j'avais besoin d'un pareil « homme. Caractère droit et loyal, sans arrière-pensée, sans « parti-pris, dépourvu d'ambition et de retour sur lui-même, « il veut et soutient le bien parce qu'il le reconnaît tel, il « joint le désintéressement le plus complet à l'attachement le « plus dévoué à son souverain, les aptitudes les plus rares au « goût et à la joie du travail ; il aime la lumière et demeure « indifférent à la haine inique de ceux qui croient leurs inté- « rêts particuliers mis en péril par lui. »

Le comte Frédéric Guillaume de Haugwitz appartenait à une famille protestante de Silésie, alliée aux plus nobles maisons autrichiennes. Son père, le comte Georges de Haugwitz, était général au service de la Saxe. Devenu de bonne heure catholique, il débuta dans la carrière administrative par les plus humbles degrés. D'abord simple assesseur au baillage de Breslau, il se distingua par ses connaissances et son exactitude dans le travail et avança rapidement. On affirme de lui que jamais il ne signa une seule pièce administrative sans l'avoir lue et contrôlée. Court, la taille ramassée, les yeux affligés d'un clignement perpétuel des paupières, il manquait complètement de charme extérieur. Mais ses chefs lui reconnaissaient un tel mérite, qu'il n'y eut bientôt plus en Silésie une seule affaire un peu importante sur laquelle il ne fût pas consulté. Il était occupé à y établir un nouveau système de contributions lors de l'inique invasion de Frédéric II. Il demeura fidèle à la maison d'Autriche, vint à Vienne, aussi pauvre d'espérance que d'argent. Il a raconté lui-même qu'il

dut vivre bien longtemps d'une somme de deux cents écus qu'un ami lui prêta. Après la paix de Breslau, il fut nommé président de la partie de la Silésie restée à l'Autriche. Il y fit quelques bonnes acquisitions de terres et, son père étant venu à mourir, il se trouva dans une belle position de fortune.

Dès l'année 1742, il avait adressé à Marie-Thérèse un mémoire remarquable, dans lequel il exposait que, si on laissait trois ou quatre ans de repos à Frédéric II, ce prince ne se contenterait plus de la Silésie et convoiterait la Bohême ; que la perte de la Silésie était due au manque de forces suffisantes pour la défendre, et que la Bohême se perdrait par les mêmes causes. Qu'il était donc indispensable d'avoir sous la main une force armée proportionnée aux besoins de la défense; mais que cette force armée supposait des ressources d'argent considérables pour la mettre sur pied, l'équiper et l'entretenir, et que les ressources étaient impossibles à obtenir aussi bien qu'à appliquer utilement, tant que subsisterait le système de privilèges qui faisait dépendre l'armée, les finances, le souverain lui-même du bon vouloir des États de chaque province.

Marie-Thérèse accueillit les idées d'Haugwitz et le chargea de dresser un plan d'application, ayant pour base l'entretien de 180,000 soldats, soit 14 millions de florins à tirer uniquement des états autrichiens, abstraction faite de la Lombardie et des Pays-Bas. Ce projet fut bientôt fait. Il obtint l'adhésion presqu'enthousiaste de la reine et surtout celle de François de Lorraine, que Marie-Thérèse consultait toujours en première ligne, dès qu'il s'agissait de finances.

Mais il fallait conquérir un autre assentiment infiniment plus difficile. De tous temps les États de chaque province déterminaient, tous les ans, ce qu'il leur convenait d'accorder au souverain en hommes et en argent. Or la noblesse et le

clergé étant exempts d'impôts, la double charge retombait en entier sur le tiers-état qui, se défendant de son mieux, obtenait souvent des autres membres des États, la faculté de s'exonérer, au moins pour une grosse part, en nature. L'ensemble des sommes fournies par les États héréditaires autrichiens, la Bohême comprise, ne dépassait pas neuf millions de florins. Il s'agissait donc de déterminer les États de chaque province : 1° à renoncer à leurs franchises d'impôts ; 2° à élever l'ensemble de leurs contributions, — payées exclusivement en écus — de cinq millions de florins ; 3° à se désister en faveur du pouvoir central de tout droit de contrôle et d'intervention dans la nouvelle organisation militaire et financière ; enfin à accepter la création d'un cadastre dans chaque province, pour permettre d'assurer la fixité de l'impôt pour un chacun.

L'opposition fut, comme on pouvait le prévoir, formidable. Elle trouva son chef le plus tenace et le plus habile dans un ministre, le comte Frédéric de Harrach, grand-chancelier de Bohême, qui périt à la peine. Mais tous les efforts de cet homme d'État éminent se brisèrent contre la fermeté et l'habile politique de Marie-Thérèse. Harrach eut l'inénarrable douleur de voir la Bohême donner l'exemple, la première, d'une patriotique soumission aux projets d'Haugwitz, exemple qui fut suivi avec plus ou moins de dépit et de résistance par les autres provinces.

Après la mort d'Harrach, en 1749, l'impératrice jugea le moment venu d'opérer une nouvelle réforme non moins nécessaire à ses vues de centralisation. Pour la justifier, elle assure dans ses notes, « que depuis longtemps, elle considérait comme « nuisible l'ancien usage de faire administrer l'Autriche et la « Bohême par deux chancelleries différentes, dont les titulai- « res étaient toujours choisis parmi les chefs des mêmes

« familles. Il s'en est suivi, ajoute-t-elle, que chacun de ces « chanceliers cherche à favoriser son pays aux dépens de « l'autre. Ils ne sont d'accord que pour faire obstacle aux « mesures prises par le gouvernement dans l'intérêt général. »

D'autre part, les attributions des deux chancelleries comprenaient, non seulement l'administration générale des pays respectivement soumis à leur obédience, mais encore celle de la justice, et Marie-Thérèse ne craint pas de dire « que la « chancellerie autrichienne remplissait ses fonctions judi- « ciaires de la manière la plus scandaleuse. Si la chancelle- « rie de Bohême était plus correcte, elle s'était arrogé, sous « prétexte de résister aux intrusions de la chambre aulique « dans les affaires intérieures de la Bohême, une plénitude « de puissance incompatible avec les droits de l'autorité « souveraine, et féconde en abus. »

En conséquence, Harrach ne fut pas remplacé, et les deux chancelleries, réunies en une seule, subirent une réorganisation complète. Leurs attributions, infiniment trop étendues, comprenaient non seulement les affaires politiques intérieures, mais encore l'administration de la justice et celle des finances dans toute la monarchie autrichienne, sauf la Hongrie, la Lombardie et les Pays-Bas. Marie-Thérèse, sur les conseils d'Haugwitz, enleva les services de la justice et des finances à la chancellerie. Chaque province eut ses tribunaux de première instance et sa cour d'appel, sous la haute autorité du juge suprême, chef de toute la magistrature. Ce poste éminent fut donné au comte de Seilern, en compensation de celui de grand-chancelier d'Autriche, qu'il occupait. A la tête des finances, également distraites des chancelleries réunies, l'impératrice appela le comte Rodolphe Chotek, dont il sera question plus loin. Enfin, sous le titre de grand-chancelier d'Autriche et de Bohême, Haugwitz devint le véritable mi-

nistre de l'intérieur. « Je l'ai choisi, écrit Marie-Thérèse, « parce qu'il a imaginé et réalisé l'œuvre de la nouvelle orga- « nisation avec une intrépidité admirable, sans s'inquiéter des « haines qu'il amassait autour de lui. »

« Dans sa nouvelle charge, Haugwitz s'efforça, dit Wolf, de donner au pouvoir royal, la force, l'élasticité qui lui sont indispensables pour faire rayonner l'autorité du prince jusque dans la vie populaire, simplifier son action, débarrasser le terrain des anciennes ruines et introduire dans l'organisation politique, un élément de vigueur nouvelle. Il restreignit par ce moyen la puissance des corporations, comme les États, les communautés, les corps de ville. Il réussit à faire entrer la noblesse et le clergé dans la masse des contribuables, créa, grâce à la fixation de l'impôt, un solide système de budget et prépara la formation de rapports nouveaux entre les sujets. Comme il eut longtemps entre les mains une grande partie de l'administration des finances, il put réformer tout l'ancien mode de gouvernement et rendre une vie active, un progrès salutaire aux relations publiques. Il posa ainsi la pierre angulaire de l'unité administrative que nous voyons aujourd'hui étendue à la monarchie entière, sous d'autres noms et d'autres formes. Haugwitz, tempérament de reconstructeur, possédait l'art d'élever sans fracas et sans secousse des édifices nouveaux, à l'aide de vieux matériaux. Il eut, il est vrai, de rudes luttes à soutenir en 1749, lorsqu'il entreprit de transformer en écus, les prestations en nature destinées à l'entretien de l'armée, et, plus tard, de faire entrer les États dans la voie du droit commun, mais il en sortit victorieux. Il était plus redouté qu'aimé parmi les masses, mécontentes des nouvelles institutions, et du « Silésien » qui les avait inspirées. « Mais, « remarque à ce propos le chancelier prussien Furet, quel est « le pays où on ne se plaigne pas des ministres qui sont à la

« tête des affaires? » Marie-Thérèse tenait Haugwitz en grande affection, malgré sa franchise un peu rude. Elle le soutint énergiquement dans toutes ses réformes. Les résultats témoignèrent en sa faveur.

Tout dévoué à l'empereur, il l'aidait de ses conseils dans ses entreprises financières. Il était toujours à la cour, habitait Laxenbourg quand les souverains s'y trouvaient, prenait part à toutes les fêtes, réalisant pleinement l'*utile dulci*, du poète.

Lorsqu'il mourut en 1765, l'impératrice écrivit à sa veuve une lettre de condoléance, qui contenait ces mots : « Lui « seul, en 1747, a sauvé l'État de la confusion et y a rétabli « l'ordre. »

Dans ses dernières années Marie-Thérèse, jetant un regard sur ce passé laborieux, s'exprime ainsi :

« Je considère ces institutions fortement établies comme le « fondement qui donnera à la monarchie que Dieu m'a con- « fiée, la solidité croissante qu'on peut espérer pour elle et « qui la conservera pour le plus grand bien de nos descen- « dants. Elles leur donneront en effet, le moyen de connaître « exactement la situation de leurs sujets, d'apprécier leurs « griefs, partant de maintenir entre l'autorité et leurs sujets « des relations conformes à la justice et à la volonté de Dieu, « particulièrement de veiller avec sollicitude à empêcher que « les petits et les faibles soient opprimés par les grands et « les riches.

« Comme ce système d'organisation réduit singulièrement « l'ancienne et exorbitante influence des ministres et des gens « de cour, on peut aisément prévoir que la plupart d'entre eux, « ainsi que les grands seigneurs de chaque contrée, le juge- « ront insupportable et ne s'y habitueront qu'avec le temps. « Maintenant ils cherchent à le discréditer dans l'opinion pu- « blique, ils le critiquent et l'attaquent avec violence, ce dont

« je m'inquiète peu. Toutefois il faudra peut-être, dans l'ave-
« nir, mettre des bornes à toutes ces déclamations, parce qu'el-
« les exercent une fâcheuse impression sur les populations.

« L'armée n'est pas moins mécontente des nouveaux rè-
« glements de discipline qui lui sont appliqués, parce qu'ils
« enlèvent aux officiers la faculté de se procurer certaines
« douceurs. Cependant les officiers raisonnables sont bien
« forcés d'avouer que, depuis l'introduction du système de
« paiement mensuel et exact de la solde, ils n'ont plus sujet
« de se plaindre. Ma grande crainte était de ne pouvoir, sans
« beaucoup de peine, déraciner les abus dont mes troupes
« étaient coutumières, et sous l'empire de cette préoccupa-
« tion, je m'étais résolue de procéder avec la plus grande
« rigueur, mais, à ma grande surprise, j'ai si aisément réussi
« que mes pays, loin de se plaindre des excès du soldat,
« demandent au contraire des augmentations de garnison,
« afin de mieux se défaire de leurs produits. »

D'après l'impératrice, c'est de la part des membres des États, de la noblesse et de leurs employés, que les attaques surgirent les plus vives contre le nouveau système. « Toute-
« fois les clameurs les plus aiguës sont parties du côté des
« gens de la cour, principalement de ceux qui vivent en
« grande partie à mes dépens, ou qui, grâce à la générosité
« de mes ancêtres, ont vu s'élever l'édifice de leur fortune et
« de leur position sociale, et cela parce qu'ils se sont sentis
« touchés par l'abolition d'abus coupables ou par la tendance
« du gouvernement à rentrer dans un ordre plus régulier et
« à établir une plus juste égalité des charges.

« Quiconque connaît la sensibilité dont la Providence
« divine m'a douée, se représentera facilement combien j'ai
« dû être péniblement affectée en voyant que, au lieu de ren-
« contrer de la reconnaissance, les peines immenses que je me

« suis données dans l'intérêt de mes sujets, ne me rapportaient « que murmures des uns et ingratitude noire de ceux-là même « qui, plus que tous les autres, étaient tenus de me témoigner « respect et reconnaissance. J'ai dissimulé mes chagrins, dans « l'espoir que les plus raisonnables arriveraient peu à peu à « comprendre que j'avais agi uniquement pour le plus grand « bien de la patrie, et, par conséquent, pour le leur. D'autre « part, toutes les criailleries dont j'ai été étourdie, n'ont pu « m'empêcher, un seul instant, d'accomplir ce que j'avais « entrepris avec l'aide de Dieu, après m'être convaincue de « la justice et de l'urgence impérieuse de mes actes. »

CHAPITRE HUITIÈME.

SOMMAIRE. — Instructions données aux capitaines de Cercles. — Répulsion de Marie-Thérèse contre les Juifs et les Protestants. — Les Juifs de la Bohême. — Les Protestants de Hongrie. — Le Catholicisme de Marie-Thérèse. — Décret de suppression de certaines fêtes. — Édits financiers. — Le comte Rodolphe Chotek. — Le baron de Wiesenhutter.

SI profonde était la foi de Marie-Thérèse dans les bienfaits de sa politique de centralisation, qu'elle fait à ses successeurs une loi de la continuer après elle, et de veiller au maintien des nouvelles institutions avec autant de sollicitude que s'il s'agissait des prunelles de leurs yeux.

Les cruelles épreuves de la guerre de succession, la conviction acquise de l'insuffisance de ses moyens de défense contre le redoutable faisceau de forces que le roi de Prusse avait su concentrer dans sa main, grâce au système d'absolutisme établi dans ses états par ses prédécesseurs, ne contribuèrent pas peu à développer la conception césarienne, déjà innée chez elle, de ses droits et de ses devoirs de souveraine. A la vérité, elle n'admettait pas encore la pratique du *sic volo, sic jubeo*, telle que son fils Joseph II prétendit l'appliquer, et surtout elle ne l'étendait pas sur le terrain religieux aussi loin que ce dernier. Mais, dans son esprit, la distinction entre les droits de l'Église et ceux de l'État, autrement dit entre le spirituel et le temporel, laissait beaucoup à désirer et ne différait guères, en réalité, de la notion dominante chez les protestants. Nous en trouvons une preuve curieuse dans les instructions aux capitaines de cercles, fonctionnaires de création nouvelle, nommés par le gouvernement et chargés de l'administration des provinces autrichiennes.

Rien de plus édifiant que les dispositions générales de ce document : « Les capitaines de cercles, est-il dit, mettront en première ligne le devoir de maintenir intact l'honneur de Dieu et de la foi catholique, véritable pierre angulaire de l'ordre social, de favoriser l'extension de cette foi et de combattre les progrès de l'erreur. Ils sont tenus de réprimer vigoureusement les scandales et les habitudes vicieuses qui attirent la colère de Dieu. »

Mais lorsque les instructions entrent dans les particularités de la mission confiée aux capitaines de cercles, on s'aperçoit bientôt qu'elles embrassent inconsciemment un domaine qui ne leur appartient pas et qui échappe à la compétence de l'État. « Ils veilleront, continue la circulaire, à ce que la jeunesse reçoive de fréquentes instructions dans la doctrine chrétienne ; ils s'entendront avec l'autorité diocésaine à empêcher les absences trop fréquentes des curés hors de leurs paroisses et l'introduction de processions nouvelles. Ils contrôleront la gestion des revenus des fondations pieuses et des biens ecclésiastiques, afin d'éviter les dépenses inutiles en repas ou autrement. Ils veilleront à la sanctification des dimanches et des fêtes. Ils pourront autoriser le travail des champs, au temps de la moisson, pendant l'après-midi. Ils ne toléreront pas que, par excès de zèle, prêtre ou laïc, se laissent aller à des paroles de nature à blesser les non-catholiques, toutefois ils n'autoriseront pas ces derniers à exercer publiquement leur culte. Ils s'occuperont avec la plus grande sollicitude de procurer l'éducation honnête et chrétienne de la jeunesse. Dans cette pensée, ils veilleront à ce que nul instituteur ou institutrice, voire nulle bonne d'enfants, venant de l'étranger ou non examinée par l'autorité compétente, ne s'introduise dans sa circonscription. Toutefois, dans ces occasions, le capitaine de cercle ne pourra procéder sans avoir référé aupara-

vant au gouvernement, qui lui dictera la mesure à prendre après s'être entendu avec l'autorité ecclésiastique. »

En dépit des apparences tolérantes de ces instructions, Marie-Thérèse éprouvait une vive répulsion pour les Juifs, sentiment que la conduite odieuse de nombreux sémites de Prague, lors de l'occupation de cette ville par l'électeur de Bavière, accrut avec raison. Il semble qu'elle ait prévu l'oppression funeste qu'exercerait cette race avide sur ses sujets les plus dévoués, moins d'un siècle après sa mort.

Lorsqu'elle fut rentrée en possession de Prague, en 1744, elle donna l'ordre au comte Philippe Kinski, grand-chancelier de Bohême, d'expulser les Juifs de Prague d'abord, de la Bohême ensuite. Kinski fut effrayé des difficultés pratiques que rencontrerait l'exécution de cet ordre, car Prague ne renfermait pas moins de 30,000 Juifs. Sans essayer de combattre les mobiles auxquels cédait l'impératrice, il lui exposa des objections sérieuses, tirées du chiffre énorme des expulsions à faire, de la difficulté de trouver suffisamment des moyens de transport, du mauvais état des routes, de la rigueur précoce de l'hiver, des pertes considérables que l'expulsion en masse ferait éprouver au commerce, à l'industrie et au trésor. Pour toute réponse, Kinski reçut l'ordre d'étendre les mesures d'exode à tous les Juifs de Bohême. A la dépêche officielle Marie-Thérèse ajouta, de sa propre main, deux lignes portant la défense formelle de tolérer l'établissement d'un seul des expulsés dans les pays de son obédience. Les autorités locales des autres provinces reçurent des ordres identiques, ainsi que le grand-chancelier de Hongrie. Le comte Kolowrat eut mission de veiller à l'exécution de ces volontés avec le concours d'une commission instituée spécialement dans ce but.

De leur côté, les Juifs firent intervenir en leur faveur l'Angleterre et la Hollande, le Danemark, même la Porte. L'im-

pératrice repoussa toute ingérence étrangère dans ce qu'elle considérait comme une affaire d'ordre purement intérieur. Dans ces circonstances, la commission se borna à tâcher d'obtenir une certaine latitude dans l'exécution des mesures prescrites. L'impératrice consentit à accorder successivement divers délais, qui se prolongèrent jusqu'à la fin de mars 1745. Enfin force fut aux juifs de s'exécuter. Ils sortirent en foule de Prague, mais ils s'établirent dans les localités voisines de la ville, d'où, chaque matin, ils revenaient à Prague, vaquer à leurs affaires, rendant ainsi l'expulsion illusoire. Cette situation se maintint jusqu'à l'année 1746, époque à laquelle Marie-Thérèse interdit rigoureusement aux Juifs l'entrée de Prague et réitéra l'ordre de les faire sortir de la Bohême.

Les intentions qui guidaient Marie-Thérèse étaient excellentes, et puisaient leur source dans l'intérêt bien entendu des populations, mangées et ruinées par l'usure juive. Seulement elles étaient trop tardives et trop radicales. Les autorités bohêmes n'avaient ni les ressources, ni les moyens de transport indispensables pour exporter d'emblée une population qui s'élevait, dans le royaume entier, à plus de 60,000 têtes. Et où les transporter? C'est ce dont, à Vienne, on avait oublié de se préoccuper.

L'unique résultat tangible du dernier décret contre les Juifs, fut l'arrêt instantané de toutes les transactions. Les Juifs avaient peu à peu accaparé tout le commerce et mis leur main rapace sur tous les intérêts. La suppression nette de leur activité ébranla le pays entier profondément. L'argent disparut de la circulation, le crédit s'effondra et des clameurs s'élevèrent de tous côtés, comme un orage de tempêtes. En outre l'accumulation, dans les villages voisins de la capitale, d'une foule de misérables inhabiles au travail, engendra des maladies, des conflits et des misères de toute nature. Bref, de

tous les points de la Bohême et de la Moravie, car l'ordre d'expulsion avait été étendu à Brunn et à Olmütz, monta vers le trône un concert de réclamations et de suppliques, dans le but d'obtenir le retrait des décrets draconiens promulgués contre les Juifs, ou tout au moins des adoucissements considérables dans leur application.

L'aristocratie et les États de Bohême intervinrent dans le même sens, et firent valoir éloquemment les conséquences désastreuses que l'exécution violente des mesures d'expulsion entraînerait infailliblement pour les particuliers et pour l'État. Marie-Thérèse, émue de l'ensemble de ces respectueuses remontrances, demanda aux protecteurs des Juifs de lui soumettre un projet d'ordonnance, organisant l'expulsion dans les six ans. La concession était déjà importante, car que ne peut-il pas survenir d'événements en six ans ?

Sur ces entrefaites, l'impératrice donna mission à Haugwitz d'aller négocier, avec les États de Bohême et de Moravie, le vote, pour dix ans, des contributions nouvelles. Haugwitz rencontra des résistances et comprit qu'il serait impossible de déterminer les États à des sacrifices aussi considérables, sans leur donner quelques compensations. Précisément le retrait des ordonnances contre les Juifs était le premier des vœux officiellement exprimés par les États. On le savait à Vienne, et les instructions de Haugwitz lui commandaient de s'informer exactement si le prix des denrées avait monté à Prague, depuis l'exode des Juifs, et quels moyens avaient été employés pour empêcher que le public ne fût exploité par les marchands chrétiens. Il devait, en conséquence, examiner s'il n'y aurait pas lieu d'autoriser certaines familles juives à résider quelque part hors de Prague ; combien on pourrait exiger de chacune de ces familles ; enfin quel serait le meilleur mode de se débarrasser des autres.

Haugwitz profita de son mandat pour appuyer les remontrances de la commission en faveur des Juifs. « Les ouvriers « de Prague eux-mêmes, écrivit-il à l'impératrice, désirent « ardemment le retour des Juifs. A chaque instant je constate « une hausse énorme des denrées, il faudra même bientôt « apprendre à se passer des articles les plus indispensables, « ce qui n'est jamais arrivé du temps des Juifs. S'ils ne « peuvent plus revenir à Prague, c'est la misère générale dans « la ville, la richesse se transportera là où résideront les « Juifs. »

Le pessimisme de Haugwitz s'exprimait avec trop d'exagération pour avoir prise sur les idées de Marie-Thérèse. Mais les besoins du trésor public pressaient, et il devenait urgent de gagner le vote des États de Bohême et de Moravie. Marie-Thérèse céda, non sans regret. « C'est uniquement, « mande-t-elle à Haugwitz après avoir lu son rapport, c'est « uniquement parce que les États le désirent avec tant d'in- « stances et s'y emploient de toutes leurs forces, que je con- « sens à retirer mon décret, mais je suis positivement décidée « à le reproduire après la période décennale du recès. » Toutefois elle exigea des Juifs de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie que, en considération de cette faveur, ils payassent une somme de trois cent mille florins au moins, dont moitié au profit des États, moitié au bénéfice de l'État. « Au reste, « ajoute-t-elle, ces gens-là ne sont désormais plus à consi- « dérer et à protéger que comme des valets dont le pays n'a « plus à s'occuper. »

Il importe de rechercher si la réserve menaçante de l'impératrice relativement à l'expulsion des Juifs, était sérieuse. A la vérité elle ne revint jamais sur cette question, mais son aversion profonde pour les Juifs demeura tenace. C'était du reste dans son caractère. L'envoyé vénitien Diedo, qui la con-

naissait à fond, écrivait d'elle: « Quelles que soient la perfection, « les qualités de l'impératrice, il n'y a pas lieu d'espérer qu'elle « revienne de la mauvaise impression qu'elle conçoit de ces « gens. » Une note, écrite de sa main en 1777, confirme ce jugement. « Je ne connais pas, disait-elle, pire fléau de l'État « que cette engeance, à cause de ses tromperies, usures et « tripotages d'argent, ses habiletés de tondre le public, toutes « choses que l'honnêteté réprouve, cause pour laquelle il « faut, autant que possible, diminuer leur nombre ou se « débarrasser d'eux. Aussi je veux qu'on me donne, chaque « trimestre, le relevé des Juifs qui habitent ici et leurs « adresses. »

L'impératrice n'aimait guère plus les protestants que les Juifs. Il n'en pouvait être autrement. Il suffit pour justifier ce sentiment de se rappeler le rôle joué par les protestants du XVI^e^ et du XVII^e^ siècle contre Charles-Quint et ses descendants, leur alliance avec la France, la guerre incessante faite par eux aux empereurs de la maison d'Autriche afin d'abaisser l'autorité impériale. Les protestants, à ses yeux, personnifiaient l'esprit de révolte et de rébellion, non pas seulement contre l'Église, mais encore contre le prince légitime. Aussi les commissions dites de religion, qu'elle institua dans ses États, principalement celles de la Styrie, de la Carinthie et de la Carniole, furent-elles composées des catholiques les moins tolérants. Elles enlevèrent aux protestants leurs livres, les empêchèrent de faire instruire leurs enfants dans leurs doctrines et les obligèrent d'abjurer ou de s'éloigner du pays. Elles dirigeaient les émigrants sur la Transylvanie, où ils pouvaient exercer leur culte, mais où ils rencontraient généralement la misère.

Les choses se passèrent à peu près de même en Hongrie. Au mois de juillet 1749, les luthériens hongrois, maltraités

par les autorités supérieures, envoyèrent à Vienne une députation chargée de déposer leurs doléances aux pieds de l'impératrice. Lorsque, avant de partir, les députés se présentèrent chez le chancelier, comte Léopold Nadasdy, ils furent fort mal reçus et prétendirent même que ce haut personnage les avait menacés de ne tenir aucun compte de ce que l'impératrice consentirait à leur accorder.

Marie-Thérèse les accueillit avec bienveillance. Elle répondit à leur supplique qu'elle respecterait toujours les droits légaux des protestants, et qu'elle leur maintiendrait ses bonnes grâces tant qu'ils se conduiraient en sujets fidèles, c'est-à-dire à condition de s'adresser à elle pour leurs affaires, par l'intermédiaire de l'autorité hongroise et non par le moyen d'ambassadeurs étrangers, de n'exciter aucun tumulte et de ne pas soulever le peuple contre le gouvernement.

Naturellement les députés affirmèrent avec éclat leur fidélité et leur dévouement. A les entendre, ils ne s'étaient jamais adressés à un ambassadeur étranger, et leur loyauté ne leur avait pas même permis d'en concevoir la pensée.

« Comment, s'écrie Marie-Thérèse, avec sa vivacité habi-« tuelle, vous ne vous êtes jamais adressés à un ambassadeur « étranger ? Mais Burmania, l'envoyé de Hollande, est venu « m'entretenir de votre part; l'envoyé de Hanovre en a fait « autant, et il n'est pas jusqu'à l'ambassadeur de Prusse qui « ne s'en soit mêlé.» Et sur la protestation de l'un d'eux que depuis quinze jours qu'ils étaient à Vienne, ils n'avaient vu aucun envoyé étranger et qu'ils n'avaient pas même assisté à leur prêche, l'impératrice répliqua : « Hé bien, vous avez « mal fait, vous auriez dû assister à vos offices ! » Pendant tout le reste de l'audience qui dura une heure, la souveraine se montra plus affable, mais tout en recevant leur supplique avec gracieuseté, elle n'y répondit que par des promesses vagues.

On aurait tort d'attribuer l'antipathie témoignée par Marie-Thérèse aux protestants, à l'excès d'un zèle catholique mal entendu et frisant le fanatisme. Outre le souvenir traditionnel des blessures de toute nature infligées à la maison d'Autriche par les protestants de toute secte et de toute classe, outre la fâcheuse impression que devaient infailliblement produire sur elle les coreligionnaires de l'inique agresseur de ses droits, Frédéric II, elle voulait affirmer son omnipotence sur des sujets audacieux et remuants, travaillés sans cesse par son implacable ennemi.

La leçon était aussi méritée que sévère. On remarquera qu'elle était donnée, non par la majesté apostolique, mais par la souveraine justement froissée. Son catholicisme n'avait rien d'exubérant, si ce n'est peut-être en petites pratiques de dévotion; il tenait de celui de Louis XIV, disant: l'État, c'est moi! et tout disposé à ajouter: l'Église, c'est encore moi!

Son historien le plus savant et le plus distingué, le chevalier d'Arneth, qui nous a souvent servi de guide, la loue hautement de ce que sa foi catholique ne l'a jamais entraînée à faire au clergé ou au Pape, l'ombre même d'une concession de nature à froisser ses préjugés césariens. Il fait remarquer que, pendant tout le temps de la guerre de Sept Ans, elle n'eut presqu'aucun rapport diplomatique avec la cour de Rome. Car lorsque, en novembre 1744, l'ambassadeur autrichien près du Saint-Siège, le comte de Thun, quitta Rome, il ne fut pas remplacé et le soin des affaires du Vatican à Vienne fut confié au cardinal Alexandre Albani, protecteur des états héréditaires autrichiens. Dieu sait jusqu'où eussent été poussées les choses, si le pape n'eût fait le premier pas pour amener un rapprochement par l'intermédiaire de la reine Marianne de Portugal, tante de Marie-Thérèse. Par une circonstance qui mérite d'être mentionnée, les négociations furent

conduites à Vienne par l'envoyé portugais, Sébastien Joseph Carvalho Melho, plus connu sous le nom de marquis de Pombal. Marie-Thérèse se prêta volontiers à la réconciliation désirée, et lorsque le pape eut envoyé, comme nonce à Vienne, l'archevêque Serbelloni, qu'il savait *persona grata* à la cour impériale, l'impératrice répondit à cette avance par l'envoi à Rome du comte Migazzi, chanoine de Brixen et de Trente, comme auditeur de Rote pour l'Autriche, avec mission d'achever l'œuvre de pacification entre les deux gouvernements.

Marie-Thérèse profita de cette situation nouvelle pour demander au pape Benoît XIV de diminuer le nombre des jours fériés, sous prétexte que leur excès donnait au peuple occasion de se livrer à l'oisiveté et à la débauche. Elle désirait en séculariser un peu plus d'une vingtaine et confia au comte Trautson, archevêque de Vienne, prélat souple et courtisan, le soin de les désigner. Les complaisances de Trautson à l'égard du pouvoir l'avaient rendu suspect au clergé, et la manière leste dont il accomplit sa besogne éveilla la méfiance. Le cardinal Troyer, évêque d'Olmütz, accourut à Vienne pour tâcher d'obtenir que le projet fut retiré, ou, tout au moins, qu'il ne fût pas appliqué à la Moravie et à la Silésie. Il représenta que son diocèse était complètement entouré de protestants, que les derniers fêtaient trois jours à la Noël et à Pâques, qu'ils se scandaliseraient des suppressions proposées et en tireraient motif pour se vanter d'être plus attentifs que les catholiques à célébrer la Nativité de Notre-Seigneur, sa Résurrection et la fête de ses apôtres. Il fit remarquer qu'elles auraient pour résultat de favoriser les mesures prises par le roi de Prusse pour attirer les émigrants dans ses états, attendu que la population, très attachée à ses fêtes, préférerait, plutôt que d'y renoncer, émigrer dans la Silésie prussienne. Les évêques de Salzbourg et de Passau travaillèrent dans le même

sens que Troyer, mais ils n'eurent aucun succès. Le 21 janvier 1754, l'édit de sécularisation, approuvé par le pape, fut publié. Il supprimait vingt-quatre fêtes, sans toutefois toucher à la célébration des offices religieux, et levait seulement l'interdiction de travailler ou de commercer.

Les meilleures intentions ne suffisent pas pour faire accepter de ceux-là même que l'on prétend favoriser, les réformes édictées dans leur intérêt. Marie-Thérèse en fit l'expérience. Aveuglée par sa foi dans sa toute-puissance, elle oubliait qu'on ne change pas, du jour au lendemain, des habitudes séculaires et des traditions profondément enracinées. A la suite de la publication du décret et pour le confirmer en quelque sorte par le fait, Marie-Thérèse ordonna que, le lundi de Pâques, on mît des ouvriers à certains bâtiments en construction devant le palais impérial. Au bruit de ce qui se passait, une foule immense accourut pour s'en assurer et prit une attitude si menaçante, que Marie-Thérèse fit interrompre le travail. Sur un autre point, un marchand de porcelaines ayant ouvert son magasin, comme il le faisait les jours ouvriers, le peuple brisa ses vitrines et l'obligea à fermer sa boutique.

Blessée dans son orgueil, l'impératrice se vengea de l'humiliation qu'elle avait subie, sur certains ecclésiastiques coupables d'avoir blâmé le décret. Après un jugement sommaire, elle les fit enfermer au château de Greifenstein, prison spéciale aux membres du clergé. En même temps, elle donna ordre à tous les marchands possédant magasins et boutiques dans la ville, de les ouvrir les jours de fêtes supprimées, depuis onze heures jusqu'au soir. Ils se déclarèrent prêts à obéir, pourvu qu'ils fussent protégés contre les attaques éventuelles de la populace. On le leur promit et le 24 août, fête supprimée de S. Georges, des patrouilles de cavalerie parcoururent sans

cesse les rues de Vienne de onze à quatre heures. La journée se passa tranquillement, mais quelques personnes, s'étant permis des observations trop vives sur ce mode de réformes par la force des baïonnettes, furent arrêtées. Réduite au silence, l'opposition au décret de sécularisation eut recours à des moyens moins dangereux. Les marchands imaginèrent d'augmenter d'un tiers le prix de leurs articles, les jours de fêtes supprimées. Ils effrayèrent les acheteurs, et l'on ne voit pas que la mesquine tyrannie, qui avait su inventer la vente laïque et obligatoire, ait osé imaginer son pendant, l'achat non moins laïque et obligatoire.

Ce premier pas fut suivi d'autres mesures, un peu à tort et à travers, sans trop distinguer les limites de la compétence royale, si tant est que l'absolutisme de Marie-Thérèse et de ses ministres en reconnût. C'est ainsi qu'après avoir exigé la production de tous les comptes des biens ecclésiastiques, afin d'obvier à divers abus, diminué et finalement supprimé le droit d'asile inhérent à certaines enceintes consacrées par l'Église, l'impératrice intervint dans la juridiction des tribunaux ecclésiastiques en matière de mariage, sans prendre la peine de s'entendre avec le pape, et interdit certaines cérémonies religieuses que la sagesse supérieure de ses conseillers taxait de superstitieuses. Naturellement l'archevêque Trautson et d'autres évêques, « éclairés » à sa façon, applaudirent sans réserve à toutes ces réformes, sous le prétexte spécieux que, jusqu'alors, les prédicateurs parlaient infiniment trop aux fidèles, des saints, des indulgences, du rosaire, des images, des processions et autres prétendus accessoires, mais pas assez du Christ et des vérités de la foi proprement dite. Le comte de Thun, évêque de Gürck, plénipotentiaire de Rome, ne craignit même pas de scandaliser les catholiques par l'amertume de ses attaques contre l'infaillibilité du pape.

Marie-Thérèse fut mieux inspirée sur le terrain des réformes financières et militaires. Les nécessités de la guerre l'avaient poussée aux mesures les plus extrêmes pour se procurer les moyens de se défendre. En 1743, elle établit un impôt sur le revenu, calculé d'après une moyenne de six années. Les paysans et les pauvres gens en étaient exempts. Mais, poussée par de nouveaux besoins, elle créa une sorte d'impôt progressif sous forme de capitation, basée sur la fortune ou sur la position sociale, et dont personne ne fut exclu.

Dans la première classe, taxée à un minimum de 600 florins, figuraient les princes, les ducs chefs de famille, les archevêques et évêques portant le titre de prince.

Les titulaires des grandes charges de la cour, les ministres de conférence, les chanceliers ou présidents de chancellerie étaient frappés d'un impôt de 450 florins au minimum.

Les feldmaréchaux, les comtes chefs de famille et grands propriétaires payaient 400 florins.

Les felzeugmestres ou généraux de cavalerie, les conseillers intimes, les vice-présidents de chancellerie, 300 florins.

Les évêques n'ayant pas rang de princes, les lieutenants feldmaréchaux, les chambellans, les barons chefs de famille, 200 florins.

Les généraux majors, les dames de la cour, 100 florins.

Les conseillers de cour, les grands négociants, 75 florins.

Les confesseurs de la cour, les femmes de chambre du palais impérial, les artistes de premier ordre, les capitaines, 12 flor.

Le paysan, établi, possesseur d'un attelage, 48 kreutzers, sans attelage, 24; les journaliers, 12, les valets de ferme et les servantes, 4 kreutzers.

Tant que dura la guerre, les populations se résignèrent aux plus lourds fardeaux, mais quand elles s'aperçurent que la paix ne leur apportait aucun soulagement, leur méconten-

tement se traduisit en émeutes partielles et en violences inquiétantes. Comme la situation ne permettait pas de faire des économies sur l'armée, il fallait nécessairement retrouver, sur d'autres articles, la somme indispensable pour soulager les contribuables. Marie-Thérèse donna le bon exemple, mérite dont on doit d'autant plus la louer que, par nature et par caractère, elle aimait la magnificence et l'éclat autour d'elle. Aidée des conseils de son mari, François de Lorraine, l'un des administrateurs les plus intelligents de son temps, et du comte de Tarouca, elle diminua, dans une proportion considérable, les dépenses de sa cour et s'interdit le jeu qu'elle aimait beaucoup et jouait gros. Sur un seul point elle ne sut pas se corriger : celui des largesses. Elle donnait sans compter, à qui lui demandait. Lorsque le comte d'Ulfeld fut nommé chancelier, en 1742, il avait un traitement de 24,000 florins ; deux ans après il eut le talent d'obtenir 30,000, après deux autres années 60,000. Sur de nouvelles demandes, l'impératrice lui fit cadeau de 100,000 florins, et plus tard encore elle lui donna 30,000 florins pour acheter une maison ; l'hôtel dont elle fit présent à Kaunitz coûtait 100,000 florins, elle en fit bâtir un autre pour le comte Rodolphe Chotek, et y dépensa au moins 30,000 florins. Lorsqu'en 1753, elle ôta à Bartenstein sa charge de secrétaire d'État, elle le consola par le don d'une somme de 100,000 florins. Elle agit de même en 1755, vis-à-vis de Tarouca. En 1757, elle fit présent au feldmaréchal comte Daun de 250,000 florins, et au grand chambellan comte Khevenhuller d'une obligation de 50,000 florins. Toute dame de la cour recevait, de son temps, en se mariant, une pension de 2 à 3000 florins. Bien plus, la comtesse Marie-Anne de Schlik, qui épousa en 1754 l'adjudant général baron de Hager, reçut de l'impératrice une dot de 50,000 florins et son époux 1000.

Mais en dépit des excès de générosité d'un cœur ouvert à tous les nobles sentiments, elle sut si bien régler ses finances et celles de son empire que, à la veille de la guerre de Sept Ans, le grand-chancelier prussien, Fürst, écrivait d'elle : « A son « avènement, l'impératrice a trouvé toutes choses dans le plus « grand désordre et ce n'est pas assurément une guerre de huit « ans qui a pu rétablir ses finances. Quel autre souverain fût « parvenu, en sept années de paix, à obtenir les résultats qui « se révèlent aujourd'hui? Jusques dans l'avenir le plus reculé, « on proclamera que Marie-Thérèse a été une des plus gran- « des princesses du monde. La maison d'Autriche n'a pas eu « son pareil. »

Le grand mérite de Marie-Thérèse fut de savoir distinguer et mettre à l'œuvre les personnalités les plus aptes à seconder ses desseins dans toutes les branches de l'économie politique et domestique de ses états.

A la tête de la direction des services des monnaies, elle plaça l'un de ses plus habiles et laborieux ministres, le comte Charles-Ferdinand de Kœnigsegg-Erps, que le même chancelier Fürst nous peint en ces termes : « On ne le voit jamais, « comme les autres ministres, aux chasses et aux soirées, il « veut voir partout par ses propres yeux et c'est bien le chef « de département le plus actif et vigilant de Vienne. Il a pour « vice-président, le baron de Haugwitz, cousin du comte, qui « est bien un des hommes les plus pétris d'honneur que je « connaisse. »

Le monopole du tabac était affermé pour 500,000 florins au fermier général, baron Pingitzer. Mais les États de Bohême, de Moravie et de Silésie avaient obtenu d'être soustraits à son privilège moyennant 200,000 florins par an.

On taxa jusqu'aux titres et aux employés supérieurs. Le titre de conseiller intime, qui donnait un rang distingué à la

cour et le titre d'Excellence sans aucune attribution spéciale, coûtait 4000 florins. L'avancement de feldzeugmestre au grade de feldmaréchal, se payait 2000 florins, celui de lieutenant feldmaréchal au grade de feldzeugmestre, 1000 florins. En 1754, l'impératrice créa quatorze conseillers intimes, 77 chambellans et fit de nombreuses promotions dans les grades supérieurs de l'armée. Le trésor de l'État en tira plus de 200,000 florins.

L'institution de la loterie, malheureusement trop féconde en suites démoralisantes, vint encore en aide aux finances autrichiennes.

Le soin apporté à la voirie et au service des postes fit l'admiration des contemporains de Marie-Thérèse. Grâce au baron de Lilien, proclamé sans égal dans ces matières, des communications faciles et régulières furent établies de Vienne jusques aux points les plus éloignés de l'empire, et des services complets de diligence et de roulage créés entre Vienne et Trieste.

Jusque en 1749, le produit des douanes était des plus minces. A cette époque, Marie-Thérèse plaça à la tête des affaires financières et commerciales de ses états autrichiens, un homme éminent qui fut, au point de vue des revenus indirects de l'État, ce que Haugwitz avait été au point de vue des revenus directs. Nous voulons parler du comte Rodolphe Chotek.

Il descendait d'une vieille famille bohême, qui a joué un rôle considérable dans l'histoire administrative de l'Autriche. En décadence au temps de la Réforme, cette famille se releva au début du XVIII^e^ siècle. Rodolphe Chotek, né en 1707, fut destiné par son père à la carrière diplomatique. Il l'abandonna de bonne heure, devint chambellan du grand-duc de Toscane, puis conseiller de cour d'appel, puis encore gouverneur de la

Bohême. Lorsque Charles-Albert de Bavière se fit prêter serment de fidélité à Prague, le jeune comte se soumit à ce qu'il croyait être une nécessité. Disgracié pour cet acte de faiblesse, il eut le talent de se justifier si bien près de l'impératrice, qu'il rentra plus en faveur que jamais.

En 1744, on le trouve conseiller intime et envoyé en Tyrol comme plénipotentiaire, pour négocier de là avec la cour de Bavière. Il signa la paix de Füssen, se rendit en Italie et remplit les fonctions de commissaire du gouvernement à Gênes. Après la perte de Gênes, Marie-Thérèse l'appela à la cour et lui donna, en 1749, la place de président de la commission des finances, jointe à celle de chef de l'administration des mines, des monnaies et des contributions indirectes. Il déploya dans cette position une activité fructueuse. Comme Haugwitz, il eut plus d'une forme vieillie à faire disparaître, maintes lacunes à combler, des forces latentes à dégager, des résistances à combattre. Fürst le proclame l'un des plus habiles ministres de l'impératrice. Homme du monde, désireux de plaire, mais arrêté dans ses idées, il était capable de tous les sacrifices et inflexible dans ses décisions. Son zèle comme son activité ne connaissait pas de bornes. Il réorganisa tout le système des douanes en Autriche, tant aux frontières extérieures qu'à celles de chaque province, dans des conditions de tarifs exorbitantes. Ces rigueurs soulevèrent une tempête de réclamations.Sur le conseil de Charles de Lorraine, l'impératrice appela en consultation à Vienne un banquier anversois, le sieur de Proli, qui passait pour fort expert en matières de douanes. Mais dès sa première entrevue avec Chotek, Proli comprit que la discussion serait oiseuse et qu'il se heurterait contre un parti pris. Après avoir émis, par acquit de conscience, un avis désapprobateur qui ne fut pas écouté, Proli reprit la route d'Anvers.

Ce que Proli avait prédit se réalisa. L'exagération du tarif engendra la fraude, et les résultats furent loin d'atteindre ce que Chotek avait cru pouvoir se promettre. Il sut au moins profiter de la leçon, introduisit la loterie et l'usage de la monnaie fiduciaire. Il donna une vive impulsion à l'industrie et au commerce, multiplia les routes et les canaux, dota le port de Fiume de divers privilèges de nature à y attirer le mouvement des affaires et, prévoyant le grand rôle que la situation du port de Trieste devait lui créer dans l'avenir, ne négligea rien pour développer les avantages de cette situation et faire de Trieste le centre des transactions entre l'Orient et l'Europe centrale.

Président de la commission chargée des travaux du port, il eut pour aide encombrant un certain baron de Wiesenhutten, gendre de Bartenstein et l'un des caractères typiques de son temps. Ce Wiesenhütten, fils d'un riche banquier luthérien de Francfort, était un cavalier élégant, médiocrement doué quant à l'intelligence et, pour son malheur, dévoré d'ambition. Un beau jour il se mit dans la tête de se faire catholique, et d'aller à Vienne épouser la fille du tout-puissant secrétaire de la conférence, persuadé que le mariage fait, il succéderait tout naturellement à Bartenstein dans ses hautes charges et dans son influence. De fait, il réussit dans la première partie de ses projets. Une fois marié, il s'établit à Vienne et mena grand train, fut bien accueilli partout, obtint le titre de baron et grand crédit à la cour, en donnant à l'État, toujours besoigneux surtout en temps de guerre, une série d'avances garanties par les revenus des mines. A force de dépenses d'une part, de prêts à l'État de l'autre, il se ruina, fit faillite et se vit réduit à vivre de ses appointements de conseiller à la cour des comptes. Chose extraordinaire, il eut le talent de faire, deux ans après, une nouvelle faillite. Bartenstein recueillit le

naufragé, mais se hâta de l'éloigner des occasions d'une nouvelle chute, en l'envoyant à Trieste, avec le triple titre de membre de la commission aulique du port de Trieste, d'intendant de commerce des côtes et de commandant civil et militaire de la ville.

Pour revenir à Chotek, nommé président de la cour des comptes, à la mort de Kœnigsegg-Erps, il réunit entre ses mains toutes les branches de l'administration des finances et la dirigea, pendant la guerre de Sept Ans, avec autant d'énergie que de circonspection. Le 30 novembre 1761, il fut appelé à la charge de grand-chancelier de Bohême et d'Autriche et continua les réformes commencées par Haugwitz dans le même esprit que cet homme d'État. Les premières mesures prises pour le soulagement des populations, émanèrent de lui.

Chotek était chevaleresquement dévoué à l'impératrice et ne cessa de la servir jusqu'à son dernier jour. Il possédait cette finesse de l'homme du monde, qui atteste un esprit alerte et nourri d'expérience. Marie-Thérèse faisait grand cas de ses conseils et avait en lui la plus grande confiance. Elle s'intéressait à ses joies comme à ses peines. Un jour qu'il était malade, elle lui écrivit : « J'ai fait prendre « quotidiennement de vos nouvelles et j'ai été inquiète pen- « dant deux jours. Ménagez vos forces et ne faites pas trop « d'efforts, car je tiens à votre conservation. Quand vous « aurez quitté le lit, je vous ferai ma visite. » Et dans un second billet : « Pendant deux jours j'ai voulu envoyer pren- « dre de vos nouvelles, et chaque fois ça a été tout un *spectacle* « avec le valet de chambre. Le premier jour il se refroidit et « devint malade, puis hier on vint le chercher bien vite parce « que sa fille unique était à la mort, de sorte que je suis restée « sans personne tout le jour. » Les biens de Chotek ayant beaucoup souffert de la guerre, Marie-Thérèse envoya 10,000

florins à Rodolphe pour son frère Jean avec ce mot : « Prière « de les remettre directement à votre frère. Cela me fait « autant de plaisir qu'à vous. Vous le méritez cent fois tous « les deux. » Rodolphe Chotek mourut en 1771.

CHAPITRE NEUVIÈME.

SOMMAIRE — L'armée autrichienne à l'avènement de Marie-Thérèse.—Sa réorganisation. — Un fonctionnaire civil promu feld-maréchal lieutenant. — Affection de Marie-Thérèse pour l'armée. — Mater Castrorum. — Création du corps des Cadets et de l'Académie des Ingénieurs.— L'artillerie. — L'armement de l'infanterie.— La question de l'uniforme dans les régiments des frontières. — Les congés. — Économies forcées des officiers. — Sévérité de Marie-Thérèse contre les abus militaires en campagne. — Condamnation de Von der Trenk.

PLUS que toute autre institution, l'armée avait besoin d'une réorganisation complète. Marie-Thérèse, venant à parler, dans ses *Notes*, de la situation dans laquelle se trouvait tout le système militaire autrichien à son avènement, écrit : « Qui croirait qu'il n'existait pas l'ombre d'un règle-« ment parmi mes troupes ? Chacun agissait à sa guise, en « marche, à l'exercice, à la manœuvre; l'un tirait vite, l'autre « lentement ; pour les mêmes ordres et les mêmes comman-« dements on employait cent expressions différentes, ce qui « explique parfaitement que, dans les dix dernières années « de son règne, l'empereur Charles VI ait été constamment « battu ; aussi l'état dans lequel j'ai trouvé l'armée, défie-t-il « toute description. »

En effet, du haut en bas de la hiérarchie militaire, il n'y avait ni ordre, ni discipline. Les généraux se jalousaient et intriguaient les uns contre les autres ; ils n'exerçaient aucune surveillance sur l'instruction et l'entretien de la troupe, laissaient ce soin à des officiers subalternes non moins négligents et tirant chacun de son côté. C'est à ces vices organiques que l'impératrice attribuait le fâcheux résultat des dernières

campagnes et surtout les défaites infligées à ses armées par Frédéric II, car elle n'admettait pas que Frédéric II sût beaucoup mieux commander une armée que Neipperg ou Charles de Lorraine. Aussi n'attendit-elle pas la paix d'Aix-la-Chapelle pour s'occuper activement de remédier aux maux dont elle n'avait que trop souffert. L'empereur et le prince Charles de Lorraine l'assistèrent de tous leurs efforts dans cette rude tâche. Plus juste que sa belle-sœur et en dépit de son aversion personnelle pour le roi de Prusse, Charles de Lorraine rendait hommage à la supériorité des talents militaires de ce prince, et à l'excellente organisation de ses troupes. A cette époque, comme de nos jours, la rapidité du tir prussien paraissait merveilleuse. On ne comprenait pas que, étant donnés le poids du mousquet d'alors et son mode de recharge, un homme pût faire feu cinq fois à la minute. Organiser l'armée autrichienne à la prussienne, lui communiquer la rapidité, la précision de mouvements ou de tir des Prussiens, devint la préoccupation dominante des hommes de guerre de l'entourage impérial.

Le 8 février 1748, s'ouvrit, sous la présidence du prince Charles, la première séance de la commission chargée des réformes à introduire dans l'armée. Elle était composée de trois feld-maréchaux, le prince Wenceslas de Liechtenstein, le comte Joseph de Harrach, et le comte Gaspard Cordova, de deux feldzeugmestres, le comte Wenceslas Wallis et le comte Léopold Daun, d'un général de cavalerie, le comte François de Salburg, du conseiller de guerre aulique de Woeber, du directeur du commissariat Jean de la Marck, d'un greffier, le secrétaire aulique de guerre, Thoren. Elle avait pour mission, la création de tous les règlements nécessaires à l'armée, l'introduction des théories d'exercices pour l'infanterie et la cavalerie, l'organisation de l'artillerie, l'unité de l'armement,

le train des équipages, les services des vivres, des secours médicaux,l'établissement de prescriptions destinées à améliorer, faciliter et simplifier la comptabilité militaire.

Elle prit pour point de départ, qu'à l'avenir, l'effectif de l'armée, en temps de paix, s'élèverait à 108,000 hommes et le budget de ses dépenses à quatorze millions de florins.

Les différents côtés de ces questions furent élucidés à fond en vingt séances et les bases principales de la nouvelle organisation définitivement posées. Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que l'unique membre civil de la commission, le conseiller aulique de guerre de Woeber, eût la plus grande part au résultat.

Woeber était alors âgé de cinquante ans à peine. C'était un petit homme,mal bâti, d'aspect peu attrayant, de manières prévenantes et d'une rare intelligence. Il possédait à un haut degré l'art des expédients et avait toujours quelque ressource pour sortir des pas difficiles. Entré par la porte la plus humble de l'administration, il avait su,par son étonnante habileté, gagner la bienveillance de son chef, le prince Eugène de Savoie. Bientôt il lui devint indispensable, au point qu'on prétendit que c'était Woeber, et non le prince, qui dirigeait le conseil aulique de guerre.

La jalousie lui suscitait des détracteurs,et la rumeur publique l'accusa de vendre à son profit les positions élevées de l'armée. On finit par lui attribuer la responsabilité des échecs subis par les troupes autrichiennes, lors de la guerre contre les Turcs. A dater de la mort de Charles VI, l'influence de Woeber sur les promotions et les récompenses militaires baissa sensiblement. Mais son opinion demeura encore prépondérante dans les questions techniques relatives à l'armée, et il continua à tenir la plume aux séances du conseil aulique de guerre.Cette faveur était d'autant plus importante

pour sa position, que le conseil était présidé par un homme fort avancé en âge et hors d'état de remplir convenablement ses fonctions, le comte Joseph de Harrach. Marie-Thérèse aurait vivement désiré remplacer celui-ci, mais par considération pour la famille Harrach, elle recula d'année en année devant cette grave mesure, espérant toujours que Harrach finirait par mourir ou donner sa démission. Harrach s'obstinant à vivre et à ne pas se retirer, Marie-Thérèse lui adjoignit, en 1755, Neipperg avec le titre de vice-président du conseil. Le choix n'était pas heureux, Woeber en fut la première victime, car Neipperg exigea son départ. L'impératrice céda, seulement Woeber eut sa compensation, compensation très glorieuse assurément pour lui, mais absolument inouïe et demeurée unique dans les fastes des armées. Elle fit passer Woeber au collège de justice du conseil aulique de guerre, avec le grade de feld-maréchal lieutenant. Cette promotion fit événement. Il paraît que Woeber l'avait ardemment désirée, parce qu'elle lui donnait, outre les appointements et les honneurs inhérents au grade, l'entrée dans les appartements impériaux.

Non moins important que le rôle rempli par Woeber à la commission militaire de 1748, fut celui du comte Léopold Daun. Ses collègues lui confièrent le soin de formuler les nouveaux règlements destinés à l'armée autrichienne. Afin d'en graver profondément l'application pratique dans l'esprit des soldats, on établit dans différentes provinces des camps propices aux grandes manœuvres. On espérait ainsi donner à l'armée la souplesse et l'agilité de mouvements qu'on avait admirées chez les Prussiens, lors des dernières campagnes. Marie-Thérèse était tellement convaincue que la multiplicité de ces camps et la fréquence des grandes manœuvres étaient le meilleur moyen de former des troupes solides, qu'elle ne

recula pas devant les grosses dépenses qui devaient en résulter. Elle les encouragea plus d'une fois par sa présence et les suivit à cheval.

Ces visites militaires lui donnèrent occasion d'entrer en rapports plus directs avec les officiers de mérite et de se les attacher plus étroitement. Elle tint à vérifier le titre de « *Mater Castrorum* », qu'on avait inscrit comme exergue sur une médaille frappée en son honneur. Elle manifesta le plus vif intérêt pour tout ce qui concernait, non seulement le service des officiers, mais encore leurs relations personnelles. Elle leur ouvrit les portes de la cour et, à partir de 1751, l'uniforme militaire commença à empiéter sur le costume espagnol qui, jusque-là, était le seul costume admis à la cour.

Mais, de toutes ces prémisses, découlait la nécessité de préparer à l'armée un corps d'officiers, fortement imprégné de l'esprit militaire, instruit et dressé de bonne heure à toutes les exigences de la profession. Marie-Thérèse le comprit et, en 1752, elle fonda une académie militaire noble, dont elle confia la direction supérieure au comte Léopold Daun, et après lui, au général-major, comte Thürheim. Elle l'établit dans les bâtiments du château impérial de Wiener-Neustadt, Le corps des Cadets, tel était son nom, devait se composer de deux compagnies de cinq cents têtes chacune,la première réservée aux fils des membres de la noblesse des pays héréditaires, la seconde aux fils des officiers supérieurs. Les cadets étaient logés, entretenus et nourris gratuitement. Le programme d'études se borna d'abord aux mathématiques, aux langues française, tchèque et italienne, à la danse, à l'équitation, à l'escrime et à l'exercice du mousquet.

Elle compléta son institution en créant à Vienne une école préparatoire pour cent pauvres garçons nobles ou fils d'offi-

ciers. Ils y étaient reçus de huit à treize ans, et si leur conduite était bonne, ils passaient à Neustadt, lors de leur quatorzième année. Dans le but de faciliter l'accès de ces instituts à tous ceux qui pouvaient y avoir droit, elle fit opérer dans tous ses états, le recensement des enfants de familles nobles ainsi que des fils d'officiers de mérite, afin de leur faire connaître les places libres mises à leur disposition. Pour compléter ces mesures, Marie-Thérèse s'efforça d'attirer les enfants de familles riches à la carrière militaire. Dans cette intention, elle fonda en 1754 l'académie des ingénieurs, à Vienne, la plaça sous la haute surveillance du comte Daun, et lui donna pour chef particulier le général-major baron de Kleinholt. Le programme d'études des élèves, qui devaient tous aussi appartenir à la noblesse, consistait dans l'art de l'ingénieur, l'histoire et la géographie, l'escrime, la danse, l'exercice. Cinq langues, le français, le tchèque, le magyar, l'italien et l'anglais leur étaient enseignées. Toutefois l'élève n'était pas tenu de suivre tous ces cours. Il pouvait choisir à son gré ceux auxquels il voulait assister, ou bien suivre ceux de l'université. Enfin ils étaient libres d'embrasser une autre carrière que celle de l'armée.

Le régime intérieur de l'académie des ingénieurs offrait diverses particularités, trahissant des habitudes et des mœurs sociales que la plupart de nos contemporains soupçonnent à peine, malgré le peu de distance relative qui nous sépare du temps où elles régnaient. Ainsi les élèves étaient autorisés à amener avec eux leurs précepteurs et leurs domestiques, soit que chacun eût les siens, soit que plusieurs élèves se réunissent pour les entretenir à frais communs. Ils étaient libres de choisir entre les trois différentes tables qui étaient servies au réfectoire. La plus frugale, celle de la troisième catégorie, coûtait cent florins par an. Outre la soupe du

matin, commune à toute l'école, le menu se composait de cinq plats à midi et de quatre le soir. La seconde se payait cent cinquante florins ; à ce prix on avait un plat de plus à midi. Enfin la première, pour deux cents florins, comportait sept plats à midi et cinq le soir. Chaque élève avait droit à une bouteille de vin. Le précepteur mangeait à la même table que son élève et payait le même prix. On voit que les satisfactions de l'estomac étaient beaucoup plus appréciées alors qu'elles ne le sont aujourd'hui dans les écoles militaires de l'Europe.

L'impératrice fut péniblement affectée du peu de sympathie manifesté par la noblesse riche ou aisée pour ces fondations. Au lieu de s'empresser d'envoyer leurs enfants à ces nouvelles sources de science, la plupart des familles intéressées se tinrent sur la réserve. On appréciait peu alors, en Autriche, la nécessité d'une instruction sérieuse. « Croirait-on, écrivait Marie-Thérèse, que personne ne se soucie de ces faveurs? » Pour stimuler les esprits, elle fit imprimer le tableau complet des motifs, règles et avantages de la nouvelle académie, et le répandit à profusion parmi les familles nobles des états de Bohême et d'Autriche. Du reste elle ne cessa jamais de témoigner une maternelle sollicitude pour ses deux créations de Vienne-Neustadt et de Vienne. La première avait ses préférences. Elle la visitait fréquemment et se préoccupait avec le plus vif intérêt de tout ce qui la concernait.

Plusieurs années auparavant, en 1748, elle avait promulgué le règlement du corps des ingénieurs. Ce corps se composait de quatre brigades commandées chacune par un colonel et placées sous le commandement supérieur du directeur général.

A son tour l'artillerie subit une réforme complète, dont le principal mérite revient au prince Wenceslas de Liechtenstein. « Ce seigneur, dit Frédéric II, a eu le talent de former une « excellente école d'artillerie ; il a porté ce corps à six batail-

« lons et poussé l'art de se servir des canons à un degré de « perfection qui jusqu'alors était inconnu. »

L'armement de la troupe se lie étroitement avec la formation de l'artillerie. L'infanterie fut dotée de nouveaux fusils, sur le modèle prussien, beaucoup plus légers que les anciens et coûtant, sans baïonnette, quatre florins quarante-cinq kreutzers (1), avec baïonnette cinq florins trente kreutzers (2).

L'habillement uniforme des soldats des différents corps de troupes, cessa de recevoir des exceptions; les officiers eurent ordre de porter, en drap plus fin, le même vêtement que les soldats. Cette partie des réformes tira sa plus grande valeur de son application aux bandes armées qui avaient fait les dernières campagnes comme troupes irrégulières.

Les mesures d'organisation prises par Marie-Thérèse pour les confins militaires eurent des suites de la plus haute importance pour les habitants de ces contrées, comme pour le système militaire de l'Autriche. Elles lui furent proposées par le prince Joseph-Frédéric de Saxe-Hildburghausen. Dans le principe, on avait eu simplement pour but de constituer un rempart solide contre le dangereux voisinage des Turcs, et de mieux tenir, par le mors de l'organisation militaire, les peuplades semi-barbares des frontières. L'impératrice comprit la nécessité de rattacher à cette double visée, celle plus importante encore de l'utilisation de la milice des confins dans d'autres pays. L'expérience de la guerre de succession avait suffisamment démontré les avantages du concours de ces auxiliaires. Il fallait aller encore plus loin dans cette voie. On jugea indispensable d'organiser les habitants des frontières en corps de troupes réguliers, mais on n'y réussit pas sans quelques soulèvements, tout au moins y eut-il urgence d'user

1. Frs. 10,65.
2. Frs. 13.

de la force pour obliger les Croates à se soumettre à la nouvelle organisation.

L'introduction des dispositions spéciales régissant les conditions de propriété du sol sur les confins militaires, n'offrit pas moins de difficultés. Elles statuaient qu'au lieu de solde, l'habitant des confins militaires aurait la libre jouissance d'une certaine quantité de terre érigée en une sorte de fief. Chacun de ces fiefs était tenu de fournir à l'armée un homme, qui devait servir au dedans comme au dehors du pays. Cependant les gens des frontières se seraient pliés à cette nouvelle organisation de service, mais lorsqu'on exigea qu'ils abandonnassent le costume national, ils se fâchèrent.

L'exigence se justifiait par l'espoir que l'uniforme du soldat éveillerait en eux, avec l'esprit militaire, le sens de l'ordre et la notion de la discipline, et les ferait renoncer à diverses habitudes de sauvagerie, indignes d'une puissance militaire civilisée. Mais ces habitudes traditionnelles leur étaient chères, et ils refusèrent d'abandonner le costume qui en était, à leurs yeux, le symbole extérieur. Et lorsqu'on commit la faute de prétendre leur imposer le paiement d'une certaine cotisation destinée à faire les frais de l'uniforme détesté, le mécontentement des gens des confins prit des allures menaçantes. Le général Petazzi, à Carlstadt, le colonel Kleefeld, à Kreutz, parvinrent, au prix de peines infinies, à les calmer, voire même à les déterminer à se soumettre aux ordonnances de l'impératrice. A Koprainitz, il n'en fut pas de même, parce que aux griefs communs à tous les habitants des confins, vinrent se joindre d'autres griefs de nature religieuse. Une insurrection à main armée éclata, et le général Guicciardi, qui commandait dans ces parages, se vit contraint de reculer devant l'émeute jusqu'à Warasdin. Les rebelles commirent de graves désordres, mais bientôt ils comprirent qu'ils avaient

été trop loin, et ils sollicitèrent de l'impératrice l'autorisation d'envoyer à Vienne une députation de soixante des leurs, pour l'assurer de leur dévouement et lui exposer leurs plaintes.

Ces événements affligèrent profondément Marie-Thérèse. D'un côté elle ne voulait pas pousser les choses à l'extrême, de l'autre, elle redoutait les conséquences d'un excès d'indulgence. Pour gagner du temps, elle dépêcha sur les lieux le lieutenant-colonel Beck, commandant d'un régiment des confins slaves. C'était un homme fort intelligent, très aimé des habitants des frontières. Il les amena doucement à déposer leurs armes et, ce point obtenu, autorisa leurs délégués à se rendre à Vienne. L'examen des mémoires qu'ils remirent à l'impératrice, fit découvrir que le principal motif de leur révolte était que les commandants des confins prétendaient les empêcher de faire parvenir leurs doléances à Vienne. Le feldmaréchal Neipperg reçut en conséquence l'ordre d'aller faire sur place une instruction approfondie. Il se rendit à Kanischa, où, dans l'intervalle, il avait massé des troupes, entendit les dépositions des intéressés et, par la sagesse de sa conduite, gagna si bien la confiance des habitants, qu'ils lui offrirent d'eux-mêmes d'arrêter et de lui livrer les véritables auteurs des troubles, s'il voulait bien ne pas amener ses troupes dans le pays. Ils tinrent ponctuellement parole, Neipperg ne crut cependant pas pouvoir se dispenser de faire tomber quelques têtes. Il fit droit à ce qu'il trouva de fondé dans leurs plaintes et, en repoussant le reste, il leur proposa, s'ils n'étaient pas satisfaits du système militaire qu'on leur avait imposé, de le transformer en organisation provinciale, comme celle des autres parties de la monarchie. Ils préférèrent à l'unanimité la continuation du système militaire.

Peu à peu les esprits surexcités se calmèrent sur les confins. La répartition de leurs habitants en régiments, les exi-

gences de l'uniforme et de la discipline militaire rencontrèrent de moins en moins de résistance, et lorsqu'éclata la guerre de Sept Ans, les réformes établies produisirent les plus heureux résultats.

Ce n'était pas assez de préparer à l'armée de bons officiers, des soldats disciplinés. Il fallait penser aux victimes de la guerre. Déjà l'empereur Charles VI, dans cet ordre d'idées, avait bâti à Pesth un grand hôtel des invalides, à l'entretien duquel avaient été affectées plusieurs fondations, dont la plus considérable, d'un rapport de 157,000 florins, était due au comte Georges Siechenyz, archevêque de Grann et primat de Hongrie. Diverses ressources avaient été réunies dans le même but, entr'autres le prélèvement d'un kreutzer par mois sur la paie du soldat. On avait cru pouvoir, à l'aide de cet ensemble de revenus, entretenir 4000 invalides, de fait il n'y en eut jamais plus de 2000. Tout officier invalide avait droit au logement, au sel et à la lumière, plus un traitement annuel de 200, de 150 ou de 100 florins, selon qu'il était capitaine, lieutenant ou enseigne. Le sous-officier touchait 9 kreutzers par jour, le caporal 6, le simple soldat 3 ; en outre chaque invalide avait droit à une portion de pain. Ils étaient répartis en compagnies et devaient, en temps de guerre, faire le service de garnison. Aussi continuaient-ils à faire leurs exercices militaires. Mais l'hôtel des invalides de Pesth était exclusivement affecté aux soldats de nationalité hongroise, belge ou lombarde. L'entretien des invalides originaires de la Bohême, de la Moravie, de la Silésie, de l'archiduché d'Autriche, de la Styrie, de la Carinthie, etc., retombait à la charge de ces provinces, qui tâchaient de s'en débarrasser le plus possible. C'est ainsi qu'à Vienne et à Gratz, on admettait dans les asiles de charité autant d'invalides que possible; on renvoyait les autres dans leurs foyers, où ils recevaient, aux dépens de

l'administration, quatre kreutzers par jour pour leur entretien. A mesure que les guerres se prolongeaient, le nombre des blessés ou mutilés devint si considérable, que cette charge, d'abord acceptée sans difficulté, devint écrasante, et que les provinces demandèrent avec instances d'en être allégées. En outre elles signalèrent cette criante injustice que tous les soldats, sans exception, devaient contribuer à l'entretien de l'hôtel des invalides de Pesth, alors que ce même hôtel était fermé aux soldats autrichiens ou bohêmes.

Marie-Thérèse essaya de porter remède à cette situation fâcheuse. Le directoire, à la tête duquel se trouvait le comte de Haugwitz, proposa de créer un système général des invalides embrassant toute la monarchie. Ce système devait entrer en vigueur avec l'année 1750, le nombre des invalides dut être provisoirement fixé à 6000, dont 2000 pour la Hongrie, 2000 pour la Bohême, 1000 pour la Moravie et 1000 pour l'Autriche. L'hôtel de Pesth demeurait appliqué à sa destination ancienne, un autre hôtel semblable serait construit à Prague et deux autres encore, de dimensions moins grandes, en Moravie et en Autriche. Le projet fut approuvé.

Il serait trop long de citer les nombreuses ordonnances nées de la sollicitude de Marie-Thérèse pour l'amélioration du sort du soldat, et la répression des abus dont il était trop souvent victime. Un exemple suffira. Il était de règle que les commandants de régiments ne pussent accorder de congé à leurs soldats que sous leur responsabilité personnelle. Il en résultait nécessairement que les colonels évitaient de donner des congés, même dans les cas les plus pressants, car le temps donné écoulé, si le soldat ne revenait pas, aucune excuse, fut-ce un acte de décès, n'était admise. Une seule voie restait donc au soldat pour obtenir un congé, celle de remettre au colonel une somme suffisante pour que celui-ci pût remplacer

le permissionnaire, en cas de non-retour. Mais quel est le soldat en mesure d'user de pareils moyens? Sur laproposition, faite par le conseil aulique de guerre,de décharger les chefs de corps, dans les cas graves et sérieux, de la responsabilité qui leur incombait, l'impératrice écrivit de sa propre main : « Il « serait dur de traiter ces braves gens comme des esclaves. « Je suis d'avis que plus on leur laissera de liberté, plus on « pourra se fier à eux. Comme sûreté, le dépôt de 40 florins « est suffisant. Je l'autorise, à condition simplement que, à « chaque revue, le commandant signale où et pour combien « de temps les non-présents sont absents,et prouve l'existence « en caisse de la somme déposée. »

Dans son zèle pour le bien-être du soldat et de l'officier subalterne, Marie-Thérèse pensa même à se constituer leur caisse de prévoyance. A l'occasion de la réunion à Vienne,d'un certain nombre de colonels,convoqués pour s'occuper d'affaires militaires, elle écrivit au comte Joseph Harrach, président du conseil aulique de guerre, le billet autographe suivant :

« Puisque les colonels sont encore ici,je vous prie d'exami- « ner avec eux,s'il ne serait pas avantageux de faire faire quel- « qu'épargne aux officiers, et je crois en vérité, qu'il ne leur « paraîtrait pas trop dur qu'on leur retînt le supplément « qu'ils reçoivent, jusqu'à ce qu'ils eussent dans la caisse, un « capitaine 400 florins, un lieutenant 200 florins, un enseigne « ou porte-drapeau 150 florins, après quoi on leur laisserait « toucher tout ce qui revient. Cet argent servirait uniquement « à payer leur équipage de campagne ; en cas de mort ou de « sortie du service, la caisse du régiment leur rembourserait à « eux ou à leurs héritiers ce qui leur revient. »

Le conseil aulique de guerre adopta cette proposition, très sage assurément, mais qui dut être médiocrement accueillie du plus grand nombre des intéressés.

L'impératrice ne craignit pas d'entrer dans les plus menus détails. C'est ainsi qu'elle voulut que le service personnel des officiers fût fait, non par des soldats en activité, ce qui ôte à l'armée bon nombre de ses membres actifs et constitue l'État en perte, mais par des invalides. Notons en passant que l'ordonnance publiée à cet effet défend aux officiers de bâtonner leurs ordonnances. C'est tout un trait de mœurs.

Mue par le désir de supprimer le duel, alors trop commun entre militaires, elle le défendit sous des peines telles, que le but fut dépassé et manqué. Le décret promulgué contre les duellistes frappait de la peine de mort quiconque prenait part au duel, les témoins comme les combattants, même si aucun de ces derniers n'était blessé.

L'impératrice tenait la carrière militaire en grande estime et affection. Le comte de Podewils, ministre prussien, assure lui avoir souvent entendu dire que, sous son règne, le moyen unique de faire fortune était de porter l'épée. Elle invitait à la table impériale, sans distinction de naissance, les officiers de service près d'elle, et gagnait les soldats par sa générosité, car elle ne passait guère devant son corps de garde sans jeter à ses habitants de passage, quelques ducats. « Aussi, ajoute « Podewils, est-elle chérie des troupes, dont l'entier dévoue- « ment lui est d'ailleurs acquis à cause du courage qu'elle a « montré dans ses plus grands malheurs. Il est certain qu'elle « a eu un jour l'intention très sérieuse de se mettre elle-même « à la tête de son armée. »

Toutefois, si forte que pût être sa prédilection pour l'armée, elle sut toujours garder de justes bornes. Une commission militaire lui ayant un jour exprimé le vœu que la présidence des commissions mixtes, chargées d'organiser les logements, la nourriture, le transport des troupes dans les diverses provinces, fût donnée au général commandant, elle s'y opposa

avec fermeté : « Personne, dit-elle, n'est plus portée que moi « à combler l'armée de faveurs et de distinctions, mais lui « accorder la présidence de ces sortes de commissions n'est « pas admissible. »

Rien ne fait plus d'honneur à Marie-Thérèse que les termes de la décision prise par elle, sur les propositions de la commission militaire chargée de déterminer les peines à appliquer aux excès perpétrés par les soldats. Cette commission s'était plainte très vivement de ce que, d'après le nouveau projet de règlement préparé par ordre de l'impératrice, la moindre violence entraînait pour l'officier, la perte du grade, pour le soldat un châtiment corporel très dur. De plus, l'impératrice avait exigé que chaque plainte contre des soldats, fût d'abord adressée au capitaine de la compagnie à laquelle le coupable appartenait, puis au colonel du régiment. Si aucun des deux ne donnait immédiatement satisfaction convenable, l'affaire serait portée devant le général-commandant qui était tenu de la résoudre de concert avec l'autorité locale, à la satisfaction de l'offensé. En cas de divergence entre le général-commandant et l'autorité locale, la décision appartenait à l'impératrice elle-même.

La commission militaire crut voir, dans ce projet de règlement et dans la menace de châtiments sévères, un sujet d'inquiétudes graves pour le service militaire. Elle fit observer à la souveraine que lorsque le paysan serait informé par la publication de ces règlements que, « chaque petite misère » serait punie par la privation du grade ou par un châtiment corporel très dur, il en deviendrait « insolent », ferait mille difficultés aux soldats en quartier dans sa localité, et que ces derniers en « perdraient tout courage » et seraient entraînés par là-même aux querelles et aux abus qu'on voulait éviter.

Marie-Thérèse traça de sa main la remarquable réponse que voici :

« Les innocents n'ont pas à se plaindre, les coupables ne « peuvent être assez punis, car je n'admets pas un moment « qu'un fauteur d'excès demeure digne d'appartenir à un « corps aussi vénérable, qui doit être le rempart du pays. « L'honneur du militaire exige donc que le coupable soit « sévèrement puni et qu'on ne lui prête ni aide, ni protection. « Je suis la mère du soldat et du paysan, ils me sont tous « deux également chers, dès que chacun reste dans les limites « de son droit et de son devoir.

« Je maintiens ma décision. »

L'impératrice ne tolérait pas plus les brutalités du soldat en pays ennemi que chez elle. On en peut voir la preuve par sa conduite envers François Von der Trenck. En Bavière, à Cham surtout et enfin en Silésie, le chef des Pandours avait commis les plus atroces barbaries. Les villes de Landshut, de Hirschberg, de Schmiedeberg et autres avaient effroyablement souffert de ses violences et de ses pillages. Si énergiques et si criantes furent les plaintes contre lui que Marie-Thérèse ordonna une enquête par la justice militaire. A la suite de cette information, Von der Trenck fut condamné à mort. L'arrêt produisit une vive et profonde sensation. De tous côtés on multiplia les démarches et l'agitation en sa faveur, principalement dans la classe à laquelle il appartenait. Le plus zélé de ses protecteurs fut le prince Charles de Lorraine. Charles sentait fort bien en effet que la responsabilité des crimes que Von der Trenck allait expier, retombait en bonne partie sur lui, qui, en sa qualité de commandant en chef, avait fermé les yeux sur les fortaits odieux commis par ce partisan. Le prince Charles gagna d'abord son frère l'empereur, et tous deux réunis assiégèrent Marie-Thérèse d'instances pour obtenir sinon la grâce entière du coupable, au moins une commutation de peine. Ils évoquèrent les services rendus

et les devoirs de la reconnaissance due à ses actions d'éclat.

On lira avec intérêt les considérations que le grand chancelier d'alors, comte d'Ulfeld, à qui l'impératrice avait demandé un rapport, lui présenta sur toute l'affaire. Elles constituent un magnifique témoignage, tant de la courageuse franchise de ce haut fonctionnaire, que de la ferme volonté de l'impératrice d'imposer à ses conseillers intimes l'obligation de lui faire entendre la vérité, rien que la vérité. « Je consi-« dère comme un devoir, écrivit Ulfeld, de faire remarquer à « Votre Majesté que bien des fautes de ses augustes prédéces-« seurs ont leur origine dans leurs plus grandes vertus. Ils ont « souvent poussé ces dernières si loin qu'il en est résulté les « plus graves inconvénients. A l'époque où le sentiment reli-« gieux et la piété étaient les qualités recherchées tout d'abord « à la cour de Vienne, le cardinal Bonvisi disait que l'on appe-« lait toujours à Vienne les plus pieux pour se hâter de leur faire « manquer leur salut, car on les appliquait constamment à des « choses qui les jetaient au beau milieu des intrigues du monde « et ne tardaient pas à les rendre infidèles à leurs anciens prin-« cipes de piété. C'est ainsi que l'auguste père de Votre « Majesté, l'empereur Charles VI, poussa si loin la reconnais-« sance envers les Espagnols qu'il se ruina par ses libéralités « à leur égard, et qu'il ne lui resta pas même le moyen de « payer les troupes chargées de défendre les royaumes de « Naples et de Sicile, dont les revenus étaient entièrement « absorbés par les Espagnols, cause pour laquelle ces deux « royaumes se perdirent aux premières attaques de l'ennemi, « tandis qu'après comme avant, les Espagnols restèrent à la « charge de la maison d'Autriche.

« Ainsi encore, c'est par pure reconnaissance que l'empe-« reur et le prince, son frère, s'emploient avec tant d'instances « en faveur de Von der Trenck. Les choses ont été poussées

« si loin que l'empereur fit appeler l'auditeur qui avait pour-
« suivi le procès de Von der Trenck, et lui a fait entendre
« qu'il trouvait très extraordinaire que lui, l'auditeur, se fût
« permis de requérir la peine de mort. D'où il résulte que
« très peu de magistrats oseront à l'avenir condamner à mort
« un homme qu'un empereur aura déclaré d'avance inno-
« cent.

« C'est sans doute un devoir de conscience pour Votre
« Majesté de ne pas permettre qu'un seul innocent soit con-
« damné. Mais la conscience de Votre Majesté ne lui permet
« pas davantage de tolérer qu'un juge fausse son jugement,
« sous la pression de considérations humaines, pour obéir à
« la volonté de Votre Majesté ; Votre Majesté peut changer la
« loi, mais tant que la loi subsiste, elle doit demeurer la règle
« invariable de tout arrêt judiciaire. »

Bartenstein se prononça dans le même sens qu'Ulfeld.
« On ne peut douter un instant, dit-il, de la justice de la
« condamnation prononcée. Personne ne contestera non plus
« le droit de grâce de l'impératrice, mais il n'est pas possible
« de lui conseiller d'en user pour aller plus loin que la com-
« mutation de la peine de mort en détention perpétuelle. »

Repoussés en conséquence, les amis de Trenck recoururent, en désespoir de cause, à de nouveaux expédients. Quelques doutes s'étaient élevés sur la véracité de certains témoins. Ils en firent grand état et, à force de démarches, obtinrent que le procès fût revisé. A titre de faveur spéciale, Trenck fut autorisé à se faire défendre par un avocat en renom, le docteur Perger. D'autre part, le prince Charles fit une déposition, à la vérité très favorable à Trenck.

Finalement Trenck fut condamné à la perte de ses dignités et grades militaires et à la réclusion à vie dans la forteresse de Spielberg, près de Brünn. On lui attribua toutefois un

ducat par jour pour son entretien et on lui permit d'avoir un domestique.

Trenck resta deux ans au Spielberg. Il obtint quelques allègements, il put écrire et entretenir des relations avec les capucins de Brünn. La chronique du couvent le vante comme un homme richement doué par la nature du côté de l'intelligence. Grâce à l'influence de ces religieux, il réussit à faire bâtir, aux pieds du Spielberg, une chapelle qui, sous Joseph II, servit de demeure à un douanier. Son testament prouve qu'il était pénétré du repentir de ses fautes. Par une disposition spéciale, il fonda un hospice destiné plus particulièrement aux personnes qui pourraient prouver qu'elles avaient été ruinées ou jetées dans la misère pendant ces dernières guerres, à Cham ou dans la banlieue de cette ville. C'est là en effet que Trenck, au temps de la guerre de succession bavaroise, avait exercé ses plus cruels ravages.

Trenck mourut le 4 octobre 1749 et, selon sa dernière volonté, fut enterré trois jours après, revêtu de la bure des capucins, dans leur caveau et au milieu des frères de l'ordre.

CHAPITRE DIXIÈME.

SOMMAIRE. — État de l'instruction publique. — Les réformes. — Le R. P. Parhamer. — Bataillons scolaires. — Les gymnases. — Von Swieten. — L'Université de Vienne. — Tentative de fondation d'une Académie des Sciences.

S'IL faut en croire les historiens autrichiens eux-mêmes, l'instruction publique,dans les pays héréditaires de l'Autriche, était dans l'état le plus déplorable. Plus que tout autre élément de progrès et de prospérité, elle demandait d'urgentes et profondes réformes. A peine pouvait-on apprendre, dans les écoles primaires, les premières notions de la lecture, de l'écriture et du calcul : l'éducation intellectuelle faisait absolument défaut. L'ignorance et la grossièreté régnaient sans partage dans les classes inférieures de la population des villes et des campagnes, dominées par des préjugés absurdes et d'incroyables superstitions. La sévérité des ordonnances et des placards publiés pour la répression des scandales qui se commettaient journellement dans les jeux et les réjouissances populaires, était inefficace contre la gravité du mal. Les châtiments étaient parfois singulièrement choisis, car les coupables étaient incorporés de force dans l'armée ou jetés en prison. L'église même n'était pas respectée et, dans la partie de l'Autriche au-dessus de l'Ems, il fallut interdire au clergé de marier devant l'autel les jeunes filles qui se présenteraient sans une toilette convenable.

Le tableau est singulièrement chargé. L'emploi de ces noires couleurs a pour but évident de faire ressortir avec plus d'éclat, le côté soi-disant « libéral » des réformes successive-

ment appliquées par Marie-Thérèse et Joseph II. Si paysans et citadins avaient été tels que ces auteurs les représentent, il serait impossible de s'expliquer les vertus éminentes qu'ils déployèrent pendant les longues guerres du règne de Marie-Thérèse, leur patience et leur dévouement aux heures de l'épreuve, leur généreuse fidélité à la reine, leur constance dans l'adversité. L'esprit de sacrifice ne s'éveille et ne grandit que dans les âmes épurées par les enseignements de la foi et du renoncement chrétien.

Les intentions des agents réformateurs étaient sans doute bonnes. Mais leur zèle, malheureusement trop imprégné des tendances anti-chrétiennes du siècle, confondit, sous le nom de préjugés, quelques abus avec les légitimes croyances des populations. Emportés par les préventions de leur suffisance, ils se crurent en droit d'user de force pour vaincre les résistances et manquèrent le but. Le sabre, le fouet et le bâton peuvent imposer silence, mais leur force de convaincre est nulle. Aussi la lutte fut-elle chaude, parfois violente et presque toujours impuissante. Les missionnaires des réformes s'attachèrent surtout à détruire les superstitions. Ils eurent le tort de prétendre les extirper du jour au lendemain, et celui plus grave encore de se poser en définiteurs infaillibles de la vérité et de l'erreur. C'est ainsi qu'ils s'arrogèrent le droit de faire enterrer les corps des suicidés dans les cimetières catholiques, de sévir contre les répugnances invincibles que la foule attache aux métiers de bourreau et d'écorcheur, d'assimiler à la foi aux sorciers et aux devins la croyance chrétienne aux démons, aux possessions et aux êtres inférieurs invisibles. En 1755, le clergé de Moravie, pour faire cesser l'agitation causée dans le pays par le bruit que certains cimetières étaient hantés par des vampires, ayant ordonné de déterrer et de brûler les corps déposés dans ces asiles de

la mort, Kaunitz saisit l'occasion pour faire signer par Marie-Thérèse une ordonnance, prescrivant que toutes les causes où il serait question de spectres, de sorcières ou de chercheurs nocturnes de trésors, seraient, après instruction approfondie, soumises à la décision de l'impératrice même; en cas de découverte d'une tromperie quelconque, les accusés devaient être châtiés sans pitié. Ces mesures eurent si peu de succès que, en 1766, il fallut publier un nouveau décret très sévère contre les désordres amenés par les communications avec les charmeurs et les sorcières.

Marie-Thérèse avait le jugement trop droit pour ne pas reconnaître que de pareils maux se guérissent moins par la rigueur des châtiments que par les progrès de l'éducation populaire et la diffusion de l'instruction. On voit pointer quelques prodrômes de cette conviction nouvelle dans l'ordonnance générale statuant qu'à l'avenir, on devra rechercher des maîtres d'écoles convenables et suffisamment expérimentés, ainsi que dans le règlement scolaire promulgué, en avril 1747, pour le Tyrol. Çà et là apparurent encore quelques mesures relatives à l'amélioration des écoles primaires, comme l'ordre d'introduire dans toutes les écoles des livres d'instruction nouveaux et uniformes, comme aussi le décret recommandant plus de sollicitude pour l'enseignement de la langue tchèque, à côté de celui de l'allemand. Mais c'est surtout pendant les dix dernières années de sa vie, que l'impératrice déploya sur ce terrain, une véritable activité.

Après la guerre de succession, elle s'attacha spécialement au développement et à l'amélioration des instituts destinés à l'éducation des classes moyennes et à la formation intellectuelle de la jeunesse. Le plus important de ces établissements était le grand orphelinat de Rennwege, dirigé par François Marxer. L'état déplorable dans lequel il était tombé,

donna lieu à tant de plaintes que Marie-Thérèse ordonna, en 1750, une enquête et en confia le soin à une commission présidée par le comte François Esterhazy. Le rapport de la commission fut désastreux pour l'institut et son directeur. La malpropreté régnait partout, notamment dans les dortoirs. Les lits étaient si étroits qu'à peine un enfant pouvait s'y tenir, et néanmoins chaque lit devait suffire à deux élèves. Pour le service de 300 enfants, il y avait huit femmes, qui naturellement étaient insuffisantes pour entretenir dans un état convenable de propreté, salles, classes, dortoirs, linges, vêtements, etc. Deux instituteurs étaient chargés d'enseigner ce monde d'enfants. L'impératrice prit des mesures immédiates pour mettre fin à cette lamentable situation. Elle mit à la tête de l'institut un homme des plus distingués, le jésuite Ignace Parhamer.

Missionnaire infatigable, très estimé dans tous les états héréditaires, qu'il avait parcourus en semant partout la bonne parole et où ses prédications avaient produit les plus heureux fruits, le Père Parhamer avait fini par se vouer à l'instruction religieuse des enfants de Vienne et des environs. Il érigea une confrérie spéciale pour la diffusion de la doctrine chrétienne, sur les listes de laquelle Marie-Thérèse, son impérial époux et leurs enfants se firent gloire de s'inscrire. L'exemple parti de si haut eut une foule d'imitateurs et procura au Père Parhamer des ressources abondantes. Une autre foule, celle des enfants, accourut autour du dévoué religieux et s'accrut au point qu'elle atteignit le chiffre incroyable de 16,000. Parhamer eut l'idée de les répartir en compagnies et en pelotons. Un jour il mena ainsi une armée de 2,000 enfants à Laxenbourg, et les présenta à l'impératrice. Il leur fit passer un petit examen sur la doctrine chrétienne. Marie-Thérèse combla de

cadeaux ceux qui avaient le mieux répondu et remercia le Père Parhamer dans les termes le plus gracieux.

Qui se douterait que le premier et véritable créateur de nos bataillons scolaires, si chers aux Loges, est un jésuite?

Le P. Parhamer était naturellement désigné à l'attention de l'impératrice pour prendre la direction de l'orphelinat. Dès son entrée en charge, il y introduisit son organisation militaire et les exercices de guerre. A cette époque, le système souleva de vives critiques, car, moins encore que de nos jours, on était alors porté à faire jouer les enfants au soldat. Mais ceux-là même qui ont le plus blâmé les bataillons scolaires de l'excellent Père Parhamer, se sont plu à reconnaître les grandes et heureuses améliorations apportées par lui dans l'orphelinat, et l'un d'eux ne peut assez le louer de l'ordre et de la merveilleuse propreté qu'il sut faire régner dans tout l'institut.

Les établissements d'enseignement secondaire, c'est-à-dire les gymnases, étaient alors régis par le statut de Charles VI, promulgué en 1735. Ils étaient tenus convenablement. Il paraît qu'on y admettait, à titre de professeurs, des jeunes gens insuffisamment formés ou à peine sortis de l'adolescence. Un règlement nouveau prescrivit de ne confier de chaires qu'à des hommes possédant de sérieuses et réelles connaissances. On exigea avant tout qu'ils connussent à fond le latin et qu'ils parlassent l'allemand sans faute. On décida que les professeurs des deux classes supérieures des humanités y seraient constamment maintenus, en vue de la plus grande culture littéraire qu'exigeait l'enseignement de ces classes, au lieu de recommencer leurs cours par la plus basse division du gymnase comme le voulait l'usage. Dans le but de faciliter la marche ascensionnelle des bons élèves et d'empêcher qu'elle ne fût arrêtée par les plus bornés ou les plus paresseux, on créa des examens de passage, où ne pouvaient se présenter

que les jeunes gens sachant parler et écrire passablement l'allemand et le latin. Le cours de première année était suivi d'un examen spécial, et tout élève qui n'obtenait pas la moyenne des points était congédié. D'autres examens semestriels furent institués pour toutes les classes des gymnases, non pas seulement afin de constater le travail des bons élèves et de donner occasion de se débarrasser des paresseux, mais afin de maintenir la jeunesse dans une crainte et une attention salutaires. Les professeurs furent tenus d'observer scrupuleusement le statut de 1735, de ne pas surcharger les élèves d'exercices de mémoire et de les habituer à la réflexion. Dans la cinquième classe, les élèves apprenaient l'allemand, le latin, le grec et la géographie, dans la sixième ils avaient en plus l'arithmétique. Les vacances ne pouvaient commencer avant le 21 septembre et finissaient avec le dernier jour d'octobre.

Telles furent, en substance, les dispositions du règlement du décret que l'impératrice adresse le 25 juin 1752, au recteur de l'Université de Vienne, pour être appliqué dans les gymnases placés sous sa surveillance. Trois jours plus tard, il fut envoyé au Père provincial de la congrégation des bonnes écoles et aux Piaristes, qui possédaient des gymnases à Vienne, à Harn, en Basse-Autriche, en Moravie, en Styrie et en Bohême.

Précisément à la même époque, apparaissent les premiers efforts tentés pour la fondation d'établissements analogues aux écoles professionnelles de nos jours. A l'occasion de la patente de métiers promulguée pour la Moravie, l'impératrice invita le bureau des métiers et des fabriques à créer, sans retard, dans ce même pays, des écoles d'apprentissage mécanique. En conséquence, l'inspecteur des manufactures, Prokop de Rabstein, soumit à l'impératrice le projet d'établir successivement dans les différents centres industriels de l'Autriche,

à Brünn, sous la direction des jésuites, à Nikolsburg, sous celle des Piaristes, à Chmütz, à Znaïm, etc., des établissements destinés à mettre les corps de métier en état de se perfectionner dans la pratique, au moyen d'un enseignement technique comprenant la géométrie, la physique, la mécanique, le dessin, la tenue des livres, la correspondance commerciale, les notions indispensables au négociant, et la géographie.

Marie-Thérèse adopta le plan le 26 août 1752 ; mais elle voulut que, avant de mettre la main à l'œuvre, les livres d'instruction nécessaires fussent composés et imprimés. Ce travail fut confié aux Jésuites et aux Piaristes. Toutefois l'impératrice stipula que l'élément laïque eût sa part de professeurs dans les nouvelles écoles à ouvrir.

Ce projet était assurément digne d'éloges. Malheureusement il demeura à l'état de lettre morte. Il n'en est resté que le souvenir des idées de laïcisation qui commençaient à poindre dans l'esprit des conseillers de Marie-Thérèse.

« Les études ici ne donnent pas grand résultat et fourmillent de lacunes », écrivait Marie-Thérèse en 1752, à l'un de ses confidents, le conseiller aulique de Doblhoff, en faisant allusion à l'Université de Vienne. Sa préoccupation constante était d'y faire progresser l'enseignement et elle fut singulièrement secondée dans ce noble souci par un homme de grand mérite, mais profondément imbu de ce qu'on appelait déjà « les idées modernes », nous voulons parler du médecin de l'impératrice, Gérard Van Swieten.

Van Swieten était né à Leyde, le 7 mai 1700, et avait fait ses premières études à Louvain. Il les acheva à Leyde, sous la direction de Boerhave. Il y enseigna ensuite comme professeur avec un tel succès, que la jalousie de ses collègues le fit chasser de sa chaire sous prétexte qu'il était catholique. Ce

qui lui avait nui à Leyde le recommanda à Vienne, où Marie-Thérèse songea à l'appeler dès 1744. La malheureuse issue de la maladie de l'archiduchesse Marianne, sa bien-aimée et unique sœur, dont Van Swieten était le médecin ordinaire, n'altéra en rien les dispositions de l'impératrice. Les intrigues ourdies contre lui échouèrent et la lettre qu'elle lui adressa après le douloureux événement, lettre dans laquelle elle lui témoigne à deux reprises son désir de le voir se fixer à Vienne, est une nouvelle preuve de ses magnanimes sentiments.

Van Swieten, en arrivant à Vienne, fut nommé à la fois médecin de l'impératrice et de sa famille, préfet de la bibliothèque aulique et professeur à la faculté de médecine. En cette qualité il fit un cours de deux ans ; la première année il enseigna la physiologie et l'anatomie, la seconde, la pathologie et la science des remèdes. Autant il obtint de sympathie chez ses élèves, autant il rencontra de jalousie chez ses collègues. Déjà au lit de mort de l'archiduchesse Marianne, il avait trouvé dans le médecin Engel, un détracteur acharné. Marie-Thérèse lui avait écrit à Bruxelles qu'il ne devait prendre nul souci de l'inimitié d'Engel, elle le protégea de même alors contre les envieux. Toutefois les circonstances amenèrent Van Swieten à insister, lorsqu'il s'agit d'introduire des réformes dans l'enseignement médical, pour qu'on ne se contentât pas d'améliorer la méthode d'enseignement, mais pour que le corps professoral fût complètement transformé et soumis sérieusement à l'autorité supérieure.

L'impératrice l'avait chargé de préparer un projet de réorganisation des études médicales. Il se mit de suite à l'œuvre et travailla avec la décision que devaient lui inspirer la conscience de sa propre supériorité et la certitude de la protection impériale. Avant tout il exigea que Marie-Thérèse désignât quelqu'un qui, en son nom et avec pleine indépen-

dance de la faculté, présidât à tous les examens, aux promotions de docteurs et au choix des doyens. Il signala comme un abus la nomination des professeurs par le consistoire et voulut la remettre à la volonté de l'impératrice elle-même. Il augmenta notablement le traitement des professeurs à nommer. Enfin il conseilla de supprimer la juridiction spéciale de l'Université. Si l'on ne voulait pas la supprimer, au moins devait-on la restreindre aux membres effectifs des facultés et ne pas tolérer qu'elle continuât à s'étendre sur leurs femmes, leurs enfants et leurs domestiques : de là venait, en effet, que le sénat académique s'assemblait deux fois par semaine pour s'occuper des querelles des domestiques et des professeurs.

Les propositions de Van Swieten pour la réorganisation de la faculté furent accueillies, lui-même fut nommé directeur et une protestation de la faculté, rejetée. Van Swieten avait, pour ne mentionner qu'un point de cette protestation, un argument terrible à opposer aux prétendus succès que l'ancien système d'études avait obtenus, au dire de la faculté : à savoir que sur 600 enfants traités à l'hôpital civil, 580 y étaient morts.

Pas un article de la protestation ne trouva grâce devant l'impératrice. Elle suivit en tous points les vues de Van Swieten. Sa confiance dans l'éminent médecin était telle qu'elle remit entre ses mains, non seulement la direction de la faculté de médecine à l'Université, mais encore celle de tout l'ordre médical en Autriche. Elle établit même que pas un médecin ne pourrait être investi de fonctions officielles quelconques, sans l'approbation de Van Swieten et sa propre agréation.

Trois ans après le remaniement de la faculté de médecine, vint le tour des facultés de théologie et de philosophie. Toutes deux furent placées sous le protectorat de l'archevêque

Trautson, le système d'enseignement subit aussi une complète transformation. Chacune des facultés reçut à sa tête un directeur, pris dans la Compagnie de JÉSUS ainsi que les examinateurs. L'ancienne méthode scholastique, adoptée autrefois dans le but de limiter l'influence exclusive des religieux, à cause de leur dépendance de leurs supérieurs, fut abandonnée. Mais, chose étrange, les professeurs nouveaux se trouvèrent, par suite des règlements tout aussi nouveaux, réduits au rôle de lecteurs des livres d'instruction imprimés, sous prétexte d'empêcher des abus de parole !

On sent vibrer dans la volonté dirigeante de toutes ces réformes un souffle de césarisme et de statolâtrie, qui contraste, il est vrai, avec la renommée faite à Marie-Thérèse par ce que le comte de Maistre appelait la conspiration de l'histoire, mais qui n'en pénètre pas moins jusqu'aux plus minces détails des corps réformés, et les ligotte dans leurs règlements. L'apparence est belle, la façade attrayante de nouveauté, par contre l'aménagement intérieur, dépouillé d'air et de vie, est morne, sombre et désolé. Sans doute, les différents services des institutions nouvelles marchent avec la régularité d'une horloge, car le mécanisme est savant et dissimulé sous des mots trompeurs, mais tout ce qui sort de ces usines à docteurs est frappé à la marque exclusive de l'État, est atteint d'anémie morale, faute d'avoir été nourri et abreuvé aux véritables sources de la liberté chrétienne. L'État s'y approvisionne de fonctionnaires et de bureaucrates, et rares seront les caractères qui en sortiront.

De toutes les facultés, celle de droit fut la plus frappée au timbre de l'État. Marie-Thérèse voulait que les études juridiques à l'université de Vienne fussent poussées à une telle hauteur, qu'aucune autre université de l'Europe ne pût se vanter d'avoir des professeurs de droit plus éminents. Elle crut atteindre ce

but en réduisant le programme de la faculté de droit aux branches purement juridiques et à l'histoire; elle prétendait n'y donner de chaire qu'à des savants distingués,déjà célèbres par leurs cours ou choisis parmi les magistrats. De là,comme conséquence naturelle, l'idée d'attacher aux chaires de hautes positions officielles ou sociales et de gros traitements. Il fut question de leur donner le titre de conseiller aulique ou tout au moins de conseiller de régence, et leur traitement devait monter par degrés successifs de 2000 à 4000 florins.

Ces projets, circonstance remarquable, rencontrèrent la plus vive opposition chez les plus intéressés et l'appui d'un prince de l'Église.Le professeur Jean de Bourguignon,appelé de Prague à Vienne pour occuper le poste de directeur des études et promu au rang de conseiller aulique, fit, paraît-il, obstacle à ce que ses collègues eussent les mêmes honneurs et avantages. On lui attribue d'avoir dit « que les traitements exagérés ne font que des paresseux ».L'archevêque Trautson, prélat éminemment courtisan, combattit cette assertion. Il fit valoir d'une part que le titre de conseiller de cour impérial était au-dessus de simple conseiller de cour électoral, de l'autre, que pour déterminer des savants distingués à quitter leur position acquise pour venir se fixer à Vienne, il fallait nécessairement leur faire un pont d'or. Leur donnât-on dix mille florins, ajouta-t-il, rien ne se justifierait mieux, attendu qu'un professeur digne de ce traitement amènerait dans le pays plus de dix mille florins, par la foule d'étudiants qui accourraient pour entendre ses leçons. L'impératrice partagea cet avis.

Au début, cependant, l'université administrait elle-même ses revenus. Ce reste d'indépendance ne tarda pas à disparaître. En juillet 1753, l'impératrice ordonna que les comptes de l'université seraient soumis au gouvernement par l'arche-

vêque. Trois mois plus tard, administration et mouvement de fonds furent remis à l'État. Les biens-fonds de l'université furent vendus, et les revenus des fondations passèrent aux mains de l'État, qui se chargea de fournir aux dépenses par voie de budget. Enfin à la suite de diverses modifications dans les règlements et de la mort de Trautson, survenue en 1757, la place de protecteur des études fut supprimée et la direction de l'université transférée au grand-chancelier de Haugwitz et au chancelier comte Jean Chotek.

Marie-Thérèse couronna son œuvre par la construction du palais de l'université qui ne coûta pas moins de 280,000 florins ; il fut achevé en 1755 et inauguré avec une solennité extraordinaire le 5 avril 1756.

Le savant historien de Marie-Thérèse, le chevalier d'Arneth, grand admirateur de cette princesse, ne laisse pas de reconnaître que, dans ses créations et réformes, elle fut moins guidée par le culte de la science, culte qu'elle ne comprenait guère, que par des considérations politiques ou économiques. Sa sollicitude pour l'éducation populaire puisait sa source dans sa piété et visait surtout la moralisation des populations, d'où le bien-être pour elles et la richesse pour l'État. En ce qui concerne les écoles secondaires et les universités, elle ne les voyait que comme d'utiles pépinières d'ecclésiastiques, de médecins, d'avocats, dans la mesure des besoins de l'époque, et de fonctionnaires. C'est le même ordre d'idées qui la conduisit à créer une nouvelle institution, destinée à fournir à la noblesse autrichienne et particulièrement à la partie la moins riche de cette noblesse, la possibilité de former ses fils au service de l'État. Nous voulons parler du Theresianum.

Elle affecta à cette fondation le séjour préféré de Charles VI, la Favorite, château de plaisance situé dans l'intérieur des fortifications de Vienne. N'y étaient admis que les fils

de familles nobles, ayant bien mérité de la maison d'Autriche. Les jeunes gens étaient autorisés à s'approcher de temps à autre de l'impératrice, et cette princesse promit de visiter souvent l'établissement et d'honorer de sa présence les examens solennels. La haute surveillance fut confiée au grand chambellan, comte Khevenhuller, la direction proprement dite, aux Jésuites. L'un d'eux, le R. P. Debiel, fut le premier recteur. Chacun d'eux recevait 400 florins par an pour son entretien. En outre, l'impératrice décida de doter la maison de deux professeurs de droit en renom aux frais du trésor public, d'un troisième professeur chargé d'enseigner les principes d'une « solide culture agricole » et d'un habile ingénieur. Les autres branches d'instruction étaient réservées à des jésuites appartenant aux provinces autrichiennes, sauf les langues étrangères pour lesquels on ferait venir, aux frais du Trésor, des Pères étrangers. L'impératrice s'attribua aussi la nomination et le traitement des maîtres d'escrime, de danse et d'équitation. Elle fit transporter au Theresianum la bibliothèque de Garelli, achetée par l'État, et y ajouta une somme de 10,000 florins dont les revenus devaient être employés à l'acquisition de nouveaux livres. Elle créa 10 bourses de 500 florins par an. Pour y avoir droit, il fallait déjà avoir passé les basses classes, joindre « un esprit gai à un talent éprouvé », pour que les obtenteurs pussent être employés utilement plus tard au service de l'État, ou des provinces.

Leurs études achevées, les jeunes élèves étaient libres d'indiquer la partie du service à laquelle ils désiraient être attachés.

Le grand intérêt que l'impératrice portait au bien public, l'amena à fonder, en 1754, un autre institut, l'académie des langues orientales. Depuis longtemps l'importance et les nombreuses relations de commerce, d'industrie et de transport de l'Autriche avec la Turquie, aussi bien que les rapports diplo-

matiques, avaient fait sentir la nécessité d'apprendre les langues orientales à des jeunes gens capables de servir d'interprètes de confiance entre les deux pays. Car autrefois ces indispensables auxiliaires étaient empruntés aux familles grecques établies en Turquie, et, si leur science linguistique ne laissait rien à désirer, il n'en était pas de même au point de vue de la fidélité et du désintéressement. Pour parer à cet inconvénient, on avait fondé à Constantinople une école de langues, placée sous la haute surveillance de l'internonce impérial. L'établissement ne répondit pas à ce qu'on en attendait. Les élèves, mal surveillés, s'occupèrent de tout autre chose que de ce qu'ils devaient savoir. On ne tarda pas à le transférer à Vienne, sous les yeux de la cour.

C'est encore un jésuite qui traça les règlements de la jeune académie. Il en reçut la direction et remplit à merveille sa mission.

Il fut un moment question de créer une académie des sciences. Cinquante ans auparavant, on l'avait déjà discutée. Elle fut reprise par un savant allemand, M. de Gottschedt, philologue éminent, qui a rendu à la langue allemande de grands services. Or Marie-Thérèse, tout en sachant et en écrivant le français infiniment mieux que son mari et son beau-frère, Charles de Lorraine, aimait passionnément sa langue maternelle. Gottschedt, déjà célèbre alors par ses travaux et, par conséquent, sympathique à l'impératrice, étant venu à Vienne, trouva à la cour l'accueil le plus brillant.

On sait combien est sensible un amour-propre de savant et surtout d'écrivain. Celui de Gottschedt fut si délicieusement caressé, qu'il se livra aux rêves les plus flatteurs. Le philologue se vit déjà d'avance professeur à l'université de Vienne, président de la future académie des sciences, voire précepteur des enfants impériaux. L'excès de ses illusions ne

lui permit pas de réfléchir qu'un obstacle insurmontable s'élevait entre lui et l'objet de ses rêves. Il était protestant et aussi incapable de changer de religion par intérêt que Marie-Thérèse de l'y convier. Forcé de retourner à Leipsick, comblé de gracieusetés, mais fort peiné de ses déceptions, il ne désespéra pas entièrement et, de Leipsick, il envoya un projet de création d'une académie des sciences, calquée sur le modèle de celle de Paris, à la princesse de Trautson, accompagné d'un poème en l'honneur de Marie-Thérèse. Le comte Jean Guillaume Trautson était alors second grand-maitre de la cour et la princesse, sa femme, en grande faveur auprès de l'impératrice. L'intervention de cette dame ne paraît pas cependant avoir eu quelque résultat, car Gottschedt reçut peu après, et trop tôt pour le reste de ses illusions, la nouvelle que le comte de Haugwitz, pour certains motifs non indiqués, ne jugeait pas le projet réalisable.

Toutefois l'idée de Gottschedt avait laissé quelques germes féconds dans l'esprit de Haugwitz, car ce dernier envoya vers le même temps, à un autrichien ami des sciences, à Olmutz, le baron Joseph de Petrasch, l'invitation d'étudier un plan de fondation d'une académie.

Peu d'années auparavant, Petrasch avait établi à Olmütz une « *Societas eruditorum incognitorum in terris austriacis* », qui ne devait pas manquer d'originalité. Peut-être dut-il à cette circonstance la marque d'attention de Haugwitz. Désireux d'y répondre galamment, il envoya, dès janvier 1750, le projet demandé, à Haugwitz. D'après ses idées, l'académie était partagée en deux sections. La première comprenait la philosophie et les sciences naturelles, la seconde les beaux-arts, les langues, le droit, l'histoire et la géographie. Le nombre des membres de l'académie ne pouvait dépasser trente, et, autant que possible, la présidence devait être donnée à un

membre de la noblesse. Chaque section avait son secrétaire. Les professeurs d'histoire, de philosophie et de quelques branches de droit, devaient tous être académiciens. Le but de l'institution était le progrès et la diffusion des sciences et de l'érudition, la gloire, l'honneur et l'élévation de la maison d'Autriche, le bien-être et la grandeur de la patrie. Jusque-là rien qui sorte de la routine ordinaire. Mais voici où perce le génie à la fois inventif et positif du fondateur de la « *Societas eruditorum incognitorum* », Petrasch, en homme prévoyant, songe à l'avenir. Il annexe à l'académie une sorte d'école préparatoire exclusivement destinée à cultiver des candidats académiciens ; ce doivent être, dit-il, des jeunes gens extraordinairement capables et laborieux, au nombre de seize. Chacun d'eux, s'il est besogneux, recevrait une annuité de 250 florins ; de même il y aurait annuellement seize bourses de 500 florins à distribuer parmi les académiciens. Chacun des secrétaires toucherait 2000 florins par an, le président 4000. Enfin une imprimerie serait attachée à l'académie.

Ce programme fut soumis à l'avis du comte Khevenhüller, grand-chambellan, qui, sáns le rejeter complètement, y trouva beaucoup à redire. D'abord, il estima qu'on ne trouverait pas en Autriche seize savants suffisamment forts pour mériter d'être admis à l'académie, puisque les dépenses seraient infiniment plus élevées que ne l'indiquait le projet, et finalement qu'au lieu de rapporter un bénéfice quelconque, l'imprimerie coûterait gros.

Khevenhüller avait mis le doigt sur la plaie, et, pendant plus de vingt ans, on n'entendit plus parler de cette question. Mais après la suppression de la Compagnie de JÉSUS, le projet de Petrasch revint sur l'eau. Marie-Thérèse y demeura indifférente. Lorsqu'on lui présenta le nouveau plan de créa-

tion d'une académie des sciences, elle écrivit en marge l'apostille suivante: « Rien ne presse, je n'y tiens guère. » Comme on revint à la charge, elle ajouta : « Nous avons le temps d'y penser. » Elle jugea plus utile de réorganiser le dépôt des archives, sous l'impulsion de Bartenstein.

CHAPITRE ONZIÈME.

SOMMAIRE. — Marie-Thérèse après la guerre de Succession. — L'empereur François 1er. — La princesse Charlotte de Lorraine. — Le petit David. — Mort de l'impératrice douairière. — Les enfants de Marie-Thérèse. — Leur éducation. — L'éducation de Joseph II.

LE tableau de la situation de la monarchie autrichienne, dans la période qui sépare les deux longues guerres soutenues par Marie-Thérèse, ne serait pas complet, s'il n'était couronné par l'esquisse de l'auguste personnalité qui concentrait en elle le plus actif foyer de la vie politique du pays et de son entourage intime. Au moment de la conclusion de la paix d'Aix-la-Chapelle, Marie-Thérèse, âgée de trente-et-un ans, avait déjà de nombreux enfants; mais si sa beauté avait perdu de sa fraîcheur, le temps n'avait altéré ni la légèreté de sa démarche, ni la grâce et la bienveillante dignité de ses jeunes années. En 1753, l'envoyé anglais à Vienne peut encore écrire d'elle: « que l'ensemble de sa personne est fait tout « exprès pour porter une couronne ». « Sa conduite, ajoute-« t-il, révèle l'intelligence, la vivacité de son esprit, la bonté « du cœur, enfin chacun de ses mouvements est un chef-d'œu-« vre de grâce et de noblesse. » Son visage était plein et arrondi, ses yeux avaient conservé leur éclat, ses dents leur blancheur, et son sourire, un charme irrésistible. « Sa physio-« nomie, mande le comte de Podewils, ambassadeur de Prusse « à Vienne, en 1743, exprime autant la franchise de son ca-« ractère que le sentiment intime d'allégresse qui l'anime.

Huit ans plus tard, en 1753, alors que le chiffre de ses enfants est porté à quatorze, un autre Prussien, le chancelier

Fürst, se plaît à affirmer qu'elle est une des plus belles princesses de l'Europe. « En dépit des veilles et des fatigues, écrit-il encore, elle s'est admirablement conservée. »

Son heureuse mémoire et la justesse de son jugement l'aidaient à débrouiller rapidement les affaires les plus compliquées. Elle consacrait une bonne partie de son temps à conférer avec les ministres, lisait attentivement leurs rapports, y écrivait en marge ses observations et ses décisions. Ses apostilles attestent d'admirables facultés, l'élévation de ses sentiments, sa fermeté d'âme, sa fidélité au devoir, sa sollicitude constante pour le bien du pays. Elle se plaignit souvent de son inexpérience. « Charles VI, disait un diplomate anglais, a remué « ciel et terre pour sauvegarder le droit de sa fille à succéder « à ses nombreux domaines et, en même temps, il a fait tout au « monde pour la rendre incapable de les gouverner. Cepen- « dant pas un prince de cette auguste maison ne saisit, avec « plus de vigueur que cette jeune princesse, les rênes du « gouvernement, ne déploya plus de constance dans les « épreuves, plus de modération dans les succès, plus d'énergie « dans les moments critiques, plus de logique dans sa politique, « plus de sûreté de jugement dans le choix de ses agents, « plus d'esprit de suite, de laborieuse et féconde activité « dans toute sa conduite. »

A force de zèle et de travail, elle put réparer le temps perdu. A la vérité, parfois ce zèle excéda la mesure et dépassa le but, son désir de réprimer les abus ou de venger son autorité méconnue, dégénéra en dureté. Aussi absolue dans ses affections que dans ses haines, elle montra souvent un excès d'indulgence pour ceux qu'elle aimait et ne sut pas toujours surmonter ses antipathies :

« On dirait, écrit Podewils, qu'elle s'efforce de lutter contre « les faiblesses de son sexe et de s'approprier les vertus les

« plus viriles. Elle n'a aucun soin de sa beauté, elle s'expose « sans ménagement aux rigueurs de la température. Elle ne « fait pas la moindre attention à sa toilette, et, à l'exception « des jours de *gala*, elle s'habille très simplement. Elle aime « tendrement ses enfants, vit avec eux et aimerait certaine- « ment à mener la vie d'une simple bourgeoise. »

Elle se levait régulièrement à 4 heures en été, à 6 heures en hiver. Après avoir assisté à la messe, elle s'occupait des affaires toute la matinée. Elle dînait à 1 h., souvent seule, et se permettait une ou deux heures de récréation. Elle revenait ensuite aux affaires ou donnait des audiences, car son accès était facile. A 7 heures, elle commençait à jouer, soupait à 8 heures et se couchait d'ordinaire à 10 heures.

Elle n'avait pas plus d'égards pour sa santé que pour sa beauté et se reposait sur sa forte constitution. Souvent, pendant l'hiver, lorsqu'elle sentait le plus vivement la chaleur de l'appartement, elle courait ouvrir les fenêtres et les laissait grandes ouvertes, quelle que fût la rigueur de la saison, ne répondant que par des plaisanteries aux observations des médecins. Ses imprudences sous ce rapport étaient fréquentes.

Sa générosité approchait de la profusion. Elle aimait à créer des heureux et surtout en fait de mariage, car, se sentant heureuse en ménage, elle trouvait charmant de faire goûter le même bonheur aux autres. Sa grande piété lui inspirait le goût des fêtes religieuses. Presque tous les jours elle visitait une église et un couvent, elle assistait volontiers aux prises de voile, et s'en faisait même un devoir, quand la novice appartenait aux cercles de la cour. En 1753, une fille du prince de Lamberg entra en religion, l'impératrice la mena elle-même au couvent en grande pompe. Elle se complaisait aux pèlerinages, mais sa nature, toujours disposée à quelque extrême, faisait parfois dégénérer ces pieux exercices en parties

de plaisir. Elle aimait fort les bals masqués du Carnaval et y venait ordinairement en domino : un soir, à la suite d'un pari avec l'empereur, que celui-ci ne reconnaîtrait pas le cavalier au bras duquel elle serait, elle arriva appuyée sur le savant Duval. Elle donnait fréquemment des bals d'enfants, pendant lesquels les jeunes archiducs et leurs sœurs dansaient jusqu'à épuisement de forces.

Dans sa jeunesse, elle avait cultivé la musique. Elle montait à cheval avec hardiesse et souvent galopait d'une traite de Schoenbrünn ou de Laxenbourg jusqu'aux maisons de plaisance des personnes de la cour, y déjeunait ou prenait le café l'après-midi, puis retournait chez elle. Elle allait rarement à la chasse, et encore par pure complaisance pour son mari.

Amie de la campagne, elle préférait le séjour de Schoenbrünn à celui des autres châteaux impériaux, s'y établissait dès le commencement du printemps et ne rentrait à Vienne que bien tard dans l'automne. Ce château, détruit par les Turcs, lors du siège de Vienne, avait été reconstruit par Léopold Ier, à l'intention de son frère Joseph. En 1749, Marie-Thérèse commença à le transformer et à l'agrandir. Les fonds nécessaires lui furent avancés par un juif portugais Diégo d'Aguilar, trésorier du conseil d'Italie et des Pays-Bas. Peu après le commencement des travaux, la dette de l'impératrice, à Aguilar, atteignait 300,000 florins.

Elle dépensa beaucoup à de nouveaux embellissements dans le parc, dont elle laissa l'entrée libre. Aussi pendant l'été, surtout les dimanches, les jardins étaient-ils remplis de promeneurs, avides de rencontrer l'impératrice ou les enfants. Souvent à Schoenbrünn, elle invitait non seulement la noblesse, mais aussi les fonctionnaires. « Voulez-vous voir « mes enfants jouer la comédie et danser, écrivait-elle en « novembre 1746 au conseiller aulique Doblhoff, venez à

« 5 hres dans mon antichambre au Burg. » Elle envoyait des invitations analogues à certaines notabilités, sans souci de leur naissance. Comme elle causait volontiers et avec grâce, elle trouvait ainsi l'occasion de s'initier aux vues et aux besoins des populations et d'apprendre plus, à l'aide de quelques entretiens, qu'elle n'eût su par les rapports des autorités ou de fugitives audiences.

Les voyages lointains sont rares dans son existence. Ils eurent généralement pour causes la nécessité d'ouvrir certaines sessions des États de Bohême ou de Hongrie, et la visite de ses armées.

L'empereur François, de neuf ans plus âgé que l'impératrice, accomplit sa 40e année peu de temps après la paix d'Aix-la-Chapelle. Sa taille était au-dessus de la moyenne, mais bien proportionnée. Il avait les traits réguliers, de beaux yeux bleus, plus foncés que ceux de sa compagne, le nez et la bouche bien formés, le sourire aimable et le teint d'une grande fraîcheur. L'impression qu'il produisait eut beaucoup gagné, si dans son horreur pour la gêne, il s'était moins négligé. Il défigurait sa physionomie par certains tics devenus habituels chez lui. Il se tenait et marchait la tête courbée, et ses manières étaient tellement dépourvues de dignité, que, plus d'une fois, il arriva à ses interlocuteurs d'oublier son rang. Aussi ne porta-t-il jamais, si non contraint et forcé, le solennel manteau espagnol prescrit par l'étiquette. Il aimait infiniment mieux les habits sans apparat, la simplicité et la modestie étaient la marque distinctive de son être et son amour du sans gêne l'accentuait encore. Il détestait la représentation et s'y dérobait le plus possible. C'est ainsi qu'un jour de grande réception à la cour, il se glissa dans un salon écarté. Deux dames qui s'y trouvaient déjà, se levèrent à son approche. « Ne faites pas attention, leur dit-il, je viens atten-

« dre ici que la cour se soit retirée. » « La cour, ajouta-t-il en « souriant, c'est l'impératrice et mes enfants, moi je ne suis « ici qu'un simple particulier. »

Il ne buvait d'ordinaire que de l'eau, bien rarement du vin, restait peu de temps à table et, contrairement à l'impératrice, craignait le froid. Il aimait le jardinage, se plaisait à tourner et à découper le bois. D'humeur toujours égale, traitant les vicissitudes de l'existence avec une parfaite indifférence, il les abordait le sourire aux lèvres et ne tarissait pas en mots joyeux et réconfortants.

Bien que de caractère peu belliqueux et militant, il était brave jusqu'à la témérité. En 1752, un grand incendie éclata à Vienne. L'empereur y courut et dirigea lui-même les mesures de sauvetage. Un des gentilshommes de sa suite lui ayant reproché de trop s'exposer, il lui répondit : « Ne « craignez rien pour moi, mais tout est à craindre pour ces « pauvres gens qu'on aura bien de la peine à sauver. »

Lors de la terrible inondation de Leopoldstadt, au milieu de l'hiver, un grand nombre d'habitants s'étaient réfugiés sur les toitures de leurs maisons. Ils demeurèrent là trois jours, livrés aux angoisses de la faim et du froid. Les plus hardis bateliers hésitaient à braver la violence du courant qui charriait d'énormes glaçons. François se jette alors dans une barque et traverse bravement le fleuve débordé. Son exemple entraîne d'autres sauveteurs, et quantité de créatures humaines sont ramenées en santé sur la rive.

Malgré la vivacité de son intelligence et sa bonne mémoire, il n'aimait pas plus le travail dans son âge mûr qu'il ne l'avait aimé dans son enfance, et il l'évitait de son mieux. L'impératrice le consultait sur toutes les affaires importantes, mais il s'arrangea toujours de manière à lui laisser le soin de décider. Il ne donnait d'avis ou ne prenait de résolution que

lorsqu'il s'agissait de questions relatives à l'armée, et surtout d'affaires de commerce et de finances. Sur ce dernier article, Marie-Thérèse aimait à écouter ses conseils et à les suivre, car elle eût été heureuse de voir administrer la fortune de l'État, avec autant d'habileté et de succès que son mari menait sa propre fortune.

L'empereur consacrait aussi beaucoup de temps à des études scientifiques. Non qu'il se préoccupât des côtés élevés de la science, mais il avait la passion de collectionner monnaies, médailles, pierreries et appareils mécaniques. Il fut le véritable fondateur du grand Cabinet d'Histoire naturelle de Vienne. Il acheta la célèbre collection de minéraux du chevalier de Baillon. On sait qu'il s'occupait d'alchimie et de transmutation des métaux, qu'il cherchait la pierre philosophale et qu'il étudiait l'art de fabriquer de gros diamants par la fusion des petits. La mystique maçonnique n'était pas étrangère au développement de ses goûts étranges. Il portait une grande affection au directeur du cabinet des médailles, Valentin Duval, qui venu de Lorraine en Toscane dans sa jeunesse, se fixa à Vienne en 1748. Il lui fit assigner dans le palais impérial un logement peu éloigné de ses appartements, et allait souvent s'entretenir avec lui.

Sa société d'affection était celle des Lorrains venus avec lui en Autriche, et surtout de son ancien professeur, le baron de Pfutschner, qui, sous le titre de conseiller intime, remplissait les fonctions de ministre de la maison de l'empereur. Sa passion pour la chasse n'avait pas de bornes et fit plus d'une fois scandale. C'est ainsi qu'en 1742, alors qu'il commandait en Bohême, il fut accusé de consacrer bien plus de vigilance et d'attention au gibier du pays qu'à la direction de ses troupes. Dix ans plus tard, en 1753, il traversa la Bohême et la Moravie sans cesser de chasser, et fit dresser un catalogue

du nombre et de l'espèce des innombrables victimes de son adresse. A Laxenbourg, il chassait, presque tous les jours, le héron, au grand désespoir des seigneurs de la cour que ses chevauchées sans relâche exténuaient.

Après la chasse, son plaisir favori était le jeu. Les dés et le Pharaon étaient alors en pleine vogue. Il y hasardait de grosses sommes avec son entourage ordinaire, auquel se joignaient les comtes Guasco, officiers piémontais au service de l'Autriche. Associés à d'autres, ils tenaient généralement la banque et gagnaient beaucoup d'argent. En 1754, l'empereur perdit 10,000 ducats. L'après-midi, il jouait à la paume ou au billard, le soir il allait au théâtre.

Ces plaisirs, quelque goût qu'il y portât, n'altérèrent jamais la tranquille simplicité de son caractère et de ses allures. Chasse et théâtre n'étaient en réalité pour lui que des passe-temps, nécessités par sa manière de vivre, car si l'empereur se mêlait peu des affaires d'État de l'Autriche, encore moins prenait-il intérêt à celles de l'empire allemand. Déjà avant lui, sous son prédécesseur Charles VI, le pouvoir impérial avait vu disparaître les faibles débris de l'autorité possédée autrefois par les Habsbourgs, et François de Lorraine n'était assurément pas homme à la faire revivre, ne fût-ce que partiellement. « Dans les fréquents et familiers entretiens que j'ai « eus avec lui, écrivait sir Charles Hambury Williams, j'ai pu « me convaincre qu'il était plutôt fait pour être duc de Lor- « raine que pour occuper le trône impérial. Sa haute posi- « tion l'écrase, il se sent mal à l'aise devant les marques de « respect qu'elle lui attire. Rien n'est moins sympathique à sa « nature que l'étiquette des Habsbourgs. Il souffre à toutes « les processions et cérémonies si fréquentes à cette cour. « Mais son bonheur est complet lorsqu'il peut s'échapper du « palais sans être aperçu et aller seul, sans suite, se prome-

« ner avec sa sœur ou un de ses familiers sur les remparts de « la ville. »

Un auteur autrichien, grand admirateur de Marie-Thérèse, raconte une jolie anecdote, mais dont nous ne pouvons garantir l'authenticité, au sujet des habitudes de simplicité et de bonhomie de l'impérial ménage.

François Ier et Marie-Thérèse allaient parfois passer, sans suite, deux ou trois jours au château de Mannensdorf, seigneurie acquise par Charles VI, à peu de distance de Vienne. Par un chaud après-midi du mois d'octobre, en 1743, ils avaient entrepris une promenade en dehors du village. A un moment donné, Marie-Thérèse se sentit fatiguée et prise d'une grande soif. Les augustes promeneurs s'arrêtèrent et Marie-Thérèse,en jetant un regard sur les riches vignobles qui dominaient la route, aperçut une grappe plus belle que toutes les autres et la désigna à son mari, en disant : « Voici un raisin qui m'enlèverait bien vite ma soif ! » Elle n'avait pas plus tôt dit ces mots que François de Lorraine gravissait la pente fort raide du vignoble, cueillait la grappe désirée, l'enveloppait de feuilles et courait, joyeux, présenter sa conquête à la reine. Tout à coup retentissent aux quatre coins de l'horizon, les sons successifs de divers cors de chasse et bientôt apparaissent quatre garde-vignes, armés de fusils et de hallebardes, à l'aspect farouche. Ils s'approchent avec des gestes menaçants des promeneurs, et l'un d'eux les interpelle rudement : « Qui vous a permis de cueillir des raisins? » dit-il. François jugea à propos de garder son incognito et de ne pas discuter. « J'ai cueilli une grappe de raisin, répondit-il, et puis après? —Après, après ! répliqua le garde, vous paierez cinq florins. » L'embarras du prince fut grand, car il n'avait pas d'argent sur lui. Il avoua franchement sa détresse aux quatre gardes et voulut entrer en pourparlers avec eux. Mais ceux-ci refu-

sèrent de laisser aller, sur simple parole, leurs prisonniers, sans avoir reçu leur argent, et les menèrent devant le juge de la commune.

Tout en cheminant, les garde-vignes ne laissèrent pas que de reprocher durement aux prévenus leur « vol », voire de les injurier. Arrivés à la maison du juge, on apprit que celui-ci était aux champs. Il fallut le quérir. Bientôt il arriva en manches de chemise, furieux d'avoir été dérangé. « Pouvez-vous payer les cinq florins d'amende ? demanda-t-il à son tour aux accusés. — Non ! — Hé bien ! vous ferez vingt-quatre heures de prison. » Aussitôt dit, aussitôt fait, le garde-champêtre appelé, d'urgence, enferme les prisonniers dans la chambre au lard, du juge, et leur dit, en les poussant à l'intérieur : « Vous pourrez dormir là jusqu'à demain, je vous apporterai tout à l'heure, de l'eau et du pain, c'est tout ce qu'il vous faut ! » Là-dessus il ferme la porte et s'en va !

Dès qu'il se vit sous verrous, François partit d'un franc éclat de rire, Marie-Thérèse l'imita, tout en estimant que la situation n'avait rien de bien plaisant.

Cependant le juge était retourné à ses travaux champêtres et son garde au cabaret. Les augustes époux commencèrent à trouver le temps long et la plaisanterie mauvaise. Enfin le garde-champêtre étant revenu avec le pain et l'eau annoncés, François de Lorraine le pria d'aller trouver de suite l'administrateur du château et de lui dire textuellement : « Monsieur François Étienne vous fait prier de lui prêter cinq florins pour payer son amende. » Le brave homme s'effraya à l'idée de pareille commission à faire à la « discrète personne de l'administrateur impérial ». Enfin, rassuré par la promesse d'un large pourboire, il se décida à tenter l'aventure, tout en étant persuadé qu'elle n'aboutirait qu'à se faire jeter à la porte. Le fait est que le digne administrateur, troublé dans

sa sieste, le reçut comme un chien dans un jeu de quilles. Mais à peine le garde eut-il conté ce qui venait de se passer, que le respectable personnage bondit, comme piqué de la tarentule et se précipita vers la maison du juge, oubliant dans sa presse, canne, chapeau, et criant au garde d'aller vite chercher le juge.

Celui-ci accourut et faillit tomber à la renverse en apprenant quels hôtes il logeait dans sa chambre au lard. Il se hâta de les délivrer et tomba à leurs genoux. Mais ils le rassurèrent : « Mon brave, dit le prince, vous n'avez fait que votre devoir. L'administrateur va vous payer notre amende, car qui fait les lois est le premier tenu à s'y soumettre. » Garde-champêtre et garde-vignes furent largement gratifiés d'écus sonnants et le vignoble exempté pour toujours de la dîme.

Pendant la guerre de Succession, François de Lorraine prit part à toutes les délibérations ministérielles et donna son avis avec vigueur et décision. La guerre terminée, il cessa de se montrer au conseil, car ses idées politiques ne concordaient pas avec celles de l'impératrice. Il portait à la France une haine profonde et ne lui pardonnait pas le mal fait à la maison de Lorraine par les Bourbons. Il avait de la sympathie pour Frédéric II, et admirait son génie militaire. Charmé d'avoir réussi à débaucher quelques officiers et sous-officiers de l'armée prussienne, il les incorpora dans son propre régiment, auquel il donna la tenue et le système d'exercices en usage dans les troupes de Frédéric. Aussi un jour, à une revue, l'impératrice ne put s'empêcher de lui dire en souriant : « Je crois vraiment que vous voulez me donner une garde prussienne. » Une de ses tantes lui avait laissé une grande fortune qu'il administra de manière à l'augmenter beaucoup. En 1755 on évaluait son avoir à 20 millions de florins. A plus d'une reprise, il paya les dettes de l'Autriche et, après

sa mort, Joseph II brûla pour 22 millions d'obligations de l'État autrichien, représentant autant d'avances faites au trésor public.

Bienfaisant de nature, il donnait largement aux pauvres et venait généreusement en aide à sa sœur, dont toute la fortune consistait en 25,000 francs de pension annuelle que lui payait la France. Cette sœur, la princesse Charlotte de Lorraine, avait six ans de plus que lui.

C'était une longue et maigre créature, aux traits irréguliers mais avenants. On assurait qu'elle avait été jolie, et de fait, elle ressemblait à son impérial frère. Par malheur, la petite vérole l'avait défigurée. Elle avait dans sa tenue et ses allures quelque chose d'hommasse, qui contrastait étrangement avec sa timidité presqu'enfantine. On lui avait monté une maison, donné une grande-maîtresse, femme des plus aimables, un grand-maître, dévoué corps et âme à la maison de Lorraine. L'empereur, qui l'aimait tendrement, passait avec elle la plupart de ses soirées et tous les loisirs dont il pouvait disposer. Marie-Thérèse l'entourait de prévenances et de marques d'amitié. Mais Charlotte qui, dans sa jeunesse, avait été, dit-on, alerte et joyeuse, se sentait mal à l'aise à la cour de Vienne, son cœur n'avait pu quitter la Lorraine, elle en avait la nostalgie, au point qu'on l'entendit s'écrier, que pour la revoir, elle consentirait à y aller en pèlerinage à pied. Enfin en 1753, lorsque les jeunes archiduchesses commencèrent à grandir, elle prit occasion de l'arrivée du prince Charles de Lorraine pour se retirer de la cour, et fit connaître par écrit à l'impératrice que, en vieillissant, elle avait besoin de repos, qu'elle craignait de devenir un embarras pour la famille impériale toujours croissante, et qu'il lui serait pénible avec sa longue taille et ses quarante ans, de marcher derrière ses jeunes et jolies nièces.

L'empereur et l'impératrice, très chagrinés de cette résolution, n'épargnèrent aucun effort, aucune concession pour la détourner de son dessein. Elle demeura inébranlable. Comme elle était cependant encore indécise sur le lieu de sa retraite, Marie-Thérèse offrit de lui déléguer ses droits d'abbesse du chapitre noble de Sainte-Waudru, à Mons, avec 30,000 florins de revenus, auxquels l'empereur ajouta une pension du double. Charlotte accepta. Il fut décidé qu'elle accompagnerait,en 1754, Leurs Majestés dans le voyage qu'elles firent à Prague, où Marie-Thérèse allait se faire reconnaître comme reine de Bohême et tenir cour ouverte pendant quelques semaines.

A Prague, l'empereur lui fit encore présent d'une belle voiture de voyage, de deux attelages de prix et d'un magnifique service. Il lui donna pour l'accompagner deux chambellans, le comte François Esterhazy, l'un de ses plus confidents officiers, et le comte Schaffgotsch, conseiller intime, qui devint plus tard grand-maître de la cour de l'impératrice, femme de François II. La séparation fut des plus émouvantes et noyée de larmes.

Elle revint à Vienne dix ans plus tard et y vit pour la dernière fois son frère.

A ce brillant voyage du couple impérial à Prague se rattache une anecdote piquante.

Marie-Thérèse ayant témoigné le désir de visiter la célèbre synagogue de Prague, les Juifs, désireux de gagner ses bonnes grâces, résolurent de lui faire une réception digne d'elle. Entr'autres merveilles, ils imaginèrent de lui faire entendre un certain chanteur, nommé « le petit David ». « Ce petit David » était tout simplement un vulgaire marchand de vieux galons, musicien de nature, doué d'une voix splendide qui, sans connaître une note, improvisait les mélodies

les plus bizarres, qu'il faisait accompagner d'un chœur à trois voix. Il passait parmi ses coreligionnaires pour un artiste hors ligne.

Lorsque le cortège impérial se présenta, à l'heure convenue, devant la synagogue où l'attendaient les rabbins, le son des cloches, le bruit du canon, le fracas des trompettes et les hurrahs furent pour le petit David le signal attendu. Il entama ses chants les plus mélodieux et, emporté par l'enthousiasme, il chanta avec tant de goût, d'art, de sentiment, de puissance et d'éclat, tantôt désolé et déchirant avec grâce, tantôt triomphant et sublime, tour à tour doux, gracieux et touchant comme un enfant ou une jeune fille, terrible et effrayant comme le ministre des vengeances divines, que Marie-Thérèse fut profondément émue et eut peine à retenir ses larmes.

Le soir même, elle chargea Kaunitz, qui l'avait accompagnée, de lui proposer quelque moyen de témoigner au petit David, sa haute satisfaction. Kaunitz fit en conséquence demander au grand burgrave ce qui se pourrait indiquer à l'impératrice pour que la population juive se sentît honorée par la récompense donnée à un grand artiste. Il lui recommanda en même temps de tenir la chose secrète, l'impératrice désirant faire une surprise au petit David. Le grand burgrave, embarrassé, consulta à son tour le chef de la communauté juive et le pria de lui désigner quelle était la distinction la plus haute qui pût plaire à un juif et flatter en même temps toute la communauté. Le chef lui répondit que la plus haute distinction pour un juif, sujet autrichien, était d'être élevé au rang de Grand-Rabbin.

Or, le petit David était, comme nous l'avons dit, un pauvre diable, tout à fait ignorant, qui faisait métier de parcourir les rues de Prague pour vendre ou acheter de vieux habits et

toutes sortes d'autres objets de rencontre. Un beau jour ses pérégrinations l'amenèrent au Wysschrad, résidence du grand burgrave. Comme il était occupé à conclure un marché avec un de ses clients, le grand burgrave vint à la fenêtre, reconnut le petit David et se rappela qu'il avait reçu récemment un rescrit impérial concernant le chanteur. Il le fit appeler et lorsque le petit juif se présenta, il lui dit : « Petit David, j'ai une surprise pour vous.— Est-ce que Votre Excellence a des friperies à me vendre ? » répondit le bonhomme. Le grand burgrave sourit et demanda: « Savez-vous lire ? — Non, Excellence ! — Apprenez donc que Sa Majesté vous a nommé Grand-Rabbin de la ville de Prague. » A ces mots, il tendit au juif tremblant de frayeur, un pli cacheté aux armes impériales. Mais petit David repoussa avec un geste d'effroi le parchemin qui lui était présenté et se mit à crier: « Grâce! grâce! Je serais un objet de moquerie pour tous les miens! Non, non, ce n'est pas possible, ce serait un affreux malheur pour moi!! »

Le grand burgrave alla aux informations et avertit l'impératrice de l'erreur commise. Celle-ci dit: « Nous ne voudrions pas blesser ce pauvre homme, ni scandaliser personne. Mais comme nous avons promis une récompense au chanteur, nous nommerons petit David, maître de chapelle » et elle ordonna que toute la communauté juive en fût informée. Il fut fait comme l'impératrice avait dit. Le petit David dut se résigner à sa destinée et porter pendant le reste de sa vie, le titre de maître de chapelle, sans avoir jamais appris une note de musique.

En 1750, Marie-Thérèse perdit sa mère. L'impératrice douairière, depuis longtemps souffrante mais toujours vaillante et résignée, était un modèle de douceur, de prévenance et de bienveillance pour son entourage, qui, appréciant ses rares et admirables qualités, lui avait voué la plus vive affection. Aussi fut-elle sincèrement pleurée et regrettée.

La mort de l'impératrice-mère fut une cruelle épreuve pour Marie-Thérèse. Elle ne trouva de consolation efficace à sa douleur que parmi ses enfants. Ceux-ci étaient alors au nombre de onze, cinq fils et sept filles. L'aîné des fils, Joseph II, était né au milieu des larmes et des angoisses. Peu de princes ont plus travaillé à leur propre malheur et à celui de leurs sujets. Le second, Léopold, d'abord grand-duc de Toscane, succéda plus tard à son frère sur le trône impérial. Le troisième, Charles, mourut à 18 ans, en 1761. Le quatrième, Ferdinand, épousa l'héritière de la maison d'Este et fut duc de Modène. Le cinquième, Maximilien, après avoir été grand-maître de l'Ordre Teutonique, embrassa l'état ecclésiastique et fut coadjuteur de l'archevêque électeur de Cologne.

L'aînée de toute la famille, Marie-Élisabeth, était morte à trois ans. La seconde des archiduchesses, Marie-Anne, née en 1738, était remarquablement douée. Elle dessinait et peignait avec un rare talent, parlait plusieurs langues et s'occupait avec succès de sciences. Malheureusement sa santé était des plus délicates. Elle mourut en 1789, abbesse du chapitre noble des dames à Prague.

L'archiduchesse Marie-Christine, sœur puînée de Marie-Anne, était la favorite de ses parents, grâce à la joyeuse vivacité de son esprit, à son entrain et à la constance de sa bonne humeur. Belle, charmante, intelligente, elle se lia d'une amitié étroite avec sa gracieuse et aimable belle-sœur, Isabelle de Parme, la première femme de Joseph II, si rapidement enlevée à l'affection des siens. Plus tard, le cœur aimant de Marie-Christine se donna à son cousin, le duc Albert de Saxe-Teschen, fils du roi Auguste de Pologne, prince en tous points digne d'elle. Simple cadet de maison royale, sans apanage, Albert avait pris du service en Autriche. Il gagna l'estime et l'affection de Marie-Thérèse, qui faisant exception

aux ambitions ultra-maternelles qu'elle manifesta généralement dans ses recherches de maris pour ses filles, encouragea l'affection naissante des deux jeunes gens et les unit au mois d'avril 1766. Albert, qui avait été nommé, le 26 décembre 1765, feldmaréchal, général en chef, gouverneur de la Hongrie, reçut, à l'occasion de son mariage, la Toison d'Or et le duché de Teschen. Les jeunes époux allèrent se fixer à Presbourg, où ils firent renaître une vie nouvelle. Pendant son long séjour en Hongrie, le jeune couple s'en fit profondément aimer. Après la mort de Charles de Lorraine, Marie-Christine fut appelée à prendre le difficile gouvernement des Pays-Bas. Elle mourut à Vienne le 24 juin 1798. Albert lui survécut longtemps, toujours fidèle à son souvenir et termina sa vie à l'âge de 84 ans, le 10 février 1822.

L'archiduchesse Élisabeth, la fleur de beauté de la famille impériale, eut le chagrin de voir manquer tous les mariages auxquels on pensa pour elle. Le roi de Pologne, Poniatowski, demanda sa main avec instance ; refusé une première fois, il n'en persévéra pas moins dans ses sollicitations et il aurait probablement réussi, si la czarine n'avait fait intervenir un *veto* menaçant. Ce candidat écarté, Marie-Thérèse songea à réaliser pour Élisabeth le projet longtemps caressé par François de Lorraine, de donner une de ses filles à son neveu le duc de Chablais, fils du roi de Sardaigne. Mais ce duc était aussi sans apanage et les avantages accordés aux archiduchesses Marie-Anne et Marie-Christine par l'impératrice, avaient absorbé plus des deux tiers de la part destinée à l'établissement de ses enfants puînés. Élisabeth paraît avoir trouvé de duc de Chablais à son goût, mais l'impossibilité de créer au futur ménage des revenus suffisants pour l'aider à tenir son rang, fit échouer les meilleures intentions. Plus tard, à la mort de la reine d'Espagne, une princesse de Saxe,

les amis de l'Autriche s'agitèrent grandement pour amener l'union de l'archiduchesse Élisabeth avec le roi Charles III. Le décès de Marie Leczinska, en suscitant des espérances plus hautes, mit brusquement fin aux négociations avec la cour d'Espagne. Le duc de Choiseul, soutenu par MESDAMES, filles du roi, fit agir toute son influence pour amener Louis XV à se remarier et à fixer son choix sur Élisabeth. Ému par les instances de ses filles, Louis XV leur promit de se rendre à leurs vœux, sous la seule condition de s'assurer que la personne d'Élisabeth lui serait agréable. Le roi n'était pas sincère, car il ne pouvait ignorer que la jeune princesse, atteinte de la petite vérole en 1767, avait perdu sa beauté. Mais Marie-Thérèse, si désireuse qu'elle fût de faire monter sa fille sur le trône de France, se refusa à ce qu'elle appelait une bassesse. Force fut à Élisabeth de se résigner au célibat. Trois autres filles de l'impératrice, Caroline, reine de Naples, Amélie, duchesse de Parme, et Marie-Antoinette, reine de France, furent en apparence plus heureuses et entrèrent par mariage dans la maison de Bourbon. Elles expièrent cruellement ce prétendu bonheur. Caroline et Amélie abreuvèrent leur mère de chagrin et le supplice de Marie-Antoinette, la victime la plus touchante de la Révolution française, a laissé sur le « bloc » de ses sanguinaires bourreaux, une tâche indélébile.

Une des dernières filles de Marie-Thérèse, la sœur favorite de Joseph II, un peu plus âgée que l'archiduchesse Caroline, fut frappée de la petite vérole au milieu des fêtes de ses fiançailles et expira le 15 octobre 1767. Quelle que pût être la douleur de Marie-Thérèse, elle ne l'empêcha pas de réfléchir en mère de famille ; un mari comme le roi Ferdinand de Naples ne se laisse pas échapper aisément et, le jour même de la mort de Josepha, elle envoya au comte Colloredo, ambassadeur d'Autriche à Madrid, l'ordre de faire souffler

secrètement au roi d'Espagne, père de Ferdinand, l'idée de remplacer l'archiduchesse Josepha par Caroline, plus jeune que sa sœur de dix-sept mois.

En 1746, Joseph a cinq ans et déjà l'envoyé de Venise croit découvrir en lui les dispositions les plus favorables pour devenir un prince très intelligent, versé dans l'étude des sciences, de l'art de la guerre et des langues ! « C'est, dit-il, « une conséquence du système d'éducation adopté, comme « principe d'une étiquette héréditaire dans la maison d'Au- « triche, qui s'est introduit dans toutes les familles de Vienne « et d'Allemagne en proportion de leur rang et de leur fortune. « Il aboutit à produire les plus heureux résultats pour le ser- « vice de l'État, l'honneur de chaque ville et les relations des « hommes entr'eux. »

Moins ému d'admiration pour l'éducation donnée à l'archiduc, le comte de Podewils nous renseigne avec plus de détails et de clairvoyance. Il nous peint Joseph à six ans, médiocrement grand pour son âge, mais bien bâti et pouvant mériter d'être appelé un bel enfant. Ses yeux ressemblent à ceux de sa mère, pour le reste il rappelle le père.

« Sa physionomie est agréable, continue-t-il, mais il a la « mine fière, et orgueilleuse, les manières de même. Au lieu « de chercher à le corriger, on l'encourage et on l'élève dans « les principes altiers qui sont de tradition dans la maison « d'Autriche. Il tutoie les gens, tandis que son père emploie « la troisième personne ; du reste il parle peu et seulement « aux personnes d'un certain rang et aux dames. Il a déjà « la plus haute idée de sa position et dernièrement il disait à « quelqu'un qu'il était tombé dans sa disgrâce. Il donne sa « main à baiser à tout le monde, même aux dames. On m'a « assuré que, un jour, se trouvant dans une salle ornée des « portraits de ses aïeux, il dit les noms des différents em-

« pereurs et impératrices représentés, puis que, montrant les « images de ses parents, il avait ajouté : ceux-ci sont tout « bonnement un duc et une duchesse de Lorraine. L'empereur « essaie bien de réprimer ces idées de hauteur, mais outre « qu'il l'aime trop pour le traiter avec sévérité, tout le monde « s'entend pour gâter cet enfant.

« Le prince est têtu et ambitieux. Il aime mieux se laisser « enfermer et mettre au pain sec que de faire des excuses. « L'affection aveugle que lui portent ses parents les empêchent « de châtier en lui un défaut qui, plus tard, aura la plus fâ- « cheuse influence sur son caractère. Il n'aime et n'apprécie « que le militaire, ce qui s'y rapporte et n'adresse guère la « parole qu'aux officiers et à leurs femmes. Il n'aime pas à « apprendre, et on aura de la peine à insinuer dans sa tête les « choses les plus vulgaires et qu'il doit nécessairement savoir.

« On lui inspire une grande aversion pour la France, et il en « est si bien pénétré qu'il ne veut plus prendre de leçons de « français et ne le parle jamais. Pour le lui apprendre, on « instruit en sa présence un garçon de son âge dans cette « langue. L'empereur désapprouve fort qu'on lui souffle de « pareilles idées, mais il n'est pas le maître et n'ose exprimer « trop vivement son mécontentement, pour ne pas donner « aliment à un reproche qu'on lui fait déjà sans cela, à savoir « qu'il ne déteste pas assez lui-même les Français. Je ne sache « pas qu'on excite aussi l'archiduc contre le roi de Prusse. Il « est généreux. L'an dernier, pendant que l'impératrice jouait, « il lui prenait souvent de l'argent pour le donner à de « pauvres officiers ou à des soldats.

« On peut difficilement juger de son intelligence, mais je « ne pense pas que ce soit jamais un grand génie. Tous les « traits qu'on m'a contés de lui en les admirant, révèlent « chez lui peu d'imagination et de liaison dans les idées. J'en

« excepte une réponse qu'il fit au comte Woronzoff. Encore « assure-t-on qu'elle lui fût soufflée. Comme ce ministre « parlait de la longueur du chemin de St-Pétersbourg à « Vienne, l'archiduc lui répondit : La route doit en effet être « bien longue, car voilà un temps infini que j'entends dire « que vos troupes sont en marche et elles ne sont pas encore « arrivées.

« La mauvaise éducation que l'archiduc reçoit et la tendres- « se excessive de ses parents pour lui, ne permettent pas « d'espérer qu'il soit jamais un grand prince. L'impératrice, « qui critique souvent la façon dont ses ancêtres ont été « élevés, suit exactement la même voie pour l'éducation de « ses enfants et en particulier de son fils aîné. »

A la vérité le narrateur est prussien et ministre de Frédéric II, mais on ne peut s'empêcher de reconnaître la justesse et la sincérité de ses coups de pinceau. Ajoutons qu'alors il était encore entre les mains des femmes, ce qui explique l'indulgence dont il était l'objet. Si cette indulgence fût parfois excessive, le blâme ne peut retomber entièrement sur l'impératrice, dont les instructions très détaillées donnaient toutes libertés aux gouvernantes de réprimer les fautes des enfants confiés à leurs soins.

Lorsque l'archiduc Joseph eût sept ans, l'impératrice le retira des mains des femmes et lui donna d'abord comme précepteur, un prêtre de l'ordre des Augustins. Peu après elle lui créa une maison particulière, à la tête de laquelle elle mit le maréchal comte Charles Batthiany.

Les instructions données à ce seigneur offrent beaucoup d'intérêt, tant par les détails qu'elles contiennent sur le caractère du jeune prince que par les moyens indiqués pour le corriger de ses défauts. « Mon fils, y est-il dit, a été tellement « aimé et dorloté depuis son berceau qu'on a beaucoup trop

« cédé à sa volonté et à ses exigences. A force d'entendre « glorifier ses actes, à cause de sa naissance, par les gens de « service, il a pris l'habitude de se faire obéir et respecter. « Toute résistance le fâche, lui est même insupportable, il « n'admet pas qu'on lui refuse quoi que ce soit. De là vient « qu'il se rend désagréable et incommode à autrui.

« Bien que, grâce aux leçons et aux soins de son abbé, il « ait commencé à se corriger de ses défauts, bien qu'au fond « il ait bon cœur, sa vivacité, qui, bien dirigée, pourrait être « grandement utilisée pour son bien, augmente d'une façon « inquiétante. De là vient son emportement à exiger soumis- « sion à tous ses caprices, son obstination à ne pas écouter les « observations qu'on lui fait, ou à les oublier en un instant. « On a aussi beaucoup de peine à le faire travailler et l'on « n'obtient rien de lui, surtout si l'on emploie la méthode « tranchante et nette de la plupart des maîtres d'école. On « n'arriverait par ce moyen qu'à le faire tomber dans le « découragement. Il finira par obéir, mais il ne fera rien de « bon, comme l'expérience l'a prouvé. En alternant l'étude et « la récréation, en stimulant son amour-propre, on est par- « venu souvent à le faire donner plus qu'on ne lui demandait.

« Il importe de faire observer que la personne qui a autorité « sur lui doit s'en faire à la fois craindre et respecter ; je n'ajou- « te pas aimer parce que ce sentiment existe déjà en fait « entre mon fils, qui a bon cœur, et Batthiany. Il est indis- « pensable que le gouverneur possède la confiance de l'enfant « et sache conquérir sa respectueuse estime. »

Nous passons sur une foule d'indications données à Batthiany pour le guider dans sa mission, et que la mater- nelle sollicitude de Marie-Thérèse lui fait détailler outre mesure, avec force considérations philosophiques à l'appui. Nous recueillerons seulement un trait du caractère de Joseph,

qui semble avoir frappé et inquiété sa mère : « On a observé, « dit-elle, que l'enfant se refuse toujours à reconnaître ses torts « et tâche de les dissimuler à l'aide de toutes sortes de faux- « fuyants. » Batthiany, vieux soldat, n'était guère l'homme que l'impératrice avait cru trouver. Trop sévère et trop dur pour son élève, il ne sut le corriger, ni de ses défauts, ni de l'entêtement signalé par la mère. Il ne conserva même pas l'affection de son élève. Loin de s'ouvrir, Joseph devint encore plus renfermé qu'auparavant. Sur un seul point, ils s'entendirent à merveille. Joseph avait la passion du militaire, Batthiany la développa de son mieux, oubliant qu' à cet âge, son élève ne pouvait s'attacher qu'au côté brillant et attrayant des choses. Il poussa la faiblesse jusqu'à permettre au jeune archiduc de passer l'inspection de son régiment et à lui faire commander quelques manœuvres.

Joseph avait à peine huit ans, quand on l'entoura de chambellans, enfants de son âge qui, choisis parmi les mieux élevés, partagèrent ses études. A onze ans, le jeune prince avait acquis, grâce à son excellente mémoire et à l'émulation de son juvénile entourage, une instruction remarquable, surtout dans les sciences positives. A force d'entendre parler autour de lui le français, il l'apprit presque malgré lui.

Lorsqu'il eut onze ans, Marie-Thérèse crut d'autant plus nécessaire de former pour son fils un nouveau plan d'études, qu'elle s'était laissé persuader par Bartenstein que son fils était doué des dispositions les plus remarquables. Bartenstein appuya sur la nécessité de faire de l'histoire la base principale de ce plan. « Toutefois, disait-il, occupons-le moins « de l'histoire des Mèdes et des Perses que de celle de sa « propre maison. Il est beaucoup plus important pour Son Al- « tesse Impériale de connaître les traités de l'Autriche avec « les puissances étrangères que de savoir combien de traités de

« paix, Rome a faits avec Carthage.» Dans l'étude des langues, il fallait, à son sens, apprendre à l'enfant plus de rhétorique que de poésie et le familiariser avec les chefs-d'œuvre d'éloquence.

Par contre, Bartenstein insistait sur l'étude du droit naturel et du droit international, mais il écartait le droit civil et le droit canon. Sur ce dernier point, disait-il dédaigneusement, il suffit que le prince connaisse avec certitude les principes qui servent de limites entre les droits de l'État et ceux de l'Église.

L'empereur et l'impératrice adoptèrent complètement les idées de leur ministre. Le premier exprima le désir qu'on lui nommât un homme en état d'enseigner à son fils l'histoire, d'après les données de Bartenstein, qui fît ressortir les fautes des souverains et leurs grandes actions, afin que l'archiduc apprît à éviter les unes et à imiter les autres. Il voulut qu'on réduisît à trois au plus, les jeunes gens admis à suivre les cours donnés au jeune prince. « Un point important, écrivit « l'empereur, est que ces jeunes gens soient d'un tempérament « très vif, afin qu'ils aident mon fils à sortir de son indolente « apathie, et qu'il puisse voir comment ses compagnons savent « travailler. »

Cette remarque peinée de l'empereur démontre que le jeune archiduc n'avait guère progressé dans l'œuvre de correction de ses défauts. Il ne semble pas que la recommandation paternelle au sujet des deux compagnons d'étude à lui donner, ait été suivie. En revanche, Joseph fut entouré de professeurs excellents, attentifs et dévoués. L'histoire fut surtout l'objet d'une sollicitude particulière ; Leporini composa à son intention une histoire générale de l'empire allemand et une autre, un peu plus sommaire, de la France et de l'Italie. Bourguignon se chargea du même travail pour

l'Angleterre, l'Espagne et le nord de l'empire. Les archivistes Rosenthal et Freissleben, pour l'Autriche et la Bohême, Antoine Batjay, prêtre de la Congrégation des Écoles pies, pour la Hongrie. Enfin un professeur du *Theresianum*, Jean de Pöck, écrivit un abrégé des traités les plus importants pour l'usage de l'archiduc. Bartenstein s'imposa la tâche de revoir tous ces travaux, de les annoter et de les approprier davantage, s'il y avait lieu, à leur but.

Mais Bartenstein, comme on l'a vu, désirait plus. Il fut péniblement affecté de ce que ses offres d'écrire certains livres pour l'instruction de l'archiduc, n'eussent pas été acceptées immédiatement. Six mois s'écoulèrent sans qu'il reçût une réponse. Enfin, au mois de février 1754, il fut invité à réaliser ses propositions. Son travail devait toucher divers points : du droit naturel et du droit international, ajouter à l'ouvrage de Pufendorf les notes et commentaires qu'il jugerait utiles pour Joseph ; d'autre part, contenir des considérations sur la différence qui existe entre le droit civil et le droit canon, sur ce que l'on comprend dans les concordats par le mot *observance*, sur le traité de Passau et la paix de religion, le traité de Westphalie et les capitulations des élections à l'empire, les statuts de l'empire, le tout mis en rapport intime avec l'histoire de l'Allemagne et suivi d'un traité sur l'histoire de la Maison de Habsbourg, son origine, sa grandeur et sa décadence. Quant à l'histoire de la Bohême, il devait l'éclairer par l'exposé des actes politiques les plus importants, et enfin terminer par l'indication des traités les plus indispensables à connaître pour l'avenir.

Par malheur, Bartenstein avait le travail facile autant que l'imagination féconde en considérations interminables. Cette fois il se surpassa lui-même. Lorsque, au mois de mai 1755, il présenta à l'empereur la troisième partie de son travail,

l'excellent prince, qui n'avait jamais eu plus d'application que son fils à l'étude, constata avec terreur que Bartenstein en était encore au début de l'histoire de Hohenstaufen. C'est seulement dans le sixième volume qu'il arrive à l'époque de Rodolphe de Habsbourg. Le neuvième est exclusivement consacré à Charles IV, le onzième à Sigismond, le douzième à Frédéric III.

Le manuscrit contient 6000 pages ; on a calculé qu'imprimé, il remplirait trois massifs in-4°. Inutile d'ajouter que Joseph, âgé de dix-huit ans lorsque Bartenstein eut achevé ce lourd fatras, le feuilleta peut-être, mais ne le lut jamais et il fit bien.

Bartenstein a exercé une trop grande influence sur le gouvernement autrichien, sous Charles VI et surtout sous Marie-Thérèse, dont il fut l'un des conseillers les plus écoutés, pour qu'il n'y ait pas intérêt à fixer l'attention sur deux extraits de son œuvre qui sont la caractéristique de ses connaissances historiques, de son jugement politique et du courant d'idées dominant dans les conseils des souverains de l'Autriche.

Parlant de Charles-Quint au moment où ce prince fut élu roi des Romains, c'est-à-dire désigné pour succéder au trône impérial, après la mort de l'empereur, il fait l'énumération de tous ses domaines et continue comme suit :

« Il était bien difficile de gouverner convenablement tant « de grands royaumes et pays, séparés les uns des autres « par des distances considérables, différant entr'eux d'institu- « tions, de mœurs et de langues. Il est impossible de trouver « un homme à la hauteur d'une si grande tâche. Une mesure « excellente pour un pays peut, à la longue, apporter grand « préjudice aux autres. Si désirable que puisse paraître la « fusion de plusieurs pays en un seul moule, il n'est pas pos- « sible de faire disparaître les dissemblances, sans risquer de

« faire naître des confusions et des troubles plus fâcheux « que les dissemblances elles-mêmes. Si donc l'on veut éviter « l'inconvénient, il faut employer des ministres mûris par « l'expérience, connaissant bien les divers pays, laborieux, « exercés dans les sciences nécessaires et n'entreprenant rien « sans tenir compte des hommes et des choses. Charles-Quint « avait d'autant plus besoin de pareils conseillers au début « de son règne, que le poids qui pesait sur lui était plus lourd. « Mais il eut le bonheur de les trouver, le talent de les choisir « et la fermeté de les conserver. »

Dans un autre endroit, l'auteur s'occupe de l'autorisation donnée en 1525, par le pape Léon X, à l'empereur, de conserver les deux Siciles avec le trône impérial; il émet l'observation suivante : « Charles-Quint ne dut pas cette faveur à « l'affection de Léon X, ni à une déviation des règles suivies « jusqu'alors, mais à la pression exercée par les circonstances, « sur ce Pontife. On sait fort bien à Rome se plier à ces né- « cessités, et l'art de la dissimulation y est poussé au moins « aussi loin qu'ailleurs. Il ne faut donc pas s'étonner, si, après « cette concession, la cour de Rome s'empressât de revenir « aux premières règles dès qu'une occasion favorable se pré- « senta.

« Il est inutile de parler des événements de la guerre qui « s'ensuivit, car le récit n'offrirait aujourd'hui aucun intérêt. « Mieux vaut faire observer que pendant la longue querelle « soulevée entre la France et l'Espagne, par l'élection de « Charles-Quint, Léon X et la plupart de ses successeurs, ont « constamment changé de parti, frappant tantôt sur l'un, « tantôt sur l'autre et que cette conduite a fait beaucoup de « tort à l'Église et à la Religion. Un des premiers soucis du « chef visible de l'Église est de se constituer le père commun « de tous les princes catholiques, par conséquent de faire tout

« son possible pour conserver ou rétablir l'union parmi eux. « Or jamais la stricte observation de ce devoir n'est plus « nécessaire que lorsqu'une hérésie se lève ou gagne à la « main. Si la paix règne, il est facile d'étouffer l'erreur dans « son germe ou d'en arrêter les progrès. Au contraire, l'expé- « rience a toujours prouvé que, dans les temps de troubles, « l'erreur se propage et si les fidèles sont divisés, les héréti- « ques tireront profit de leur désunion et croîtront en audace.

« C'est ce qui est arrivé avec Luther, qui, au commence- « ment, ne pensait pas à se séparer de l'Église. Les écrivains « protestants l'avouent eux-mêmes. En 1520, il se déclarait « encore prêt à faire sa soumission, et si, en mettant de côté « toute querelle, on avait exposé brièvement et clairement la « doctrine des Indulgences, comme l'a fait depuis le savant « évêque de Meaux, Bossuet, et si en même temps, on avait « imposé silence aux deux parties, c'est-à-dire aux Augustins « et aux Dominicains, on aurait très probablement évité des « maux infinis. Mais on laissa les gens se quereller et disputer « inutilement, par quoi les questions ont été bien plus em- « brouillées qu'élucidées et les esprits surexcités par la cha- « leur des discussions. »

Ces citations suffisent pour faire juger le travail de Bartenstein et éclairer bien des actes politiques qui, au premier abord, semblent détonner avec la ferme piété de Marie-Thérèse et la rectitude de son jugement. Elles expliquent ses défaillances vis-à-vis de l'Église et de la justice, et montrent où et comment a pu s'ouvrir pour Joseph II, la voie qui l'a conduit à l'erreur libérale et à ses catastrophes. En se convertissant, Bartenstein avait conservé plus ou moins inconsciemment ses préjugés de sectaire, et sa science historique laissait singulièrement à désirer.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur le détail de

l'éducation de l'archiduc Joseph. Il faut toutefois rendre cette justice à Marie-Thérèse, qu'elle n'épargna aucune peine pour que son fils aîné reçût une éducation religieuse solide et sérieuse. On l'a accusée d'avoir fatigué l'enfant de pratiques. C'est une erreur, car sauf la messe qu'il entendait en famille chaque matin, le seul exercice religieux inscrit à son programme était la récitation du chapelet. Mais, outre que les tendances de l'archiduc aux distractions et à la dissipation lui permettaient difficilement de s'assimiler tout enseignement comportant réflexion et correction de soi-même, le milieu dans lequel il vivait, l'air qu'il respirait à la cour et que gâtaient déjà les influences maçonniques et voltairiennes, ne pouvaient que développer sa légèreté en même temps que ses dispositions à l'orgueil. La superbe est incompatible avec la prière. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que, de bonne heure, il éprouvât de l'ennui à prier.

La faiblesse de ses parents ne lui permit pas d'ailleurs de persévérer dans le plan de conduite assez sévère qu'ils lui avaient tracé. Dès que Joseph eut accompli ses quatorze ans, ils l'admirent dans leur société, à leur table, à leurs excursions de plaisir. Ils augmentèrent le nombre de ses chambellans, par conséquent les occasions d'amusements. Les exercices de corps prenant également plus de développement et de durée, il ne resta littéralement plus au jeune archiduc de temps et de loisir pour étudier.

Son frère Charles, né le 1er janvier 1745, eut les mêmes gouverneurs, précepteurs et professeurs que Joseph, mais il en profita mieux. Enfant, il se faisait aimer par sa bonté, sa nature bienveillante, la grâce aimable de ses manières. Il avait l'art de charmer ceux qui l'approchaient. De bonne heure on observa chez lui une grande vivacité d'intelligence et de jugement droit. On vantait la fermeté de son caractère, bien que

cette qualité dégénérât parfois en obstination. Son grand défaut était une tendance marquée aux emportements. Dans ces occasions il fallait lui opposer du sang-froid et de la décision et attendre pour le punir que l'accès fût passé.

Batthiany lui reprochait aussi une grande facilité de distraction. Il suffisait d'une mouche, d'un grain de poussière, pour le distraire de ses plus sérieuses occupations.

Il semble que Marie-Thérèse se soit moins préoccupée de l'éducation de ses filles que de celle de ses fils. Si l'on compare l'aisance avec laquelle les jeunes archiducs Joseph et Léopold savaient, dès leur jeune âge, coucher par écrit leurs pensées et leurs réflexions, avec la façon dont Marie-Antoinette s'exprime avec sa mère, dans ses premières lettres de France, on s'apercevra bien vite de la différence d'instruction, entre les archiducs et leurs sœurs. Le programme tracé par Marie-Thérèse pour ses filles ne porte en effet que quatre heures de leçons par jour, plus une demi-heure de lecture d'histoire. Elle leur imposait aussi beaucoup plus d'exercices de piété qu'à ses fils. Mais elle s'occupait d'elles personnellement d'une manière toute particulière, et le meilleur enseignement que les jeunes princesses pussent recevoir était assurément celui des exemples que leur donnait leur mère.

CHAPITRE DOUZIÈME.

SOMMAIRE. — La diète de Hongrie en 1751.— Les possessions de l'Autriche en Italie. — Conspiration contre l'Autriche. — La comtesse Clelia Borromée. — Le comte Bianconi. — Le directeur des Postes Rainoldi. — Le comte Ferdinand de Harrach. — Le marquis Pallavicini. — Le comte Cristiani. — Organisation modèle de l'administration provinciale et communale en Lombardie. — Les Pays-Bas. — Leur situation particulière. — Le traité de la Barrière. — Les Gouverneurs généraux et les Ministres plénipotentiaires.

LE succès des réformes politiques et financières introduites par Marie-Thérèse dans ses États allemands, trouve un contraste frappant dans la résistance que leur opposa la Hongrie. Ce vaste pays, qui, par son étendue et sa population, formait plus du tiers des domaines de la maison de Habsbourg, ne supportait pas la dixième partie des charges imposée aux deux autres tiers. Depuis l'année 1729, la Hongrie fournissait trois millions et demi de florins à la caisse de l'armée. Or, les autres provinces de l'Autriche, la Bohême, par exemple, en payaient plus de trente, et cette inégalité choquante vis-à-vis d'une charge commune, révoltait l'esprit d'équité de la reine. Elle se croyait, en conscience, obligée de modifier largement cette situation et s'était persuadée qu'elle pourrait obtenir aisément des Hongrois un supplément d'aide de douze cent mille florins pour le moins. Toutefois la constitution du pays ne lui permettait pas de procéder en Hongrie, comme elle l'avait fait en Moravie, en Autriche et en Bohême. Force lui était de se placer personnellement devant une diète ombrageuse, exigeante et singulièrement difficile à manier. Le succès était au moins douteux, et il pourrait sortir des débats plus de mal

que de bien. Le vieux comte Palffy, alors palatin de la Hongrie, manifesta de vives inquiétudes. Lorsque la reine lui communiqua de convoquer la diète pour lui demander une grosse augmentation de subsides, il présenta de si fortes objections que Marie-Thérèse hésita pendant plusieurs années, dans ses desseins.

Enfin, pressée par l'impérieuse nécessité de pourvoir aux besoins de l'État, et pénétrée, en outre, de la pensée que son devoir lui commandait de braver le péril signalé, pour satisfaire aux reproches de sa conscience, elle se détermina à convoquer les États de Hongrie pour le 18 avril 1751.

Le 10 mai, Marie-Thérèse ouvrit solennellement la diète, avec le cérémonial ordinaire, au château de Presbourg, entourée de l'empereur et de ses trois fils aînés, tous vêtus du magnifique costume hongrois. L'assemblée s'occupa d'abord du choix d'un nouveau Palatin, en remplacement du comte Palffy, récemment décédé, et de deux gardiens de la couronne. Les préliminaires se passèrent à la plus grande satisfaction de l'impératrice-reine. Mais quand vint le moment de délibérer sur les propositions royales, dont la principale réclamait le vote d'un million de florins, en sus des impôts ordinaires, les résistances apparurent et s'accentuèrent. Avant tout, la Chambre basse, formée des députés nommés par les comtats et les villes dites royales, c'est-à-dire par les contribuables, rédigea une adresse dans laquelle, sous forme de respectueuses doléances, elle fit une peinture navrante de la situation de la Hongrie.

La réponse royale ne se fit pas attendre. Elle insista sur la nécessité de maintenir sur pied une armée suffisante pour la sauvegarde de la monarchie entière, et de créer, en conséquence, les ressources exigées pour l'entretien de l'armée. Elle fit remarquer, d'un côté, que la Hongrie n'avait nullement

souffert de la guerre, de l'autre, que sa part de contributions dans les dépenses générales était de beaucoup inférieure à celle des autres provinces soumises à la maison de Habsbourg.

Dans la séance commune aux deux Chambres qui eut lieu le 7 juin, le nouveau Palatin, le comte Batthiany, appuya énergiquement les demandes de la reine. A 11 heures, la Chambre basse commença la discussion du subside d'un million. Deux partis se dessinèrent très nettement. Les uns invoquèrent l'urgence de procurer, sans délai, à la reine, les moyens de défendre le pays, sauf à examiner dans quelle mesure la Hongrie devrait venir en aide au trésor public, ajoutant qu'on pouvait, sans inconvénient, se fier à la parole donnée par la reine d'accorder satisfaction aux griefs signalés à son attention. Les autres déclarèrent que la question des griefs devait avoir la priorité sur celle des subsides. La plupart des membres du clergé et de la noblesse, deux corps exempts d'impôts de par leurs privilèges, se rangèrent du côté des premiers.

Le 12 juin, un chanoine d'Erlau proposa d'offrir à la reine une somme de cinq cent mille florins. Après quatre heures de discussion, la majorité décida d'envoyer aux magnats un message, portant qu'il était impossible de voter une majoration des subsides sans savoir comment s'en procurer le montant. La Table des Magnats répondit que la réalisation des nouveaux subsides se ferait naturellement aux dépens des contribuables, et pressa les députés de ne pas prolonger la résistance, dans l'intérêt de la paix et de la conservation du pays.

Après deux séances orageuses, la Chambre basse émit la résolution de persister dans son vote et de ne pas s'occuper des subsides nouveaux, avant d'avoir obtenu le redressement

des griefs portés ou à porter encore à la connaissance de la reine. La Table des Magnats céda non sans une visible répugnance. Mais les principaux de ses membres profitèrent des vacances, qui s'ouvrirent à ce moment, pour influencer les députés et les disposer à accueillir plus favorablement les propositions royales. Leurs démarches ne demeurèrent pas sans succès.

Lors de la reprise des séances, le 24 juin, le président de la diète fit ressortir combien il était inconvenant de la part de celle-ci, de n'avoir pas encore répondu à la reine, qui se trouvait déjà depuis quinze jours à Presbourg. Après un débat très vif, un membre proposa de présenter concurremment à la reine un nouvel exposé des griefs et l'offre d'un subside de trois cent mille florins. La motion fut acceptée malgré l'opposition acharnée d'un député, qui protesta que, si la Chambre n'exceptait pas de la nouvelle contribution ses commettants, il s'adresserait directement à la reine. Le message transmettant ce vote à la Table des Magnats fut reçu avec joie, pour autant qu'il constatait l'adoption du principe de la majoration des contributions hongroises ; mais l'archevêque d'Erlau, chargé d'aller porter la réponse des Magnats aux députés, leur remontra que l'offre de trois cent mille florins, atteignant à peine le quart de la somme demandée par la couronne et étant plus qu'insuffisante à couvrir les besoins du trésor public, devait être au moins doublée. L'archevêque parti, la discussion s'ouvrit au milieu d'une tempête effroyable soulevée par les opposants. Sur une motion de porter la somme à 500,000 florins, le tumulte recommença de plus belle. Pendant deux jours la discussion revêtit les formes les plus violentes, et le président eut une peine infinie à obtenir assez de calme pour que l'on pût procéder au vote. La majorité adopta le chiffre de 500,000 florins.

Les Magnats jouèrent un jeu dangereux en repoussant cette concession si péniblement obtenue. Ils insistèrent sur le chiffre de 600,000 florins. Il fut rejeté à l'unanimité par la Chambre basse. Les Magnats revinrent à la charge. Ils se heurtèrent contre un second vote unanime de refus. Les députés déclarèrent qu'ils n'accorderaient pas un florin de plus, dussent-ils demeurer un an et plus à Presbourg. Ils posèrent en outre pour conditions : 1° Que la majoration accordée n'aurait de valeur que pour trois ans ; 2° que leurs doléances seraient prises en considération sérieuse par la reine ; 3° que les Banats et autres territoires seraient incorporés à la Hongrie, 4° enfin qu'à l'avenir toute prestation en nature pour l'armée serait abolie. La Table des Magnats s'inclina. Elle se rallia au vote de 500,000 florins et promit en outre d'apporter aussi son concours financier. Mais elle exprima son regret de ce que la Chambre basse eut attaché des conditions à l'exécution de sa promesse. Néanmoins les États entamèrent la délibération sur leurs *postulata et gravamina*.

La parole était maintenant à Marie-Thérèse. Elle était fort affectée de la diminution, beaucoup trop grande à ses yeux, de la somme demandée. Elle ne désespéra pas cependant d'arriver à son but, car les personnages les plus éminents du pays lui avaient dit qu'elle finirait par obtenir 800,000 à 900,000 florins. Elle adressa donc, le 27 juin, à la diète, un nouveau message, conçu avec beaucoup de circonspection, dans lequel elle se plaignait de ce que, depuis sept semaines que les États se trouvaient en possession des propositions royales, ils n'eussent pas encore répondu à leur contenu, que le moment de la clôture approchait et qu'ils voulussent bien prendre une résolution sérieuse sur la question du subside et sur les autres affaires soumises à leur examen.

Nouvelle divergence entre la Table des Magnats et les

députés. Les premiers, tenant qu'il était inconvenant et blessant de traîner en longueur la réponse aux postulats royaux, les seconds s'obstinant à mettre sur la même ligne l'augmentation des subsides et le redressement de leurs griefs. On se mit enfin d'accord pour maintenir la simultanéité de la déclaration demandée par la reine avec l'exposé des griefs. On ajouta que personne ne put être arrêté pour arriérés irrecouvrables ou être tenu de payer pour un autre. Quant au point principal, la diète s'en tint aux 500,000 florins déjà votés.

Le 30 juin, cette réponse,enveloppée de toutes les marques de respect,d'attachement et de dévouement capables d'adoucir l'âpreté du fond,fut soumise à Marie-Thérèse. Sa réplique, datée du 7 juillet, montre combien l'attitude de la diète avait froissé ses idées césariennes.

En substance, le message royal constatait le bien fondé de la demande du million et la facilité de réunir cette somme, pour peu que terme fût mis à l'abus criant de la franchise d'impôts réclamée par une foule de contribuables,sous couleur de noblesse purement imaginaire. Ce point établi, la reine se déclarait disposée à se contenter du demi-million accordé par les États,mais sans admettre aucune condition et uniquement à titre de majoration pure et simple des contributions ordinaires. Elle repoussa les requêtes des États tendant à l'abolition des prestations militaires, et l'autorisation de payer en nature certains impôts d'un nouvel octroi de 200,000 florins. Elle termina sa réponse en faisant observer que la longue durée de la diète occasionnant de lourdes dépenses aux contribuables,il y avait lieu d'espérer que les États lui feraient connaître leur résolution dans la huitaine et clôtureraient leur session à la fin de juillet.

Après avoir fait lecture de ce message à la diète,le Palatin crut pouvoir ajouter qu'il n'avait rien négligé pour effacer de

l'esprit de la reine, la mauvaise impression faite par l'attitude des États pour la décider à se contenter de 500,000 florins.

La Chambre basse ne reprit ses délibérations que le 12 juillet. Dans l'intervalle, le président et le Palatin unirent leurs efforts pour disposer les députés en faveur des désiderata de la reine. La discussion entamée, un député proposa de nommer une commission, chargée de s'entendre avec la Table des Magnats sur le chiffre de 500,000 florins. La motion fut adoptée d'emblée. Mais la commission ne tarda pas à revenir, annonçant que la Table des Magnats insistait pour le chiffre indiqué par la reine. Le président prit alors la parole et appuya l'avis des Magnats. Un membre, ami des moyens termes, proposa une majoration de cent mille florins. La discussion s'échauffa, et le tumulte grandit au point qu'il n'y eut plus moyen de s'entendre. Des voix s'élevèrent pour presser la Chambre de s'adresser à l'empereur, le régent, et de réclamer son intervention près de la reine. Enfin le président ayant profité d'une accalmie pour mettre aux voix la proposition royale, les *oui* et les *non* se croisèrent, lancés d'une voix tellement sauvage, qu'il devint impossible, au milieu de ce vacarme, de distinguer de quel côté était la majorité. On cherchait à le constater, lorsqu'un membre, appartenant d'ordinaire à l'opposition, se leva tout à coup et cria d'une voix de Stentor que, puisqu'il y avait des députés qui considéraient l'octroi des 200,000 florins comme un acte de patriotisme, il proposait de les accorder, non comme la compensation de certaines concessions royales, mais à titre de don gratuit offert à la reine par ses fidèles sujets. L'assemblée entière acclama l'orateur dans un élan d'enthousiasme bruyant et les 700,000 florins se trouvèrent votés en un clin d'œil. « Dieu « veuille, lit-on dans les procès-verbaux de la diète, aider et « bénir les pauvres contribuables, afin qu'ils puissent ne pas

« succomber sous ces nouvelles charges. Tels sont les vœux « et les prières de tous. »

Certes, ce cri d'un cœur sensible était louable et parfaitement justifié, mais plus louable encore eût été le mouvement de charité qui eût poussé les privilégiés à alléger la charge des pauvres contribuables en la partageant avec eux.

Lorsque le calme eut succédé à l'explosion d'enthousiasme de la diète, les États s'aperçurent qu'ils avaient été trop vite en besogne et manqué de réflexion. « Ils auraient agi « plus sagement,est-il dit dans les procès-verbaux,si,avant de « s'échauffer sur la prétendue impossibilité de toute augmen- « tation d'impôts, ils avaient examiné ce point avec plus « d'attention et en tenant compte des circonstances. En « présence du fait accompli, ils tâchèrent de couvrir le mieux « possible leur faute, en insérant dans le protocole de la « résolution adoptée, non seulement les conditions que la « reine s'était déclarée prête à accepter, mais encore plusieurs « autres qui eussent facilité le vote des subsides. C'est pour- « quoi cet acte porte que la taxe des Juifs et la contribution « des territoires récemment incorporés au royaume, seront « comprises dans l'augmentation accordée. »

La résolution des États fut présentée le 15 juillet à la reine, deux jours plus tard vint le cahier de doléances. Il contenait plus de soixante-dix articles, sans compter treize autres émanant des villes libres et trente-trois points signalés par la Croatie et la Slavonie.

En attendant la réponse de la reine, les États nommèrent une commission, chargée de faire la ventilation des 700,000 florins accordés pour trois ans sur les différents comitats de la Hongrie.

Le 27 juillet, ils reçurent le rescrit royal. La reine était mécontente de la diète, non parce qu'elle n'avait pu obtenir

la somme primitivement demandée, mais parce qu'elle était grandement froissée des discours prononcés à la Chambre et des écrits publiés à Presbourg. Sa correspondance intime avec Bartenstein démontre qu'elle appréciait la valeur des sacrifices de la Hongrie.

Le nouveau message royal se borna à remercier la diète de son concours financier et à promettre satisfaction à quelques griefs. Sur tout le reste il était tellement vague, qu'après l'avoir entendu, les membres de la Chambre basse exprimèrent hautement leur colère et quittèrent la salle en tumulte. Ils se récrièrent fort dans le public du peu de gratitude de la reine. De son côté, la reine se plaignit, avec beaucoup plus de raison, des procédés de la Chambre basse et de l'exagération de ses exigences.

Il était de tradition que, avant de clôturer les travaux, la diète hongroise formulât sous forme d'articles de loi, les principales résolutions adoptées. Marie-Thérèse lui fit savoir, à la séance du 1er août, qu'elle se disposait à aller à Pesth, visiter le camp formé dans les environs de cette ville, qu'elle serait de retour vers le 17 et que, comptant clore la session le 18 août, elle les invitait à préparer les articles de lois convenus pour les soumettre à la signature royale.

A son retour de Pesth, elle trouva les affaires de la diète dans une situation plus fâcheuse qu'avant son départ de Presbourg, car la majorité de la Chambre basse prétendait ne rien trouver dans les messages royaux qui pût faire l'objet d'un article de loi. Elle estimait en conséquence, que, pour ne pas imposer de nouvelles charges aux contribuables, il conviendrait de renvoyer les membres de la diète chez eux.

Le président de la Chambre basse combattit énergiquement cette opinion. Il affirma que jamais diète ne s'était dissoute sans la confection d'articles de loi ; que les réponses de la

reine présentaient toute l'étoffe nécessaire pour douze ou treize articles déjà couchés par écrit par le protonotaire du Palatin. Les opposants répliquèrent que jamais travail n'avait été fait sans une décision formelle des États, ils citèrent les diètes de 1708, de 1712, comme n'ayant pas formulé d'articles de loi. Ils conclurent que partant, on pouvait renvoyer les affaires à la prochaine session. Le débat devint si chaud, qu'une collision faillit se produire entre le protonotaire et les députés récalcitrants.

Le lendemain, les choses ne se dessinèrent pas mieux. Diverses propositions faites dans un but d'apaisement furent rejetées. Enfin les députés déclarèrent que, si la reine voulait encore reculer le terme de la diète, la Chambre présenterait un nouveau cahier de plaintes et de doléances, et que, dans le cas contraire, elle s'en tiendrait aux déclarations actuelles et qu'aucun article de loi ne serait formulé. La Chambre basse fit connaître cette situation aux Magnats. Ceux-ci répondirent qu'ils ne se rallieraient aux projets des députés que si, pour le moins, ils signalaient nettement les points sur lesquels ils désiraient une nouvelle réponse, avec motifs à l'appui. Les députés ayant accepté cette proposition, nommèrent une commission mixte chargée de la rédiger. Le résultat du travail de cette commission fut agréé par la diète et présenté à la reine le 23 août.

Le même jour, la reine envoya aux États un message beaucoup plus conciliant que les précédents, en ce sens qu'il donnait satisfaction aux Hongrois sur certains articles importants de leurs doléances. Mais cette concession était suivie d'une double communication. Par la première, la souveraine informait les États de son intention d'élever les villes de Komorne, de Raab, de Neustadt et de Zombor, au rang de villes royales, faveur leur donnant le droit d'envoyer des dé-

putés à la diète et les soustrayant à l'autorité des comitats. Par la seconde, elle sollicitait l'indigénat hongrois pour son secrétaire, le baron Ignace de Koch, et pour le baron de Toussaint, conseiller intime de l'empereur. Finalement Marie-Thérèse annonçait sa résolution de clore la session le 26 août, et priait en conséquence les députés de s'occuper, sans plus de retard, de la confection des articles de loi.

La Table des Magnats accueillit avec déférence et empressement les différentes parties du rescrit royal. Mais la Chambre basse, d'abord heureusement impressionnée par les concessions de la reine, devint de plus en plus houleuse à mesure qu'avançait la lecture du message. Le dernier paragraphe, relatif à la clôture de la diète, acheva de l'exaspérer. Des murmures menaçants accompagnaient la voix du lecteur. Toutefois, sur l'observation que la reine avait passé deux nuits de suite à sa table de travail pour terminer les affaires de la diète et que les députés pouvaient bien imiter de loin ce bel exemple, la Chambre consentit à se réunir le 26, dès 6 heures du matin, et à reprendre la séance, après trois heures de repos, d'une manière continue, dût-elle siéger jusqu'à minuit. L'indigénat des barons de Koch et de Toussaint passa, grâce à l'appui des représentants des villes et des chapitres, à la grande colère des députés des comitats. L'opposition de ces derniers à l'admission des quatre villes au rang de villes royales n'en fut que plus violente. Ils déclarèrent que tout en se soumettant aux volontés de la reine, ils étaient bien décidés à n'accorder aux quatre nouvelles villes, ni siège, ni voix à la diète.

La nuit s'avançait. Tout à coup, au plus fort des débats, entre, sous la conduite de l'archevêque d'Erlau, une députation extrêmement nombreuse de la Chambre des Magnats. Elle apporte une dépêche adressée par Marie-Thérèse au Palatin,

dépêche dans laquelle l'auguste souveraine « exprime son in-« dignation, de ce que, bien qu'elle ait retardé son départ de « vingt-quatre heures pour mener à bonne fin l'affaire des « quatre villes, elle se voit obligée de constater que, de son « vivant, le nom de Marie-Thérèse a été vilipendé et sa per-« sonne royale traitée par les représentants du pays comme « jamais roi de Hongrie ne l'a été. »

Les Magnats profitent adroitement de l'impression produite sur les députés par leur fulminante mission, pour les amener à résipiscence. Ils font appel à leur patriotisme, à leurs sentiments de loyaux sujets, leur remontrant que le seul moyen qui s'offre à leur fidélité de regagner les bonnes grâces de leur souveraine offensée, est d'approuver sans restriction, la faveur accordée aux quatre villes et d'admettre leurs représentants à la diète.

Les députés, pressés comme dans un étau, plièrent devant les instances des Magnats, en se réservant toutefois d'exiger que le nombre des villes royales ne fût plus augmenté. Informés que la reine se propose de quitter Presbourg, le lendemain à 6 heures du matin, ils nomment une députation chargée de se présenter dès 5 h. ½ devant Marie-Thérèse, et de la supplier de différer son départ du temps nécessaire pour signer elle-même les articles de loi.

Ils passèrent le reste de la nuit dans leur salle pour être prêts en temps utile et, à l'heure convenue, à ouvrir la 61e et dernière séance de la session. Ils votèrent à l'unanimité l'élévation des quatre villes au rang de villes royales et, afin d'accentuer leur respectueuse déférence pour la reine, renoncèrent à la réserve de la veille. Les articles de loi sont alors lus en réunion plénière, et à midi, tous les membres des deux Tables montent au château pour les soumettre à la signature royale.

Ici la scène change et devient dramatique. Le visage de la

reine est sombre. L'altière princesse, habituée à voir tout plier devant sa volonté et à ne rencontrer, chez les corps constitués de ses pays d'Autriche, que de rares et passagères résistances, s'est crue humiliée et offensée par la diète. Sa nature franche et vive ne lui permet pas de contraindre ses ressentiments. Elle écoute distraitement, le regard fixe, le discours traditionnel du Palatin, puis se redressant, les yeux enflammés, d'un ton irrité, elle lance aux Hongrois cette violente apostrophe : « Je m'étais attendue à rencontrer chez la nation « hongroise plus de bonne volonté et d'empressement à m'aider « dans l'accomplissement de mes devoirs de souveraine, car je « lui avais donné souvent et récemment encore des gages de « mon affection. Hâtez-vous de dresser vos conclusions et de « les mettre en exécution. Effacez de vos cœurs cette injurieuse « méfiance qui s'y est glissée contre celle qui est votre roi et « votre mère, afin de pouvoir récupérer sa grâce et sa bien- « veillance que vous avez perdues. »

Ces paroles dures et acerbes semblent avoir pétrifié l'assemblée. Au lieu de jeter ses acclamations ordinaires, elle demeure dans un morne silence. La pâleur des visages, l'altération profonde des physionomies, révèlent la vive émotion des assistants. Le primat s'avance pour prononcer la formule ordinaire d'adieu; troublé lui-même, il balbutie et ses paroles font l'effet d'une amère ironie. Puis, la dernière cérémonie, le baisement des mains, s'accomplit sous la pression d'une atmosphère de glace et la sortie ressemble à celle d'un cimetière.

Ainsi se termina la diète de 1751. Le lendemain, le *Diarium* de Vienne, sorte de gazette officielle, annonça que cette clôture s'était faite à la satisfaction la plus complète de la reine et de ses fidèles États hongrois. Plus véridique et plus sincère, le recueil des procès-verbaux s'exprime comme suit : « Ami « lecteur, tu trouveras dans ce volume les actes publics comme

« les actes particuliers et ceux d'un chacun, mais la plume « silencieuse s'est gardée de peindre l'indignation royale pro- « voquée par les États. Commencée dans la confusion, cette « diète s'est achevée dans le comble du désordre. Réfléchis, « étudie avec sagesse et juge les actes de la diète, puis adieu. »

Marie-Thérèse retourna à Vienne, profondément impressionnée, mécontente d'elle-même, plus mécontente encore des Hongrois. Quel changement dans les esprits et les circonstances depuis cette diète de 1741, où fut votée avec tant d'enthousiasme la levée en masse, dite insurrection ! L'impératrice ne s'apercevait pas des modifications si grandes apportées depuis lors dans ses idées et sa manière de voir. Au fond les Hongrois étaient restés,à peu de chose près, les mêmes. La majorité des Magnats et des délégués des chapitres, exempts de toute charge, objets directs des faveurs et des caresses de la cour,pouvait aisément se montrer généreuse dans l'augmentation d'impôts qui ne la touchaient qu'indirectement. N'était-il pas tout aussi naturel que les représentants des contribuables,formant en grande partie la Chambre basse, se montrassent infiniment moins faciles à voter de nouvelles charges sur ceux dont les intérêts leur étaient confiés? En 1741, elle avait à peine fait l'expérience du pouvoir; en 1751, ses vues s'étaient déjà fortement imprégnées des idées de centralisation qui, de tout temps, ont fait le fond de la doctrine libérale, sous quelques noms qu'elle se présente. Le peu de résistance qu'elle avait rencontré lors de l'introduction de ses réformes dans ses États autrichiens, l'influence exercée sur elle par ses ministres et surtout par Bartenstein, avait développé chez elle le sentiment intime et excessif de ses droits de souveraine. A ses yeux, le principe d'autonomie consacré par les institutions en vigueur, soit en Hongrie, soit aux Pays-Bas,constituait une hérésie politique,tout au moins

un archaïsme dangereux, en désaccord complet avec les progrès de la raison. Nous en trouverons de nouvelles et éclatantes preuves dans sa conduite envers les Pays-Bas, où elle entama la lutte qui, poursuivie par Joseph II sans les ménagements que sa mère croyait encore nécessaires, eut de si funestes suites pour lui.

Dans une autre partie de ses domaines, la Lombardie, Marie-Thérèse se trouva devant une autre nature d'écueils, moins redoutables sans doute, mais présentant des dangers graves pour sa puissance. La Lombardie, rendue à l'Autriche par la force des armes en 1746, avait conservé de grandes attaches à l'Espagne. Son ardente aristocratie, alliée à la plupart des familles de la grandesse castillane, toujours comblée de faveurs par les souverains espagnols, considérait comme une humiliation profonde la domination d'une puissance étrangère et le fait d'être gouvernée par une femme. Elle avait désiré chaudement et longtemps espéré que, la fortune des batailles favorisant l'infant Don Philippe, la Lombardie formerait, sous le sceptre de ce prince, un état autonome et indépendant.

Dans ces circonstances, une conspiration visant le retour des Espagnols devait nécessairement venir à l'idée des chefs de la noblesse, car ce mode de lutte est dans le sang italien. C'est ce qui arriva. Les premiers fauteurs du complot furent deux des plus grands personnages du pays, le prince François-Xavier Melzi, alors administrateur général des postes, et une femme, la comtesse Clelia Borromée. Le premier était poussé par l'ambition, l'autre par la passion de la vengeance, car elle nourrissait dans son cœur un ressentiment violent contre Marie-Thérèse, et voici à quelle occasion :

Clélia, fille d'un riche patricien génois, avait épousé en 1707, le comte Jean Borromée, fils du comte Charles Borro-

mée, qui fut successivement commissaire impérial en Italie, vice-roi deNaples et gouverneur de Parme pour la maison de Habsbourg,dont il reçut des grâces sans nombre. Aussi toute la famille Borromée passait-elle pour dévouée à l'Autriche, et Clélia était loin de faire exception. C'était une femme d'une intelligence supérieure, aimant à s'occuper de sciences et à réunir, dans les cercles brillants qu'elle présidait, les savants les plus éminents de l'Italie. Mais elle avait le caractère altier et dominateur, et comme elle avait aisément fait de son faible mari un instrument aveugle de ses volontés, elle ne tolérait aucune contradiction de qui que ce fût dans sa famille. Or c'est précisément là qu'elle se heurta et, dans des circonstances auxquelles les femmes sont le plus sensibles. Il s'agissait du mariage de son fils aîné René, qui ayant passé la trentaine, était arrivé à l'âge où un homme de cette haute position, héritier d'une race illustre, doit tâcher de s'établir. On se mit à l'œuvre avec toutes les précautions qu'exige une recherche aussi sérieuse, où la naissance, la parenté, la fortune jouent un bien plus grand rôle que les qualités personnelles. Enfin le choix tomba sur Marianne Odescalchi, fille du duc de Bracciano, chef d'une famille parvenue à un rang élevé et à d'immenses richesses sous le pontificat d'un de ses membres, Innocent XI. A la suite de négociations assez longues, « l'affaire » se conclut, et le contrat de mariage fut signé avec autant de joie par les Borromée que par les Odescalchi.

Tout à coup, par un caprice bizarre, la comtesse Clélia changea d'idées et créa mille obstacles à l'union qu'elle venait de poursuivre avec tant d'ardeur. Mais René, aussi fier et inflexible que sa mère, avec laquelle il avait cependant vécu jusque-là dans le meilleur accord, refusa de rompre ses engagements et porta le différend devant le chef suprême de la noblesse autrichienne, Marie-Thérèse.

Le droit, l'équité, l'honneur plaidaient trop chaudement la cause de René pour que la décision de Marie-Thérèse pût être un instant douteuse. D'autre part, la famille Odescalchi était restée fidèle aux affections de son plus illustre ancêtre, le Pape Innocent XI, l'allié zélé de Léopold Ier, dans la guerre contre les Turcs. Son inaltérable dévouement à l'Autriche lui donnait d'ailleurs des droits aux égards et à la protection de l'impératrice. En outre, les deux fiancés étaient d'accord, raison de plus pour que Marie-Thérèse, grande propagatrice de mariages, se gardât de séparer un couple aussi bien assorti. En conséquence, le 9 novembre 1743, la souveraine commanda à la comtesse Clélia de lever son opposition et ordonna de passer outre au mariage.

Clélia comprit qu'il était impossible de résister plus longtemps; elle se soumit en fait, mais son orgueil blessé conçut une haine implacable contre la main qui l'avait frappée. Aussi saisit-elle la première occasion de satisfaire son ressentiment. Elle se lia donc avec son neveu, le prince Melzi, alors irrité contre Marie-Thérèse, parce qu'elle avait mis un terme à certains abus très productifs pour lui, qui se commettaient dans le service des postes.

A ces deux chefs s'associèrent d'autres personnages appartenant à des familles puissantes, telles que les Rezzonico della Torre, les Bolognini, les Oppizoni et la princesse Trivulzi.

Ils nouèrent de plus des correspondances avec le marquis Belcredi, de Pavie, et divers gentilshommes lombards, occupant des grades élevés dans les armées franco-espagnoles. Un des principaux employés de la poste, Rainoldi, originaire de Lugano, autrefois très lié avec le chancelier Ulfeld, depuis un des familiers de Melzi, rendit d'importants services à ce dernier dans ses intelligences criminelles avec l'ennemi. C'est

lui, dit-on, qui ouvrait la correspondance officielle de la cour de Vienne pour les autorités de la Lombardie et en faisait parvenir les copies aux ennemis, par la voie détournée de la Suisse.

Plus dangereuse et plus noire était la trahison d'une autre personne de confiance du gouvernement autrichien, le comte Jules Antoine Biancani. Ce misérable appartenait à une famille d'assez basse extraction, enrichie par des spéculations hasardées et pas toujours honnêtes, qu'en digne fils de son père il avait continuées avec succès. Deux ans avant la mort de Charles VI, il obtint de ce prince le titre de comte qu'il s'était déjà attribué par avance, indument. Marie-Thérèse lui vendit, contre une grosse somme d'argent, une place dans l'administration, et sa position lui donna la facilité de faire dans l'armée de grandes et lucratives fournitures. Mais il commit tant de malversations qu'il jugea prudent de ne pas en attendre le châtiment et de s'enfuir. Il se rendit à Pavie près du comte Antoine Boloznini, qui le conduisit à l'armée espagnole. Grâce à ses renseignements, deux mille Espagnols surprirent, dans la nuit du 11 novembre, la garnison de San Angelo, composée de 300 soldats et les chassèrent de ce poste après leur avoir tué un certain nombre d'hommes.

En récompense de ce service, l'infant don Philippe lui donna la direction de l'intendance. Biancani déploya une activité infatigable pour l'approvisionnement de l'armée espagnole. Il était partout à la fois, ici achetant, là ouvrant des magasins, ailleurs organisant des transports. Ce zèle, dont il attendait de nouveaux honneurs et de nouvelles richesses, fut cause de sa perte. Dans le trajet de Crema à Brescia, où il comptait acheter d'énormes quantités de blé, il tomba dans une patrouille autrichienne, sur le territoire vénitien alors très peu respecté des belligérants. On le conduisit à Parme

et de là à Milan, qui se trouvait depuis trois mois entre les mains des Autrichiens et on lui fit son procès. Biancani essaya vainement de dissimuler ses crimes par toute sorte de faux fuyants. Puis il simula le repentir. D'autre côté, sa femme implorait sa grâce. Elle réussit à si bien toucher le ministre plénipotentiaire, comte Pallavicini, que celui-ci s'employa énergiquement près de la cour de Vienne pour le sauver. Toutes ses démarches demeurèrent inutiles. Le 26 novembre 1746, Biancani fut décapité au Corso de la Porta Tosa à Milan.

Les autres conspirateurs se tirèrent beaucoup mieux d'affaires. Un d'eux, un ecclésiastique nommé Zunti, fut enfermé dans le château de Kufstein, en Tyrol, et les autres s'étaient empressés de fuir Milan avant l'entrée des Autrichiens. La comtesse Borromée avait cherché un refuge à Bergame, Melzi à Brescia, Rezzonico à Rome. De ces lieux de sûreté, ils engagèrent des négociations pour obtenir l'impunité et l'autorisation de revenir à Milan.

Les plus intéressantes de ces menées sont assurément celles qui se rapportent à la comtesse Borromée, parce qu'elles sont éminemment caractéristiques pour les deux femmes en jeu, la coupable Clélia et son juge suprême, Marie-Thérèse.

Comme on ne pouvait mettre la main sur la comtesse, on chercha d'abord à la frapper sur le point sensible de l'argent, en séquestrant ses biens et lui enlevant la pension que lui devait son fils René. Ce dernier paraît avoir profité, avec un empressement peu filial, de cette libération. « Si mon existence dépendait de lui, écrivait la comtesse, je serais déjà morte de faim. » Par un contraste qui l'honore, la fille de Clélia, la comtesse Julie Archinto, ne recula devant aucun sacrifice pour venir en aide à sa mère, et se montra infatigable dans ses démarches et ses efforts en vue d'obtenir sa grâce. En fait, l'unique charge qui pesait sur Clélia c'était d'avoir en-

tretenu une correspondance secrète avec les généraux ennemis. Or les preuves manquaient. Aussi Marie-Thérèse se borna-t-elle à exiger que la comtesse Borromée, en signe de soumission, quittât son asile et se rendît à Göry, pour y attendre des ordres ultérieurs.

La comtesse se déclara immédiatement prête à obéir aux ordres de Marie-Thérèse. Elle partit de Brescia pour Padoue, mais au lieu de continuer sa route sur Göry, elle s'arrêta à Padoue sous prétexte d'indisposition et ne voulut plus bouger. Cette obstination irrita l'impératrice. En mars 1748, le séquestre mis sur les biens de la comtesse Borromée fut changé en confiscation, et toute relation écrite ou verbale avec elle, sévèrement interdite.

La comtesse s'entêta pendant plus d'un an encore dans sa résistance, ce qui ne l'empêcha pas d'obséder le gouverneur de la Lombardie, le comte Ferdinand de Harrach, de requêtes et de suppliques tendant à obtenir la permission de revenir à Milan, et la restitution de ses biens. Harrach s'employa effectivement en sa faveur, mais Marie-Thérèse exigea que Clélia allât à Göry en signe public de soumission. Enfin, après deux ans d'entêtement capricieux, la comtesse se transporta à Göry. Aussitôt l'impératrice lui accorda sans balancer son pardon, l'autorisation de rentrer à Milan et lui restitua ses biens.

La comtesse bouda toute une année avant de se rendre à Milan, mais ce fut son dernier caprice. En vieillissant elle s'amenda ; elle se retira de plus en plus du monde extérieur, rompit toute relation avec les personnes de son rang et ne s'intéressa plus qu'aux pauvres et aux petits jusqu'à sa mort, arrivée en 1777, à l'âge de 93 ans.

De même que la comtesse Borromée, Melzi et Rezzonico obtinrent grâce entière. Le premier entra dans les ordres,

après avoir porté ses biens et ses dignités sur la tête de son fils aîné, Don Gaspard, père de ce François Melzi qui, un demi-siècle plus tard, fut vice-président de la République italienne. Rezzonico demeura au service de l'Infant, Don Philippe, l'accompagna à Parme et remplit à sa cour des charges importantes.

Rainoldi, accusé de parjure et de correspondance avec l'ennemi, paraît avoir été le plus rusé de tous. Il ne bougea pas de Milan, continuant ses fonctions comme si rien n'était arrivé. Son calme inaltérable en imposa d'abord. Puis les soupçons s'aggravèrent ; mais les preuves manquaient. On crut savoir qu'il entretenait une correspondance secrète avec l'ennemi par Lugano. Koch, le secrétaire de Marie-Thérèse, imagina un moyen étrange pour s'assurer du fait. Il fit arrêter le courrier de Lugano par des affidés déguisés en brigands. Les paquets postaux furent ouverts, les lettres décachetées. On ne trouva pas la moindre pièce à produire contre Rainoldi. Cependant on connaissait trop bien l'homme pour qu'il cessât d'être suspect. Il demeura encore deux ans en place, toujours surveillé sans succès et, malgré tout, toujours suspect.

Enfin Ulfeld s'avisa tardivement d'un expédient, fréquemment employé en politique comme en administration, à l'égard des personnalités gênantes et qui se résume dans l'adage connu : *Promoveatur ut amoveatur.* Rainoldi reçut l'ordre d'aller remplir les fonctions de contrôleur des postes à l'ambassade impériale près du Saint-Père. Il courut à Vienne, où on lui signifia l'intention de l'employer désormais partout ailleurs qu'à Milan. Mais grâce à ses intrigues, l'adroit italien obtint la permission de retourner à Milan et d'y reprendre ses anciennes fonctions. Longtemps après, en novembre 1751, il fut l'objet de nouveaux soupçons ; cette fois on jugea inutile de le déranger et on se résigna à le laisser à son poste.

L'indulgence de l'impératrice pour un fonctionnaire véhémentement suspecté de l'avoir trahie, contredit les accusations de dureté lancées contre elle par ses ennemis. Du reste, à dater de cette époque, les noms des conspirateurs se rencontrent de plus en plus rarement dans la correspondance de la cour de Vienne avec les autorités italiennes. Il n'en est plus question après la paix d'Aix-la-Chapelle, qui confirma l'héritière des Habsbourgs dans la possession du Milanais, tout en réservant la solution des difficultés relatives à l'Italie, à un congrès spécial, lequel se réunit à Nice en 1748. L'Autriche y fut représentée par le feldzeugmestre comte Brown et le comte Verri, seigneur milanais, tout-à-fait dévoué à l'Autriche et d'une rare capacité. Sa mission heureusement terminée, Verri fut, en récompense de ses services, nommé sénateur, puis membre du conseil suprême d'Italie.

Ce conseil, qui siégeait à Vienne et dont la compétence n'allait guère plus loin que les affaires d'administration et de justice, avait depuis de longues années pour chef, le marquis de Villasor, comte de Monte-Santo. A sa mort, en 1750, Villasor eut comme successeur le comte de Sylva-Tarouca, déjà président du conseil suprême des Pays-Bas. Le poste de gouverneur général du Milanais était alors occupé par le comte Ferdinand de Harrach, qui avait précédemment représenté l'Autriche au congrès manqué de Bréda. Les écrivains lombards se sont plu à rendre pleine justice aux qualités éminentes de Harrach. « Il vint, dit l'un deux, dans un pays « appauvri par six années d'impôts énormes et par les rava- « ges de la guerre, déchiré par les passions de partis égaux « en acharnement comme en puissance. Mais Harrach possé- « dait les qualités nécessaires pour savoir gouverner au « milieu des circonstances les plus difficiles. Calme, désinté- « ressé, prévenant, il s'acquit l'estime et l'amour de tous. Il

« prit à tâche d'améliorer la situation politique et économi-
« que du pays, régla la question des approvisionnements des
« vivres, activa le développement du commerce et de l'indus-
« trie, assura la sécurité publique en négociant, avec les états
« voisins,des traités qui ne leur permirent plus de servir d'asile
« et de refuge aux brigands, qui se répandaient de là pério-
« diquement dans la Lombardie. La lucidité de son intelli-
« gence et la bonté de son cœur se révèlent dans toutes les
« ordonnances, datées de ses trois ans de gouvernement. Il
« aimait le monde, et à Milan comme à la villa de Cernusco-
« Asinario, se rassemblait une société choisie, au milieu de la-
« quelle sa très spirituelle compagne jouait le rôle le plus
« brillant. »

Rosa de Harrach était la fille du comte Frédéric de Harrach, le ministre de Marie-Thérèse dont il a été question plus haut. A vingt ans, en 1740, elle avait épousé le plus jeune frère de son père, le comte Ferdinand, alors âgé de 40 ans et veuf d'une fille du comte Wenzel-Gallas, ancien vice-roi de Naples. Possesseur d'une fortune considérable, Ferdinand de Harrach la dépensait généreusement à Milan et à Vienne. Mais la principale attraction de ses salons, longtemps célèbres parmi les beaux esprits de l'Europe, était incontestablement l'aimable femme qui, pendant trente ans, en sut faire les honneurs avec autant de grâce que de charme et de distinction. Joseph II fut un de leurs visiteurs les plus assidus. Ferdinand de Harrach mourut en 1778, la comtesse Rosa en 1785.

A cette époque, les grandes charges comme celle de gouverneur général, se conféraient réglementairement pour trois ans, au bout desquels les pouvoirs donnés expiraient, s'ils n'étaient renouvelés. La mort de son frère, qui laissait une veuve et huit enfants, empêcha Harrach de solliciter le re-

nouvellement de son mandat. Aussitôt les trois ans écoulés, il alla se fixer à Vienne, laissant les meilleurs souvenirs derrière lui. Le feldzeugmestre, comte Pallavicini, que nous avons vu ministre plénipotentiaire à Milan, lui succéda. Né à Gênes en 1697, Jean Luc Pallavicini fut envoyé à Vienne comme représentant de la république génoise, près la cour impériale en 1731. Justement alors les rapports de la république avec l'Autriche étaient des plus étroits, car elle sollicitait avec instance de Charles VI des secours contre les insurgés de la Corse. L'empereur accorda ce secours et sa bienveillante sympathie s'étendit bientôt jusque sur l'envoyé de ses protégés. En 1733, il lui offrit d'entrer au service impérial et le chargea de réorganiser la marine autrichienne depuis longtemps en pleine décadence. Pallavicini essaya de défendre Naples, à la tête d'une escadre, contre l'Infant Don Carlos. Mais les moyens mis à sa disposition étaient trop insuffisants pour lui permettre de réussir. Il fut plus heureux dans la guerre contre les Turcs et rendit, comme commandant de la flottille du Danube, des services importants.

Lors de la guerre de Succession, Pallavicini remplit des fonctions élevées mais exclusivement militaires. Sa connaissance profonde du pays et de la langue, ses talents en matières politiques et financières, le rendaient particulièrement apte à s'occuper d'affaires administratives, tant en Autriche qu'en pays conquis. Un de ses contemporains le proclame « plein d'éloquence, organisateur éminent fécond en ressources ». Très bien vu à la cour, il exerça, sous le titre de ministre plénipotentiaire, la charge de gouverneur général de la Lombardie, avant et après la prise du Milanais par les Espagnols. Il perdit cette position en 1747, à la suite de graves différends avec les chefs des armées autrichiennes. On le suspecta, non sans raison, d'avoir volontairement mis des obstacles à l'en-

treprise contre Gênes. Marie-Thérèse lui laissa toutefois le commandement du château de Milan,et l'autorisa à continuer à participer à toutes les affaires intérieures du pays. La conclusion de la paix fit disparaître tout motif de le tenir en sous-ordre ; l'impératrice lui donna la succession de Harrach. Elle comptait sur l'habileté de Palavicini pour arriver à créer et entretenir, sur les ressources de la Lombardie, un corps d'armée de dix régiments d'infanterie, de six de cavalerie, uniquement destinés à la défense de ses possessions italiennes.

Les hommes politiques au courant de la situation des choses en Italie, doutaient fort du succès de ce projet. Mais Pallavicini, qui avait atteint le comble de ses vœux avec le gouvernement de la Lombardie, mit vaillamment tout en œuvre pour le réaliser. Afin de s'assurer les revenus nécessaires, il refondit hardiment tout le système financier en usage jusqu'alors. Il acheva d'abord le cadastre de toutes les propriétés foncières, travail décidé dans les premières années du règne de Charles VI, entamé en 1733 et interrompu par la guerre. En second lieu, il réunit en un seul fermage général tous les petits fermages isolés des diverses sources de revenus de l'État,et par ce moyen, non seulement il augmenta considérablement ses revenus, mais encore réduisit sensiblement les frais de recette et put supprimer de nombreux abus. Enfin il appliqua une mesure analogue aux dettes de l'État, ramena celles-ci à un seul type, en simplifia les rouages et diminua grandement les charges.

Pallavicini trouva,pour l'exécution de ses travaux si féconds, le concours le plus précieux chez un homme qui, occupant la seconde place dans l'administration de la Lombardie, se montra en fait, digne de la première. Nous voulons parler du comte Bertrand Cristiani.

Cristiani, qui fut un des meilleurs ministres de Marie-

Thérèse, ne brillait ni par la naissance, ni par l'extérieur. Il dut uniquement sa fortune à son mérite et à ses rares qualités. Il était né à Venise, d'une famille très pauvre, et ne payait guère de mine. Les mémoires du temps le représentent disgracieux de taille et de tournure, négligé dans sa mise, priseur au point d'avoir toujours le nez, le menton et les vêtements couverts de tabac. Ajoutons, pour compléter le portrait, qu'il parlait difficilement et en bégayant. Mais doué d'une intelligence supérieure, d'une puissance de travail infatigable, il possédait de vastes connaissances et les plus belles qualités du cœur et de l'esprit. A la mort de Charles VI, il occupait un siège au conseil communal de Plaisance. Lorsqu'éclata la guerre de Succession, il épousa avec ardeur la cause de la fille des Habsbourgs et rendit les plus grands services aux armées de l'Autriche. Marie-Thérèse sut apprécier la valeur de l'homme et lui confia l'administration du duché de Modène, après le départ du duc François, expulsé de ses états par les troupes autrichiennes. Au milieu des circonstances les plus difficiles, il se conduisit avec tant de sagesse et d'équité, qu'il gagna le cœur des populations et que le duc François, lui-même, après la paix, le remercia hautement des bienfaits dont il avait comblé le duché. Sa modestie égalait ses talents, aussi sut-il conquérir l'entière confiance de Marie-Thérèse et de son entourage. L'impératrice le nomma grand-chancelier du Milanais et ne lui ménagea pas les marques de sa faveur. Loin de le jalouser, les autres ministres contribuaient de tout leur pouvoir à grandir son influence et à consolider sa position. En 1750, à l'avènement de Pallavicini au gouvernement de la Lombardie, Cristiani était certainement l'homme le plus puissant du pays. Six mois plus tard, l'envoyé vénitien Tron écrivait que Cristiani était la coqueluche de la cour surtout de l'empereur et de l'impératrice. « Leurs Majes-

« tés, poursuit-il, se servent de lui dans toutes les affaires qui « se rapportent à l'Italie. Chacun prétend l'absorber. De son « côté, l'impératrice veut l'employer à tout, de sorte que fina- « lement, ils le tueront d'épuisement. » Kaunitz se faisait honneur de l'avoir recommandé, sept ans auparavant, à l'impératrice, pour le poste de grand-chancelier du Milanais. « Je « connais, écrivait-il, toute la valeur de son esprit et de son « cœur. » Un écrivain anglais, parlant de lui, dit : « Je n'ai « jamais rencontré un homme de plus de jugement et plus « fort; les services qu'il a rendus à la cour impériale en Italie « sont de telle nature, qu'il a droit à la confiance la plus « absolue de la part de Leurs Majestés. Il est aussi très aimé. « Il ne possède pas seulement la faveur de Leurs Majestés, « mais aussi celle du roi de Sardaigne, de la république de « Venise et du duc de Modène. Si Dieu lui donne vie, il sera « une bénédiction pour toute la maison d'Autriche. Il fera « chérir l'impératrice de ses voisins italiens, il la fera adorer « de ses sujets du Milanais et assurera là-bas à la cour de « Vienne une influence comme jamais elle n'en a eue. »

Cristiani était fort apprécié du Pape Benoît XIV. Il sut profiter de son crédit près de ce pontife pour lui faire agréer l'abolition partielle de la franchise d'impôt dont jouissaient les propriétés ecclésiastiques dans la Lombardie, ce qui aida beaucoup Pallavicini dans la mission à la fois militaire et financière qu'il avait reçue de l'impératrice.

Il ne fut pas moins heureux avec le roi de Sardaigne. Lorsque vint le moment de régler les nombreuses et difficiles questions soulevées par les divers échanges ou cessions de territoires, résultant des traités intervenus entre la Sardaigne et l'Autriche, Charles-Emmanuel fit des démarches pressantes à Vienne, pour décider Marie-Thérèse à confier les intérêts de l'Autriche à Cristiani. L'impératrice y consentit avec

empressement. Cristiani fut donc envoyé à Turin et s'acquitta de sa mission avec tant d'habileté et une connaissance si approfondie des choses et des lieux, que le traité du 6 octobre 1753 est demeuré, pendant une longue suite d'années, la base incontestée de toutes les relations des deux États contractants et de leurs sujets.

Rien n'échappait à la prévoyance de son dévouement à la maison d'Autriche. On sait que, lors de la guerre de Succession, le duc François III de Modène prit parti pour la France et se vit expulsé de ses États par les Autrichiens. La paix d'Aix-la-Chapelle lui rendit ses possessions. Il y était peu aimé. Esprit frivole et léger, passionné pour les plaisirs et les fêtes, il se trouvait mal à l'aise dans sa petite résidence de Modène, troublée d'ailleurs par les querelles de ce prince avec son fils Hercule, lequel vivait à son tour séparé de sa femme, Marie-Thérèse Cibo, héritière de Massa et de Carrare. Or ce ménage désagrégé avait une fille unique, à peine âgée de trois ans. Cristiani, qui connaissait les faiblesses maternelles de l'impératrice, et qui savait qu'elle n'avait pas plus tôt un enfant, qu'elle ne se préoccupât de son établissement futur, s'avisa de penser que la petite-fille du duc François serait un excellent parti pour l'un des fils puînés de sa souveraine.

Une fois l'idée née dans son cerveau, elle n'en sortit plus. Il la communiqua d'abord au duc de Modène, en lui faisant entrevoir l'éventualité du poste de capitaine général des armées autrichiennes en Italie et de gouverneur de la Lombardie, avec gros traitement et résidence à Milan, la ville de la joie par excellence. La perspective ouverte aux yeux du duc par Cristiani, séduisit complètement ce prince. Cristiani fit part alors de son projet à l'impératrice, qui l'accueillit avec enthousiasme. L'âge encore bien tendre des deux parties les plus intéressées, laissait une large carrière à toutes sortes

d'éventualités de nature à faire écrouler le fragile édifice bâti par Cristiani sur un avenir aussi lointain. Mais ni le duc, ni Marie-Thérèse n'étaient de caractère à s'inquiéter de simples hypothèses.

Afin de couvrir sa conduite d'apparences imposantes vis-à-vis du public, le duc dit bien haut qu'il voulait avant tout, s'assurer de l'approbation du roi Georges d'Angleterre, qu'il proclamait chef de la maison d'Este. De son côté, Georges, enchanté de ce rapprochement d'un prince jusque-là dévoué aux cours bourbonniennes, appuya chaudement l'idée de Cristiani. Les négociations s'entamèrent aussitôt à Vienne. Le chancelier Ulfeld et le vice-chancelier de l'empire, comte Colloredo, y représentèrent le couple impérial ; le comte Antoine Montecuculli et l'abbé Grossatesta agirent pour le duc de Modène. On arriva bientôt à conclure, le 17 mai 1753, un double traité, l'un relatif au mariage en vue, et l'autre traitant de la succession de Modène. Dans ce dernier acte, le duc déclarait, que, désireux d'éviter les troubles que pourrait susciter, à son décès, l'absence d'héritier mâle, il s'était résolu de choisir un successeur capable d'ajouter une nouvelle auréole de gloire à l'antique renommée de la maison ducale d'Este, et que ses préférences s'étaient fixées sur l'un des archiducs d'Autriche puînés, lesquels d'ailleurs, descendaient de la branche allemande de la dite maison. En conséquence, il s'engageait à donner la main de sa petite-fille, Marie-Béatrice, à l'archiduc Léopold, troisième fils de l'impératrice, laquelle promettait d'élever son dit fils de manière à le rendre capable de gouverner heureusement ses futurs sujets, et de l'envoyer à Milan lorsqu'il aurait accompli l'âge de dix-huit ans, pour procéder à son mariage avec la princesse Marie-Béatrice, petite-fille du dit duc. En cas de mort de l'archiduc Léopold, son frère puiné, l'archiduc Ferdinand, lui serait

substitué. Le point capital pour François de Modène était la stipulation en vertu de laquelle, à l'échéance des pouvoirs du marquis Pallavicini, il était nommé pour douze ans capitaine-général et gouverneur de la Lombardie, aux appointements de 140,000 florins par an. Les douze ans étaient calculés de manière à ce que leur terme concordât avec les dix-huit de l'archiduc Léopold, sur la tête duquel devait alors passer cette double dignité. Chose rare, le traité du 11 mai 1753 s'accomplit réellement, avec ce seul changement que l'archiduc Léopold fut remplacé par son frère Ferdinand, plus jeune que lui de six ans. La modification apportée dans la personne du mari de sa petite-fille agréa d'autant plus à François de Modène, qu'elle prolongeait de plusieurs années sa situation provisoire de gouverneur général.

Le prince Hercule d'Este, dont le consentement à ces conventions nuptiales était nécessaire, obtint la survivance des dignités et revenus accordés à son père, au cas où ce dernier viendrait à mourir avant que le mariage ne fût accompli.

Le seul mécontent fait par le traité du 11 mai 1753, paraît avoir été Pallavicini. Marie-Thérèse essaya de le consoler, en lui laissant le poste de Châtelain de Milan, avec le commandement effectif des forces autrichiennes en Italie ; mais comme Cristiani avait été placé près du duc, au titre de ministre plénipotentiaire, afin de remplir la partie sérieuse des fonctions de gouverneur général, dont François de Modène ne se souciait nullement, le marquis vit, non sans raison, dans la position qui lui était offerte, une *diminutio capitis* et la déclina. Marie-Thérèse le remplaça par le feld-zeugmestre comte de Lynden et l'appela à Vienne. Non contente de lui assigner une indemnité de 100,000 florins, elle lui accorda la Toison d'or, objet des plus ardentes aspi-

rations de ce seigneur. Heureux cette fois, Pallavicini se retira à Bologne, où il mourut en 1773.

Non moins satisfait que lui, François de Modène fit son entrée solennelle à Milan le 16 janvier 1754, en parfait accord avec Cristiani, auquel il abandonna avec empressement les soucis, le travail et le poids des affaires, se réservant uniquement les honneurs, les plaisirs, les jouissances et les revenus attachés à sa position.

Cristiani a pris part à tant de réformes ou d'innovations dans toutes les branches de l'administration de la Lombardie, qu'il ne put éviter de froisser de nombreux intérêts et de soulever beaucoup de plaintes. On lui a surtout reproché de favoriser à l'excès les fermiers généraux. Il eut, en effet, le talent de tirer de la Lombardie des sommes considérables, non pour lui, car il est mort pauvre, mais pour la cour de Vienne, d'autant plus besogneuse, que la générosité de Marie-Thérèse pour son entourage et ses amis, ne connaissait pas de bornes. Il se peut que l'abondance des ressources procurée par Cristiani aux ministres et aux familiers de Marie-Thérèse, n'ait pas été étrangère à la grande influence dont il jouissait à la cour. Mais comme en fait, son administration a été féconde en bienfaits pour la Lombardie, il n'y a pas lieu de tenir compte de ces attaques.

Dans ces dernières années, l'Angleterre, modifiant les antiques bases de son système électoral, les a établies sur l'occupation de maisons ou de terres dans certaines conditions. On ne sera pas surpris de découvrir que cette importante innovation n'a été qu'un emprunt inconscient à l'organisation provinciale et communale appliquée par Cristiani en 1755, à la Lombardie.

Voici en quels termes Arneth nous l'expose :

« La plus importante des réformes opérées sur la proposi-

« tion de Cristiani dans la Lombardie est, sans contredit, « celle qu'introduisit Marie-Thérèse dans le système d'admi- « nistration des provinces et des communes, par son édit du « 30 décembre 1755. Cet édit appela en principe tous les « contribuables de chaque commune à prendre part à la « gestion des intérêts communaux, et à désigner, chaque « année, au moyen de bulletins de votes, trois députés, dont « l'un devait appartenir à la catégorie des plus haut impo- « sés, chargés de représenter la commune et de gérer ses « intérêts.

« Étaient inéligibles les ecclésiastiques, les militaires et « les membres des corporations judiciaires privilégiées.

« Les mineurs pouvaient se faire représenter par leurs « tuteurs.

« Deux fois par an, la commune se réunissait en assemblée « générale pour reviser les rôles de contributions, délibérer « et voter le budget des dépenses, contrôler le compte des « dépenses faites et la gestion des députés.

« Application du même système pour les chefs-lieux de « provinces et pour les provinces elles-mêmes. Chacun des « quartiers du chef-lieu élisait un député, et les élus, unis « aux représentants de la noblesse et du commerce, consti- « tuaient le conseil général, lequel, à son tour, nommait par « voie de scrutin et choisissait, dans son sein, dix députés « appelés préfets, ayant mission d'administrer la province et « le chef-lieu, au nom du conseil général, sous sa surveillance « et son contrôle.

« La création du cadastre et de l'autonomie communale « a été fécondes en bienfaits précieux pour la Lombardie. « L'égalité et la fixité immuable des impôts a donné « un élan prodigieux à l'agriculture et à l'économie rurale. « L'autonomie des communes et des provinces et la partici-

« pation de tous les contribuables à la gestion des intérêts « communs, ont produit les fruits les plus heureux. Le sys- « tème a démontré son excellence pendant un siècle pres- « qu'entier et le court espace de temps pendant lequel il a été « suspendu pour faire place aux principes appliqués en « France, a suffi pour mettre en pleine lumière son incontes- « table supériorité. »

L'admiration du savant archiviste pour l'édit de 1755, l'empêche de remarquer une de ses particularités les plus saillantes, l'absence de toute intervention, de tout contrôle de de la part du pouvoir central. Le fait est d'autant plus frappant qu'il est en complet désaccord avec l'esprit centralisateur qui a inspiré la plupart des réformes de Marie-Thérèse, et qui constitue le fond réel de tous les systèmes de gouvernement modernes.

Signalons encore la grande part prise par Cristiani, de concert avec Kaunitz, en mars 1757, à la suppression du Conseil d'Italie. Marie-Thérèse ne pouvait souffrir les institutions rapportées d'Espagne par son père, et se laissa facilement persuader à prendre cette mesure. Le comte de Sylva-Tarouca, qui croyait s'apercevoir que la manière dont il menait les affaires, en sa qualité de président du Conseil d'Italie, déplaisait à l'impératrice, ne fit pas difficulté de donner sa démission. Il était mal avec Kaunitz, dont l'influence sur l'impératrice commençait à grandir, dans la même mesure que celle de Tarouca baissait. Il prit donc sagement le parti d'abandonner la lutte qui devenait de plus en plus pénible, et Marie-Thérèse lui en sut gré. Après sa démission, les affaires qui ressortissaient du Conseil d'Italie, passèrent à la chancellerie d'État. La centralisation regagnait dans les sphères supérieures, le terrain qu'elle perdait dans les communes.

Cristiani ne survécut pas longtemps à cette importante

modification. Pendant de longues années, il avait gouverné la Lombardie avec des pouvoirs presqu'illimités. En outre il était consulté sans cesse par Marie-Thérèse sur une foule d'affaires relatives à l'État ou concernant la famille impériale. On lui avait souvent prédit qu'il succomberait à ces excès de travail, et Marie-Thérèse, tout en recourant à chaque instant aux conseils de son expérience, se reprochait fréquemment de le fatiguer. L'événement donna gain de cause à ses craintes. Au mois de mars 1758, Cristiani tomba sérieusement malade. Il comprit le danger qui le menaçait, avec autant de netteté que de calme et de résignation chrétienne. Après avoir reçu les consolations de la religion dans les sentiments de foi les plus édifiants, il régla avec beaucoup d'attention ses affaires temporelles. Il fit venir ses subordonnés à son lit de mort et leur donna ses dernières instructions, disant à chacun que le devoir des fonctionnaires était de remplir les obligations de son emploi jusqu'au dernier moment.

Marie-Thérèse s'intéressa vivement à la maladie de l'homme qu'elle honorait de toute sa confiance, et dont elle croyait pouvoir espérer encore de grands services, car il n'avait que 56 ans. Non seulement elle lui adressa elle-même une lettre affectueuse, mais elle lui envoya une consultation écrite de Von Swieten sur le traitement qu'il suivait. Tous les deux jours un courrier spécial partait de Milan, porteur de nouvelles détaillées sur l'état du malade. Un moment on eut de l'espoir, car ainsi qu'il arrive souvent, la lampe épuisée jette une dernière et vive lueur avant de s'éteindre. L'illusion dura peu. Cristiani mourut le 3 juillet 1758, laissant une veuve, quatre fils et deux filles, avec peu de fortune, bien qu'il eût toujours vécu modestement. Marie-Thérèse prit soin de sa famille avec sa magnanimité habituelle.

De la mosaïque d'États hétérogènes qui constituaient la monarchie autrichienne, les Pays-Bas formaient la partie la plus récente, la plus lointaine et la moins appréciée par ses souverains. Marie-Thérèse l'eût, de grand cœur, échangée contre la Silésie, objet capital de ses prédilections et de ses regrets, car nous la verrons bientôt disposée à les céder à la France, comme prix d'une alliance contre le roi Frédéric de Prusse. Ses convictions césariennes se froissaient de la ténacité des Belges à garder leurs constitutions. A ses yeux, « la joyeuse entrée », les droits et les privilèges mis sans cesse en avant ou invoqués par les Belges, étaient autant d'abus d'un autre âge, qu'elle s'impatientait de ne pouvoir réformer. D'un autre côté, les stipulations du traité de la Barrière, qui donnaient aux Hollandais le droit de mettre des garnisons dans les villes les plus importantes du pays, lui paraissaient aussi des atteintes humiliantes à son autorité et à ses droits souverains. Ses ministres l'entretenaient dans ces sentiments peu sympathiques pour ses sujets belges.

« Les Pays-Bas, écrivait Bartenstein, dans un rapport du « 11 décembre 1739, ne sont pas aussi faciles à manier que « d'autres peuples. Changer la constitution serait s'exposer « à de graves dangers. Il arrive fréquemment que le patrio- « tisme des Flamands les porte à repousser ce qui leur serait « avantageux. Si jamais il est nécessaire de persuader tout le « monde de la gravité des motifs qui dictent les mesures du « gouvernement, inspirées par les meilleures intentions, c'est « assurément aux Pays-Bas. Plus les abus qui se sont glissés « dans l'administration, sont enracinés, plus grand est le « nombre de ceux qui, en ayant jusqu'alors bénéficié, se sen- « tiront blessés par la moindre tentative de réforme. On doit « s'attendre à ce qu'ils s'opposeront aux mesures les plus « salutaires et que, les proclamant contraires aux libertés du

« pays ils entraîneront avec eux,ceux-là même que leur intérêt « et celui du public devraient exciter à soutenir énergique- « ment les essais de remède. Il est donc indispensable de « procéder, vis-à-vis de ce peuple, avec les plus grandes pré- « cautions, lentement et pas à pas. »

Il émettait les mêmes conseils en 1750 et déclarait indispensable de n'introduire aux Pays-Bas aucune innovation, avant que d'avoir bien et duement convaincu un chacun, que la nouveauté à faire accepter augmentait la sécurité du pays, diminuait les dettes, allégeait le poids des impôts et favorisait le commerce et l'industrie.

Bartenstein avait raison, et cette manière de voir était partagée par le comte de Sylva-Tarouca, président du Conseil des Pays-Bas, à Vienne. Le caractère de Marie-Thérèse répugnait instinctivement à cette politique d'extrême prudence, et elle ne s'y soumit pas sans effort.

Sur un point, cependant, reine et sujets étaient parfaitement d'accord. Le traité de la Barrière leur inspirait une égale aversion. Imposé à l'empereur Léopold Ier, par la Hollande et l'Angleterre, lors de leur alliance avec l'Autriche, ce traité dont le nom vient de la barrière que les Hollandais prétendaient ériger pour leur sécurité, contre les invasions françaises, rencontra chez ce prince une résistance opiniâtre. Quand la paix de Munster mit fin à la guerre, dite de la Succession d'Espagne, les puissances maritimes signifièrent à Charles VI qu'il ne rentrerait pas en possession des Pays-Bas, avant de s'être mis d'accord avec elles sur cette question. A son tour, Charles VI se cabra contre des exigences attentatoires à ses droits de souverain,et de nature à nuire de la manière la plus grave aux intérêts de ses sujets flamands. Il lutta neuf ans et finalement se résigna, en 1716, à signer une convention par laquelle il concéda aux États généraux néerlandais le droit

de distribuer un corps d'armée, de douze à quatorze mille hommes, entre certaines forteresses voisines de la France, pour y servir de garnisons. Il s'engagea non seulement à supporter les frais d'entretien des places ainsi occupées, mais encore à payer à la Hollande un subside annuel de cinq cent mille thalers. En cas de refus ou de retard de ce paiement, les États généraux étaient autorisés à faire entrer, au besoin par la force, les sommes en retard. Non contentes de ces dispositions draconiennes, les puissances maritimes ajoutèrent à la convention d'autres stipulations, destinées à confisquer, à leur profit, le commerce et l'industrie belges. Le traité de la Barrière avait donc ceci de léonin, qu'il imposait d'une part aux provinces belges de lourdes charges, et leur enlevait d'autre part le moyen de se créer des ressources pour y faire face.

Charles VI mort, survint la guerre de Succession. Si, à la fin de son règne, ce souverain avait été fort empêché de remplir ses obligations envers les Hollandais, on comprend que Marie-Thérèse, dépouillée de la Silésie et ruinée par les nécessités de la lutte, se trouva moins encore en état de satisfaire ses créanciers de Hollande. Ceux-ci réclamèrent. Faute d'argent et de bonnes raisons à alléguer, les ministres de la reine en invoquèrent de mauvaises, selon l'usage trop fréquent des débiteurs impuissants à s'acquitter, et donnèrent lieu à des accusations de mauvaise foi. Le débat s'aigrit. Le peu de résistance des garnisons hollandaises, lors des promenades triomphales du maréchal de Saxe aux Pays-Bas, après la bataille de Fontenoy, fournit un excellent prétexte à la cour de Vienne, de se récrier contre les iniquités du traité et de se prétendre victime. A quoi bon, en effet, entretenir des forteresses et payer des garnisons, si forteresses et garnisons laissaient les Français se promener à leur aise dans le pays, rançonnant cités et villages ? Le traité de la Barrière,

supposant nécessairement une barrière, justifiait les subsides ; la barrière cessant d'exister, les subsides perdaient leur raison d'être. Ainsi argumentait le Conseil des Pays-Bas à Vienne.

Lors des conférences d'Aix-la-Chapelle, les puissances maritimes réclamèrent le rétablissement des villes-barrières et le paiement des subsides arriérés. Marie-Thérèse repoussa énergiquement ces prétentions et s'opposa à ce qu'il en fût question dans le traité de paix, tout en protestant de sa ferme volonté d'observer fidèlement le traité signé par son père. Il est évident que, au fond, froissée et justement mécontente des procédés brutalement égoïstes de ses anciens alliés, elle évoluait mentalement vers un rapprochement avec la France. Bartenstein la poussait dans ce sens, habilement secondé par Kaunitz. L'expérience lui avait appris que l'alliance anglo-hollandaise ne lui rendrait jamais la Silésie. L'unique rayon d'espérance qu'elle pût entrevoir lui venait du côté de la France. Elle s'y rattacha insensiblement, et c'est par cette illusion nouvelle que Kaunitz eut l'art de gagner sa confiance.

Cependant les puissances maritimes revinrent à la charge, et pour se faire mieux accueillir de l'impératrice, firent entendre qu'elles étaient disposées à faire quelques concessions au point de vue du commerce belge. Les parties nommèrent des commissions, qui se réunirent à Bruxelles dans le but d'arriver à un accord. Chacun d'eux se cantonnant étroitement dans ses prétentions, les conférences demeuraient sans résultat ; Marie-Thérèse ne paraît pas en avoir été grandement tourmentée. « Si, dit-elle, les difficultés existantes n'ont pu être « aplanies, il faut s'en prendre au mauvais sort qui pèse sur « les Pays-Bas. » Elle aurait pu ajouter : et à ma volonté ! Disons cependant, à sa décharge, que la décadence déjà avancée de la République néerlandaise, en proie à des dissensions intestines très graves, autorisait l'impératrice à écrire « que,

« vu l'entière déchéance de la Hollande, le but principal des « contractants du traité de la Barrière était manqué. » En 1753, Sir Charles Hanbury Williams, représentant de l'Angleterre près de la cour de Dresde, envoyé à Vienne par son gouvernement pour y plaider la cause de la Néerlande, écrivait, dans son rapport au duc de Newcastle, les lignes suivantes : « La conviction de la souveraineté absolue sur les « Pays-Bas est tellement enracinée dans l'esprit de l'impéra- « trice, qu'il est impossible de la lui ôter. Je tâchai de lui faire « entendre que les puissances maritimes, loin de contester « ses droits souverains sur les Pays-Bas, étaient disposées à « les respecter à l'avenir plus encore que par le passé. Elle « prit mal mes paroles et cria bien haut, si haut même qu'on « l'entendit de la chambre voisine, qu'elle était la maîtresse « des Pays-Bas et que son devoir lui commandait de protéger « ses sujets trop longtemps opprimés par le traité de la Bar- « rière et de ne pas souffrir qu'ils fussent plus longtemps « privés des droits si chers aux autres nations. »

Au premier rang de ces droits, elle plaçait les libertés du commerce, de la navigation et de l'industrie. Or ces libertés allaient précisément à l'encontre des intérêts de l'Angleterre et de la Hollande, et cette rivalité d'intérêts opposés constituait le vrai mal du traité. Dans l'impossibilité de faire prévaloir ses vues généreuses sur l'égoïsme de ses puissants voisins, elle eut le tort grave de chercher à esquiver, par des voies détournées et une conduite équivoque et tortueuse, les obligations que lui imposait le traité de la Barrière. On peut apprécier d'une manière divergente, l'évolution politique qui lui fit préférer l'alliance avec la France en 1755, à celle des puissances maritimes, sans faire tort à son caractère, mais il est impossible, quel que soit le point de vue où on se place, de ne pas condamner les actes de duplicité et d'expédients dans

lesquels elle se laissa entraîner par son conseil suprême des Pays-Bas, à Vienne.

On doit constater, avec d'autant plus d'empressement, ses efforts pour développer, dans la mesure de son pouvoir, le bien-être de ses sujets belges et la prospérité nationale. Elle publia dans ce but une série d'ordonnances, accordant des avantages précieux aux laboureurs, au point de vue du service militaire, promettant grâce entière aux réfractaires qui rentreraient dans leurs villages et s'y livreraient à l'agriculture, admettant les paroisses rurales aux délibérations des États provinciaux dont l'entrée leur était fermée et visant d'autres intérêts de moindre importance. Docile aux conseils de Bartenstein et du prince Charles de Lorraine, elle se garda bien, malgré ses idées absolues et son scepticisme à l'égard de certains privilèges ou droits des États, de toucher à la constitution du pays. Elle en a d'autant plus de mérite que l'organisation du gouvernement des Pays-Bas était profondément défectueuse et donnait occasion aux erreurs et aux méprises de tout genre. L'administration tout entière se trouvait entre les mains d'un Conseil suprême séant à Vienne et dont le plus grand nombre de membres étaient étrangers à la Belgique. Le président était le comte, depuis duc de Silva-Tarouca, « gentilhomme accompli du siècle dernier, dit M. Piot, « brillant cavalier dans les carrousels, très spirituel et « surtout très dévoué à Marie-Thérèse, mais manquant « d'instruction et connaissant à peine la Belgique. Les « autres conseillers n'avaient pas plus de valeur que lui. »

Écoutons encore le comte de Bentinck, diplomate hollandais, qui appréciait à fond le Conseil suprême des Pays-Bas. « Il n'a point la confiance des sujets des Pays-Bas, ni ne « passe pour en connaître la force, ni les ressources, non plus « que le génie des différents peuples qui les habitent. Ta-

« rouca et Pacheco n'y ont jamais été qu'en passant. Tarouca « a l'esprit trop subtil et trop alambiqué pour avoir jamais la « confiance des Flamands et des Brabançons. Son génie est « comme le tranchant d'un rasoir, qui coupe un cheveu en l'air « mais qui rebrousse sur un bois dur et nerveux. Les gens des « Pays-Bas qui sont employés à Vienne, sont des gens de « rien, qui sont obligés de faire leur cour à leurs supérieurs « pour faire fortune. Et quand même ils seraient honnêtes « gens, aussi bien qu'entendus et versés dans les affaires de « leur pays, encore ne peuvent-ils donner que des informa- « tions, qui, avant de parvenir à la souveraine, passent par « d'autres mains, mais sans pénétrer plus avant dans les « raisons. Le fait est que le Conseil suprême n'a pas la con- « fiance des Pays-Bas. »

Ce conseil fut dissous le 31 mars 1751, et ses attributions passèrent à la chancellerie de Cour et d'État, où il forma le département des Pays-Bas.

Les gouverneurs-généraux, nommés soit par Charles VI, soit par Marie-Thérèse, n'avaient qu'une part très restreinte au gouvernement réel. Leur office principal consistait à tenir une cour aussi brillante que possible. Mais leur pouvoir effectif était nul. Leur action pouvait être grande, puisqu'ils étaient le canal inévitable des grâces et des faveurs; hors de là, leur autorité ne dépassait pas le seuil de leur palais.

Le prince Eugène de Savoie, qui fut gouverneur-général des Pays-Bas, sous Charles VI, y fit à peine quelque séjour. Le 9 octobre 1725, Charles VI le remplaça par sa sœur, l'archiduchesse Marie-Élisabeth.

Cette princesse, très timorée, d'une intelligence ordinaire, dépourvue d'initiative, mais juste et droite dans sa manière d'agir, convenait parfaitement au rôle qui lui était assigné. La sagesse de son administration lui attira les sympathies

populaires. Sous son gouvernement, les Belges jouirent d'un repos complet, troublé seulement par les disputes des jansénistes et des fidèles défenseurs de l'Église.

Elle survécut peu à son frère. Après sa mort, arrivée le 29 août 1743, le gouvernement des Pays-Bas fut donné à Charles de Lorraine, frère de l'empereur François et mari de l'archiduchesse Marianne, sœur de l'impératrice. « Au point « de vue de ses intérêts personnels, dit l'éminent archiviste « général de Belgique, M. Piot, et de ceux du pays, Marie-« Thérèse ne pouvait faire un meilleur choix. Attachés de « très près à la famille impériale, les deux époux devaient « nécessairement défendre les intérêts de la maison d'Autriche « et lui donner un dévouement sans bornes dans toutes les « circonstances. C'est ce que fit Charles de Lorraine avec une « abnégation complète, aussi bien dans son cabinet que sur « les champs de bataille, lorsqu'il fut appelé au commande-« ment de l'armée de Bohême pendant la guerre de succes-« sion. Quant au caractère et aux habitudes du duc, ils s'al-« liaient admirablement à l'esprit public des Belges. Franc, « juste, loyal, même dans les affaires de minime importance, « il s'attacha toutes les classes de la société. Vis-à-vis de la « noblesse, dont il signala le peu d'union dans une de ses « lettres à l'impératrice, il était le type du gentilhomme. Il « la recevait avec cordialité les jours de *gala*, lui offrait « souvent « l'*appartement* », nom qu'on donnait alors aux soi-« rées intimes, allait dîner et souper chez ses membres ; « d'humeur gaie et joviale, il se passionnait pour les « parties de plaisir, les promenades en traîneaux, les caval-« cades, la chasse et le jeu. Il était hardi chasseur et aimait à « jouer gros jeu, ce qui le mit maintes fois dans l'embarras.

« Sous l'administration de la gouvernante, Marie-Élisabeth, « la cour de Bruxelles était une copie en miniature de celle

« de Vienne, tout s'y faisait avec l'étiquette espagnole raide, « misérable, éminemment déplaisante à la noblesse belge. A « la cour de Charles de Lorraine, la raideur et la contrainte « firent place à la bienveillance des formes et à la grâce de « l'accueil. Chez lui,il aimait à afficher un certain laisser aller « de bonne compagnie, des manières pleines de prévenance « et d'amabilité qui plaisaient beaucoup à la noblesse. Le « clergé voyait en lui un chrétien remplissant régulièrement « ses devoirs religieux, donnant le bon exemple, charitable « et toujours respectueux envers les ecclésiastiques. Si parfois « il était obligé de contrarier le clergé, par suite de mesures « prises, soit à Vienne, soit par les agents du gouvernement « à Bruxelles ou suggérées par les ministres plénipotentiaires, « personne ne lui en voulait. Le clergé connaissant parfaite- « ment la cause du mal, savait que le prince n'avait aucune « initiative. Celui-ci avait, du reste, pris le parti de ne pas « signer les dépêches irritantes et de les faire passer par le « canal du ministre plénipotentiaire ou celui du président du « conseil privé.

« La bourgeoisie et le peuple trouvaient en lui un prince « bienveillant, aimant comme eux les fêtes et les réjouissances « publiques et s'y amusant de bon cœur. Point de fêtes — et « elles étaient nombreuses dans le pays, — sans la présence « du gouverneur-général. Les Belges avaient reconnu un « prince prêt à se montrer toujours en public, sans faste « comme sans prétentions, en un mot, un prince populaire, « aux mœurs patriarcales et empreintes d'une grande bon- « homie. Il avait encore une autre qualité plus particulière- « ment appréciée à Bruxelles. Loin d'être parcimonieux, « comme l'archiduchesse Marie-Élisabeth, il aimait au con- « traire, à dépenser et il se laissait volontiers exploiter par « les artistes, les marchands de curiosités, les amateurs de

« physique et de mécanique. A sa mort, sa succession était « tellement obérée que la famille impériale y renonça et la « mit à la charge de la Belgique, après en avoir toutefois « retiré ce qu'elle renfermait de plus précieux. Comme son « père, dont il avait les bonnes qualités, il aimait l'art, l'en- « courageait et se faisait un plaisir de protéger les artistes « en leur conférant des titres. Il réussit à s'identifier si com- « plètement au caractère belge et à se faire tellement aimer, « que les États du Brabant lui élevèrent, de son vivant, une « statue sur la place Royale de Bruxelles.

« Grâce à la manière d'agir du prince Charles, mainte et « mainte faute de Marie-Thérèse fut oubliée ou passa inaperçue « et mainte mesure adoptée par elle ou mise à exécution par « son gouvernement, ne rencontra pas d'opposition. »

A côté des gouverneurs-généraux choisis d'habitude parmi les membres de la famille impériale, Marie-Thérèse plaça d'autres agents, d'ordre élevé, chargés de représenter auprès d'eux sa politique personnelle, de les aider dans les soins de l'administration, de leur donner des conseils et parfois de les remplacer dans leurs absences. Au fond, ils exerçaient sur eux une sorte de tutelle et leur rôle, assez mal défini, souvent pénible, tenait à la fois du surveillant et du tampon, destiné à tempérer le heurt assez fréquent des divergences qui s'élevèrent entre les gouverneurs-généraux et le conseil suprême des Pays-Bas à Vienne, composé exclusivement de créatures de l'impératrice. Cette complication de rouage répondait à la politique trop souvent vacillante et sans franchise, de la cour de Vienne. Ils reçurent le titre de ministres plénipotentiaires près les gouverneurs-généraux.

Le premier fut le maréchal comte de Kœnigsegg, qui eut mission d'aller prendre possession des Pays-Bas, au nom de l'empereur Charles VI en 1716. Il fut remplacé dans le cou-

rant de la même année par le marquis de Prié, lequel, en l'absence presque continuelle du prince Eugène de Savoie, gouverneur-général, exerça et remplit réellement ces fonctions. Lors de la disgrâce de ce seigneur en 1725, Charles VI jugea convenable de ne pas le remplacer. Marie-Thérèse suivit d'abord l'exemple de son père, mais au moment de la mort de l'archiduchesse Marie-Élisabeth, le prince Charles de Lorraine qui devait lui succéder, se trouvant retenu à l'armée, la souveraine confia le soin de la gestion des affaires des Pays-Bas, au comte de Harrach, sous le titre de lieutenant gouverneur-général.

Nous avons déjà raconté les déboires de Harrach et ses grands démêlés avec le Conseil suprême des Pays-Bas, à Vienne. Pendant son administration, qui était calquée sur celle de Marie-Élisabeth, rien ne fut entrepris, faute de fonds, et malgré son dévouement aux intérêts des Pays-Bas, il fut obligé de laisser les affaires à l'abandon.

L'année suivante, pendant une absence nouvelle du prince Charles de Lorraine, Marie-Thérèse envoya comme ministre plénipotentiaire le comte de Kœnigsegg-Erps, neveu du maréchal, qui fut remplacé en 1745, par le comte de Kaunitz-Rittberg. Ce dernier ayant été chargé de représenter l'Autriche aux conférences d'Aix-la-Chapelle, l'impératrice confia l'administration provisoire des provinces belges à une commission, composée du duc d'Arenberg, du chef président Steenhault, du président du conseil des finances, marquis d'Herzelles, du chancelier du Brabant, comte de Tirimont,et du président du conseil des États, vicomte de Patyn. Cette commission fonctionna jusqu'au 23 août 1749, jour de l'entrée à Bruxelles du prince Charles, qu'accompagnait en qualité de ministre plénipotentiaire, le Feldzeugmestre marquis Botta-d'Adorno. Le choix de ce personnage, fort discrédité

depuis sa fâcheuse aventure de Gênes, ne laissa pas d'étonner le public. On prétendit qu'il avait, comme Pallavicini en Italie, la mission secrète de transformer les Pays-Bas, jusque-là source de dépenses pour l'Autriche, en source de revenus.

Botta justifia la confiance dont il avait été l'objet. Actif, intelligent, travailleur infatigable, affable, bienveillant comme le gouverneur général, il s'attacha surtout à réformer, sans bruit, sans fracas, l'état militaire, la justice, et à redresser la situation financière. Quand il vint à Bruxelles, la solde de l'armée était de beaucoup en arrière, les officiers ne recevaient que des à-comptes. « Par ce seul rien, écrivait le « prince Charles à sa belle-sœur, Votre Majesté peut juger de « l'état où nous avons trouvé non seulement la caisse militaire, « mais toutes les finances et même les affaires de la justice. « Botta et Crumpipen y travaillent. Celui-ci est un trésor. »

Bien que parfaitement apprécié en Belgique, où son passage n'a laissé que d'heureux souvenirs, Botta désirait ardemment aller terminer son existence en Italie. Le 13 mars 1753, jour de la nomination de Kaunitz au poste de grand-chancelier de Cour et d'État, ses vœux furent exaucés. Marie-Thérèse lui conféra le poste de ministre plénipotentiaire en Italie, et le remplaça à Bruxelles par le comte de Cobenzl, alors ministre plénipotentiaire près des « Cercles antérieurs et de l'empire ». Il resta encore quelque temps aux Pays-Bas afin de mettre son successeur au courant des affaires du pays, et partit le 2 octobre, emportant l'estime, la reconnaissance et les regrets des principaux chefs de la nation. Il vécut jusqu'en 1774 et s'éteignit à Pavie.

Nous retrouverons plus tard occasion de parler du comte Charles Cobenzl, digne comparse de Kaunitz et le premier promoteur des conflits qui éclatèrent entre le clergé des Pays-Bas et le gouvernement autrichien.

TABLE DES MATIÈRES.

PREMIER VOLUME.

Chapitre Premier... 1

Sommaire. — Joseph Ier. — Sa mort. — Avènement de Charles VI. — Traité d'Utrecht. — Mariage de Charles VI avec Élisabeth de Brunswick. — Son caractère. — Le sacrilège de Raab. — La pragmatique sanction. — La cour impériale. — Son étiquette. — Sa vie intérieure. — Ses fêtes. — Esquisse des mœurs. — Décadence et fin du saint Empire romain.

Chapitre Deuxième 27

Sommaire. — Naissance de Marie-Thérèse, son éducation. — La comtesse Fuchs. — Portrait de Marie-Thérèse. — François de Lorraine. — Son arrivée à Vienne. — Son éducation à la cour impériale. — Mort du duc Léopold de Lorraine. — Voyage de François de Lorraine. — Il est initié à la secte maçonnique. — Il est appelé au gouvernement général de la Hongrie. — Obstacle que rencontre son mariage avec Marie-Thérèse. — Générosité de Charles VI. — Mariage de François de Lorraine et de Marie-Thérèse. — Ses conditions. — Guerre contre les Turcs. — Revers des armées autrichiennes dans la première campagne. — François de Lorraine est nommé feldmaréchal et chargé du commandement de l'armée, avec le feldmaréchal comte de Koenigsegg. — Série de succès et de déboires. — Irritation du public viennois contre François de Lorraine. — Ses causes. — Voyage en Toscane. — François intervient en faveur des loges toscanes. — Troisième campagne des Autrichiens contre les Turcs. — Leur défaite. — Siège de Belgrade par les Turcs. — Paix de Belgrade. — Mort de Charles VI.

Chapitre Troisième 56

Sommaire. — Marie-Thérèse notifie son avènement aux diverses cours de l'Europe. — Attitude hostile de l'électeur de Bavière. — La France fait attendre sa réponse. — Silence de Frédéric II. — Confiance de Marie-Thérèse et de ses ministres dans le roi. — Invasion de la Silésie. — Propositions de Frédéric à la cour de Vienne. — Faits de guerre. Neipperg et Browne. — Bataille de Mollwitz. — Ses conséquences politiques. — Prise de Passau. — Invasion de la Haute-Autriche par le maréchal de Belle-Isle et l'électeur de Bavière. — Neutralité de l'électeur de Hanovre. — Marie-Thérèse à Presbourg. — Prise de Prague. — Négociations anglaises à Vienne et à Berlin. — Perfidie du roi de Prusse. — Prise d'Ollmütz et de Glatz. — L'Angleterre et la Hollande se lèvent pour la défense de Marie-Thérèse. — Enthousiasme de ses sujets. — Invasion de la Bavière par les troupes autrichiennes. — Prise de Linz. — Lettre de Marie-Thérèse au feldmaréchal Khevenhüller. — Élection de Charles-Albert de Bavière au trône impérial, sous le nom de Charles VII. — Prise de Munich. — Le prince Charles de Lorraine prend le commandement de l'armée de Bohême. — Ses perpétuelles indécisions. — Bataille de Chotusitz. — Paix de Breslau entre l'Autriche et la Prusse. — Continuation

de la guerre entre l'Autriche et la France. — Exaltation de Marie-Thérèse. — François de Lorraine en Bohême. — Belle retraite du maréchal de Belle-Isle. — Capitulation de Prague. — Couronnement de Marie-Thérèse à Prague.

Chapitre Quatrième... 113

Sommaire. — Illusions. — La cour se transforme. — Les plaisirs préférés de la reine. — Heureuse influence du comte de Sylva Tarouca. — Rêves de revanche. — Contre-projets de l'Angleterre. — Plans de Frédéric. — Reprise des hostilités et succès du prince Charles en Bavière. — Victoire de Dettingen remportée par le roi d'Angleterre qui ne sait pas ou ne veut pas en profiter. — Déception à Vienne. — Les alliés de Marie-Thérèse semblent n'avoir en vue que de s'agrandir à ses dépens. Accords entre l'Angleterre et le Piémont. — Mariage du prince Charles de Lorraine avec la princesse Marianne. — Insuccès de l'expédition contre Naples dû à l'inertie de Lobkowitz. — Louis XV attaque les Pays-Bas. — Hésitations et divisions des chefs de l'armée pragmatique. — Succès des Français en Belgique. — Traun, en Bavière, malgré les ordres reçus, manque l'occasion de battre l'empereur. — Il est remplacé par le prince Charles, qui passe le Rhin dans le but de reconquérir l'Alsace et la Lorraine. — Perfidie de Frédéric. — Il se démasque et envahit la Bohême. — Capitulation de Prague. — Le prince Charles repasse le Rhin pour tenir tête à Frédéric. — Prussiens et Autrichiens devant Janhowitz. — Les Prussiens reculent sans combat et évacuent la Bohême. — Les Hongrois en Silésie. — Ils sont refoulés. — Échecs en Bavière. — Mort de la princesse Marianne.

Chapitre Cinquième... 163

Sommaire. — Mort de l'empereur Charles VII. — Négociations avec le jeune Électeur de Bavière. — Paix de Füssen. — Négociations entre l'Autriche et la Saxe. — Marie-Thérèse et le grand-duc de Toscane. — Choix des chefs des diverses armées. — La guerre aux Pays-Bas. — La bataille de Fontenoy racontée par le maréchal comte de Kœnigsegg. — Mœurs militaires autrichiennes. — La guerre en Bohême. — Bataille de Hohenfriedberg. — Pression du ministère anglais sur Marie-Thérèse dans le but d'amener la paix avec la Prusse. — Convention de Hanovre. — Résistance de Marie-Thérèse. — François de Lorraine est élu empereur d'Allemagne. — Son couronnement à Francfort. — Bataille de Soor. — Lamentable défaite du prince Charles de Lorraine. — Négociations secrètes avec la France. — Le comte Frédéric de Harrach. — Plans de campagne d'hiver contre la Prusse. — Les variations et les échecs. — Bataille de Kesselsdorf. — Fuite du roi Auguste à Prague. — Prise de Dresde. — Paix de Dresde.

Chapitre Sixième 219

Sommaire. — Situation fâcheuse des Autrichiens en Italie. — La paix de Dresde permet à Marie-Thérèse d'y envoyer des renforts considérables. — Délivrance d'Alexandrie. — Bataille de Plaisance. — Attitude équivoque du roi de Sardaigne. — Départ du prince de Liechtenstein. — Il est remplacé par le feldzeugmeister marquis Botta d'Adorno. — Mort de Philippe V. — Retraite des Espagnols. — — Prise de Gènes. — La situation aux Pays-Bas. — Kaunitz sollicite son rappel. — Le maréchal de Saxe s'empare de Bruxelles. — Prise d'Anvers, de Mons et de Charleroi. — Les Alliés concentrent 90,000 hommes aux Pays-Bas, sous les ordres du prince Charles de Lorraine. — Bataille de Rocoux. — Défaite des Alliés. — Tentative de débarquement des troupes anglaises en Bretagne. — Invasion de la Pro-

vence par l'armée austro-sarde. — Soulèvement de Gênes. — Disgrâce de Botta. — Il est remplacé par le comte de Schulenbourg. — Les Autrichiens évacuent la Provence. — Conférence de Bréda. — Siège de Gênes. — Approche d'une armée française sous les ordres du maréchal de Belle-Isle. — Schulenbourg lève le siège de Gênes. — Il est remplacé dans son commandement par le comte de Browne. — Combat du Col-d'Assiette. — Mort héroïque du chevalier de Belle-Isle. — Formidables préparatifs de guerre des Alliés aux Pays-Bas. — Le duc de Cumberland est nommé au commandement des forces alliées. — Bataille de Lawfeld. — Défaite du duc de Cumberland. — Siège de Berg-op-Zoom. — Lowendal enlève la place d'assaut. — Aspirations pacifiques. — Congrès d'Aix-la-Chapelle. — Préliminaires signés entre la France et l'Angleterre. — Adhésion successive des autres puissances. — Prise de Maestricht par le maréchal de Saxe. — Signature définitive de la paix.

Chapitre Septième 261

SOMMAIRE. — Composition de la Conférence à la mort de Charles VI. — Le comte de Sinzendorf. — Le comte Gundacker de Starhemberg. — Le comte Philippe Kinski. — Le feldmaréchal comte de Kœnigsegg. — Les comtes Aloys et Frédéric de Harrach. — Le comte de Ulfeld. — Le comte Rodolphe Colloredo. — Le comte Joseph Khevenhüller. — Le comte Louis Batthyany. — Le baron de Bartenstein. — Les notes de Marie-Thérèse sur ses ministres. — Le comte de Sylva-Tarouca. — Le comte de Haugwitz. — Réflexions philosophiques de Marie-Thérèse.

Chapitre Huitième 296

SOMMAIRE. — Instructions données aux capitaines des Cercles. — Répulsion de Marie-Thérèse contre les Juifs et les Protestants. — Les Juifs de la Bohême. — Les Protestants de Hongrie. — Le Catholicisme de Marie-Thérèse. — Décret de suppression de certaines fêtes. — Édits financiers. — Le comte Rodolphe Chotek. — Le baron de Wiesenhutter.

Chapitre Neuvième 316

SOMMAIRE. — L'armée autrichienne à l'avènement de Marie-Thérèse. — Sa réorganisation. — Un fonctionnaire civil promu feldmaréchal lieutenant. — Affection de Marie-Thérèse pour l'armée. — Mater Castrorum. — Création du corps des Cadets et de l'Académie des Ingénieurs. — L'artillerie. — L'armement de l'infanterie. — La question de l'uniforme dans les régiments des frontières. — Les congés. — Économies forcées des officiers. — Sévérité de Marie-Thérèse contre les abus militaires en campagne. — Condamnation de Von der Trenk.

Chapitre Dixième 335

SOMMAIRE. — État de l'instruction publique. — Les réformes. — Le R. P. Parhamer. — Bataillons scolaires. — Les gymnases. — Von Swieten. — L'Université de Vienne. — Tentative de fondation d'une Académie des Sciences.

Chapitre Onzième 352

SOMMAIRE. — Marie-Thérèse après la guerre de Succession. — L'empereur François Ier. — La princesse Charlotte de Lorraine. — Le petit David. — Mort de

l'impératrice douairière. — Les enfants de Marie-Thérèse. — Leur éducation. — L'éducation de Joseph II.

Chapitre Douzième 382

Sommaire. — La diète de Hongrie en 1751. — Les possessions de l'Autriche en Italie. — Conspiration contre l'Autriche. — La comtesse Clelia Borromée. — Le comte Bianconi. — Le directeur des Postes Rainoldi. — Le comte Ferdinand de Harrach. — Le marquis Pallavicini. — Le comte Cristiani. — Organisation modèle de l'administration provinciale et communale en Lombardie. — Les Pays-Bas. — Leur situation particulière. — Le traité de la Barrière. — Les Gouverneurs généraux et les Ministres plénipotentiaires.

DB Villermont
71 C.M.J.H.
.V54M comte d
1895
No.I Marie-
Thérèse.

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

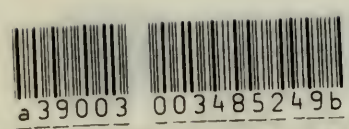
The Library
University of Ottawa
Date due

JAN 17 1989

NOV 06 1991
30 OCT. 1991

04 MARS 1994

AOUT
AUG 20 2004


a39003 003485249b
DB 71 .V54 1895 V1
VILLERMONT, ANTOINE CH
MARIE-THERESE, 1717-17

CE DB 0071
.V54 1895 V001
CJO VILLERMONT, MARIE-THERES
ACC# 1064200